

MONGO BETI

Le Rebelle III

« Et pendant cinquante ans, il s'exprime sans cesse, envers et contre les censures multiformes, et dans un style alerte, percutant. Chez cet écrivain contestataire par excellence, la charge subversive des écrits et le tranchant des prises de position s'allient généreusement au charme de son lyrisme.

Il y a en lui comme un mélange de Socrate par l'élévation de l'esprit, de Voltaire par l'effronterie à l'égard des pouvoirs institués, de Sartre par le militantisme impertinent, et de Césaire par la lutte anticoloniale en vue de l'émancipation du monde noir. »

André Djiffack

« *Le Rebelle*, titre choisi par l'éditeur, comporte trois volumes – les deux premiers ont paru en janvier et octobre 2007 – qui relatent une douloureuse traversée du siècle, faite d'indignation perpétuelle, d'insolence et de compassion. Ce Prométhée camerounais, cette "fraction saine de notre cerveau malade", pour reprendre l'heureuse expression de l'écrivain guinéen Tierno Monémbo, nous lègue le feu... Que ces pages enflammées éclairent notre époque trop souvent baignée dans une lumière grise. »

Boniface Mongo-Mboussa

Outre ses essais au vitriol, Mongo Beti (1932-2001) a publié de nombreux romans, tels les inoubliables Ville cruelle, Le pauvre Christ de Bomba, ou encore Trop de soleil tue l'amour.



9 782070 782277



08-IV A78227 ISBN 978-2-07-078227-7

23€

MONGO BETI

Le Rebelle III

Textes réunis et présentés
par André Djiffack

Préface de Boniface Mongo-Mboussa

CONTINENTS NOIRS *nrf* GALLIMARD

DU MÊME AUTEUR

- VILLE CRUELLE (sous le pseudonyme d'Eza Boto), roman, Présence Africaine, 1954
LE PAUVRE CHRIST DE BOMBA, roman, Robert Laffont, 1956, réédition, Présence Africaine, 1976
MISSION TERMINÉE, roman, Buchet-Chastel, 1957, réédition, Livre de Poche, 1985
LE ROI MIRACULÉ, roman, Buchet-Chastel, Paris, 1958
MAIN BASSE SUR LE CAMEROUN, essai, François Maspero, 1972, réédition, Éditions des Peuples noirs, 1982
PERPÉTUE ET L'HABITUDE DU MALHEUR, roman, Buchet-Chastel, 1974
REMEMBER RUBEN, roman, 10/18, 1974. Réédition, L'Harmattan, 1982
LA RUINE PRESQUE COCASSE D'UN POLICHINELLE, roman, Éditions des Peuples noirs, 1979
LES DEUX MÈRES DE GUILLAUME ISMAËL DZEWATAMA, roman, Buchet-Chastel, 1983
LA REVANCHE DE GUILLAUME ISMAËL DZEWATAMA, roman, Buchet-Chastel, 1984
LETTRE OUVERTE AUX CAMEROUNAIS OU LA DEUXIÈME MORT DE RUBEN UM NYOBÉ, essai, Éditions des Peuples noirs, 1986
DICTIONNAIRE DE LA NÉGRITUDE (avec Odile Tobner), L'Harmattan, 1989
LA FRANCE CONTRE L'AFRIQUE, essai, La Découverte, 1993
L'HISTOIRE DU FOU, roman, Julliard, 1994
TROP DE SOLEIL TUE L'AMOUR, roman, Julliard, 1999
BRANLE-BAS EN NOIR ET BLANC, roman, Julliard, 2000
AFRICAINS SI VOUS PARLIEZ, essai, Homnisphères, 2005
LE REBELLE, t. I, Éditions Gallimard, « Continents noirs », 2007
LE REBELLE, t. II, Éditions Gallimard, « Continents noirs », 2007

CONTINENTS NOIRS

Collection dirigée par Jean-Noël Schifano

MONGO BETI

Le Rebelle

III

**Textes réunis et présentés
par André Djiffack**

**Préface de Boniface Mongo Mboussa dans *Le Rebelle I*
ainsi que la présentation d'André Djiffack**

**Suivi de
« Les obsèques de Mongo Beti »
par Mme Odile Biyidi**

L'Afrique — qui fit — refit — et qui fera.
Michel Leiris

CONTINENTS NOIRS *nrf* GALLIMARD

Note de l'éditeur

En 1991, Mongo Beti « retourne au Cameroun, après trente-deux ans d'exil, et amorce une intense activité. Il crée la Librairie des Peuples noirs, à Yaoundé, met en place des projets d'agriculture et d'élevage à Akometan, son village natal, prend activement part, via les médias, à la vie politique et culturelle du Cameroun, en dénonçant la démission des élites, la faillite du service public, la corruption, l'absence de rigueur des fonctionnaires, etc. [...] De même qu'il nous mettait en garde, dès les années soixante-dix, contre toute euphorie visant à considérer la décolonisation comme une révolution, de même il montre, dans le second versant de sa production littéraire, combien la démocratie est ici une farce, qui permet à nos dictateurs d'organiser des simulacres d'élections pour rester indéfiniment au pouvoir¹ ».

« Tirant judicieusement parti de l'expérience de leur auteur et très souvent nourris d'anecdotes personnelles relatées sur un ton tantôt cocasse ou grave, tantôt drôle ou sarcastique, les textes réunis dans les trois tomes du *Rebelle*, bien que provenant d'horizons divers, ne sont pas moins liés par un fil conducteur. Ils retracent avec justesse l'histoire du monde noir dans ses rapports tumultueux avec l'Occident². »

Le Rebelle III est essentiellement consacré à la période qui va de 1995 à la mort de Mongo Beti, en octobre 2001.

1. Boniface Mongo-Mboussa, extrait de la préface au *Rebelle I*.
2. André Djiffack, extrait de l'introduction au *Rebelle I*.

France : Chirac président, et après ?

Le fantasme du touriste français de passage a la vie dure ; on ne peut manquer de rendre sportivement hommage au talent de celui qui a inventé cette formule. Un jeune journaliste est donc venu recueillir, dès lundi matin 8 mai, mon sentiment après l'élection de Jacques Chirac comme président de la République française. Ce fut l'occasion de deux stupéfactions simultanées, parallèles et respectives. Mon jeune et sympathique interviewer fut stupéfié de m'entendre dire :

— Je m'en moque, je suis tout à fait indifférent. J'en ai rien à fiche.

Et moi, j'avais été stupéfié un peu plus tôt de l'entendre dire :

— Les Camerounais se sont passionnés pour cette élection. Et vous qui avez si longtemps vécu là-bas, vous qui avez une carte d'électeur français, vous qui avez forcément suivi l'affaire, dites-moi comment vous voyez l'évolution de l'Afrique francophone dans les sept années à venir après l'élection de Jacques Chirac.

— Désolé, je n'ai pas forcément suivi l'affaire, même s'il est vrai que j'ai très longtemps vécu là-bas, même s'il est vrai que j'ai une carte d'électeur français dont, soit dit par parenthèse, je ne me suis pas servi. Je le répète, j'ai été de bout en bout indifférent à l'élection présidentielle française, convaincu que je suis depuis très longtemps, sinon depuis toujours, que notre salut n'a rien à voir avec les fastes et autres tralalas de la démocratie à la gauloise.

Mais puisque, à l'évidence, les Camerounais se sont passionnés pour cette élection, comme si elle devait obligatoirement avoir une incidence sur leur destin collectif, force m'est de jouer le jeu en essayant de communiquer avec mes compatriotes sur le thème : Chirac président des Français, et alors ?

Alors rien.

En effet, dans un premier moment, je résiste mal à la tentation de soutenir péremptoirement, comme je l'ai fait devant mon jeune et sympathique interviewer, que l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République française n'entraînera aucun changement dans la politique néocolonialiste de la France en Afrique. Cette politique ne sera ni pire ni meilleure que celle de son prédécesseur, hormis quelques détails conjoncturels et de pure forme.

Je me suis en effet référé au concept de structure qui comporte une certaine connotation de rigidité et de contrainte sinon de fatalité. Structures économiques d'abord, ou, si l'on préfère, structures d'intérêts, quelque chose avec quoi aucune grande puissance ne saurait plaisanter de nos jours, quelle que soit la couleur idéologique de ceux qui tiennent la barre, comme on l'a vu pendant quatorze ans sous le mitterrandisme annoncé au début comme le socialisme à la française.

Comment la France a-t-elle réussi la modernisation de son appareil de production depuis 1958, c'est-à-dire depuis l'avènement du gaullisme et de la cinquième République ? En pillant systématiquement et sans relâche l'Afrique, n'en déplaise à certains politologues et économistes français dits de gauche que le spectacle quotidien des files de grumiers, pour ne citer que cet exemple, dément sur le terrain jusqu'au ridicule — sans parler du pétrole aujourd'hui épuisé, du système bancaire camerounais vache à lait de la zone franc avant sa déconfiture, de l'ONCPB¹ en faillite après avoir si longtemps servi de pompe

1. ONCPB : Office national de commercialisation des produits de base.
(N.d.É.)

à ponctionner l'argent de nos paysans frauduleusement transféré en France par centaines de milliards, etc.

L'Afrique, c'est comme le loto : c'est facile et ça peut rapporter gros. Les coopérants en savaient quelque chose... avant la dévaluation. Le pli a pris désormais : on ponctionne l'Afrique pour engraisser la France.

Il y a les structures mentales, peut-être plus contraignantes et plus vulnérables à l'ossification que toutes les autres : voilà une nation se disant démocratique où l'on ne craint pas de proclamer que la grandeur, le rayonnement de l'État blanc sont conditionnés par la vassalisation *in aeternum* de peuples noirs vivant à des milliers de kilomètres. C'est bien de cela qu'il s'agit, car on n'a jamais demandé leur avis à ces peuples qu'on prétend ainsi embrigader à des fins dont ils n'ont que faire. Loin de révolter la classe intellectuelle française comme on s'y serait attendu dans un pays supposé avoir le culte de la liberté, car ce disant on sous-entend des *a priori* qui empruntent nécessairement à l'apartheid de triste mémoire, ces proclamations recueillent au contraire l'approbation unanime, y compris celle des franges marxistes et trotskistes.

Plus l'orateur se montrera cynique et démagogue sur ce thème pourtant odieux de la nécessité de « conserver l'Afrique » comme garantie de la grandeur de la France, plus frénétiquement il sera applaudi par les Français, toutes catégories confondues. Peuple esclavagiste et colonialiste, la France n'a jamais fait sa révolution des mentalités. Elle est incapable de comprendre les aspirations des jeunes nations avec lesquelles elle joue à s'associer. L'incohérence de son discours où grimacent les plus grossières contradictions lui échappe, de même que l'indécence de ses postures. Où est le MacNamara français qui viendra battre sa coulpe devant les télévisions en déclarant : « Nous avons eu tort de faire la guerre d'Algérie et du Cameroun. Nous avons eu tort de nous immiscer dans les affaires intérieures du Rwanda. Algérie, Cameroun, Rwanda, etc., c'étaient pour nous autant de *terrae incognitae* » ?

Il y a enfin les structures policières, qu'on a appelées réseaux, qui s'imbriquent quelque peu dans les structures de pillage, comme Elf-Aquitaine, sans s'y fondre totalement. Qui peut croire que, avec le retour de Jacques Foccart, Père Joseph africain incontournable de Jacques Chirac, les crimes de basse police contre les réfractaires africains, leaders et dirigeants politiques ou hommes simplement exceptionnels — tradition constamment honorée par Paris de De Gaulle à Mitterrand, en passant par Pompidou et Giscard d'Estaing —, vont cesser tout à coup ? Au contraire, toutes les filières gaullistes d'extermination des véritables élites africaines vont connaître une nouvelle jeunesse après deux décennies de léthargie forcée. Nous allons nous retrouver confrontés à la manière forte, à la terreur, à la guéguerre, à l'oppression *hard*, là où les socialistes de François Mitterrand, hypocrisie oblige, s'en tenaient à l'oppression *soft*, c'est-à-dire à l'intimidation et à la corruption.

Hier, avec Mitterrand, c'était la main de fer dans un gant de velours. Demain, avec Chirac et Foccart, nous serons ramenés au temps des virtuoses du thallium qui fut fatal à Félix-Roland Moumié. Le martyr de l'Afrique se poursuit inexorablement.

C'est du moins ce que j'ai pensé dans un premier temps. Il n'aura pas fallu plus de deux jours pour que mes certitudes commencent à s'effilochoer et l'amertume de mon pessimisme à s'adoucir. Entre-temps, j'avais eu sur le même sujet un long échange avec un ami qui m'avait signalé cette particularité de l'histoire coloniale de la France :

— La France n'est pas l'Angleterre ; il n'y a pas eu de Clement Attlee à Paris. Faisons exception, me dit-il, de la Convention où un homme de génie, un vrai révolutionnaire, un des hommes à qui la culture française et son prestige doivent le plus, n'hésita pas à déclarer à propos de Saint-Domingue : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe. » La décolonisation en France a trop souvent été faite, non par la gauche, mais par la droite — et encore à chaud, sous la pression d'événements tragiques et devant l'hostilité de l'opinion internationale.

Souvenons-nous de l'Algérie et du jeu du général de Gaulle. Avec Chirac, le conservateur pur et dur, il y aura peut-être des surprises. Il ne faut jamais rien exclure à l'avance.

Aujourd'hui, je ne cesse de me dire à moi-même en pensant à ma première analyse : est-ce vraiment si simple ? N'y a-t-il pas, par exemple, dans les circonstances nouvelles au moins de quoi changer profondément la donne d'hier ?

Ce qui frappe le plus par rapport aux lendemains des précédentes élections présidentielles françaises, et dont témoignent *Le Messager* et toute la presse privée camerounaise et africaine, c'est le gain de lucidité et de perspicacité acquis entre-temps par nos sociétés. Dans les années soixante et les suivantes, le bon ton africain, à l'imitation des présidents tous idolâtres de l'Homme de Brazzaville (*sic*), était de remercier de Gaulle pour nous avoir donné l'indépendance. Nous étions si naïfs qu'on ne résistait guère à la tentation de nous mystifier.

Il en fut ainsi jusqu'à François Mitterrand ; en 1981, l'amour des idéologies nous amena à nous mystifier tout seuls nous-mêmes : il avait suffi que sous nos yeux se mette à voler le mot socialisme, comme un charmant petit oiseau, pour nous faire oublier le non moins charmant précepte de la sagesse des nations selon lequel une hirondelle ne fait pas le printemps. Nous tombâmes donc, comme fruits mûrs, dans les rets odieux de ce vilain vieux monsieur dont nous avons dû endurer la fourberie pendant quatorze ans.

Jacques Chirac peut-il aujourd'hui nous mystifier ? Jacques Chirac peut-il nous faire oublier ses déclarations sur les odeurs des immigrés ? Jacques Chirac peut-il nous faire oublier la fameuse déclaration d'Abidjan, selon laquelle la démocratie est un luxe pour l'Afrique ? Je réponds : non, à moins que l'on ne nous prive du jour au lendemain de notre presse privée, qui nous a tant manqué autrefois en de semblables occasions et qui apparaît comme la véritable conquête, peut-être la seule, du fameux processus de démocratisation où l'on dit que notre continent est engagé depuis cinq ans. Pour la première fois, les

Africains savent à quoi s'en tenir sur l'homme qui vient d'être élu par les Français. Ils savent, cette fois de source certaine, que c'est pour eux un ennemi. C'est une grande force, et qu'on ne mesurera peut-être jamais assez, que cette certitude, cette assurance, ce credo, cette foi. Que fait-on, en effet, quand on se trouve en présence d'un ennemi ? On dégaine plus vite que son ombre, pour parler comme une célèbre bande dessinée. On se met en position de combat. À en croire la presse privée camerounaise parue depuis le 7 mai, le peuple camerounais s'est mis en position de combat, Chirac à peine élu.

Un autre élément de la conjoncture retient aussi l'attention : l'Occident, qui avait donné à l'Élysée, pendant la guerre froide, un chèque en blanc sur l'Afrique, n'est pas dans les mêmes dispositions aujourd'hui, et pour cause, on l'a bien vu avec le Rwanda, aventure sanglante dans laquelle aucune nation occidentale n'a accepté de suivre la France, malgré les exhortations de celle-ci. La France, sous peine d'être mise en quarantaine au moins symboliquement, va devoir se soumettre à la dure loi de la concurrence, où ses pratiques africaines, ses velléités de retour au colonialisme de papa, ses anachronismes ne lui susciteront pas que des admirateurs, tant s'en faut. Américains, Anglais, Allemands, Japonais et *tutti quanti* souhaitent, à l'évidence, que les Africains aient enfin, comme tous les autres peuples, le choix de leurs partenaires étrangers, de leur mode de développement, de leurs propres dirigeants, en somme de leur destin, parce que c'est la première condition de leur éventuel accès à la prospérité.

L'opinion internationale s'est donc totalement inversée depuis la fin de la guerre froide ; c'est un revirement irréversible, dont la pression pèsera de plus en plus sur les Français comme sur les Africains eux-mêmes, forçant les hommes et les choses à bouger, bon gré mal gré. Le troisième élément remarquable de la conjoncture, c'est notre propre combativité, mais, comme on dit, ceci est une autre histoire.

Jacques Chirac indésirable au Cameroun

Comment est-il possible que, cinq ans à peine après le Rwanda, un dirigeant français poursuive en Afrique la même politique génératrice de génocide ? Que vient faire le président français Jacques Chirac au Cameroun de Paul Biya ?

Pendant la guerre du Kosovo, on a vu le président Jacques Chirac sur tous les fronts. Il ne se passait guère de jour sans qu'il prenne la parole à la télévision.

Que disait-il ou plutôt que ressassait-il ? Que les Occidentaux avaient raison de bombarder sans pitié la Serbie de Milošević. Parce que son régime pratiquait le nettoyage ethnique, bafouait les droits de l'homme les plus élémentaires, insultait les valeurs sacrées de la démocratie.

Voici le même président français Jacques Chirac aujourd'hui en Afrique et, en particulier, dans ce que la France appelle son pré carré. Qu'y fait-il ? Changeant son fusil d'épaule, il courtise les Milošević locaux, pourtant coupables des mêmes crimes que le Serbe de Belgrade. Interdire de carte d'électeur un citoyen dont le nom a une consonance fortement bamiléké, comme le fait notre Milošević local Paul Biya, à toutes les élections, n'est-ce pas de l'exclusion ethnique ? Fermer les médias de l'État à l'opposition, refuser l'enregistrement des associations de citoyens libres, réprimer sauvagement la moindre manifestation publique d'opposants, déterminer les résultats d'une élection locale avant même sa tenue, fomenter des insurrections artifi-

cielles mais sanglantes dans une province connue pour son hostilité au président, n'est-ce pas le fait d'un disciple de Milošević ?

Il est vrai que chaque imprécation du président français fustigeant les atrocités de Milošević se terminait par « et ceci se passe à nos portes », c'est-à-dire qu'une dictature n'est odieuse que si les victimes, pauvres Kosovars, ont la peau blanche. Chassez le naturel, comme on dit, il revient au galop.

C'est bien ce Jacques Chirac en effet qui, après avoir évoqué les odeurs des immigrés dans une intervention à la télévision restée célèbre, déclara un jour à Abidjan que la démocratie est un luxe pour les Africains. Telle est la vraie nature de Jacques Chirac.

Jacques Chirac, contredisant les idéaux traditionnels du peuple français, vient conforter les dictatures du pré carré, chiens de garde des intérêts les plus sordides des capitalistes de l'Hexagone, parce que ceux-ci priment à ses yeux sur le droit des populations africaines à la démocratie.

Nous disons, nous, que la démocratie est une aspiration universelle des peuples, y compris des peuples africains. Ni notre philosophie ni nos sentiments ne sont compatibles avec ceux du président français Jacques Chirac.

Porte-parole authentique à défaut d'être officiel du peuple camerounais, nous proclamons que Jacques Chirac aurait mieux fait de ne pas effectuer une visite qui d'une façon ou d'une autre sera dommageable à l'image de la France ici comme ailleurs.

En attendant Chirac, travaux forcés à perpète pour les paysans du Centre

Alerté par téléphone, mercredi 20 décembre 2000, à propos d'arrestations de paysans dans mon village natal, Akometan, à soixante kilomètres de Yaoundé, je m'y suis rendu le jeudi matin de bonne heure. Voici mon témoignage.

Tous les hommes valides, jeunes ou moins jeunes d'Akometan, et d'autres villages en aval et en amont, à l'exception de ceux qui ont fui dans la forêt, ont été enlevés le 20 décembre, sans aucun mandat, sans obéir à aucune procédure, par un groupe composé du préfet et de trois ou quatre individus en tenue, sans doute des gendarmes. Il y avait parmi les victimes quatre de mes ouvriers, de très jeunes gens, régulièrement employés dans ma ferme depuis de longs mois.

Ces villageois ont été emmenés à Mbalmayo, chef-lieu de la préfecture, où ils étaient toujours détenus ce jeudi-là, sans doute au secret, puisque je n'ai pas pu les rencontrer.

Raison de cet abus ?

Voilà des semaines, paraît-il, que le sous-préfet leur enjoint sans succès de débroussailler les bas-côtés de la route, en vue de l'accueil des présidents lors du prochain sommet franco-africain des chefs d'État prévu du 17 au 19 janvier 2001. C'est en effet sur cette route que passe le président Paul Biya pour se rendre dans son village natal, Mvomeka'a.

Le conflit est latent depuis l'avènement de Paul Biya. Les paysans considèrent que ce n'est pas à eux de nettoyer la voie

publique ou ses abords, mais à l'État. Ils demandent au moins une rémunération symbolique s'ils doivent effectuer ce travail, ce qui est le bon sens même, mais qu'on leur refuse aujourd'hui.

Le ministre de l'Administration territoriale, Koungou Edima, d'un âge très avancé, et qui ne se prive jamais d'agiter la menace de la bastonnade à l'égard des divers récalcitrants, a donc décidé d'utiliser la manière forte et, pour commencer, d'arrêter tout le monde pêle-mêle comme aux plus beaux jours de la colonisation.

Il faut noter que les familles sont en plus sommées de repeindre les façades de leurs misérables habitations, sans avoir reçu pour cela ni peinture, ni seau, ni pinceau, tous matériels qui sont donc à leur charge, à eux si pauvres déjà. Sans avoir reçu aucune formation pour cette besogne délicate avec laquelle jamais ils ne furent familiarisés.

Je me suis rendu auprès des autorités préfectorales de Mbalmayo pour leur demander de libérer immédiatement ces pauvres gens, sinon je me verrais contraint, avec mes amis, d'engager une procédure judiciaire ; j'ai invoqué une violation flagrante de leurs droits les plus élémentaires.

Le sous-préfet, qui a bien voulu me recevoir, a fait état d'une disposition réglementaire permettant, dans certaines circonstances, de restreindre la liberté individuelle des citoyens. Je lui ai fait remarquer qu'une telle disposition devait avoir été discutée et votée par le Parlement, ce dont je n'étais pas informé, ni personne à ma connaissance. Ce fut bien entendu un dialogue de sourds et le sous-préfet est resté sur ses positions. Il devait donc ramener tout ce monde sur le terrain vendredi 22 et le faire travailler sous la contrainte des gendarmes.

En réalité, ainsi qu'il m'est apparu, il ne pouvait modifier une mesure imposée d'en haut, car le ministre de l'Administration territoriale, grand admirateur des méthodes musclées de la colonisation, et nostalgique de cette époque, veut manifestement faire un exemple, dans le but de dissuader d'autres tentations récalcitrantes à venir.

Le procureur était absent, mais j'ai pu rencontrer son substitut qui n'a fait aucune difficulté pour avouer qu'il n'avait pas été informé de ces arrestations, tout en reconnaissant qu'il lui apparaissait qu'elles n'étaient pas conformes à la légalité, allant jusqu'à admettre que tout cela ressemblait fort au retour des travaux forcés de l'époque coloniale. Mais il s'est dit impuissant.

La vie quotidienne ici dans le Centre, dans l'attente du sommet franco-africain, est tissée de tracasseries sans cesse multipliées pour les populations, sinon d'actes de violence carrément arbitraires comme l'affaire que je viens d'exposer. Il doit en être de même dans d'autres provinces.

Voilà donc où nous en sommes après quarante ans d'indépendance, aux travaux forcés à perpétuité en somme pour les citoyens camerounais. Nous sommes revenus en arrière. Pendant les dix-sept ans qu'a duré la guerre de libération, de 1955 à 1972, des centaines de milliers de Camerounais sont morts pour rien. Nos héros, Um Nyobé, Moumié, Ouandié, Ossendé Afana, et tant d'autres se sont sacrifiés pour qu'une bande de dirigeants mercenaires, quarante ans après l'indépendance, nargue impunément leur mémoire.

Non content de se montrer impuissant à soulager si peu que ce soit les besoins de base des villages, eau courante, écoles dignes de ce nom, centre de santé, M. Paul Biya, ci-devant meilleur élève de François Mitterrand, aujourd'hui meilleur ami de Jacques Chirac, prétend exploiter directement nos paysans, comme osaient à peine le faire les colonisateurs blancs de l'Afrique.

Question que je ne cesse de me poser : où sont donc nos partis d'opposition ? À quelle trappe est passé le *power to the people* ?

Les Camerounais, un peuple de perroquets moutonniers ?

Il paraît que Jacques Chirac va abandonner son beau palais, ce joyau serti dans l'écrin de la Ville lumière, pour venir au sein de la forêt équatoriale débattre doctement de mondialisation avec les analphabètes africains dévorés de sida et de paludisme. Et nos perroquets et autres moutons de Panurge de se précipiter sur l'os que leur lance le prestidigitateur élyséen en s'exclamant mondialisation, mondialisation, mondialisation...

L'os a au moins l'avantage de contenir de la moelle. Quelle substance peut bien offrir la mondialisation, un concept aussi creux que prétentieux, avec ses faux airs de modernité ? Quand les négriers venaient rafler nos ancêtres dans leurs champs, que faisaient-ils déjà sinon de la mondialisation ? Quand Jean-Christophe Mitterrand vend en douce des armes à l'Angola, pendant que sa maman mène campagne sur campagne contre les mines antipersonnel dans le tiers-monde, qu'ont-ils besoin. l'un et l'autre d'un mot alors qu'ils pratiquent la chose avec tant de maestria ?

Pourquoi faut-il toujours que nous suivions les autres ? S'il est vrai que l'être humain a besoin de mots nouveaux pour habiller de vieilles réalités, et le colonialiste de nouveaux oripeaux pour dissimuler ses crimes, pourquoi ne pas fabriquer nous-mêmes aussi des mots nouveaux pour habiller nos malheurs séculaires, au lieu de nous laisser séduire comme toujours par la première diversion venue, si grossière soit-elle.

On veut occuper notre esprit ailleurs, quelle que soit la stratégie pour y arriver, pourvu que, pendant ce temps-là, nous oublions nos vrais problèmes, qui, eux, n'ont pas changé.

Donnons du moins un contenu authentiquement africain à la mondialisation. Sous cet astre nouveau, nos vraies réalités prendront peut-être plus de relief.

Commençons par les assassinats jamais élucidés de personnalités en vue, et notamment de personnalités religieuses, dont notre compatriote, le Père Engelbert Mveng, S. J. Pourquoi n'imposerions-nous pas à Jacques Chirac ces affaires comme sujet de discussion dans le cadre de la mondialisation ? Le père Engelbert Mveng avait été formé en Europe, n'est-il pas vrai ? D'ailleurs, avant lui, avaient été assassinés un évêque de nationalité française, à Ngaoundéré, Mgr Plumey, ainsi que deux religieuses de nationalité française aussi, à Djoum. Curieusement, cette mondialisation-là n'a pas vraiment intéressé l'Élysée qui ne réclama jamais d'enquête, contrairement à ce qui se fit lorsque d'autres religieuses françaises furent assassinées en Argentine. On voit ainsi que la mondialisation élyséenne est bien sélective.

Autre sujet de réflexion collective possible avec Jacques Chirac, notre futur hôte : c'est la détention depuis trois ans, et dans les conditions les plus rigoureuses du secret, d'un homme politique qui eut le tort de vouloir être candidat à l'élection présidentielle de 1997, Titus Edzoa. Il faut ajouter que, pour faire bonne mesure, Paul Biya lui a donné comme compagnon de prison Michel Thierry Atangana, son ancien proche collaborateur, titulaire, lui, d'un passeport français en bonne et due forme. Là encore jamais l'Élysée ne fit preuve de zèle dans la mondialisation.

Troisième sujet de savants débats potentiels : c'est le financement par Paul Biya du mage d'une secte française, Raymond Bernard, à concurrence de sept milliards de francs CFA pris sur notre pétrole, à une époque où, sous prétexte de crise économique, l'État supprimait les bourses CFA dans l'enseignement

supérieur et réduisait de trois quarts le salaire des fonctionnaires. Ici il y a eu mondialisation dans la corruption, puisque, finalement, cet argent semble avoir atterri dans l'escarcelle d'un homme politique français bien connu, par le biais de Fao, centre névralgique des réseaux corses du Cameroun, au demeurant dissous, très bizarrement, après une perquisition des juges. Qu'en pense Jacques Chirac ?

Quatrième thème de débats virtuels, le plus explosif, le plus passionnant aussi, que pour cette raison je réservais pour la fin : c'est l'annulation, par le président Paul Biya, dans le secret de son cabinet, d'une loi votée par le Parlement camerounais en 1994, qui interdisait l'exportation des grumes. C'est une affaire si grave qu'il faudrait, pour en débattre, procéder avec solennité.

On pourrait donner à deux commissions le soin de préparer un rapport sur ses deux aspects les plus brûlants.

Premier sous-thème : le Parlement n'est-il pas l'unique source de légitimité dans un État de droit ? En tant qu'ancien élève de l'ENA, ancien Premier ministre, ancien chef du RPR, ancien maire de Paris, M. Jacques Chirac présenterait un texte de synthèse soumis à la discussion de l'assemblée générale des participants.

Second sous-thème : comment qualifier un président qui s'autorise à rayer d'un trait de sa petite plume personnelle une loi votée par le Parlement d'un pays ? Paul Biya, en tant que diplômé douteux de Sciences-Po, serait chargé de rédiger le rapport de synthèse soumis au débat de l'assemblée générale.

Telle est l'orientation que, personnellement et en tant que directeur de la défunte revue bimestrielle *Peuples noirs-peuples africains* — pour laquelle M. Jacques Chirac, si ma mémoire est bonne, ne souscrivit jamais d'abonnement, ce qui est dommage —, je propose de donner à la fièvre intellectuelle et novatrice d'idées, qui va enflammer ce sommet et en être l'honneur aux yeux des générations à venir.

À propos d'une banderole

Écœuré de voir des gens, dont on ne sait s'ils étaient malhonnêtes ou maladroits ou les deux, gâcher nos chances de faire enfin entendre la voix du peuple camerounais révolté, j'ai imaginé une manœuvre de substitution, un type d'action qui a eu un certain succès, puisque de partout on me demande de m'en expliquer, ce que je fais bien volontiers.

Le mercredi 17 janvier 2001, jour d'arrivée des chefs d'État africains convoqués au sommet de Yaoundé par le président français qu'ils considèrent comme leur maître on ne sait pas trop pourquoi, j'ai tendu sur la façade de mon établissement, la Librairie des Peuples noirs, au quartier Tsinga à Yaoundé, une grande banderole, portant sur fond blanc, mais en caractères noirs, cette inscription bien visible de loin : Chirac = forestiers = corruption = déforestation.

La banderole a tenu de 11 h 30 à 17 heures environ. À cette heure-là, un fourgon de police qui rôdait dans les parages depuis quelque temps est venu se ranger devant le supermarché Max, en face de la librairie. Mes employés, ma femme et moi avons vu jaillir du véhicule un commando d'une quinzaine d'individus en tenue et casqués, qui ont traversé la rue d'un pas martial, en formation d'assaut, un très grand en tête, des petits trapus couvrant ses flancs, d'autres de taille moyenne déployés en rang derrière lui. Si les déploiements de nos soldats étaient aussi savamment organisés à Bakassi, il ne fait nul doute que

notre victoire serait déjà totale sur les Nigériens. Autant le but de l'assaut était clair, autant son objectif était incertain, je me suis donc posté sur le seuil de mon établissement pour en interdire l'entrée, symboliquement bien sûr. En réalité, ces messieurs ne s'intéressaient qu'à ma banderole, que le grand costaud arracha sans ménagement d'un bout à l'autre de la façade. Mes vives protestations laissèrent de marbre nos assaillants qui, une fois leur mission accomplie, s'en retournèrent à leur véhicule en emportant ma banderole.

Nous avons aussitôt commandé une deuxième banderole, avec les mêmes caractéristiques, à notre fournisseur habituel. Nous l'avons de la même façon tendue sur la façade de la Librairie des Peuples noirs jeudi 18 janvier à 17 heures ; cette fois, elle n'a pas tenu cinq minutes, nos vaillants adversaires devaient nous guetter, tapis derrière un mur ou un poteau électrique. Ayant pu prendre la mesure de leur ennemi la veille, ils n'étaient plus qu'une demi-douzaine, d'ailleurs commandés par un en-bourgeois adipeux, mais brandissaient des matraques. Comme la veille, ils se sont jetés sur la banderole, qu'ils ont arrachée avec la même rage, et qu'ils ont emportée malgré mes vives protestations.

J'ai préparé la même opération pour vendredi 19, mais cette fois en convoquant la presse, afin qu'elle soit témoin des procédés de cette pitoyable République bananière que Paul Biya a le culot d'appeler État de droit. Nous avons attendu les journalistes en vain ; il est vrai que la conférence de presse dudit Chirac avait lieu en même temps au palais des congrès. J'ai, de guerre lasse, renoncé à déployer ma troisième banderole sur la façade de ma librairie. Ce n'est que partie remise.

La violation de la liberté d'expression, sans même parler de celle du domicile privé, est flagrante, et même grossière. Après tout, l'inscription de ma banderole aurait pu être considérée comme une réclame. Depuis plusieurs semaines, ma librairie vendait avec un grand succès un petit ouvrage ayant pour titre *Le Silence de la forêt*, fruit d'une longue recherche des asso-

ciations françaises Survie et Agir ici. Les auteurs y décrivent abondamment les ravages que les diverses mafias étrangères, à commencer par la puissante mafia forestière française, infligent à nos forêts, dans une totale anarchie, mais non sans corrompre la plupart des dirigeants du Renouveau ainsi pris en otage. Il y est exposé surtout pourquoi la fameuse loi, votée en bonne et due forme en 1994 par le Parlement camerounais, unique source de légitimité, qui interdisait l'exportation du bois en grumes et dont l'application fut reportée six ans durant, finit par être annulée par le président : Paul Biya cédait tout simplement au lobbying de son ami Jacques Chirac, président français qui en fit une condition de son voyage de 1999. Jacques Chirac subissait lui-même la pression de la mafia forestière française du Cameroun. Les meilleurs spécialistes annoncent un désastre écologique à terme si les mafias poursuivent cette déforestation sauvage.

Sans le sabotage auquel nous avons assisté, c'est ce thème de la défense de notre forêt, unique joyau désormais de notre patrimoine maintenant qu'Elf a pompé notre pétrole pendant des décennies, sans coup férir, qui aurait dû être « ciblé », comme José Bové avait « ciblé » la malbouffe en France, avec quel succès ! Au lieu de cela, le prétendu contre-sommet, entre les mains de gens manifestement dépourvus de toute expérience militante et de tout sens de la communication, s'est livré à toutes les extravagances de l'égoïsme, du verbiage et de la vaine fébrilité.

On m'a dit : mais pourquoi as-tu laissé faire ? Pourquoi n'avoir pas organisé le contre-sommet que tu imaginais et dont tu avais été le premier à lancer l'idée ? Uniquement parce que cela aurait fait désordre : je ne me suis pas abstenu toute ma vie, qui commence à être longue, des disputes de pouvoir pour me laisser galvauder aujourd'hui dans de misérables rivalités. J'ai donc préféré laisser le champ libre aux écervelés et autres agités, avec les résultats que l'on connaît.

La conscience internationale accepte que chaque peuple

utilise tous les moyens à sa portée pour défendre ce qu'il considère comme son patrimoine. Je suis sûr que bien des gens à travers le monde nous applaudiraient s'ils apprenaient que des Camerounais ont mis le feu à des grumiers pour porter un coup d'arrêt définitif au saccage centenaire de leurs forêts par des étrangers sans scrupule, uniquement mus par le lucre. Nous ne voulons pas encore en venir à ces extrémités ; mais qu'on ne nous y accule pas. L'exploitation de notre forêt, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, est un scandale insupportable, autant du point de vue de la morale que, plus encore, du point de vue économique et politique.

Nous espérons que Paul Biya saura entendre cet avertissement.

Mongo Beti :
« Je doute que les Français
aient manipulé qui que ce soit »

Je voudrais dire à *La Nouvelle Expression* combien il est humiliant pour un homme comme moi de lire l'écho publié dans l'édition du mercredi 22 septembre 1999, page 10, sous le titre « Les dessous de la stratégie des éditeurs français ».

L'écho recèle une insinuation à la fois invraisemblable et calomnieuse à l'encontre des opérateurs et syndicalistes camerounais du livre accusés d'être manipulés par des intérêts français quand ils se rebellent contre les méthodes du nommé Etoundi, ministre de son état, comme s'il suffisait qu'un trou-du-cul soit bombardé ministre par Biya pour se transformer aussitôt en professionnel du livre et héros national. Je suis libraire (donc opérateur) au Cameroun depuis bientôt six ans. J'affirme que je n'ai jamais été manipulé par des intérêts français, que je n'ai, au contraire, cessé de combattre en dénonçant un bien inaccessible à la grande masse de nos compatriotes.

Je vais vous parler franchement : je doute fort que les Français, coutumiers en effet de la corruption des responsables du système éducatif camerounais, aient manipulé qui que ce soit en l'occurrence, pour la raison péremptoire que voici : il n'en a pas été besoin. La seule manipulation des Français a sans doute consisté cette fois à démontrer le caractère totalement irréaliste, jusqu'à la loufoquerie, de l'échafaudage concocté par M. le ministre Etoundi, qui cumulait ainsi les trois fléaux responsables de la faillite gestionnaire du Renouveau, à savoir

l'incompétence, l'inorganisation (l'anarchie plus l'imprévoyance multipliées par le laxisme bureaucratique) et l'impunité. C'est ce que j'appelle les trois « i », qu'illustre aujourd'hui l'homme de la Snec¹ : priver d'eau plusieurs semaines durant une ville d'un million d'habitants, capitale d'un État de surcroît, à la veille du troisième millénaire ! Il faut le faire comme disait l'autre, Obouh Fegué l'a fait, et avec quelle réussite. Bravo le Renouveau !

Je suis un professionnel du livre à un quadruple titre — écrivain, enseignant, ancien éditeur (*Peuples noirs-peuples africains*), libraire, et je sais que dans aucun système économique, communiste chinois, communiste ex-soviétique, français, libéral américain, capitaliste, etc., on ne peut se passer du libraire dans la distribution du livre, en dehors du virtuel. En d'autres termes, le libraire est un maillon incontournable de la chaîne. Tout professionnel du livre, qu'il ait été formé dans une école spécialisée ou simplement sur le tas, le sait. En voulant exclure le libraire du circuit, M. le ministre a tout simplement fait la démonstration qu'il n'y connaît rien, qu'il n'y comprend rien, qu'il est un zozo d'une rare stupidité en cette matière. Ça sautait aux yeux qu'il allait dans le mur comme chacun le constate maintenant.

C'est déjà difficile à un professionnel de vendre des livres : consultation du catalogue, commande, acheminement, remise, tenue de stocks, lutte contre le vol, inventaire, comptabilité, règlement des factures, rapports avec la banque, réassorts, patentes, impôts, salaires, etc., voilà qui ne saurait s'improviser. Alors imaginez le brave petit prof clochardisé d'un collègue aux prises avec ces tâches ou, encore mieux, la brave mère de famille d'une association de parents d'élèves. Il faut vraiment que ce monsieur soit tombé sur la tête.

J'ai toujours été partisan du socialisme ; la meilleure façon de faire baisser les prix d'une denrée, c'est de la soumettre à

1. Snec : Société nationale des eaux du Cameroun. (N.d.É.)

la concurrence, c'est-à-dire, en l'espèce, de solliciter tous les producteurs, de fait ou d'intention.

Pourquoi le ministre, au lieu de fabriquer au pied levé une maison d'édition hybride, à la fois entreprise d'État et structure privée où il est actionnaire majoritaire (quelle monstruosité économique !), n'a-t-il pas eu le réflexe de solliciter les autres éditeurs camerounais ? C'est triste d'avoir à le rappeler, mais il y a des éditions au Cameroun (je n'en suis pas, je vous rassure tout de suite), par exemple Le Crac (Ndachi Tagne), Clé ! Et d'autres. Ce sont des professionnels chevronnés. Il suffisait d'un coup de pouce, par exemple l'attribution d'un marché conséquent, pour en faire des opérateurs nationaux compétitifs : c'est ce qui s'est fait dans tous les pays en développement qui ont réussi, Corée, Singapour, Taïwan, etc. Pourquoi pas chez nous ?

Autre chose : une mesure très facile pour faire baisser le prix du livre ne serait-elle pas de supprimer les taxes de douane sur le livre comme l'ont fait tous les pays sérieux ? Chers compatriotes, en tant que libraire, je paie en moyenne 12 % de taxes sur les livres que j'importe, taxes répercutées sur le prix public, forcément, mais le libraire français paie zéro taxe. En d'autres termes, le citoyen d'un pays avancé, la France, déjà repu de connaissances, s'instruit à un coût moindre que le Camerounais pourtant quarante fois plus pauvre, aux dernières statistiques. Pourquoi sommes-nous sans doute les seuls au monde à payer des taxes douanières sur les livres, ce produit culturel par excellence ? Pourquoi le ministre préfère-t-il ignorer cette situation, que je dénonce depuis cinq ans dans l'indifférence de tous, et en particulier du représentant local de l'Unesco, grand amateur des cocktails du Renouveau ?

Et pour finir, qu'est-ce que cette histoire d'opérateurs « autochtones » ? Où le tribalisme va-t-il finir par se nicher ? Est-ce tolérable ?

À dénoncer la main des Français partout et en toute occasion, on finit par friser la paranoïa. Il y a des catastrophes (Snec,

par exemple) que nos propres défaillances suffisent à expliquer. Le néocolonialisme, qui existe bien et que chacun d'entre nous a rencontré, est une chose, le penchant pour la paresse dans l'analyse de nos réalités en est une autre.

Le sommet des nuisances

Le prochain sommet franco-africain, parade d'un autre âge, ne peut avoir que des effets calamiteux sur la vie quotidienne des habitants de la capitale, déjà accablés de tracasseries quotidiennes.

En temps normal, quand le président de la République sort de son palais, les principaux axes de circulation dans la capitale sont fermés au trafic, ce qui entraîne, pour de longues heures sinon pour toute une journée, la paralysie des activités économiques. La topographie de la capitale est telle que l'axe reliant le palais présidentiel à l'aéroport divise la ville en deux zones équivalentes : interdire la circulation sur cet axe c'est prendre la ville dans une sorte de gigantesque piège, les véhicules ne pouvant plus passer d'une zone à l'autre. S'ils se trouvent dans la mauvaise zone, la mère qui devait accoucher ce jour-là, le malade qui devait être opéré d'urgence, la victime d'un grave accident de travail, de la circulation ou domestique sont pratiquement condamnés à mort. Les annales de la ville sont effectivement pleines de ces décès qui n'ont jamais ému notre président ni sa cour.

Les transports en commun, publics ou privés, n'existent pas ici, les collégiens, contraints parfois de traverser toute la ville par les taxis collectifs, n'iront pas à l'école, les travailleurs auront bien du mal, s'ils s'entêtent, à rejoindre leurs chantiers, les artisans leurs ateliers, les marchands leurs échoppes, les employés

leurs bureaux, etc. Telle est la situation en temps ordinaire, à l'occasion d'une simple sortie du seul président national.

Qu'on imagine donc à quelle galère sera soumise la population pendant la semaine que doit durer le fameux sommet. Le président étant constamment sur la brèche pour aller accueillir ses homologues à l'aéroport, comme le veut le protocole, ou pour les y accompagner à leur départ, il faudra mettre pour ainsi dire les populations en congé dans un pays sous-développé, où les dirigeants et leurs soutiens étrangers, Banque mondiale et Fonds monétaire international compris, se targuent de vouloir lutter contre la pauvreté et donner aux habitants le goût et le respect du travail.

Il faut aussi songer à l'engorgement de la circulation dans les quartiers où les véhicules pourront quand même évoluer. La ville de Yaoundé, un million et demi d'hommes et de femmes, répartis dans un habitat extrêmement dispersé, ne dispose que de trois entrées, qui sont embouteillées en temps ordinaire de 8 heures du matin à 7 heures du soir ; il faudrait deux ou trois fois plus d'entrées, mais les corrompus à la tête de l'État ont d'autres chats à fouetter avec l'argent du contribuable et celui de l'aide internationale.

Or le sommet va provoquer un afflux imprévisible de véhicules venant des provinces camerounaises ou des pays francophones voisins ou satellites de la France, Tchad, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale. On peut prédire sans exagérer une petite apocalypse.

Le régime, à son accoutumée, et sous prétexte de sécurité publique, va inonder la ville de policiers, de gendarmes, de militaires, de milices. On sait que le réflexe de ces héros, face à un citoyen ou à un étranger, n'est jamais de le protéger, mais toujours de le racketter. Et voilà la population qui n'en peut déjà plus submergée par la délinquance des agents de l'ordre, laquelle, comme par hasard, appelle toujours une recrudescence de la délinquance des malfrats, bien entendu au détriment de nos malheureux compatriotes.

L'enfer redouté dans ces lignes a cessé d'être une anticipation dès octobre, soit trois mois avant le sommet.

À Mbalmayo dernièrement, en prévision du sommet, un sous-préfet a exigé des habitants du quartier Newton qu'ils repeignent la façade de leurs maisons avec une peinture bien précise. C'était déjà illégal d'imposer une peinture, s'agissant d'une propriété privée, dont il est dit que c'est le droit d'user et d'abuser, *jus utendi et abutendi*. Mais il y a eu plus grave. Le premier fonctionnaire ayant été nommé ailleurs, le sous-préfet qui lui succéda exigea des mêmes habitants qu'ils repeignent leurs façades en leur imposant une peinture différente. Le lundi 16 octobre, on constata que, tout révoltés qu'ils étaient, les habitants s'étaient quand même mis en devoir de s'exécuter, à croire que les Camerounais sont des moutons. Ou plutôt des veaux.

Ce mercredi 18 octobre, j'arrive à ma librairie, comme tous les jours, à 7 heures du matin. Je m'entends intimer l'ordre par un homme en uniforme d'éloigner ma voiture du trottoir jouxtant ma librairie. Je lui fais observer que je ne dispose pas d'autre emplacement pour ranger ma voiture, et que c'est sur ce trottoir que je la parque habituellement. S'ensuit un échange aigre-doux, en fait plus aigre que doux, au cours duquel je m'entends dire : « Qui es-tu pour discuter les ordres ? »

C'est l'après-midi de ce même mercredi que l'affaire se corse. Il est 15 h 30 environ quand, revenant de déjeuner, je trouve mes employés debout sous la pluie à l'entrée de l'établissement. À mes questions étonnées, ils répondent qu'un gendarme armé est entré dans la librairie et leur a enjoint de fermer et de sortir. Cela me paraît tellement stupide de livrer à la pluie de jeunes femmes dont certaines sont mères de plusieurs enfants, que, nonobstant l'injonction du gendarme, avec lequel je me promets de négocier plus tard, j'ouvre la boutique et fais rentrer les employés. Quand je tente d'aborder le gendarme, on me dit qu'il est sur le toit, en train de surveiller la rue. Je décide alors de faire plutôt appel à un huissier, pour constater

que nous sommes empêchés de travailler. L'huissier arrive une dizaine de minutes plus tard, rédige son constat et tente, à son tour, et sans plus de succès, de joindre le gendarme.

Il est 17 heures, le président n'est toujours pas passé ; les établissements commerciaux, y compris, en face de nous, le supermarché Max, sont toujours fermés, et leurs employés debout en rang d'oignons sur les trottoirs. Nous sommes tous, quant à nous, à l'intérieur de la librairie, la grille baissée.

Se pointe alors à l'entrée un groupe d'individus des deux sexes, dont un ou deux en uniforme. Ils exigent que nous sortions sur le trottoir après avoir fermé la librairie. Je fais valoir que c'est absurde : nous sommes chez nous, au sec à l'intérieur de la librairie, grille baissée. Qui nous accuserait de troubler l'ordre public ? Mais le ton monte ; plus j'explique rationnellement, plus ces messieurs-dames s'énervent. L'un d'eux, à la mine plus patibulaire que les autres, en vient à proférer des menaces de voies de fait. Ils sont armés et je me demande sérieusement s'ils ne vont pas me flinguer, tellement le climat est orageux.

Je finis par céder, non pas par crainte, mais parce que je veux d'abord raconter l'histoire. Car, désormais, et je préviens solennellement Paul Biya et son ami Koungou Edima, je ne laisserai plus sortir mes employés. Les hommes de main du pouvoir n'auront plus qu'à tirer sur moi. On verra bien si, après cela, Jacques Chirac aura encore à cœur d'organiser son sommet dans un pays où la police prend les librairies d'assaut.

Voici le dénouement de l'affaire : je laisse sortir mes employés, mais reste moi-même ostensiblement à l'intérieur avant de baisser à nouveau la grille. Les alguazils s'en vont, sans demander leur reste. Si quelqu'un pouvait être soupçonné d'intention malveillante à l'égard du président dans l'établissement, c'est pourtant moi seul, et pas mes inoffensifs employés. La sécurité n'était donc pas le souci de la police ; on voulait forcer les citoyens à former une haie le long des trottoirs pour donner l'impression à l'hôte du président que le peuple l'accueillait avec un enthousiasme qui mêlait les deux hommes d'État ! Nous apprendrons

en effet, accessoirement, que le président du Tchad est dans nos murs.

Rebelote vendredi 27 octobre. Cette fois, le président va présider on ne sait quelle obscure cérémonie à l'École militaire. Nous ne serons autorisés à ouvrir qu'à 11 h 30. N'allez surtout pas parler à l'État Biya de la compensation de notre manque à gagner. C'est là du pur chinois pour nos dirigeants champions répétés de la corruption.

Imaginez donc ce qui nous attend quand ça sera, non plus le falot Idriss Déby, mais Jacques Chirac soi-même.

Le peuple camerounais est livré pieds et poings liés à des énergumènes qui le soumettent à des tracasseries insupportables pour sa dignité, coûteuses pour l'économie nationale, injustifiables au regard du simple bon sens. Que font nos charismatiques pendant ce temps ? Ils reçoivent tapageusement à déjeuner des piliers de ce régime néofasciste. *Power to the people* ? Mon œil ! Camerounais, qu'attendons-nous ?

Réveillons-nous donc enfin. Si nous laissons passer cette occasion en or qu'est le sommet des chefs d'État les plus maléfiques de la planète de dire notre colère, que pensera la communauté internationale ? Que nous sommes satisfaits de notre président. Que nous sommes des citoyens heureux.

Alors sommes-nous des citoyens heureux ? Quel magnifique sondage grandeur nature !

Camerounais, êtes-vous satisfaits de M. Paul Biya ?
Sinon que faites-vous pour le faire savoir ?

États généraux de l'éducation : un piège à cons !

Parlant l'autre jour de l'opposition extraparlamentaire, concept bizarre inventé par les docteurs ès sophismes du Renouveau, je déplorais cette manie que nous avons, nous autres, chaque fois que ces roublards lancent un os de rhétorique, de nous y précipiter aussitôt, comme si quelqu'un dans ce pays pouvait avoir la moindre raison d'attendre le moindre geste ou propos raisonnable du régime de Paul Biya. Tant pis, je vais me répéter à propos cette fois des états généraux de l'éducation. Que de journalistes auront disserté doctement sur ce non-événement, au moins avant, pour découvrir le lendemain que, comme on a dit à propos des états généraux organisés naguère par l'agrégé des sciences politiques (tiens ! tiens ! c'est une agrégation que je ne connaissais pas, celle-là, mais c'est vrai que je ne sais pas tout, loin s'en faut...), la montagne a accouché d'une souris. Pouvait-elle accoucher d'autre chose ?

Soyons sérieux ! Que peut-il sortir d'utile d'états généraux organisés par M. Mbella Mbappé, un ministre qui n'est même pas fichu de diligenter une enquête digne de ce nom après les fraudes massives aux examens de l'an dernier ?

Comme toujours avec ces gens-là, la ruse grossière commence par les mots, détournés de leur sens pour être récupérés sans vergogne. L'expression états généraux vient d'une réunion historique de représentants du peuple français, représentants dont quelques acteurs sont entrés dans la légende en pronon-

çant des paroles cinglantes contre la monarchie de droit divin, ou en enclenchant l'engrenage de la Révolution de 1789. En frappant ainsi sur la grosse caisse des mots, M. Mbella Mbappé n'a nullement l'intention de jeter les bases d'un ordre nouveau, comme les états généraux de 1789 ; il n'a nullement le désir de franchir un quelconque Rubicon révolutionnaire. Son problème, comme celui de son compère l'agrégé des sciences politiques, est simplement de jouer la comédie en présence de fonctionnaires du FMI ou de la Banque mondiale. M. Mbella Mbappé n'est qu'un pitre.

M. le ministre n'a sans doute pas mis les pieds dans une salle de classe depuis très longtemps. C'est un univers dont il ignore tout. Qu'à cela ne tienne, M. le ministre n'a qu'à jeter un coup d'œil ailleurs, par exemple vers le pays de l'homme dont son président s'est souvent proclamé le « meilleur élève », pour observer ce qui s'y fait et comparer. Un bon élève a au moins appris à comparer. M. le ministre comprendra alors que ce n'est pas d'états généraux de l'éducation que le Cameroun a besoin, ça coûte trop cher, et ce n'est pas efficace. C'est tout juste un alibi. En revanche l'Éducation nationale au Cameroun a besoin d'un bon coup de balai, ça ne coûte rien, c'est vite fait, et c'est salutaire. M. le ministre est-il capable de donner un coup de balai dans ses écuries d'Augias où, dit-on, la peste et la corruption soufflent en tempête à tous les étages.

Stricto sensu, y a-t-il encore une Éducation nationale au Cameroun ? Qu'il me soit permis d'en douter, sans vouloir offenser ou désespérer mes compatriotes qui ont des enfants à élever, et qui veulent à tout prix y croire. Il est des pratiques, courantes au Cameroun, qui finissent par assassiner une institution.

J'ai déjà raconté ailleurs l'anecdote suivante¹. C'était en 1993, et j'étais venu passer mes vacances de juillet-août au Cameroun. Une parente très proche, mère célibataire, me

1. Voir aussi « Mongo Beti parle aux jeunes », *Le Rebelle II*, p. 151. (N.d.É.)

demande de l'argent pour inscrire son fils à l'école maternelle. Bien entendu, j'accepte sans hésiter : je me figurais que, comme en France, ce serait tout au plus l'affaire de 2 000 francs pour l'assurance de l'enfant. Quand j'ai appris la somme à verser, je me suis mis à hurler comme un condamné à mort au moment où l'on dévoile l'échafaud. C'est 25 000 francs CFA d'avant la dévaluation que j'ai dû payer. Je reviens au pays à Noël. La jeune mère célibataire me sollicite à nouveau en disant : « Les enfants sont laissés à eux-mêmes à l'école ; personne ne s'occupe d'eux. Alors la directrice m'a dit : "Si tu veux qu'on s'occupe de ton petit, il faut venir motiver les maîtres." »

Je suis tombé des nues. Rien d'étonnant : je connaissais encore assez mal la profondeur de la putréfaction ambiante ; j'arrivais d'un pays où l'État, par tradition, est prêt à consentir tous les sacrifices pour l'éducation des enfants. Conséquence : l'école en France est totalement gratuite de la maternelle à l'université. J'ai dit à la jeune mère : « Motiver les maîtres, ça consiste en quoi ? » Elle a frotté deux doigts de sa main l'un contre l'autre, un geste très éloquent, qui signifie : « Il faut casquer. » J'étais outré, je lui ai dit : « Il n'y a donc pas une association de parents d'élèves dans cette école ? Il faut refuser. Vous venez de payer 25 000 francs par enfant. C'est une somme énorme. Qu'a-t-on fait de cet argent ? Et d'abord combien y a-t-il d'enfants dans cette école ? » Elle m'a répondu : « Deux mille ! »

La directrice avait donc encaissé 50 millions de francs CFA d'avant la dévaluation à la rentrée. Et à Noël, elle redemandait de l'argent aux parents. C'était une situation parfaitement incompréhensible pour moi, du moins jusqu'au moment où j'ai dit à la jeune mère : « Tu veux bien m'emmener demain dans cette école ? J'aimerais poser deux ou trois questions à la directrice sur la destination de l'argent qu'elle a collecté à la rentrée. » Une véritable panique s'est emparée de la jeune mère ; elle a dit en bégayant : « Non, non, surtout pas ça, je t'en prie ! Cette femme pourrait prendre mon petit José en grippe ! »

J'ai alors commencé à pénétrer vraiment le phénomène camerounais de la corruption et du racket à l'école, ses filières, ses mécanismes, ses profiteurs — c'est-à-dire tous les responsables, du plus haut au plus bas : ministres et sous-ministres, fonctionnaires, enseignants ou non-enseignants —, ses victimes, surtout ses victimes.

Le rêve du parent camerounais d'une bonne éducation pour son enfant a tourné à l'obsession dès l'indépendance, puisque le diplôme était censé conduire tout droit aux plus hautes fonctions. Ayant pris la mesure de ce rêve fou, des vautours ont vite compris tout le parti qu'ils pouvaient en tirer. C'est en effet de folie qu'il s'agit : plus acharnés se montrent ceux qui tondent les parents, plus les parents se prêtent à leur cupidité jamais rassasiée. Plus ils se laissent extorquer d'argent, plus ils tiennent à la survie du système tel qu'il est, comme des naufragés sur un radeau assailli par les vagues. C'est le cercle vicieux. Au contraire des parents d'élèves français, toujours prompts à traquer et à dénoncer les défaillances de l'institution, les parents d'écoliers camerounais, craignant peut-être que l'embarcation ne se désintègre, se révèlent d'une inertie, d'une telle docilité que je ne vois pas comment les mauvaises habitudes des responsables de l'éducation peuvent changer, puisque leur convoitise ne rencontre jamais de résistance. On ne peut quand même pas tout attendre d'ailleurs ou des autres, encore moins de l'État — et quel État ! Quand les usagers camerounais des services publics apprendront-ils enfin à s'organiser pour résister aux incroyables dérives dont nous sommes les témoins ?

Parions d'ailleurs qu'il ne sera pas question, sinon par préterition, de la corruption des responsables, de leur vénalité, du trafic des épreuves aux prétendus états généraux. Mais alors, me dira-t-on, de quoi diantre peut-on parler à une telle occasion si l'on n'analyse pas en profondeur ce cancer qui est en train de détruire l'école camerounaise — à moins que ça ne soit déjà chose faite ? Comme toujours avec ces gens-là, on agitera de faux problèmes, on fera du bla-bla-bla, on se gargarisera de

coquecigrues. Quand a-t-on vu le Renouveau débattre sérieusement des maux qui minent les Camerounais, individuellement ou collectivement : le sida, la violence endémique, la prostitution, la misère des masses, le tribalisme, le désordre aux PTT, le détournement des deniers publics, le pillage de nos forêts ?

Cela signifie, en empruntant une image à la médecine, que le mal dont souffre le Renouveau en est au stade de la métastase : ses médecins ont renoncé à le guérir. Prolonger le plus longtemps possible son agonie, par tous les moyens, y compris l'extermination des élites (et surtout des élites beti), telle est leur unique stratégie désormais.

Et, comme aurait pu dire le poète, tout le reste n'est que littérature, verbiage et compagnie.

Mongo Beti version 1996 : la nouvelle bataille du livre

Qu'en est-il aujourd'hui au Cameroun des droits de douane sur les livres, scolaires ou pas scolaires ? Autrement dit, quand un douanier prétend faire payer des taxes douanières à un importateur de livres, son exigence est-elle légale ?

La réponse est claire et nette : c'est non si l'on s'en tient à la pratique observée dans les services les plus compétents du port de Douala, mais surtout à un texte que j'ai sous les yeux, daté du 19 décembre 1994, et signé par le ministre Justin Ndioro. Ce texte déclare péremptoirement qu'il n'y a plus de douane sur les livres, quels qu'ils soient. (Il en est d'ailleurs ainsi dans tous les pays du monde, à l'exception peut-être de quelques Républiques africaines francophones attardées.)

C'est du moins là la théorie. En fait, certains services douaniers, dédaignant la circulaire de leur ministre de tutelle que je ne manque jamais de leur opposer, continuent imperturbablement d'exiger des taxes douanières sur les livres. Le prétexte avancé est l'absence d'instructions formelles de leur hiérarchie à ce sujet. Ainsi, aux Colis postaux de Yaoundé, où rien n'est d'ailleurs jamais acquis, j'ai dû me bagarrer pendant des mois bec et ongles pour que la circulaire Justin Ndioro soit enfin appliquée ; là personne n'exige plus de moi aucune taxe sur les livres. Il en va de même à l'aéroport de Nsimalen où j'ai dû menacer de retourner les colis à l'éditeur si l'on s'obstinait à exiger une taxe douanière.

Malheureusement tout le monde n'a pas la même combativité : les transporteurs étrangers, notamment, font très mal leur travail. Saga, alertée pourtant il y a des mois par la Librairie des Peuples noirs, continue à acquitter (et à les récupérer sur ses clients) des taxes douanières — déguisées en taxe informatique, taxe au trésor et autres dénominations plus ou moins fantaisistes.

Voici le bouquet : Saga vient d'acheminer pour le compte de la Librairie des Peuples noirs deux modestes envois de livres (Présence africaine et Hatier, les deux seuls éditeurs francophones spécialisés dans la production d'ouvrages destinés à l'éducation de la jeunesse africaine), le total des deux factures dépasse à peine 500 000 francs CFA, pour lesquels un douanier loufoque, sans doute un zélé du RDPC¹, exige que je paie 88 120 francs de taxe. Cela représente presque 20 % de taxe sur les livres, dans un pays sous-développé où, plus qu'ailleurs, le livre doit être considéré comme l'instrument d'éducation populaire par excellence. Toujours importé, le livre, quand il arrive ici, est déjà obéré de coûts aussi lourds que divers. Si je dois en plus y incorporer 20 % de taxes locales, à quel prix vais-je devoir vendre le produit ? Et à qui ? Autant mettre tout de suite la clé sous le paillason, ainsi que le souhaitent secrètement certains. Si l'on comprend bien, au Cameroun, contrairement à tous les autres pays, la lecture est considérée comme un luxe réservé aux seuls privilégiés ? Comment s'étonner qu'il n'y ait jamais eu de véritable librairie dans notre beau pays ?

Il y a quelques mois, au cours d'une rencontre entre confrères, alors que je ne connaissais pas encore la circulaire de Justin Ndioro, je surpris les libraires de l'Ouest anglophone en évoquant le problème de la douane que, pour leur part, ils ignoraient complètement ; voilà des années, me confièrent-ils, que personne ne leur demande de payer la moindre taxe sur les livres.

1. RDPC : Rassemblement démocratique pour le Cameroun. (N.d.É.)

Pour en finir avec cette anarchie dans un domaine crucial pour l'éducation et la culture des populations, pourquoi le pouvoir ne fait-il pas la déclaration sans ambiguïté qu'impose la circonstance ? Au fait, en quoi ceci pourrait-il bien concerner les dignitaires du Renouveau, qui, traditionnellement, envoient leur progéniture étudier en France — où d'ailleurs les écoles distribuent les livres gratuitement aussi bien aux enfants riches qu'aux enfants pauvres, dans des classes dont l'effectif ne dépasse jamais trente-cinq élèves. Voilà donc des gens qui organisent l'obscurantisme ici, en infligeant des tarifs rédhibitoires à chaque denrée ou processus d'éducation (on me signale dans des écoles de Yaoundé des classes entières — et de quatre-vingts, parfois cent élèves, s'il vous plaît — sans un seul livre), mais dont les enfants sont formés en France aux frais de la princesse littéralement.

Qui a prétendu que les Camerounais n'aiment pas lire ? Fidèle à sa mission de sabotage du développement de notre pays, le Renouveau, chouchou du néocolonialisme français, interdit hypocritement aux Camerounais de lire, donc de se développer, voilà qui est plus exact.

Mongo Beti à *Génération* :
« Encore un effort... »

Bien entendu, on ne peut que se féliciter de voir *Génération* atteindre une durée significative et prometteuse, qui répond, il faut le croire, à la demande d'un courant spécifique de l'opinion publique nationale. Dans une démocratie (ou dans ce qui prétend en être une), il en est des organes de presse comme des partis : leur prolifération est un signe de bonne santé, et loin d'éparpiller les lecteurs, elle en grossit au contraire le nombre en aiguissant leur curiosité, en les incitant à s'intéresser davantage à l'actualité, sans parti pris. C'est un phénomène que j'observe bien dans ma librairie. Il arrive que le même client achète plusieurs journaux simultanément ou l'un après l'autre, à différents moments de la journée ou de la semaine.

Génération ne manque d'ailleurs pas de vertus intrinsèques. Je serais mal venu de faire l'éloge du contenu, *quorum magna pars fui*, comme dit modestement Énée. La qualité de son impression, elle, est une si heureuse surprise qu'on ne peut que rendre hommage aux techniciens auxquels le journal en est redevable. C'est sans doute le périodique local le plus aisé à déchiffrer, ce n'est déjà pas mal.

Mais le journal a encore maints efforts à faire pour ne plus laisser une impression fâcheuse d'amateurisme.

Il faudrait d'abord paraître plus régulièrement. On me dit que c'est la faute à l'imprimeur, est-ce une raison pour se rési-

gner ? Une société, paraît-il, ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre.

Il faudrait, surtout, veiller à ce que *Génération* cesse d'être rédigé dans une langue qui est tout simplement synonyme de charabia le plus souvent. On peut en trouver quelques illustrations savoureuses dans la précédente édition (2 au 8 août), à la page 10, dans un article intitulé « Comment font-ils ailleurs ? ». L'auteur commet d'énormes fautes de morphologie : par exemple, il ne sait pas conjuguer le verbe devoir, confondant le passé simple « dut » et le participe passé « dû », etc. Sa syntaxe n'est pas moins approximative. Voici une phrase rendue parfaitement inintelligible, sans doute par l'absence d'un verbe dans la principale (si principale il y a, ce qui n'a rien d'évident) :

« Les règles et les critères (lois et règlements) qui régissent la vie communautaire et les relations individuelles étant connus de tous, assimilés par les uns et les autres, et appliqués au niveau des institutions. »

Plus grave, il se montre incapable de reproduire correctement l'orthographe de noms propres qu'il doit avoir sous les yeux. Peut-être se défaisait-il sur la saisie ? Je serais étonné que *Betino Graci* (sic), *Ruymbere* (resic) relèvent de l'inadvertance d'une claviste. De toute façon, quelqu'un aurait dû relire, comme cela devrait se faire dans un journal soucieux d'une réputation méritée de professionnalisme.

Il est vrai que la langue des journaux locaux est universellement épouvantable. Ce janotisme, qui se lit dans une phrase publiée par *Popoli*, n° 112, du 4 août — « Le Fon de Bali a pour sa part conté l'État de siège dont est soumis sa ville depuis la confrontation entre les habitants de Bali et de Tchomba » — ne peut mériter d'excuse sous aucun prétexte.

Il est de fait qu'à ce genre de critique les Camerounais font d'habitude une réponse vicieusement démagogique que l'on peut résumer ainsi : « Après tout, est-ce que le français c'est la langue de nos ancêtres ? Si on demandait à un Blanc de parler

le bamiléké, le beti ou le bassa, est-ce qu'il arriverait même à aligner quatre mots ? »

Cette défense ne vaut pas un clou. D'abord, le Blanc en question ne s'est pas adonné pendant dix ans à l'apprentissage du bamiléké, du bassa ou du beti, langues dans lesquelles il n'a au demeurant passé aucun examen. Mais surtout, avec ce genre de sophisme, on en viendrait à faire l'éloge de Biya et du Renouveau. « Pourquoi embêter ces gens-là avec vos histoires de démocratie ? Après tout, la démocratie, est-ce que c'est un système politique inventé par leurs ancêtres ? Si on demandait à un Blanc de se plier à nos usages, est-ce qu'il ne commettrait pas bévue sur bévue ? Si Biya et sa clique font de fréquentes entorses à la démocratie, pourquoi tant les blâmer ? Est-ce que c'est leur faute même ? »

On peut étendre la plaidoirie à d'autres domaines indéfiniment. Par exemple : le pilote camerounais d'un Boeing, à la suite d'une faute de pilotage flagrante, provoque un crash où périssent deux cents passagers. Et alors ? Est-ce que l'avion, c'est une invention de ses ancêtres ? Si on demandait à un Blanc de piloter une pirogue sur la Sanaga, est-ce qu'il pourrait même réussir à franchir dix mètres ?

La langue, y compris la langue française, est, entre autres, un instrument de communication, comme le tracteur est un outil agricole, le train un moyen de déplacement, etc. Peu importe qu'un outil ait été inventé par les ancêtres de Y, ou de X. À partir du moment où, pour une raison ou une autre, j'en suis venu à m'en servir, je dois le faire de façon à en tirer le maximum d'efficacité et de résultats.

Écrire un français correct ou un anglais correct dans nos journaux n'est pas un acte d'allégeance à Chirac ou à Mitterrand ou à John Major, ni même à la culture française ou à l'anglaise, comme le redoutent trop souvent les Camerounais, mais avant tout un impératif élémentaire de communication, comme je viens de dire, mais aussi une exigence de professionnalisme, c'est-à-dire le culte de cette image, exempte de laxisme, que

chacun de nous veut légitimement donner de sa compétence dans sa spécialité : c'est un problème de morale, d'autant plus qu'il suffirait très souvent d'un peu de rigueur — de l'emploi, par exemple, d'un dictionnaire — pour éviter des erreurs aussi grossières que de confondre, comme il est courant dans les journaux camerounais, accaparer (verbe à l'actif) et s'emparer de... (verbe pronominal), éventer (un complot) et éventrer, perpétrer (un crime) et perpétuer, « pécurier » (qui n'existe d'ailleurs pas) et pécurinaire (qui seul existe à tous les genres), etc.

Encore un effort, *Génération...*

Mbella Mbappé
ou la stratégie de la terre brûlée

C'est mon dada, mon *Carthago delenda*: notre jeunesse est, après d'autres catégories, victime de la guerre de cent ans que les patriotes camerounais mènent depuis 1955 contre l'opresseur colonialiste et ses gauleiters indigènes. Nous sommes plus que jamais en guerre civile, quoique larvée.

Me trouvant en France en décembre dernier, j'ai vu une émission dans laquelle Pierre Messmer, légionnaire vieilli mais bombant le torse à son accoutumée, proclamait en substance : « On peut vaincre une guerre de libération. Mais oui. Moi qui vous parle, je suis venu à bout de l'insurrection des marxistes camerounais dans les années cinquante. J'étais alors haut-commissaire de la France à Yaoundé, c'est-à-dire la plus haute autorité représentant notre République... »

Il aurait été plus juste que, parodiant le fameux roi Pyrrhus, Pierre Messmer ajoute : « Encore une victoire comme celle-là, et la République française sera foutue. » Le fait est qu'il y aurait à dire sur la prétendue victoire revendiquée par l'ancien haut-commissaire de la République française chargé à l'époque de casser l'UPC¹, pour qui, il est vrai, un bon upéciste était un upéciste mort — c'est ce qu'on enseignait à propos de l'Indien dans l'armée américaine au temps lointain de la guerre indienne.

Qu'est-ce en effet qu'une vraie victoire ? C'est, quel que soit

1. UPC: Union des populations du Cameroun. (N.d.É.)

le vainqueur, comme un accouchement : quelque chose crève et meurt, à la place de quoi surgit un être nouveau qui s'annonce par un cri sans exemple, un discours inédit. Trente-cinq ans après la fameuse victoire de Pierre Messmer, qu'est-ce qui est mort au Cameroun ? Quel être nouveau est apparu chez nous ? Qui entend ses vagissements ? Au contraire, à chaque période, nous assistons aux mêmes tentatives belliqueuses, hier pour exterminer les opposants, aujourd'hui pour asphyxier économiquement et socialement notre pays en clochardisant nos populations. En sabotant notre école, Mbella Mbappé, dont les enfants étudient en France, s'est manifestement donné pour mission de désespérer notre jeunesse, d'en programmer la perte en la précipitant dans la drogue et l'alcool afin que l'idée même d'un avenir pour le Cameroun devienne une mauvaise plaisanterie. Le commanditaire de la sinistre phalange dont Mbella Mbappé fait partie n'en demandait peut-être pas tant, mais ce zèle doit le ravir. Le propre du gauleiter n'était-il pas toujours d'en faire plus que ne demandait l'occupant hitlérien ? La preuve : la rafle du Vélodrome d'Hiver.

Notre guerre contre l'oppression étrangère a changé de modalité, certes, mais elle se poursuit. Sinon pourquoi cette stratégie de la terre brûlée pratiquée par un Renouveau, dont chacun sait depuis longtemps que c'est le bras séculier de l'Élysée ? Dans l'Antiquité, la terre brûlée n'était qu'une tactique, c'est-à-dire un moyen de gagner la guerre. Le Gaulois Vercingétorix — ancêtre du légionnaire Pierre Messmer — l'utilisa contre le conquérant romain Jules César. Le chef de cette héroïque résistance mettait le feu aux récoltes où le Romain pouvait s'approvisionner ; il incendiait les villes où l'ennemi pouvait s'abriter contre les intempéries. Il brûlait les ponts pour contrecarrer la progression des légions redoutées. Mais son but, c'était de contraindre le Romain à plier bagage et à rentrer en Italie.

Aujourd'hui, dans notre guerre civile de cent ans, la terre brûlée est devenue pour les états-majors de la corruption une stratégie, une fin en soi, l'expression d'un découragement. On

ne brûle plus pour gagner une guerre qui ne peut pas se gagner tant qu'il y aura des patriotes camerounais — et il y aura toujours des patriotes camerounais —, mais pour détruire, par pur nihilisme, dans l'esprit « après moi le déluge ». C'est dans cette perspective qu'il faut situer l'assassinat de l'école camerounaise, donc l'assassinat de la jeunesse camerounaise, auquel nous assistons pétrifiés d'impuissance. Plus ou moins inconsciemment, la nomenklatura maudite du Renouveau travaille à un cataclysme qui engloutirait le Cameroun, et dont elle serait la seule survivante enfin délivrée du peuple et surtout de la jeunesse du Cameroun, ce miroir plus obsédant que l'œil de Caïn, où se lironent à jamais les turpitudes de son ignominieuse félonie.

Je me suis trouvé en juillet 1994 à Mbouda, au moment où M. Mbella Mbappé, ministre de l'Éducation nationale, effectuait une tournée dans la ville. Invité à déjeuner par un notable local, un enseignant fondateur d'un collège, je m'entendis confier par lui qu'il avait dû bagarrer toute la journée pour obtenir un abaissement de la taxe exorbitante qu'on imposait aux directeurs d'établissements privés à l'occasion de la visite du ministre.

— Je ne comprends pas, dis-je à mon hôte, étant alors très naïf comme je l'ai déjà raconté ici. On vous impose une taxe à l'occasion de la visite d'un ministre ?

— Oui, on nous dit que c'est pour accueillir le ministre, en tout cas c'est l'usage ici, expliqua mon hôte.

— Vous n'avez qu'à envoyer ces gens paître, dis-je avec indignation, en homme qui n'avait pas encore saisi la singularité des mœurs camerounaises.

— Et le lendemain, cher ami, ces gentils messieurs viennent fermer votre établissement, conclut mon hôte avec un humour amer.

Quel était donc ce ministre de l'Éducation qui, tel un vulgaire petit juge sans salaire de Mbalmayo ou de NdiKinimeki, n'hésitait pas à racketter les populations, au lieu d'afficher aux yeux de la jeunesse l'image de désintéressement et de rectitude qui sied à l'éducateur ? Avec l'aide du temps, j'allais entendre des

vertes et des pas mûres sur le nommé Mbella Mbappé. Et qu'il avait présidé le tribunal dont un verdict scélérat condamna Ouandié à mort. Et que ce père de famille, légitimement soucieux de l'avenir de ses enfants, les avait prudemment mis à l'abri d'un système éducatif que, mieux que personne, il savait devoir s'avérer calamiteux, en les envoyant tous étudier en France. Et, récemment, que le personnage couvrait toutes les forfaitures et autres détournements de fonds de son département. Etc.

Une publication de la place, *La Plume du jour*, je crois, observait il y a peu de temps que partout où passait Mbella Mbappé, ce n'était qu'échecs, catastrophes et désolation. Et comme explication du phénomène, il suggérait la malédiction. C'est mettre de la métaphysique là où elle n'a que faire. Il y a une explication bien plus rationnelle, qui se déduit aisément par comparaison. Mbella Mbappé fait penser à de nombreuses autres vedettes de la nomenklatura du Renouveau dont rien ne justifie apparemment le rôle immense qui leur est dévolu par le système. C'est en vain qu'on s'efforce de deviner en eux quelque talent mystérieux. Prenez par exemple un Obouh Fegué. Voilà un monsieur pour qui, à l'évidence, le mot gestion n'a jamais eu de sens ; il trône pourtant depuis des décennies à la tête de la Snec, une entreprise que son chef de file vient de condamner à la privatisation, désavouant ainsi en quelque sorte le long règne de son complice sans pour autant le sanctionner. On n'en finirait pas d'énumérer d'autres figures du Renouveau comme qui dirait emblématiques sans raison.

On se pose alors la question : pourquoi ces gens-là ? Pourquoi toujours les mêmes ? Pourquoi toujours un Ndioro ? Pourquoi toujours un Melingui ? Pourquoi un Achidi Achu ? Pourquoi tant d'autres, toujours les mêmes, qui, malgré leurs prévarications, reviennent toujours sur le devant de la scène, parfois après une brève éclipse ?

Il s'agit de personnages qui ont la confiance de l'Élysée, sinon de leur chef d'État, parce que, en certaines circonstances

déliçates, ils ont rendu des services exceptionnels au néocolonialisme français, qui les a, en récompense, pris sous sa protection. Mbella Mbappé a présidé le tribunal qui condamna à mort Ernest Ouandié, un patriote dont notre mémoire collective ne perdra jamais le souvenir, quoi qu'il arrive, et Mbella Mbappé le sait. Comment gérer cette mauvaise conscience sinon en se lançant dans une fuite en avant éperdue ? Mettez-vous à sa place.

Chaque année, son Éducation nationale exhibe une nouvelle tare. Après les fuites massives de l'année précédente, qui, d'ailleurs, sont revenues en 1995, voici les examens sans aucun admis, en attendant demain l'école sans enseignants ni élèves.

Quoi que disent le ministre et ses complices, l'idée d'un examen du baccalauréat sans admis (ce qui est le cas cette année au Cameroun pour certaines sections au moins, comme la G1) est absolument indéfendable. Je sais de quoi je parle, ayant été professeur de lycée et membre de jurys du baccalauréat pendant trente-cinq ans en France. Les lycées classés comme très mauvais obtiennent là-bas entre 30 et 40 % d'admis, les très bons entre 85 et 90 %. L'argument avancé par ce saltimbanque de ministre, selon lequel les élèves camerounais ne travaillent pas, ne vaut pas tripette. J'ai parmi mes proches des jeunes qui étaient inscrits cette année en G1 à Ndi Samba et au lycée technique de Yaoundé. Je les ai vus aller en classe chaque jour, s'initier passionnément à la philosophie, découvrir avec émerveillement Voltaire, apprendre leurs leçons avec ténacité. Que personne ne vienne me dire qu'ils n'ont pas travaillé. En France, ils auraient été reçus. Ils ont pourtant été recalés, puisque la section G1 ne compte aucun admis dans le Centre, sur plus de mille cinq cents candidats.

On a aussi invoqué les nouvelles exigences de l'évaluation. Autrement dit, quand Mbella Mbappé fait une boulette, c'est notre jeunesse qui trinque. Quelle bévée en effet d'appliquer du jour au lendemain une réforme aussi importante pour les

jeunes, et surtout pour les familles qui se ruinent pour payer leurs études, avant de préparer les correcteurs aux nouvelles règles, avant même d'en informer le public. Ailleurs, quand le ministre n'est pas un irresponsable, on se donne plusieurs années avant de mettre une réforme en pratique.

Il est trop facile de faire de notre jeunesse un bouc émissaire, de tout mettre sur son dos. Est-ce aussi sa faute si elle se fait tondre systématiquement dans les établissements scolaires et universitaires où, aujourd'hui, tout se monnaie — attestations, bulletins, admissions, infirmerie, oraux d'examens, bientôt les chiottes quand il y en a, sans compter les sessions d'été et autres inventions toutes destinées à extorquer de l'argent à une population qui n'en peut mais ? Je lis dans l'interview du ministre (*Cameroon tribune*, 5 septembre) ces propos stupéfiants :

« Toutefois, les parents et les élèves ne doivent pas abuser de la souplesse des chefs d'établissement pour ne pas payer la totalité des frais de scolarité. Si ces frais ne sont pas payés, avec quoi va-t-on payer la craie, les cahiers ?... »

Si on comprend bien, c'est aux parents et aux enfants de financer les établissements scolaires publics ? Pourquoi payons-nous tous ces impôts s'il faut en plus financer l'école ? Où va au juste l'argent alloué par le Parlement au ministère de l'Éducation nationale ? Ce n'est assurément pas *Môssieur* le ministre qui daignerait répondre à ces questions. Un dignitaire du *Renouveau* consentirait-il à rendre des comptes au peuple camerounais ? Quelle horreur !...

Mongo Beti : « Il faudrait repenser
tout le système éducatif ! »

Personne ne le présente plus. Mongo Beti, c'est tout un symbole au sein de l'opinion camerounaise et internationale, une autorité intellectuelle. Beaucoup de choses ont été dites sur l'écrivain et sur le libre-penseur. Aujourd'hui, La Voix de l'enseignant rencontre pour vous l'éducateur qui pose un regard froid sur le système éducatif camerounais.

La Voix de l'enseignant : Professeur, *La Voix de l'enseignant* vous remercie d'avoir accepté de lui accorder cette interview que nous situerons dans le cadre des réflexions globales à mener sur le système éducatif camerounais qui, comme on le sait, est gravement en panne. Dites-nous, Professeur, comment vous réagissez par rapport aux résultats catastrophiques enregistrés aux examens cette année.

Mongo Beti : Comme vous avez dit, ces résultats sont évidemment catastrophiques. C'est peu dire en fait. Pour moi, ces résultats sont indéfendables. Je veux dire que rien ne justifie d'infliger un tel échec collectif à une jeunesse. Les résultats se situent à 3-5 %. J'ai des parents, des filles d'une nièce, qui ont composé dans un centre où on a observé un résultat néant. Un résultat absolument nul. En France par exemple, dans la pire des hypothèses, on arrive à 30-40 % de résultat positif. Au lycée Corneille où j'étais, un vieux lycée, on est parvenu parfois à 85-90 % au bac. C'était comme qui dirait normal. Un

enfant qui va à l'école chaque jour pendant neuf mois doit pouvoir réussir. Donc, je répète que ces résultats sont indéfendables quand on sait combien il en coûte à une modeste famille camerounaise d'inscrire un enfant au collège ou au lycée, de l'entretenir pendant un an, de lui permettre de faire des études, de payer le transport, de payer tout ce qu'on imagine. Je pense qu'il y a là, sans aller jusqu'à la provocation, une faillite scandaleuse du pouvoir.

L.V.E. : Faut-il absolument, dans ces conditions-là, évoquer des responsabilités de personnes comme le fait aujourd'hui l'opinion qui se tourne contre les enseignants, ou convient-il simplement d'analyser les dysfonctionnements du système éducatif dans son ensemble ?

M.B. : Oui, disons qu'il y a plusieurs aspects du problème. Je comprends très bien que le Camerounais moyen, l'homme de la rue, soit enclin à incriminer les professeurs étant donné ce qu'on a vu l'année dernière. Des gens qui ont vendu les oraux. C'est vrai que dans la fonction publique, ici, au Cameroun, tout le monde fait payer. Le magistrat fait payer le justiciable, le postier fait payer le client qui se présente au guichet, puisque l'État est défaillant. Qu'aujourd'hui le Camerounais moyen se retourne contre les enseignants, je le comprends très bien. Mais je ne justifie rien. Il s'agit encore une fois d'une défaillance grave du pouvoir qui a érigé comme surveillants des militaires, comme correcteurs des gens qui n'ont aucune expérience, des gens incompétents. Et pourquoi le pouvoir l'a-t-il fait ? Effectivement parce qu'il y avait des conflits avec les enseignants et, au lieu de les résoudre, il a voulu passer en force en instituant un système qui ne pouvait pas avoir de bons résultats.

L.V.E. : Le ministre de l'Éducation nationale a pourtant fait remarquer que les enseignants avaient bien fait leur travail.

M.B. : Pour lui, c'est démagogique certainement. Selon ce que j'ai entendu dire, le ministre aurait dit que les élèves n'ont que ce qu'ils méritent. C'est comme ça qu'il aurait apprécié les résultats en disant que les élèves étaient faibles. Mais je ne peux pas

accepter cette situation. Je pense que le pouvoir — appelons les choses par leur nom — n'est plus capable de gérer le système scolaire. Il est complètement débordé et, en l'occurrence, l'échec vient de l'absence de maîtrise du mécanisme administratif. Le système est paralysé par les fraudes, les fuites, l'incompétence des gens mis en place pour faire les corrections. Le pouvoir n'a aucune politique de l'éducation. Il raisonne un tout petit peu au coup par coup en disant : « Cette fois-ci, il faut imputer l'échec aux enfants. » Il n'a pas pu l'imputer aux enseignants parce qu'il sait que ceux-ci se défendraient. Il leur est plus facile de s'expliquer devant les parents d'élèves et devant l'opinion. Malgré certains préjugés, ils peuvent facilement renverser l'opinion en expliquant, par exemple, comment le ministère s'y est pris pour faire corriger les copies. C'est la faute et l'incompétence du pouvoir.

L.V.E. : Par-delà ces connexions avec les enjeux politiques de l'heure, ne peut-on pas imputer la crise scolaire actuelle aux défauts de la coopération ?

M.B. : Vous voulez parler de la coopération franco-africaine ?

L.V.E. : Oui.

M.B. : J'ai passé mon temps à parler de la coopération franco-africaine. Je n'ai cessé de dénoncer cette relation. Et, effectivement, tous les maux viennent de là. Nous ne maîtrisons pas la politique de notre pays. Ce n'est pas le peuple camerounais qui prend les décisions puisque le peuple camerounais n'a jamais eu l'occasion de débattre de ces grands problèmes. Tout est élaboré en France. Nous, adultes, nous ne savons pas pourquoi nous envoyons nos enfants à l'école. Nous fonctionnons encore sur de vieux schémas psychologiques du début des années 1950. On pensait, à l'époque, qu'il suffisait d'avoir le bac ou même le brevet pour être fonctionnaire. À partir du moment où le pays est devenu indépendant, il aurait fallu repenser cette situation ; il aurait fallu prévoir que la fonction publique ne pouvait pas recruter toujours. Donc, il fallait poser la question de savoir pourquoi former les enfants. Cette question s'est

posée pour des pays comme le Maroc, le Sénégal. Nous avons là des modèles que nous aurions pu suivre. On n'en a rien fait. Autrement dit, il faudrait repenser tout le système éducatif, quel genre d'homme on veut former et pourquoi et en vue de quel type de société.

L.V.E. : Il y a eu les états généraux pour poser ces questions. Les pouvoirs publics prétendent qu'ils posent ces questions...

M.B. : Oui, mais ils n'y répondent pas. Ils donnent des réponses qui n'en sont pas, dans la mesure où elles ne viennent pas du peuple. Dans certains pays, comme la France, quand des problèmes d'éducation se posent, qui écoute-t-on ? Les syndicats d'enseignants, les intellectuels qui ont subi le système et qui s'expriment dans les journaux, dans des revues comme *Les Temps modernes*, *Esprit*, etc. Ce sont de véritables laboratoires de réflexion. Il y a les syndicats et leurs journaux. Il y a bien sûr les parents d'élèves avec leurs journaux et leurs tribunes, qui viennent discuter avec les enseignants et qui disent, par exemple : « À quoi ça sert d'enseigner le latin ? Je veux que mon enfant apprenne l'anglais compte tenu de son importance dans le monde aujourd'hui. » Donc, le débat est constant. C'est à partir de là que les députés prennent le relais. Au terme du débat à l'Assemblée, le ministre propose une loi qui est discutée. Ici ça ne s'est jamais passé comme ça. Il y a peut-être un débat depuis 1991, mais qui n'a aucun écho au niveau des instances de décision. Les professeurs ont publié plusieurs textes. Ceux du supérieur comme ceux du secondaire ! Il y a eu plus d'un débat dans les journaux, les partis politiques. Mais le pouvoir n'écoute pas, ne veut pas prendre en compte ce que pense le peuple, ce que pense l'opinion, les propos des spécialistes. Les premiers intéressés sont les élèves, les professeurs et les parents d'élèves. Eh bien, je pense que c'est sur cela qu'achoppe le problème qu'on a au Cameroun. Le pouvoir n'est pas un pouvoir démocratique. Nous sommes devant un système qui est fou, qui est complètement dans un processus de pure folie, qui ne répond de rien, qui continue sa fuite en avant.

L.V.E. : Pensez-vous qu'il soit possible de construire un système éducatif sans y intégrer des questions relatives à la condition des enseignants ? Aux états généraux, le problème du statut particulier des enseignants a été soigneusement escamoté. Les policiers pourtant ont un statut particulier, les gardiens de prison aussi...

M.B. : Et pour cause ! Ils représentent une force. Ils ont des armes. À long terme, les enseignants pourraient modifier les choses. Donc il faut tout de suite les étouffer pour qu'ils ne deviennent pas la force qu'ils pourraient être. Ils ont le contact avec la masse, ils ont le savoir, ils pourraient avoir un prestige comme l'avaient déjà les enseignants avant l'indépendance. Les Africains croient au savoir. Mon père respectait beaucoup les enseignants. Moi, personnellement, quand j'allais en France, je voulais être prof. Je n'ai jamais rêvé de devenir préfet... Ils ne veulent pas vous donner un statut. Pourquoi ? Parce que, du coup, le corps enseignant deviendrait indépendant. Il s'agirait d'une force de travail. Par exemple, on ne pourrait plus vous révoquer n'importe comment.

On a essayé, par exemple, de me révoquer quand j'ai publié *Main basse sur le Cameroun*. Mais aucun mot dans le statut des fonctionnaires ne permettait de révoquer un fonctionnaire. Rien ne permet de vous révoquer quand vous êtes titulaire, sauf si vous commettez une faute grave. La pire chose que puisse faire un professeur, c'est d'engrosser une élève. J'ai un collègue qui a engrossé une de ses élèves. Il est passé devant une commission paritaire à l'intérieur de laquelle il y avait autant de représentants de l'administration que de représentants des syndicats, et ce sont les syndicats qui ont été les plus sévères avec lui. Donc, si on veut vous révoquer, c'est en se fondant sur des textes. Si vous avez commis une faute grave, vous devez passer devant une telle juridiction administrative. Le statut du professeur titulaire est encadré par une législation extrêmement rigoureuse ; il en résulte que son métier est protégé, son avancement prévu. Si ce statut est respecté, ce n'est pas parce que

le gouvernement est gentil ; c'est parce qu'il y a des syndicats qui y veillent. Les deux choses vont ensemble. Le statut ne suffit pas, il faut qu'il soit respecté. Nous avons bien une Constitution, mais elle n'est pas respectée. C'est pour cela que le combat des syndicats est non seulement nécessaire, mais incontournable. Pour que ça progresse, il faut que les syndicats militent.

L.V.E. : Ce qui veut dire en clair que, si nous avons un statut particulier pour les enseignants, les cas d'affectations disciplinaires...

M.B. : ... seraient impossibles puisque aucun statut ne peut prévoir qu'on va embêter un professeur pour ses opinions politiques.

L.V.E. : Et si on revenait à la question de l'école ? Nous évoluons aujourd'hui dans une société sans école.

M.B. : Comme je l'ai dit dans *Génération*, il n'y a pas d'école au Cameroun. D'ailleurs, il faut voir ce que c'est que l'école. Les gens agissent en fonction de cette idée que l'école est une chose vitale. J'ai élevé des enfants en France. Le jour de la rentrée, c'est un grand jour, c'est une chose extraordinaire. L'accueil des enfants est préparé quinze jours et même un mois à l'avance. Le corps enseignant a été nommé ; les cantines ont été apprêtées parce que les enfants mangent à l'école. Le repas est un moment essentiel de l'éducation des enfants puisqu'il faut les socialiser ; ceux qui sont pauvres, ceux qui sont riches, ceux qui sont noirs...

Donc, l'éducation est le ressort principal du progrès. Des pays comme la Corée, le Japon, quand ils ont voulu se développer, qu'est-ce qu'ils ont développé en priorité ? C'est l'éducation. Sans éducation, il n'y a pas de survie possible pour une société. Au Cameroun, c'est tout différent. Le ministre magouille en premier. Toutes ces magouilles autour de l'argent, ce n'est plus l'école. C'est un commerce. C'est comme de vendre de la charcuterie ; c'est comme de vendre de la tomate. Tous les grands responsables essaient de se remplir les poches. Si vous n'avez pas d'argent, vous n'inscrivez personne. C'est très connu. Pour-

tant, ce qu'on appelle éducation, c'est l'égalité des chances. Pour qu'il y ait égalité des chances, il faut qu'il y ait désintérêt complet ; il faut que les enseignants soient bien payés. Un professeur qui a une grosse famille et qui touche 50 000 francs CFA, je me demande si c'est faisable. Je pense que, pour enrayer la corruption, il faudrait déjà donner aux fonctionnaires un salaire qui leur permette de vivre, d'élever leurs enfants, de payer leur loyer, de manger à leur faim.

L.V.E. : Si le principe de l'amélioration de leur condition est acquis, sur quel mode pensez-vous que les enseignants et les parents puissent valablement contribuer à la réforme du système éducatif ?

M.B. : C'est un ensemble d'usages. En France, par exemple, aucune réforme ne peut se faire sans que les citoyens soient consultés. Avant que le débat parvienne au niveau de l'Assemblée nationale, il y a toutes sortes de processus démocratiques qui donnent à ce débat son sens et sa substance. C'est ainsi que l'idée ne viendrait plus à l'esprit de personne d'introduire une réforme dans l'enseignement secondaire ou supérieur sans consulter les citoyens. Donc, il y a toutes sortes de structures. Il y a les parents d'élèves avec leurs associations. Chacune de ces associations a un congrès annuel. Au terme de ce congrès, l'association en question fait connaître ses options, non seulement à l'opinion, mais surtout au ministère, qui les enregistre. Il y a les syndicats d'enseignants qui sont appelés à débattre de ces problèmes et qui font savoir ce qu'ils souhaitent à la fin de leurs congrès. D'ailleurs, à chaque congrès, il y a un représentant du ministre et des représentants des élèves qui assistent à la proclamation des résolutions. Ces résolutions sont portées à la connaissance du ministère. Il y a enfin ce qu'on appelle les conseils d'enseignement secondaire ou supérieur, en général des commissions paritaires réunissant parents, élèves, professeurs et représentants du ministère, qui débattent ensemble. Le jour du débat à l'Assemblée nationale est un moment décisif. Chaque orateur défend le point de vue d'un groupe. Le débat

est suivi à la radio, à la télé, dans les journaux. Les députés débattent à leur tour, ceux du centre, ceux de droite comme ceux de gauche.

L.V.E. : Une si belle formule n'est évidemment concevable que dans le cadre d'une société vraiment démocratique. Ici, chez nous, les organisations professionnelles ont plutôt de la peine à s'exprimer. Comment les syndicats peuvent-ils jouer leur rôle normal dans un contexte autoritaire ?

M.B. : Oui, si nous considérons l'histoire d'un pays que nous connaissons bien, puisqu'on nous l'a imposée, c'est-à-dire l'histoire de France, nous constatons qu'au XIX^e siècle, notamment sous Napoléon III, les syndicats ont été méprisés, tenus pour quantité négligeable. Dans une société qui sort de la nuit de l'autorité et accède à la démocratie, les syndicats ne sont pas des structures qu'on accepte de but en blanc. Il faut qu'ils se battent. En France, il y a eu toutes sortes de pressions, de persécutions. Ça n'est pas étonnant venant d'un système où, comme chez nous, ce sont des traditions de conservatisme qui tiennent le haut du pavé. Le système ne peut pas céder facilement. Il est trop corrompu, trop pourri, trop ossifié pour se réformer tout seul. Il faut que nous arrivions à un moment où nous pourrions bloquer le système. Le jour où le pouvoir constatera que le système ne marche plus, il aura le choix entre disparaître ou accepter les réformes.

L.V.E. : Les syndicats assument encore pourtant difficilement ce rôle de contre-pouvoir. On l'a vu lors de la dernière grève des enseignants, dirigée par le Snaes¹ : Les pouvoirs publics ont largement usé de la tribalisation et de la corruption pour briser la grève.

M.B. : Ça s'est vu aussi en France. J'ai été dans un syndicat d'enseignants² de la CFDT. Très longtemps, on a fait croire aux enseignants confessionnels qu'ils n'avaient rien à voir avec les

1. Snaes : Syndicat national autonome de l'enseignement secondaire. (N.d.É.)

2. Sgen (Syndicats généraux de l'Éducation générale) ; Snes (Syndicat national de l'enseignement secondaire).

marxistes du Snes. On leur a dit: «Vous qui êtes catholiques, comment pouvez-vous militer à côté des syndicats marxistes?» Mais ils ont facilement surmonté ces divisions. Si bien que le Snes est toujours le Snes et le Sgen toujours le Sgen. Ils mènent le même combat. Ici, on profite de l'ignorance d'une certaine fraction de l'opinion pour la détourner des combats. On nous oppose aujourd'hui tribus contre tribus, mais je ne crois pas que le triomphe actuel de la tribu soit une étape définitive de notre histoire. Je suis certain qu'au fur et à mesure que les gens prendront meilleure conscience de leurs problèmes, ils vont découvrir qu'ils mènent le même combat. Le problème, c'est que nous n'avons pas toujours bien fait notre boulot, nous les enseignants, les intellectuels, tous ceux qui avaient une chance d'influer sur l'opinion dans les villages, dans les familles. Nous sommes les premiers à faire du tribalisme. Il faut que nous arrivions à surmonter notre propre tribalisme. Je suis des environs de Mbalmayo. Je vois bien l'évolution des populations beti. Elles réfléchissent. Elles disent, par exemple: «Qu'est-ce que nous avons eu comme avantages?» On les voit discuter dans les débits de boissons, mais la réflexion n'est pas relayée à un niveau plus élevé par les intellectuels qui, eux, sont pourris. Ils sont pourris soit parce qu'ils ont des avantages, soit parce qu'ils seront nommés proviseurs, qu'ils vont gérer une caisse.

L.V.E.: Les enseignants beti ne sont pas les seuls à fonctionner comme ça. Il y a les Bamiléké, les enseignants d'autres tribus.

M.B.: Oui, ce repli communautaire, c'est comme des vagues qui butent contre des récifs. C'est un reflux. Les gens ne savent plus comment s'organiser, comment évoluer. Mais la société partira de l'avant. Un premier assaut a été initié contre le pouvoir, qui a échoué. On reflue, mais on continue.

L.V.E.: Mais ce que vous dites là risque de faire entendre que l'objet central de la lutte syndicale c'est de nuire à un régime.

M.B.: À partir du moment où le rôle des syndicats c'est de transformer la société, de lui donner une nature progressiste, de

la faire évoluer davantage pour que tous les citoyens camerounais y trouvent une place, à partir du moment où la résistance à ce progrès est incarnée par un régime, il est normal que la lutte se focalise un tout petit peu sur des personnes, sur ceux qui entretiennent ce régime. Il ne s'agit pas pour les syndicats de conquérir le pouvoir. C'est un objectif mineur par rapport au grand objectif qui est d'intégrer toute la population camerounaise dans un système où chacun se sent à sa place, où personne ne se sent exclu. Le sentiment d'exclusion est terrible. Les jeunes se sentent abandonnés à eux-mêmes, parce que leur famille est impuissante, parce que le pouvoir ne fait rien pour eux. Les gamins deviennent des gangsters, les gamines se prostituent. Il faut donc transformer l'école pour qu'elle devienne le creuset où les gens apprennent à s'estimer.

L.V.E.: Une question un peu personnelle maintenant. Vous qui êtes militant d'un syndicat d'enseignants en France, avez-vous eu à participer à des actions concrètes?

M.B.: Oui, la grande grève de 1968. C'était formidable. Ce sont les syndicats d'enseignants qui ont eu le plus d'impact. Quand la CGT organise une grève, le Français moyen de la rue ne peut pas aller à la poste un jour ou deux, mais ça l'égratigne à peine. Par contre, quand c'est des syndicats d'enseignants qui se mettent en grève pour deux ou trois semaines, les enfants ne peuvent pas aller à l'école, et les parents sont obligés de s'arranger pour les garder.

L.V.E.: Voilà un phénomène intéressant.

M.B.: Oui, les parents sont obligés de garder leurs enfants. Comme je vous l'ai dit, l'école est un milieu de vie pour les enfants. Alors, quand il y a grève, ça signifie que c'est fermé.

L.V.E.: Qui ferme?

M.B.: Les chefs d'établissement.

L.V.E.: Ils appartiennent pourtant à un syndicat différent.

M.B.: Ah oui, ils appartiennent au syndicat des patrons, mais un syndicat de patrons dans ce cas-là n'est pas un syndicat de militants progouvernementaux.

L.V.E. : Ah, c'est déconnecté là !

M.B. : Complètement. Les chefs d'établissement ne font pas du zèle contre leurs collègues parce que, pour les proviseurs par exemple, ce sont d'anciens enseignants. Ils constatent simplement que les enseignants ne sont pas là et ferment l'établissement. Ils sont prévenus par les syndicats. Et puis, c'est dangereux de faire venir les enfants là où il n'y a pas d'encadrement. S'il y a un accident, le proviseur va être responsable parce qu'on l'aura prévenu.

L.V.E. : Est-ce que c'est déjà arrivé quelquefois, là-bas, que des parents envoient les enfants à l'école malgré le mot d'ordre de grève ?

M.B. : C'est arrivé par ignorance mais, en principe, il y a peu d'enfants. Les portes sont closes. Parfois, il y a des proviseurs qui font du zèle. Ils laissent la porte ouverte, espérant qu'il y aura quand même des profs qui viendront. Mais supposez que vous soyez cent cinquante et supposez qu'il y en ait quinze (des « jaunes », comme on dit) qui viennent. Ça n'arrange pas du tout le proviseur. Alors, qu'est-ce qu'il va faire ? Il faut qu'à chaque heure de la journée, on sache que le fils d'Untel était sous la charge de M. Dupont. Si on ne peut pas attribuer la responsabilité d'un accident à un prof, ou à un encadreur, ou à un surveillant d'une façon précise, ça ne peut pas fonctionner. Il est évident qu'un proviseur « lepéniste » ne fera pas grève, ne serait-ce que pour emmerder les profs militants. Mais il prend quand même un risque énorme.

L.V.E. : Les parents le comprennent-ils parfaitement ?

M.B. : Bien sûr. Qui sont les parents ? Ils sont eux-mêmes dans des syndicats qui font souvent grève. Ils comprennent très bien la grève des enseignants. Ça va arriver ici aussi. Il ne faut pas oublier que nous sortons quand même de trente ans, sinon plus, de dictature. Si vous aviez été comme moi élève dans un lycée dans les années 1949-1950, vous auriez vu que les Camerounais eux aussi, à l'époque, comprenaient bien la raison d'une grève.

L.V.E. : Une dernière question, Professeur. Face au désarroi actuel, avez-vous quelque chose à proposer aux parents et aux élèves ?

M.B. : Je n'ai pas d'attitude à proposer. Si mes enfants étaient là et que j'en eusse les moyens, je les enverrais dans des pays comme le Bénin, la Côte d'Ivoire ou le Maroc. Mais comment dire cela dans un pays où les parents vivent quotidiennement dans la pauvreté ?

L.V.E. : Pourquoi dans des pays comme le Bénin ou le Maroc ?

M.B. : Parce qu'il semblerait qu'au niveau des effectifs là-bas, ça fonctionne correctement. Ici, chez nous, c'est la vénalité de l'administration, le caractère pléthorique des effectifs. Dans une classe de cent élèves, le professeur fait simplement du gardiennage, de la garderie. Il ne peut pas prétendre transmettre des connaissances. Donc, il n'y a plus d'école au Cameroun.

L.V.E. : Quel danger pour la société ?

M.B. : Un danger terrible que nous ne sentons pas pour le moment. D'ici à quinze ans, quand on n'aura pas d'agents économiques compétents et capables de faire fonctionner le système, peut-être sera-t-on obligé d'importer des cadres de Côte d'Ivoire, du Congo ou du Gabon ? Je n'en sais rien. Mais il y aura certainement des retombées dans les années 2010-2015.

... Que Paul Biya s'en aille

Au moment où j'écris ces lignes, c'est-à-dire le dimanche 28 janvier 1996, à 14 heures, il y a huit jours que les élections municipales ont eu lieu au Cameroun. Mais les Camerounais attendent toujours les résultats de leur vote. Ce n'est pas que le verdict des urnes soit vraiment inconnu ; les procès-verbaux des commissions compétentes le proclament sans appel, et l'on sait *officieusement*, par exemple, que le Social Democratic Front (SDF) de Ni John Fru Ndi l'emporte à peu près partout, et notamment dans les deux grandes métropoles camerounaises, Douala et Yaoundé.

Mais le pouvoir, jusqu'à ce jour, refuse de publier, autant dire d'avaliser ce suffrage qui consacre son échec et révèle au grand jour, et d'une façon irréfutable, une impopularité, ou plutôt un rejet qu'il a en vain tenté de masquer à coups d'impostures médiatiques.

À propos du SDF, on a parlé de raz de marée, mais l'image est faible. Il faudrait en inventer une autre qui tienne compte des conditions consternantes dans lesquelles ces élections ont été organisées, et qui évoquent les mœurs politiques des anciennes Républiques dites socialistes populaires de l'Europe de l'Est soviétique : monopole du pouvoir sur la préparation du scrutin, invalidation arbitraire de certaines listes, intimidation des représentants de l'opposition, distribution incontrôlée de cartes d'électeur, modification arbitraire des modalités de vote, distri-

bution par le Renouveau de cadeaux divers dans les villages, etc. Imaginons alors ce qu'eût été la victoire du SDF si les élections avaient été de vraies élections ; c'est-à-dire le libre choix de leurs édiles par les citoyens camerounais. Ce ne serait plus un raz de marée, mais un véritable big-bang.

Pourtant, à mon humble avis, ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel n'est même pas que le pouvoir s'ingénie après coup à dénaturer les résultats du vote en s'attribuant sur le papier une victoire remportée sur le terrain par le SDF ; ce n'est pas la première fois que le Renouveau s'y prend ainsi : c'est ce qu'il avait déjà fait à l'élection présidentielle de 1992. La fraude est pour ainsi dire consubstantielle au Renouveau. Cette rage de fraude est scandaleuse, et j'en suis révolté comme tous les Camerounais. Mais l'essentiel est quand même ailleurs.

Cette attente par le peuple des résultats de son vote n'est-elle pas symbolique d'une attente plus globale ?

N'est-il pas clair que le peuple camerounais, pour connaître enfin cette renaissance tant espérée depuis quinze ans, attend que Paul Biya s'en aille, d'une façon ou d'une autre ? Tout se passe comme si le peuple camerounais se tenait l'arme au pied, attendant que poigne enfin, après quinze années de frustrations, l'aube du grand jour.

Je vais donner quelques exemples.

Il y a un domaine auquel je suis particulièrement sensible, et pour cause, c'est celui de l'éducation, c'est-à-dire de l'école. Je suis étonné comme d'autres Camerounais de voir, depuis quelque temps, non seulement les collégiens en tenue mais même les gamins des écoles élémentaires errer dans les rues à des heures où les enfants partout ailleurs, en particulier dans les pays qui nous ressemblent, se trouvent dans les salles de classe. Cette débandade est observable à Yaoundé, à Mbalmayo et même dans les villages comme le mien.

Quand on leur demande pourquoi ils ne sont pas en classe, les jeunes répondent : « Le maître n'est pas venu. » Et pourquoi le maître n'est-il pas venu ? Il n'est plus payé ou bien il est si

mal payé qu'il s'estime libéré de toute obligation de ponctualité et d'assiduité. Et qui lui jeterait la pierre ? Certainement pas le pouvoir, artisan unique des malheurs de notre école, et qui, d'ailleurs, s'abstient de sanctionner, et pour cause.

Voilà où en est l'école au Cameroun... Autant dire qu'il n'y a plus du tout d'école chez nous. Qui peut croire aujourd'hui que ce drame se dénouera sous Biya ? Où donc le Renouveau, avachi par la corruption, trouverait-il l'énergie nécessaire pour cette œuvre de titan que constitue la reconstruction de l'école camerounaise détruite par quinze années de gestion de Paul Biya ? Que le Cameroun soit un pays sans école, c'est si vrai que les dignitaires du Renouveau sont les premiers à envoyer leurs enfants étudier à l'étranger.

Ces tristes observations valent malheureusement aussi à propos de l'université.

Bref, quel espoir de voir régénérer notre système d'éducation reste-t-il alors au peuple ? Que Paul Biya s'en aille d'une façon ou d'une autre, et cède la place à d'autres dirigeants. Il ne s'agit pas ici de spéculation, mais de ce qu'un observateur attentif apprend en écoutant les petites gens.

On peut en dire exactement autant des hôpitaux et de la santé en général. Ceux qui, comme moi, ont grandi sous le régime colonial — et à combien plus forte raison s'ils ont résidé à l'étranger — savent ce qu'est un hôpital digne de ce nom. Et quand ils voient les infirmiers faire des diagnostics et établir des ordonnances tandis que les médecins brillent surtout par leur absentéisme, des malades contraints de se fournir eux-mêmes en médicaments, coton, alcool et seringue, parfois auprès des marchands à la sauvette, comment n'attendraient-ils pas, eux aussi, qu'advienne un autre pouvoir, qui se préoccuperait enfin de la santé des Camerounais ? Le petit peuple, celui qui vient de voter massivement pour le SDF aux municipales, n'a-t-il pas laissé entendre, ce faisant, qu'il désirait un véritable service de santé et qu'il attendait, pour cela, que Paul Biya s'en aille, d'une façon ou d'une autre ?

Et depuis que les chaussées des rues de nos villes se dégradent dans l'indifférence des autorités qu'ailleurs on qualifierait de compétentes, qui croira que le Renouveau soit capable de se mobiliser pour remédier à ce désastre ? Là encore le peuple attend que Paul Biya s'en aille d'une façon ou d'une autre.

Et que dire de la corruption ? Que peuvent attendre désormais du Renouveau ces retraités obligés de céder 30 % de leur modeste pension au guichetier s'ils veulent se faire payer ? Et ces misérables justiciables contraints de se ruiner en cadeaux pour amadouer un juge ou un procureur ? Et ces modestes entrepreneurs obligés de racler leurs fonds de tiroir pour satisfaire l'appétit d'une bureaucratie insatiable ? Que peuvent-ils tous attendre, sinon que Paul Biya s'en aille d'une façon ou d'une autre, et qu'enfin vienne une autre ère ?

Et nos fonctionnaires — enseignants de tous niveaux, policiers, postiers, etc. — contraints depuis de si longues années de travailler dans des conditions matérielles épouvantables, et à des salaires de misère quand salaire il y a, croiront-ils possible un changement de leur situation sans que Paul Biya s'en aille d'une façon ou d'une autre ?

Quelle est la catégorie de nos citoyens qui n'est pas excédée par l'incompétence, l'impéritie, la vénalité, les turpitudes innombrables du Renouveau, après quinze années de règne de Paul Biya ? Je manque de place pour les mentionner l'une après l'autre, en dévidant leurs griefs respectifs. Il y a les agriculteurs, il y a les journalistes, il y a les avocats, il y a les commerçants, il y a les industriels, il y a les sauveteurs, il y a les architectes, il y a les médecins et les pharmaciens, il y a les footballeurs... Ah, les footballeurs. Lequel d'entre eux pourra jamais oublier le coup de cœur de la coupe du monde de 1994 ? Et l'Italie en 1990 ? Et l'Afrique du Sud récemment ?...

Paul Biya, c'est non seulement le verrou qui bloque depuis quinze ans bientôt la voie de la démocratie au Cameroun — les péripéties des dernières élections municipales sont éloquentes. Paul Biya, c'est aussi la faillite sans cesse aggravée de

nos efforts pour le développement, la paupérisation toujours accélérée de nos populations, le néocolonialisme toujours plus triomphant, et, surtout, ce qui me paraît fondamental, la fraternité entre Camerounais toujours plus lointaine.

Les quinze années pendant lesquelles Paul Biya a régné ont été les plus sombres de l'histoire de la jeune nation camerounaise.

Je le déclarais déjà en février 1991, lors de mon retour après trente-deux années d'exil : la seule décision que Paul Biya pourrait s'imposer pour le bien de son pays, s'il en est encore temps, ce serait qu'il démissionne.

Comme tous les Camerounais, j'attends que Paul Biya s'en aille, d'une façon ou d'une autre.

Mongo Beti :
« On m'a empêché de voter »

Les récentes élections municipales ont été l'occasion pour la plupart de ceux dont les avis comptent dans ce pays de réitérer leur engagement pour le changement. L'un d'entre eux, pourtant célèbre pour son militantisme nationaliste, a cependant brillé par une absence et un silence inquiétants. Le vieux combattant qu'est Mongo Beti se serait-il assagi ? Aurait-il changé de camp ?

Le Messenger : Professeur, où avez-vous voté ?

Mongo Beti : Moi, je n'ai pas voté. La raison est simple ; je n'ai pas de carte d'électeur camerounaise, ni de carte d'identité camerounaise. En fait, je n'ai jamais eu de papiers camerounais. J'étais en France avant l'indépendance. J'ai tous les papiers français et j'ignore quelle est la situation des binationaux. On m'a dit qu'il n'y a pas de binationalité camerounaise, ce qui m'étonne beaucoup, que lorsqu'un Camerounais a une autre nationalité, il cesse d'être camerounais. En plus, je n'ai pas de domicile fixe et officiellement reconnu, car j'habite Yaoundé mais je suis natif de Mbalmayo. Si j'avais une carte, où serait mon bureau de vote ? Je l'ignore.

L.M. : De même vous ignorez si vous continuez à être camerounais.

*M.B. : Je ne le sais pas du tout. Vers la fin des années 1970, alors que l'affaire *Main basse sur le Cameroun* (titre d'un de*

mes ouvrages, très critique sur la décolonisation) battait son plein, j'appris par une personnalité de la coopération française qu'Ahidjo m'avait retiré ma nationalité camerounaise. Je me suis demandé comment cela était possible qu'il le fasse à des compatriotes nés au Cameroun et de parents camerounais. Effectivement, à mon retour, je suis tombé sur des femmes qui étaient privées de facilités dont elles bénéficiaient avant et qui se battaient pour ce problème. C'étaient des Françaises ayant épousé des Camerounais. La loi en vigueur à l'époque leur accordait la double nationalité, française et camerounaise. La loi signée par M. Ahidjo leur ôtait cette facilité, et elles se battaient donc pour forcer les autorités à reconsidérer cette loi. Une des armes dont M. Ahidjo s'était doté pour contrer les opposants, surtout ceux qui, comme moi, étaient en exil, était de les dépouiller de leur nationalité. Il a donc fait passer cette loi qui a des effets pervers, car il se trouve que finalement elle frappe aussi les gens qui sont dans le sillage du pouvoir ; en l'occurrence ces dames qui ont épousé des Camerounais qui ne sont pas forcément des opposants. Ce sont parfois des gens du gouvernement.

En plus, cette loi contraint un certain nombre de dignitaires à l'hypocrisie, car beaucoup d'entre eux ont des passeports et des cartes d'identité français, surtout ceux qui ont été fonctionnaires avant l'indépendance. Je veux parler des officiers qui ont été à Saint-Cyr comme le général Semengue. C'est qu'à cette époque, les Camerounais pouvaient devenir fonctionnaires français. Tous ceux du cadre A devenaient automatiquement fonctionnaires français. Dans le code de la fonction publique française, il est stipulé que nul ne peut devenir fonctionnaire français s'il n'est citoyen français. Donc ces gens-là ont une retraite parfois française. Et même d'autres qui n'appartiennent pas à cette catégorie, qui sont beaucoup plus jeunes, se sont donné une nationalité française de refuge au cas où au Cameroun ça irait mal. Voilà donc la situation créée par cette loi bizarre.

L.M. : Vous êtes tout de même dans votre pays ! Peut-on néanmoins considérer que vous avez baissé les bras ? Ne pouvez-vous pas créer une association, un groupe de pression pour reconquérir votre citoyenneté ?

M.B. : Cela se pourrait. Mais il se trouve que j'ai d'autres priorités. Après trente-deux années passées hors de ce pays, période pendant laquelle mes deux frères sont morts, suivis par ma mère en 1992, j'ai retrouvé notre héritage familial complètement à l'abandon ; les membres de ma famille m'accusent de les avoir abandonnés. J'essaie tant bien que mal, avec mes petits moyens, de reconstituer ce patrimoine familial. J'ai longtemps milité pour la cause nationaliste, et j'estime que ma famille mérite que je m'occupe un peu d'elle. Je reprendrai le combat politique bientôt.

L.M. : Pour en revenir aux élections que nous venons de vivre, quels commentaires vous suscite ce scrutin ?

M.B. : J'étais électeur en France. Automatiquement donc, je compare ce qui se passe là-bas avec ce que j'ai observé ici. Les cartes d'électeur, par exemple. En France, l'électeur va rarement chercher sa carte à la mairie. Celle-ci, plutôt, la lui apporte. C'est elle qui s'arrange toujours pour s'assurer que chaque électeur a une carte électorale. Si bien que je ne m'occupais pratiquement jamais de ce problème-là et que c'était toujours la commune qui m'envoyait ma nouvelle carte puisqu'il fallait la renouveler souvent. Sur ce plan-là c'est pratiquement le jour et la nuit entre là-bas et ici. Non seulement on oblige l'électeur à effectuer des démarches harassantes pour établir sa carte mais, en plus, il n'est pas assuré de l'obtenir. On la lui refuse souvent sous des prétextes fantaisistes. C'est très politique : c'est aux militants de l'opposition qu'on refuse les cartes, alors que ceux du parti au pouvoir en ont plusieurs pour voter autant de fois. Il y a aussi la date des élections. Le terme du mandat est fixé par la loi : on sait qu'un élu c'est pour cinq ans. Il n'est pas question que les délais prescrits par la loi soient dépassés. La loi fixe d'avance la règle du jeu et tout le monde en France doit la res-

pecter. Quand on arrive ici, on apprend que l'élection municipale est reportée plusieurs fois et que la date même relève de la fantaisie du prince. Il y a beaucoup de choses scandaleuses pour quelqu'un qui a vécu quarante ans dans une vraie démocratie. Par exemple, le fait d'invalider les listes ; plus scandaleux encore, toute l'organisation du scrutin appartient au RDPC, c'est-à-dire au pouvoir. En France, c'est le fait de tous les partis, tout le monde a un droit de regard sur son organisation. Ce que font Biya et le RDPC n'a rien à voir avec la démocratie.

L.M. : Des résultats, officiellement proclamés au départ, sont aujourd'hui changés. Quelle est votre réaction face à cet état de fait ?

M.B. : Ma réaction ? En tant qu'opposant, je ne peux qu'être indigné, et même scandalisé. Mais en même temps ça ne m'étonne pas. Je ne suis guère surpris car je m'attends à tout de la part de ces gens-là après tout ce qu'ils ont fait en 1992 [année de l'élection présidentielle fraudée par le RDPC, NDLR]. Il est certain que Biya ne peut pas gagner des élections régulières et transparentes. Il fera donc tout, comme en 1992, pour tricher. Il truquera, il fraudera. J'avais déjà alerté mes amis en leur disant : « Est-ce que vous prenez vraiment au sérieux ces élections ? Est-ce que vous ne courez pas le risque d'aller sur le terrain choisi par l'administration ? Est-ce que c'est la meilleure manière de faire venir la démocratie dans ce pays ? » Car un gouvernement comme celui-ci ne peut que frauder. Nous pouvons nous indigner, nous scandaliser, mais il ne faut pas être surpris.

L.M. : Professeur, quelle lecture faites-vous des résultats réels, au-delà de ceux fictifs que le pouvoir, comme à son habitude, brandit à la face du monde ? Qu'est-ce qu'ils augurent pour le futur ?

M.B. : Je suis à la fois optimiste et pessimiste. Au vu de ces résultats, je constate la majorité de l'opposition dans le pays, et cela est vrai depuis 1992 avec la victoire de Fru Ndi à la présidentielle. Après 1993, Biya a fait une espèce de forcing

dans les médias d'État. Ils ont utilisé la méthode Coué pour faire croire que le RDPC était le plus fort, que M. Biya était adulé par la population. Ils ont cru que ce décervelage allait inverser le rapport de force dans le pays. Or il n'en est rien. On s'aperçoit que quatre ans après l'élection présidentielle, non seulement l'opposition reste majoritaire, mais elle a gagné du terrain, en faisant des percées là où on ne l'attendait pas. À Yaoundé c'est stupéfiant, c'est meurtrier pour le pouvoir. J'étais l'homme le plus heureux du monde en apprenant que le SDF a gagné au moins trois mairies. Évidemment, M. Andzé va tripatouiller à sa guise, mais les résultats sont là. Ce n'est pas au Minat¹ de les proclamer, mais aux commissions communales de supervision. Ce sont elles qui nous disent que le SDF a gagné au moins trois communes à Yaoundé, je ne parle pas du raz de marée de Douala. Qu'en plein pays beti, en pleine ville ewondo, le SDF fasse un tel résultat, c'est que l'opposition est plus forte que jamais. Voilà le constat que nous pouvons faire, malgré les trucages du pouvoir. Quel serait le quota du pouvoir ? À Mbalmayo ils ont invalidé la liste du SDF car ils ont réalisé que ce parti ferait un malheur dans cette ville. Ils avaient peur du SDF et, pour gagner, il fallait donc l'écartier. Est-ce là une compétition ? Ces gens sont paniqués quand il s'agit d'une véritable compétition. Alors, de ce point de vue-là, je suis plutôt pessimiste. Ne sachant pas comment cacher leur impopularité, comment masquer leur échec, j'ai peur qu'ils n'utilisent la méthode employée par Habyarimana au Rwanda il y a quelques années. Je crains que les gens qui entourent Biya — car, vous savez, Biya est inexistant, tout le monde le sait —, les Owona et autres, n'utilisent des moyens qui aboutissent à la guerre civile.

Par exemple, on a battu quelqu'un à mort à Biyem-Assi, on en a tué à Bagangté parce qu'ils contestaient les résultats. Bref, nous sommes entrés dans une espèce de cycle de la violence

1. Minat : ministère de l'Administration territoriale. (N.d.É.)

qui est le fait d'un pouvoir qui s'accroche, qui ne veut ni admettre son échec ni reconnaître sa défaite. Donc il va se venger contre le peuple, traduire sa déception en tuant. Voilà les raisons de ma peur.

L.M. : Avec cette menace que vous évoquez, que faudrait-il faire pour éviter la « rwandisation » de notre pays ?

M.B. : Je pense que nous pouvons l'éviter en éduquant la population. Il n'y a pas mille façons de faire. Moi, dans la limite de mes faibles moyens, je le fais en prêchant dans mon village. J'explique aux gens ce que c'est que le tribalisme et pourquoi ils doivent le rejeter. Je pense que j'ai réussi à créer un état d'esprit chez les gens qui fait que, lorsque quelqu'un leur tient un langage tribaliste, ils réagissent par le rejet de celui-ci. Il y a donc la formation et l'éducation mais, à côté, il faut alerter l'opinion internationale, en lui disant que la situation que nous vivons actuellement au Cameroun est à peu près identique à celle que connaissaient les Rwandais à la veille des événements que l'on sait. Que l'opinion internationale agisse en faisant pression sur la France est indispensable, pour que la France cesse de s'immiscer dans les affaires du Cameroun, car c'est elle la responsable de cette situation.

L.M. : Des observateurs français du RPR ont déclaré qu'il s'agissait là d'un modèle d'élection démocratique. Vous soutenez le contraire. Comment interprétez-vous leurs déclarations ? Quelle en est la signification ?

M.B. : Vous savez, peu avant les événements du Rwanda, le génocide en l'occurrence, Jean-Christophe Mitterrand à qui on reprochait ses amitiés avec Habyarimana, le président rwandais, avait déclaré qu'il n'y avait pas plus démocrate que M. Habyarimana, et se demandait ce qui lui était reproché ; il lui prêtait toutes les qualités. Il s'agit d'individus complaisants qui sont venus avec pour mission de soutenir Biya et donc de faire de grandes déclarations en sa faveur. Ils n'ont strictement rien vu. Ils sont venus deux jours avant. Ils auraient dû venir un mois ou deux avant pour voir les tripatouillages de M. Andzé

Tsongui dans la distribution des cartes électorales et le refus de certaines listes. Ce que disent ces gens-là n'a aucune importance, non seulement parce qu'ils sont pro-RDPC, mais parce qu'on ne sait pas en fonction de quoi ils ont été choisis. N'ont-ils pas été corrompus par Biya ? Qui a payé leurs billets d'avion et leurs frais d'hôtel ? Il faudrait voir. Ce n'est pas sérieux !

L.M. : Quelles doivent être selon vous les priorités des nouveaux maires, qu'ils soient de l'opposition ou du RDPC ? Quels conseils leur donneriez-vous ?

M.B. : Écoutez, j'avoue que je n'aimerais pas être maire sous le régime du Renouveau. Je prends l'exemple de Mbalmayo qui est ma ville natale. Qu'est-ce qui s'y passe ? L'ancien maire — et ce doit être pareil pour le nouveau — est nommé par le comité central du RDPC. Ce n'est pas ce maire-là qui a été élu par le conseil municipal ! Mais M. Aba fut quasiment nommé par le comité central à la suggestion de l'entourage de M. Biya. Voilà la situation. C'est un maire volé. Et son attitude devant son conseil municipal, qu'il ne réunissait que très rarement d'ailleurs, était de lui dire : « Je n'ai pas de comptes à vous rendre. Je n'ai de comptes à rendre qu'au chef de l'État, parce que c'est lui qui m'a nommé. » Imaginez maintenant un maire de l'opposition. Que va-t-il faire ? Le gouvernement ne va-t-il pas nommer un délégué dans les grandes villes comme Douala, c'est-à-dire ces gens qui coiffent la gestion des maires ? Les maires d'arrondissement, quel est exactement leur pouvoir légal ? Où trouvent-ils les ressources pour administrer leurs communes ? Si c'est dans la sympathie du RDPC, ces messieurs n'auront pas d'argent ! Alors comment vont-ils faire ? Moi qui ai toujours été de gauche, je dis que la priorité d'une gestion communale, c'est le social : c'est-à-dire les routes, les écoles, la voirie, la sécurité, l'éclairage, bref tout ce qui contribue au bien-être de la population moyenne, des gens modestes. C'est à cela qu'un maire doit s'atteler en priorité. Or si je prends l'exemple de Mbalmayo, il n'y a rien à l'hôpital. Quand vous y conduisez un blessé, vous devez fournir tout : alcool, seringue, gaze, etc. Il n'y a stricte-

ment rien. Donc si vous ne fournissez pas le matériel, vous ne serez pas soigné. Par rapport à ce que faisaient les Blancs, c'est bien en deçà. De leur temps, les soins y étaient gratuits. Pour moi donc, le vrai travail d'un maire est ce que je viens d'énoncer plus haut. Mais il faut qu'il trouve néanmoins de l'argent quelque part. Si les taxes collectées par les services financiers vont directement à l'État central qui les redistribue selon ses fantaisies et ses sympathies, à tel maire plutôt qu'à tel autre, ça ne va plus.

Même si administrativement j'avais pu me présenter, j'aurais hésité. Gérer une ville moyenne comme Mbalmayo en étant dépendant du Renouveau, ça ne peut pas se faire.

Commerçant à Tsinga : la galère !

Doit-on considérer que le président du Cameroun est un homme définitivement dépourvu de tout bon sens ? Est-il le nouvel avatar du roi Ubu, rendu légendaire par Alfred Jarry ? Ou bien, comme on le crut et le proclama dans la jeune presse privée à la fin des années 1980, n'est-il que le malheureux otage d'un entourage de psychopathes qui le séquestrent et en ont fait un roi à la fois fainéant et idiot, coupé de toute réalité, afin de donner libre cours à leur délire obsidional collectif ? L'observateur le plus blasé a peine à croire à la réalité de ce qu'il voit quotidiennement dans ce pays.

Le jeudi 2 novembre, j'arrive à ma librairie de Tsinga vers 14 h 30 ; le décor se signale déjà par de nombreux hommes en tenue vert olive. L'un d'eux me fait signe, par des gestes impératifs et menaçants, que je ne peux pas me garer devant ma librairie comme d'habitude. Je devrai me trouver ailleurs une place de stationnement. Ce n'est pas encore très grave, même si l'on se garde bien de vous expliquer de quoi il retourne ; le bouche-à-oreille finit par m'apprendre que le président va passer, de retour du cinquantenaire de l'ONU. Les portes des boutiques doivent se fermer et demeurer closes jusqu'à l'événement attendu. Toute activité cesse donc.

Vers 16 h 30, soit deux heures plus tard, mes collaboratrices me disent :

— Après tout, on ignore quand il doit passer. Dans une

heure ? Deux heures ? Trois heures ? Quatre heures ? Ça peut être n'importe quand, nous avons l'habitude. Ne vaut-il pas mieux rentrer chez nous ? De toute façon, c'est fichu pour aujourd'hui ; les clients ne viendront plus.

— C'est vrai au fond, dis-je. Allons-nous-en, pourquoi rester là ?

Malheureusement, la circulation vient d'être gelée. Nous voilà piégés, contraints de rester là, sans raison, alors que tout contact avec la clientèle est interdit.

Vers 18 heures, le président n'est toujours pas passé. Mais les policiers viennent nous forcer à sortir de nos boutiques. Ils s'y prennent sans ménagement, allant jusqu'à la menace de voies de fait. Inutile d'essayer de leur faire comprendre que, à défaut de travailler, nous aimerions au moins rester assis à l'intérieur de nos locaux où des sièges sont prévus pour cet usage, contrairement au trottoir. Ces messieurs ne veulent rien savoir. Daignent-ils seulement prêter l'oreille à nos protestations ?

Au début de mes activités de libraire dans le quartier, je croyais que toutes ces précautions étaient prises dans la crainte d'un attentat. Pourtant je ne voyais pas bien le lien entre cette préoccupation et la contrainte faite aux paisibles riverains de sortir de leurs boutiques pour se tenir bras ballants sur le trottoir. Mais en juillet dernier, 1995, j'étais là avec ma femme et un de mes fils séjournant au Cameroun pour leurs vacances. On nous avait obligés encore une fois de sortir de la librairie et de nous tenir debout sur le trottoir, au milieu de la foule des riverains. Quand le président est arrivé à notre hauteur, on l'a vu, derrière la vitre teintée, agiter frénétiquement la main, comme s'il avait répondu à la chaleur de l'accueil de la foule massée sur le trottoir. En fait, dans ce quartier très marqué par l'opposition, la foule était restée de marbre, tout en s'amusant du cinéma du président. J'ai compris ce jour-là, en discutant avec ma femme, qu'on nous faisait sortir pour figurer la foule massée sur le trottoir accueillant dans l'enthousiasme le retour du président bien-aimé, en somme pour la farce. Quel mépris des

citoyens de ce pays — et aussi des étrangers ainsi forcés de jouer les clowns !

C'est Ubu, je vous dis. Le manque à gagner des commerçants ; la paralysie économique de toute une capitale, l'exasération des populations consignées sur le trottoir et empêchées sans raison de vaquer à leurs paisibles et modestes occupations — et, parfois, de rentrer dans leurs domiciles —, le président (ou son entourage) n'en a cure. Est-il vraiment incapable intellectuellement de mesurer les ravages de ces avanies devenues quasiment rituelles sur la popularité du Renouveau et la crédibilité de ses dirigeants ? Et est-ce en empêchant les gens de travailler que le régime de Paul Biya compte relancer la machine économique, assurer la prospérité du Cameroun et remplir les caisses de l'État ? Et ces prétendus dirigeants s'étonnent que le SDF gagne toutes les élections ! À croire qu'ils sont affligés d'un analphabétisme politique incurable.

En ce qui nous concerne à la Librairie des Peuples noirs, et aussi, par exemple, au supermarché Max en face de nous (mais c'est vrai pour toutes les entreprises qui se trouvent sur l'axe Nsimalen-Étoudi, et, en particulier, pour les transporteurs comme Garantie Express...), les déplacements du président nous occasionnent chaque année environ un mois d'inactivité, pour lequel on ne nous offre aucune compensation. Il faut dire que chacun de ces événements entraîne deux jours de paralysie — un jour à l'aller, un jour au retour. Or le président s'est déplacé au moins quinze fois cette année, sans compter la visite du pape, la visite du président Machin-Truc-Chose du Monomotapa, ou de je ne sais quelle République bidon, etc.

Ce jeudi 2 novembre, nous avons été libérés vers 18 h 45, sans que l'on sache si le président était bien passé devant chez nous ou s'il avait regagné son palais par hélicoptère, car il faisait nuit et les interminables processions de Mercedes précédées des motards en gants blancs, dans les rues mal éclairées, ne sont elles aussi très souvent que comédie ; le prince prenant

un malin plaisir à déjouer la servilité exhibitionniste de ses sbires.

Il se murmurait déjà que le président repartirait le lendemain ou le surlendemain pour la cérémonie de son admission dans le Commonwealth. Il est en effet parti, mais dimanche : nous n'avons pas eu besoin de fermer et de nous aligner sur le trottoir pour jouer la comédie de l'accueil enthousiaste du chef de l'État par son peuple reconnaissant. Ouf ! Mais au retour du président, mardi 14 novembre, patatras ! Encore une journée perdue !

Samedi 2 décembre, le président part pour le sommet de la francophonie à Cotonou. Excellente idée, ce départ se fait de très bonne heure. Mais, franchement, je n'ai pas de chance avec lui : je m'étais levé très tôt ce jour-là pour aller travailler au village aux côtés de mes ouvriers. Ce n'est donc pas sur le trottoir de Tsinga que je suis consigné, mais sur la chaussée, du côté d'Odza, sur la bretelle venant de Douala où l'on nous avait canalisés. Ne nous plaignons pas : pour une fois, l'attente ne dure qu'une demi-heure. Mais le président est de retour lundi 4 décembre, et là, la paralysie des activités durera de 10 heures à 15 heures.

Jeudi 7 décembre, le président va à Douala à l'occasion de la catastrophe aérienne qui défraie l'actualité. On ferme les boutiques à 10 heures pour les rouvrir à 11. Le président revient le même jour ; on ferme à 14 heures pour rouvrir à 16. Le 11 décembre, rebelote ; cette fois, c'est en l'honneur de la première dame, qui doit se rendre au Hilton : on ne fermera pas vraiment, on se contentera d'interdire tout stationnement le long des trottoirs. La gêne est pourtant la même pour les commerçants : ces contraintes, *hard* ou *soft*, dissuadent toujours le chaland.

Je frémis à l'idée de ce que les commerçants ayant pignon sur l'axe préféré du président, de son épouse et de ses hôtes devront endurer pendant le prochain sommet de l'OUA.

Et le développement dans tout ça ? Et si Axelle Kabou, l'au-

teur de *Et si l'Afrique refusait le développement?*, avait raison ?

Moi, je dirais d'abord : et si le Cameroun n'était que la personnification du royaume d'Ubu ? L'ancienne Haute-Volta s'est baptisée *le pays des hommes intègres*, Burkina Faso. Nous, c'est plutôt le pays des dirigeants atteints de démence galopante.

À quand la guérison ?

Grand usager
des PTT camerounaises : autre galère

Je ne sache rien de plus instructif qu'une anecdote. Aussi ai-je pour les anecdotes une véritable passion. En voici donc une qui ne manquera pas de révolter les honnêtes gens de ce pays, car il en reste encore, et Dieu sait s'ils ont du mérite.

9 février 1995. Ma femme, qui habite Rouen en France, expédie à l'adresse de la Librairie des Peuples noirs à Yaoundé, ma librairie, un colis recommandé avec accusé de réception. Pour ce service, elle paie une taxe très lourde, exactement l'équivalent de 7 370 francs CFA.

C'est un tout petit colis, qui est enregistré à Paris PLM Export le 10 février 1995 ; on apprendra par la suite qu'il est arrivé aux Colis postaux de Yaoundé le 14 février, le tampon de l'établissement faisant foi — selon l'expression consacrée. Il aura donc suffi de quatre jours aux services techniques français (car ce sont eux qui ont assuré l'essentiel des opérations) pour l'acheminer de France au Cameroun : c'est un exploit dont peu de pays, même industrialisés, sont capables. Rien d'étonnant pour qui connaît la réputation d'efficacité de la poste française.

Malheureusement — je l'ai dit naguère ici à propos de l'école, et l'on pourrait allonger la liste des exemples indéfiniment — les Français, fort généreux tant qu'il s'agit de nous polluer de leurs tares, oublient toujours de nous léguer leurs vertus.

L'in vraisemblable cafouillage commence en effet au Cameroun, pour ainsi dire intra-muros, avec la distribution qui, cette fois, est affaire purement intérieure.

Les Colis postaux de Yaoundé, qui auraient dû émettre un avis d'arrivée, restent muets, tenez-vous bien, de février à août 1995, soit pendant cinq bons mois. Entre-temps, échange de messages fax aigres-doux entre mon épouse et moi-même.

Moi : Qu'est-ce qui se passe ? Est-ce que tu es sûre d'avoir réellement expédié ce colis ?

Elle : Mais enfin, j'ai le récépissé sous les yeux. Je ne suis pas folle quand même.

Moi : Je veux bien, mais c'est quand même étrange : je n'ai aucun avis de la poste. Fais une réclamation, s'il te plaît.

Elle : Je ne fais que ça ! La poste de Rouen affirme qu'elle a réclamé à plusieurs reprises, mais que les Camerounais ne répondent pas. Etc.

Je répète que cela durera plus de cinq mois, soit de février à août 1995, où l'affaire se dénouera.

Mais, auparavant, mon épouse débarque au Cameroun en juillet 1995, pour quatre semaines de vacances. Dans l'euphorie des retrouvailles, on oublie un peu l'affaire du colis. Puis, le 1^{er} août, soit deux jours avant le départ de ma femme, j'expose le problème à un parent haut fonctionnaire de la police en le priant d'en appeler au ministre des PTT qui est son ami ; il me dit : « Écoute, tu vas trop vite, mon vieux, on va aller aux Colis postaux. On verra bien s'il faut toucher des gens plus haut placés. Pour le moment, cela ne me paraît pas encore indispensable. Tu apprendras à connaître tes frères, va. »

Devinez ce qui se passe aux Colis postaux. Vous ne pourrez pas, à moins que, contraint par votre profession, comme moi, de recourir fréquemment aux services de la poste camerounaise, vous n'ayez fini bon gré mal gré par vous familiariser avec cet univers à la Kafka.

Mon parent policier expose en deux mots l'affaire au responsable et lui tend à l'appui les photocopies des documents

officiels français. Celui-ci, sans se troubler le moins du monde, et même souriant avec affabilité, appuie sur une sonnette électrique ; une employée entre, le responsable lui explique la situation en deux mots, non sans lui soumettre les photocopies des documents français, y compris celles des réclamations, restées sans réponses, de la poste rouennaise. La suite est un coup de théâtre comme il y en a peu dans la vie d'un homme normal. Il ne s'écoule guère cinq minutes avant que l'employée réapparaisse avec à la main un objet que ma femme reconnaît en sursautant et en s'écriant : « Mais c'est mon colis ! »

Faut-il vraiment un commentaire ?

Nous avons récupéré l'objet, sans une excuse des responsables des Colis postaux de Yaoundé, *a fortiori* sans la moindre explication, trop heureux de retrouver notre bien, qui, d'ailleurs, avait été ouvert, mais dans lequel ces messieurs-dames, bien marris, n'avaient trouvé que des babioles : une prise électrique antifoudre pour mon Macintosh et quelques petites pièces détachées d'une tronçonneuse Nautac.

Voici ce que des amis, à qui j'ai raconté l'affaire, m'ont expliqué : les fonctionnaires des Colis postaux, à condition qu'ils réussissent à faire ainsi le mort pendant un an, deviennent automatiquement propriétaires de l'objet détourné, car le délai de forclusion des réclamations est de un an.

Ce qui étonne, c'est la complaisance de la poste française qui persiste à collaborer avec une administration étrangère manifestement peu soignée, mais peut-être aussi incapable de respecter les normes des relations postales internationales. Il en faut traditionnellement beaucoup moins pour sanctionner un petit État cahoteux d'Asie, du Moyen-Orient ou d'Amérique latine. En faisant mine de donner sa garantie à l'acheminement de ses colis recommandés, c'est-à-dire en faisant, directement ou indirectement, payer un service dont elle sait pertinemment que, cinq fois sur dix, il ne sera pas fourni à l'utilisateur, la France discrédite là aussi sa politique africaine. La récurrence de ces incidents ainsi que l'impassibilité des responsables camerou-

nais ne laissent aucun doute sur une connivence française génératrice en grande partie de l'impunité et de l'arrogance caractérisant le régime de Biya. Précisons qu'il s'agit quand même de défaillances, ou plutôt de forfaitures, qui relèvent pour ainsi dire du quotidien, comme les protestations et les démarches qu'elles entraînent de la part des usagers — démarches jamais couronnées de succès au demeurant.

Tenez, à l'heure où j'écris ces lignes, soit le 29 février 1996, je suis victime d'une nouvelle forfaiture, exactement identique. Un ami du bureau local de l'Orstom et un enseignant de l'université de Yaoundé avaient confié d'importantes commandes à la Librairie des Peuples noirs. L'un et l'autre avaient insisté sur le caractère urgent de leur commande. Solution quasi obligatoire dans ces cas-là, je faxe un message à ma femme, qui habite Rouen, pour lui demander de nous rendre le service d'aller rassembler sans délai à Paris les ouvrages en question chez les différents éditeurs et de nous les envoyer par la poste en colis recommandé avec accusé de réception.

Le colis est mis à la poste le 2 février à la recette principale de Rouen. J'écris ces lignes le 29 février, je le répète, c'est-à-dire quatre semaines plus tard ; le colis n'est toujours pas arrivé à Yaoundé, paraît-il, et personne n'est capable de me dire à quelle étape de son acheminement il est bloqué, ni pourquoi — et on se demande pourquoi la poste de ces pays exige des frais si élevés pour la recommandation (surtout avec accusé de réception), si personne n'est capable de suivre le parcours de l'objet recommandé.

Que le lecteur se rassure pourtant (dans un certain sens) : supposé que je retrouve un jour mon colis de livres (ce qui n'est pas impossible : rappelez-vous l'affaire racontée ci-dessus), il se révélera, le sceau de l'établissement faisant foi (selon l'expression consacrée), qu'il était là depuis le 6 février 1996, soit quatre jours après son départ de Rouen — exactement comme pour le précédent colis ; mais les Colis postaux de Yaoundé avaient oublié d'envoyer un avis d'arrivée.

Je suis d'accord, pour une fois, avec qui vous savez : le Cameroun, c'est vraiment le Cameroun — c'est-à-dire l'enfer pour le libraire et la librairie.

Et si Axelle Kabou avait raison ? disais-je. Et si une certaine Afrique — particulièrement celle des dirigeants imposés par les puissances étrangères — refusait le développement ? Voilà une idée que nous ne creuserons jamais assez...

J'allais oublier de signaler un phénomène que nous observons à la Librairie des Peuples noirs depuis quelques semaines et qui nous laisse perplexes : impossible de faxer ou de téléphoner à l'étranger sans tomber, quels que soient l'heure et le jour de la semaine, sur un disque qui répète inlassablement : *en raison d'encombrements, veuillez rappeler plus tard*. Cela peut durer des heures, et même une journée entière, bloquant notre communication avec nos partenaires étrangers, ce qui peut se révéler mortel pour un libraire camerounais non subventionné comme nous. J'aimerais savoir si les autres usagers du téléphone subissent eux aussi cette nuisance, ou si c'est là le nouveau cadeau que la censure du Renouveau, dont l'imagination est fertile en gadgets diaboliques, a décidé d'offrir à votre serviteur.

Lettre ouverte à Dakolé Daïssala,
soi-disant ministre des Postes
et Télécommunications

Monsieur,

Non, ce n'est pas une maladresse ni l'effet de l'inattention : en vérité je me refuse délibérément à vous décerner le titre de ministre, estimant, comme je vais le montrer, que vous êtes tout, sauf un ministre. Il faudra bien que les Camerounais comprennent enfin que titres et appellations ne sont pas du vent, mais correspondent à des réalités qui appellent le respect, et qu'on ne saurait les galvauder au gré de vulgaires conjonctures.

Je ne puis accepter un système qui transforme le noble vocable de ministre en hochet agité au passage d'un histrion halluciné. Je veux que, ici comme dans les pays vraiment civilisés — où il vous est peut-être arrivé de séjourner, Monsieur, sait-on jamais ? —, *ministre* scelle un contrat et sonne comme la garantie d'un authentique dévouement à la nation, qu'il soit prometteur de présence sur le terrain et de sincérité du discours, en somme qu'il ne provoque pas un ricanement mérité.

Je dois l'avouer à ma grande confusion, j'entends souvent avec plaisir ricaner autour de moi quand au milieu d'une conversation retentit le mot ministre. C'est l'un des nombreux visages du malheur qui nous accable depuis un certain 13 septembre 1958, les meilleurs sont morts ou se morfondent dans les ténèbres de l'anonymat, les idiots de village occupent en force le devant de la scène et y plastronnent sans pudeur.

Cela dit, Monsieur, je suis taraudé depuis de longs mois —

précisément depuis ma découverte de l'univers extravagant auquel vous présidez — par cette interrogation : à quoi peut bien servir aujourd'hui à la nation camerounaise un monsieur affublé du titre ronflant de ministre des Postes et Télécommunications ?

Imaginons un instant que vous soyez renvoyé à vos chères études et qu'un événement fortuit mette à la tête de cet organisme un simple fonctionnaire cent fois moins bien rémunéré que vous (c'est-à-dire payé normalement, eu égard au niveau des salaires de la fonction publique camerounaise), croyez-vous que cela irait vraiment plus mal aux P. et T. qu'aujourd'hui ?

Les agents seraient-ils plus revêches et moins ponctuels ? L'ouverture des guichets serait-elle plus tardive ? L'attente du malheureux usager serait-elle plus longue ? Qui peut croire que l'acheminement d'une lettre de Yaoundé à Mbalmayo, deux villes distantes de moins de cinquante kilomètres, qui se fait aujourd'hui — quand il se fait — en une semaine, serait encore plus lent ? Comment mes colis de livres, envoyés de France par recommandé avec accusé de réception, connaîtraient-ils un sort pire que maintenant alors qu'ils sont, au mieux, égarés depuis six semaines dans quelque cul-de haute fosse bureautique, ou, au pis, ont été purement et simplement détournés par vos agents ? (Et, au cas où vous l'ignoreriez, on ne sait jamais, je dois vous signaler que ce n'est pas la première fois.)

Alors, je vous le demande, en l'absence d'un ministre des P. et T. cela irait-il vraiment plus mal ? Personnellement, je pense que non. Au train où vont les Postes et Télécommunications, le service public auquel vous êtes censé consacrer exclusivement votre sollicitude, je suis persuadé que la situation ne saurait y être désormais pire qu'aujourd'hui, quelle que soit l'hypothèse. En d'autres termes, cela va si mal aux P. et T. que cela ne peut aller plus mal.

Alors, que faites-vous, Monsieur ? À quoi sert votre département ? À quoi servez-vous, vous-même ?

Autrement dit, que faites-vous à longueur de journée et pourquoi le contribuable camerounais, que je suis, vous verse-t-il, chaque mois, un salaire royal, alors que des centaines de milliers de nouveau-nés camerounais meurent chaque année faute des médicaments les plus simples, pour ne mentionner que cette tragédie parmi tant d'autres de notre société appauvrie par le régime que vous servez ?

J'ai beaucoup de mal à imaginer votre journée, Monsieur. Venez-vous seulement à votre bureau ?

Bon, admettons que vous y veniez bien chaque jour, à quelle heure y arrivez-vous ? 10 heures, 11 heures ?

Après avoir répondu aux messages en attente dont votre secrétaire vous a informé, que faites-vous ? Je suppose qu'il vous arrive de temps en temps de convoquer au rapport les plus hauts fonctionnaires de votre ministère, qui, peut-être, comporte des inspecteurs généraux ? Que vous disent-ils ? Que tout va bien, peut-être, et que tous les Camerounais entrent en extase devant un bureau de poste ? Qu'il n'y a aucun coup de balai à donner, aucune réforme à entreprendre ? Et vous les croyez, vraiment ?

Pour votre édification, Monsieur, dépêchez donc quelques hommes de confiance au bureau de poste de nos villes ; donnez-leur mission de faire la queue au milieu d'autres citoyens devant les guichets. Faites adresser, pour voir, des lettres à des personnages anonymes de nos villes. Faites envoyer de l'étranger des courriers ou des colis recommandés (avec accusé de réception, s'il vous plaît) à des Camerounais résidant à Yaoundé, par exemple. Alors vous saurez la vérité.

Mais, entre nous, je doute que vous l'ignoriez, cette vérité. Vous la connaissez, parfaitement, parce qu'elle est connue de tous, et depuis longtemps. Mais vous ne ferez rien pour modifier cette situation.

Depuis Ahmadou Ahidjo, dont vous avez servi l'autocratie avec zèle, me dit-on, la poste camerounaise a été détournée des missions d'un service public pour devenir une machine

d'espionnage ou de sabotage politique au détriment des patriotes militants. C'est le moment à partir duquel la poste a été pervertie. Il ne s'agissait plus de favoriser les échanges entre les entreprises, entre les personnes, entre les institutions de l'État, mais de démasquer le militant de l'opposition, de paralyser les manœuvres supposées des patriotes qu'on traquait. Aujourd'hui, vous servez avec le même fanatisme le Renouveau qui a, certes, renié Ahmadou Ahidjo, votre premier patron, mais n'a pas changé de stratégie de la poste. C'est pourquoi vous ne faites et ne ferez rien pour améliorer ce service public.

Le mal que vous faites ainsi à votre pays est incommensurable. Pour découvrir à quel point la poste sert l'économie d'un pays, vous devriez aller faire un stage dans quelque pays civilisé. Vous comprendriez alors combien il est criminel d'entraver le fonctionnement de la poste. Si d'aventure vous étiez témoin là-bas d'une grève de ce service (paradoxalement, c'est dans une situation de manque total qu'apparaît le caractère vital de la poste), vous verriez le désespoir des entreprises publiques et privées, parce que la poste est en quelque sorte le poumon de l'activité économique. Malgré le téléphone et le fax, sachez, Monsieur, que l'essentiel des échanges entre entreprises, entre organismes de toutes sortes, se fait toujours par la poste. Si la poste est paralysée, c'est toute l'activité économique qui est paralysée, et quand la poste est percluse et boite, comme chez nous, comment s'étonner que tout boite et claudique ?

Imaginez donc quelle accélération notre économie connaît et quel coup décisif la crise, dont on parle tant, recevrait si la poste camerounaise fonctionnait un tant soit peu normalement.

Tenez, il y a un domaine qui m'est cher, c'est l'enseignement en général et l'enseignement par correspondance en particulier qui m'a été si utile au cours de mes études et qui pourrait aider tant à la formation de nos jeunes de province et des campagnes.

Figurez-vous, par exemple, que, à l'époque des Blancs, plusieurs de vos aînés, dont moi-même, étaient inscrits à un célèbre établissement d'enseignement par correspondance appelé École universelle (boulevard Exelmans, Paris XVI^e). On nous adressait des cours que nous recevions dans un délai nous permettant de participer à des interrogations mensuelles, et même, parfois, hebdomadaires, qu'on nous faisait parvenir régulièrement; nous retournions nos copies à Paris qui nous les renvoyait, une fois corrigées, la semaine suivante.

Oui, Monsieur, cela se passait vraiment ainsi, ne vous en déplaise. Le rythme du courrier entre Paris et le Cameroun était hebdomadaire, et même bihebdomadaire. J'ai ainsi suivi des cours de capacité en droit tout en étant élève de terminale A au lycée Leclerc de Yaoundé. Cela me permit plus tard, alors que j'étais par ailleurs étudiant en lettres, de réussir sans aucune peine les épreuves de la première année de licence en droit à la faculté d'Aix-en-Provence. C'était en 1952, à l'époque des Blancs, disais-je; voilà qui ne nous rajeunit pas, comme on dit — moi surtout.

L'enseignement par correspondance est inconcevable aujourd'hui au Cameroun, parce que la poste, votre poste, n'est plus qu'une caricature grimaçante de service public, incapable d'acheminer normalement un pli. Par votre faute, les journaux ne circulent pas, les livres non plus, ni tout ce qui stimule et alimente l'intelligence — et favorise le développement; vous ne l'avez peut-être pas remarqué, Monsieur, mais il faut être intelligent pour se développer; regardez l'Asie.

Bref, en vous faisant le fossoyeur de la poste, vous êtes aussi devenu l'assassin de l'intelligence des Camerounais et du développement du Cameroun.

Il est vrai que vous vous moquez éperdument du développement du Cameroun, de même que tous vos compères du Renouveau. Du moment que, pour votre part, vous vous développez et vous enrichissez, en détournant les aides extérieures, est-ce que le développement du Cameroun et l'enrichissement

De vraies PTT, une utopie ?

des Camerounais, c'est encore votre problème ? Dans les autres pays, l'enrichissement des dirigeants est engendré par l'enrichissement de la collectivité nationale, cette interdépendance étant le gage de la cohésion nationale. Chez nous, au contraire, l'or des dirigeants, pièce pour ainsi dire rapportée, est la pierre de touche de la fracture béante qui les oppose à la population.

Voici, Monsieur, le mot de la fin : vous êtes un criminel.

Vous auriez tort de faire fi de ce verdict. Qui peut jurer que vous ne vous trouverez jamais en situation de rendre des comptes à la nation ?

Quand vous serviez Ahmadou Ahidjo avec la ferveur qu'on se plaît à rappeler, vous deviez aussi vous croire à l'abri de tout aléa. On raconte que, P.-D.G. de la Sotuc¹, vous n'hésitez pas à arrêter un bus dans la rue pour arracher la caisse des mains du conducteur, la vider fiévreusement et voler aussitôt faire bringue — vous ne le savez peut-être pas, mais vous êtes un noceur de très grande réputation, et même admiré des foules, une particularité de la psychologie collective des Camerounais étant que les foules admirent les crapules, détestées ailleurs. Un jour vint pourtant, contre toute attente, où il vous fallut rendre des comptes, et même payer à un prix que je trouve exorbitant — et que je n'approuve pas, il faut le préciser — ce qui n'avait été somme toute qu'errements de jeunesse.

Cette fois, Monsieur, ce n'est plus d'erreur de jeunesse qu'il s'agit, mais, à proprement parler, de sabotage de la nation camerounaise et de son avenir.

En exil, je savais, pour l'avoir entendu dire par les voyageurs camerounais qui me rendaient visite, que les services publics du Cameroun indépendant pâtissaient d'incroyables dysfonctionnements. Mais ce que j'ai découvert sur le terrain dépasse de très loin tout ce qu'on m'en avait dit. Et depuis 1991, date de mon premier retour, je ne cesse de me poser la question suivante, en observant les services publics, et la poste en particulier : « Mais comment font les Camerounais pour supporter ça ? »

Je ne crois pas avoir trouvé la réponse définitive, mais je commence peut-être à comprendre. Les Camerounais ne mesurent pas vraiment le caractère vital de la poste, parce qu'ils n'ont jamais vécu dans un pays où ce service public donne sa pleine mesure et révèle le caractère incontournable de ses fonctions. Quand ils ont séjourné à l'étranger, ils n'ont jamais été au contact des réalités économiques et sociales des pays où ils résidaient. Il faut avoir travaillé pendant des années quotidiennement au coude à coude avec les citoyens d'un pays étranger pour comprendre les mécanismes d'une société. Plusieurs des dirigeants actuels du Cameroun sont, certes, réputés avoir étudié à l'étranger, mais à leur époque les boursiers, qu'ils étaient tous, pouvaient s'enfermer dans une chambre de cité universitaire, d'où ils ne sortaient que pour de brèves incursions au milieu de la population ordinaire. Une fois le diplôme conquis, ce qui n'est pas vraiment difficile, ils revenaient au

1. Sotuc : Société de transport urbain du Cameroun. (N.d.É.)

pays sans expérience réelle de la vie dans la société d'un pays moderne.

On s'explique dès lors qu'aucun des dirigeants actuels, y compris le ministre en charge des Postes et Télécommunications, ne paraisse préoccupé du fait que la poste n'existe pas au Cameroun, sinon sous forme de fantôme symbolique.

Or un pays qui prétend s'engager dans la voie du développement a besoin d'une véritable poste, c'est-à-dire d'un service public capable de distribuer chaque jour la correspondance intérieure et extérieure, écrite, téléphonique ou électronique, d'acheminer les colis, de faire circuler l'argent du nord au sud et de l'est à l'ouest du pays par les mandats, de gérer l'épargne populaire par le biais du livret de Caisse d'épargne. Quelle organisation, hormis une administration de l'État, peut effectuer une telle besogne dans l'intérêt de l'entité nationale ?

Il suffit d'observer combien d'activités sont impraticables au Cameroun pour comprendre le malheur d'un pays sans services postaux. Un exemple me vient tout de suite à l'esprit. *Génération* ne peut pas avoir d'abonnés sur l'ensemble du territoire national, ce qui est la première finalité d'une publication à vocation nationale, pour une raison très simple : le journal arriverait aux abonnés, s'il arrive jamais, non pas le lendemain de sa parution (comme par exemple le quotidien français *Libération* à ses abonnés de l'Hexagone), mais deux ou trois semaines trop tard — en effet, entre Yaoundé, par exemple, et Mbalmayo, villes distantes de moins de cinquante kilomètres, un courrier met, au mieux, une semaine — quand il parvient à son destinataire, ce qui est rarement le cas, j'en sais personnellement quelque chose.

C'est pourtant l'abonnement qui, en fournissant à une publication une réserve de trésorerie, lui permet de faire face aux aléas, la publicité étant une chance de consolidation de cette première assise. Quand on compare nos journaux à leurs homologues des pays développés, on est saisi d'admiration, car on comprend mal par quelles acrobaties tenant du miracle

quotidien ils arrivent à assurer leur équilibre financier, dépourvus qu'ils sont d'abonnés répartis à travers l'ensemble du territoire national.

Il en va de même de l'enseignement par correspondance, appelé aujourd'hui, plus souvent, télé-enseignement — parce qu'il utilise aussi l'image et l'électronique au moins autant que le courrier classique. Dans beaucoup de pays, la part des formations, générale ou spécialisée, impartie aujourd'hui à l'enseignement par correspondance est impressionnante et, à certains égards, déterminante. Cela ne concerne pas seulement les enfants malades, handicapés ou nomades ; les travailleurs adultes y trouvent leur compte, car ils peuvent, parallèlement à leur profession, suivre des enseignements parfois d'un très haut niveau. C'est ainsi qu'il en alla d'ailleurs longtemps à l'époque coloniale, quand la poste, dirigée par des Blancs, était opérationnelle : beaucoup de Camerounais ont préparé brevets, baccalauréats et licences grâce aux enseignements par correspondance — l'École universelle (boulevard Exelmans, Paris XVI^e) notamment. Encore fallait-il alors que le courrier soit rapide et surtout régulier, que, en somme, la poste remplisse les conditions élémentaires de sa fiabilité — régularité et rapidité.

La poste fonctionne dans une communauté nationale comme le sang qui irrigue l'organisme d'un être vivant en y répandant l'oxygène ; elle revivifie ce qui s'étiolait, stimule l'activité intellectuelle, affective et surtout économique, rapproche les hommes, les entreprises et les terroirs. Notre poste actuelle, si l'on poursuit cette métaphore, ressemble au mieux à une circulation sanguine qui se limiterait aux organes situés à la périphérie du cœur, et qui abandonnerait à leur sort les bras, les jambes, le crâne et peut-être même le tronc livrés ainsi à une gangrène inéluctable. La poste camerounaise actuelle s'intéresse tout au plus aux habitants de trois ou quatre de nos grandes villes, très mollement d'ailleurs. Les zones rurales, constituant les neuf dixièmes de notre pays, lui sont inconnues. La poste camerounaise est absente de la plupart de nos villages et de nos bourgades.

C'est d'autant plus attristant que la poste, entre les mains d'hommes d'imagination, aurait pu être un outil fantastique de développement. Ses potentialités de croissance sont encore immenses. Elle est peut-être le seul service public national à pouvoir à la fois créer des emplois, dégager des bénéfices et rémunérer convenablement ses agents.

Mais que manque-t-il donc à la poste camerounaise pour exercer les fonctions qu'on est légitimement en droit d'en attendre ?

En premier lieu, comme tous nos services publics d'ailleurs, de ne s'être jamais définitivement mise à l'abri de la boulimie du néocolonialisme français. C'est ce que l'on vient de voir avec le bradage d'Intelcam¹ par Paul Biya à France Telecom. La procédure semble désormais rodée. D'abord, comme pour la Cocam² à Mbalmayo, on accule une entreprise publique à une faillite artificielle sinon purement imaginaire. Ensuite, sous prétexte de sortir l'entreprise de cette impasse financière, on en fait cadeau à un vautour à l'affût, en l'espèce la France, suivant le principe: le Cameroun, c'est le Cameroun. Il est probable que la poste connaîtra bientôt le destin d'Intelcam. Tout semble avoir déjà été mis en route pour cela. Cela s'appelle un sabotage, un crime économique. C'est un mal qui n'est pourtant pas aussi désespéré que le dit la presse nationale, quand on se souvient de la manière dont Gamal Abdel Nasser, alors président de l'Égypte, a pris par un simple trait de plume le contrôle du canal de Suez en 1956. Le grand patriote égyptien fut alors compris sinon applaudi par l'opinion internationale unanime, la Compagnie du canal symbolisant scandaleusement la spoliation d'un peuple pauvre par les colonialistes occidentaux. Le prochain vrai gouvernement de patriotes camerounais en usera de même sans le moindre doute, en reprenant le contrôle d'Intelcam, malgré tous les verrouillages juridiques dont son acqui-

1. Intelcam: Société internationale des télécommunications du Cameroun. (N.d.É.)

2. Cocam: Contreplaqués du Cameroun. (N.d.É.)

sition par la France pourrait s'entourer aujourd'hui: pour couper court à une éventuelle désapprobation de l'opinion internationale, il suffira d'expliquer dans quelles conditions ignobles cette entreprise a été bradée par un gouvernement de fantoches sans honneur.

Un autre handicap de la poste camerounaise, conséquence du précédent, c'est le recrutement pervers de ses agents, choisis sur la base non de la compétence, du dévouement et de l'intégrité, mais du clientélisme et du tribalisme, et assurés *ipso facto* de l'impunité, quelles que soient les fautes commises. D'où le spectacle surréaliste qu'on peut observer dans nos bureaux de poste d'agents arrivant et s'absentant à l'heure qu'ils choisissent eux-mêmes, affichant une solide arrogance à l'égard du public, offrant leurs services à la tête de l'usager, papotant paisiblement malgré les longues files d'attente devant les guichets — sans oublier, il est vrai, les conditions exécrables où ces fonctionnaires travaillent, mais qui ne sauraient excuser un comportement révoltant.

Étant libraire à Yaoundé depuis avril 1994, je témoigne qu'aucun de mes arrivages de livres par les Colis postaux ne s'est effectué sans un incident. C'est le plus souvent un retard aussi exaspérant qu'inexplicable, parfois la perte d'un envoi recommandé. J'ai intérêt à faire voyager mes colis de livres par la Saga, entreprise française privée, où l'on trouve des cadres expatriés même aux instances subalternes: l'homme blanc prend donc tout en main jusqu'à l'arrivée dans ma librairie. Et ça marche. En revanche, dès que le processus est gouverné par nos frères africains, c'est immédiatement la pagaille, l'incohérence, la confusion.

J'ai assisté à la scène suivante au bureau de poste principal de la capitale. Un jeune étudiant, tremblant de timidité, pénètre en se faisant tout petit dans le bureau des mandats, occupé uniquement par des dames.

— Qu'est-ce que tu viens faire ici, toi? lui demande une des fonctionnaires sur un ton rogué.

— Excusez-moi, madame, répond dans un souffle le jeune homme, papa me fait savoir de l'Ouest qu'il m'a adressé un mandat.

— C'est pour ça que tu me déranges ? Tu crois que je n'ai que ça à faire ? lui rétorque la dame fonctionnaire. Reviens un autre jour.

— Quand, madame ? demande le jeune homme timide.

— Quand tu veux, mais pas aujourd'hui, réplique la dame fonctionnaire, manifestement mobilisée par le papotage avec ses collègues.

Voilà la poste camerounaise. Faut-il le dire, cette scène est inconcevable dans un pays civilisé et même ailleurs. Le résultat, c'est que personne n'a plus confiance dans la poste camerounaise ; le citoyen a donc de moins en moins recours à ses services ; elle fait donc de moins en moins de recettes — alors que, de tous les services publics, l'expérience montre que c'est celui qui peut faire le plus de recettes et dégager le plus de bénéfices ; elle peut de moins en moins s'étendre, et crée de moins en moins d'emplois. La crise de confiance induit ainsi une sorte d'engrenage infernal, évidemment dommageable au développement. Et voilà comment on brise l'élan d'une nation éprise pourtant de progrès.

Que faire ? dira-t-on.

Il n'y a pas de fatalité, selon moi, dans le mauvais fonctionnement de notre poste. De vraies PTT chez nous un jour ? Pourquoi pas. Comment y arriver ?

D'aucuns diront : il faut attendre que se soient effectués au sommet de l'État les grands changements que nous souhaitons tous. Alors, à partir du haut, tout s'améliorera, y compris la poste. J'apprécie médiocrement cette vision des choses, car, sans en avoir l'air, elle prêche l'attentisme et la passivité. En effet, que ferions-nous — supposé que, en 1997, comme en 1992, Paul Biya, avec le soutien de l'Élysée, fasse un nouveau coup de force à l'élection présidentielle qu'il aura évidemment perdue, et se proclame élu ? Et pourquoi n'en ferait-il pas

autant, toujours avec le soutien de l'Élysée, cinq ou sept ans plus tard ? Etc.

Nous pouvons aider à l'amélioration de la poste tout de suite (comme à l'amélioration de l'école, comme à l'amélioration des services de santé, etc.) en montrant notre refus de l'état actuel des choses par tous les moyens — à commencer par la dénonciation publique. Il faut aussi essayer de prendre à témoin le plus de hauts responsables possible. Ils ne sont pas tous, sans exception, corrompus ou irresponsables. J'ai raconté ici à une autre occasion comment, en prenant tout simplement à témoin un parent haut fonctionnaire de la police, j'avais forcé les Colis postaux de Yaoundé à me livrer un colis recommandé retenu illégalement depuis six mois.

Une autre méthode de pression consisterait dans la constitution de comités de défense des usagers des services publics dans toutes les villes camerounaises, et notamment dans nos grandes métropoles. Tout citoyen victime d'un abus (le destinataire d'un colis postal détourné, le parent d'élève auquel un enseignant demande 1 000 francs par point pour donner la moyenne à son fils, le malade qui voit détourner par l'infirmier les médicaments qu'il vient d'acheter, l'abonné à la Sonel¹ victime d'un retrait arbitraire de compteur, etc.) viendrait exposer l'affaire devant ce comité qui actionnerait aussitôt ses hommes de loi. C'est en procédant ainsi que la célèbre organisation noire américaine nommée NAACP (National Association for the Advancement of Colored People : Association nationale pour le progrès des gens de couleur) a longtemps et efficacement, mais en toute légalité, défendu en Amérique les Noirs victimes de la barbarie ségrégationniste.

Je demande à tous ceux qui approuvent cette idée de se mettre en rapport avec moi par l'intermédiaire de *Génération*.

Je ne peux pas terminer cet éditorial sans rendre hommage, paradoxalement, à notre poste en montrant qu'elle recèle de

1. Sonel : Société nationale d'électricité. (N.d.É.)

réelles capacités de s'améliorer. Pendant longtemps, c'est-à-dire de 1994 à 1995, je me suis efforcé de me faire envoyer via les banques camerounaises ma pension française dans des délais raisonnables. Ce fut peine perdue. Je me rabattis alors, en désespoir de cause, sur la poste. J'ai découvert, à ma grande et heureuse surprise, qu'on peut faire venir de l'argent de Rouen à Yaoundé en vingt-quatre heures par mandat télégraphique. C'est plafonné à 350 000 francs CFA par mandat, certes ; c'est très cher, car il y en a pour plus de 16 000 francs CFA de taxes par mandat. Il faut en plus en passer par de multiples contrôles bureaucratiques extrêmement tatillons — destinés, m'a-t-on expliqué, à déjouer la virtuosité diabolique des fraudeurs. Ce dispositif m'a semblé avoir été conçu et mis au point par des fonctionnaires camerounais en tenant compte de la psychologie de leurs compatriotes. Alors tout espoir est-il perdu ?

Allogènes ? Autochtones ?

J'allais dire « Encore un faux problème ! » et hausser les épaules, ainsi qu'il m'arrive presque chaque fois qu'on me soumet l'un de ces concepts bidon où excelle l'imagination tortueuse du Renouveau.

J'aurais eu tort. Peut-on mettre sur le même plan *états généraux de l'éducation* ou *opposition extraparlamentaire* d'une part, pour ne citer que les deux manifestations organisées naguère par le régime, et, d'autre part, *allogènes, autochtones, envahisseurs* ? Non, car si les deux premiers thèmes laissent l'opinion populaire indifférente, en revanche, l'autre série, avec ses relents de tribalisme vulgaire et de démagogie, est capable d'attiser les dérapages fratricides qui précèdent les guerres civiles et autres génocides.

Il s'agit donc moins ici de faux problèmes que de honteuses déformations, de confusionnisme savamment entretenu, n'ayant d'autre finalité que de donner un semblant de justification argumentée à une politique absurde de simple conservation du pouvoir.

Consultons d'abord le droit universel pour éclairer notre réflexion à propos du statut des divers Camerounais dans les grandes métropoles où ils habitent.

Il est assez surprenant, puisque le territoire national est régi par la même loi — ou du moins aspire à l'être, ainsi qu'il apparaît dans tous les discours où l'intégration nationale est souhai-

tée unanimement — qu'il suffise, selon les théoriciens du Renouveau, à un citoyen de quitter son village, de se déplacer de quelques dizaines de kilomètres pour changer de condition, et déchoir du rang de citoyen à part entière à celui d'étranger (allogène, si l'on s'en tient à son étymologie, est synonyme d'étranger). Un natif de Mbalmayo serait donc allogène à Douala, à Bafoussam, à Garoua — comme il le serait en France, ou en Grande-Bretagne — comme si ces villes appartenaient à trois États différents.

Il serait contraint de subir en somme trois lois différentes s'il lui fallait résider successivement dans chacune de ces métropoles. Pour exercer un commerce, pour acquérir une propriété, pour se marier, pour léguer ses biens, etc., les formalités auxquelles il devrait se soumettre changeraient chaque fois. Ainsi, il n'aurait pas droit de vote, par exemple, à Bafoussam, ou bien son droit de vote serait vide de tout sens, la notion d'autochtone primant ou même annulant toutes les autres. (C'est ce qui s'est passé à Yaoundé aux dernières élections municipales, les votes des allogènes ayant été annulés d'un trait de plume par Andzé Tsoungui, au motif que Yaoundé devait nécessairement être administré par ses *autochtones*.)

Non seulement cela ne figure nulle part dans aucune loi camerounaise mais, d'un simple point de vue pratique, cela serait invivable. C'est comme si, parce que né à Marseille, un citoyen français devait être considéré comme *allogène* à Paris, à Lille ou à Bordeaux; comme si, parce que né à Atlanta, un citoyen américain devait être considéré comme *allogène* à Chicago, à San Francisco, à Detroit... C'est en contradiction avec la lente évolution, étalée sur près de dix siècles, des idées et des usages, qui a abouti à la notion moderne d'égalité des citoyens d'un même État, sans distinction de leur origine. Cette exigence a reçu une consécration solennelle à deux grands moments de l'histoire récente, qui, comme par hasard, impliquaient l'homme noir. Il y a eu le long combat, finalement victorieux, de Martin Luther King aux États-Unis dans les années

soixante, pour des droits civiques — en d'autres termes pour l'égalité des Noirs avec les Blancs. Il y a eu, plus récemment encore, en Afrique du Sud, l'abolition de l'apartheid. Dans les deux cas, il a été proclamé que les citoyens d'un même État sont égaux, sans distinction de leur origine, en particulier dans les grandes métropoles nationales.

Consultons maintenant l'histoire de notre propre pays. Elle nous enseigne sans ambiguïté que le corollaire des concepts d'allogène et d'autochtone, à savoir la thèse, répandue dans nombre d'écrits, selon laquelle les Sawa ont généreusement accueilli leurs compatriotes des autres ethnies à Douala, et les Beti leurs compatriotes des autres ethnies à Yaoundé, etc., est une prétention farfelue, qui trahit soit une ignorance crasse, soit l'intention de mystifier.

Qu'on nous expose donc quand, comment, avec quels moyens et quels chefs d'entreprise, les Sawa ont fondé Douala, et les Beti Yaoundé. C'est un moment de notre histoire qui passionnera les jeunes et même les adultes. Personnellement, je brûle de connaître ces événements jusqu'au détail, et de m'en repaître. En tant que romancier, je suis en quête des séquences épiques de notre histoire, pour en faire une saga qui sera le monument littéraire de cette fin de siècle. Je suis malheureusement convaincu que je ferai chou blanc.

Il faut avoir dans ce genre de débats un minimum d'humilité et de loyauté. Historiquement parlant, aucune de nos ethnies n'est le fondateur d'aucune de nos grandes métropoles, pas plus de Douala que de Yaoundé ou de Bafoussam, etc. En vérité, nos ancêtres se montrèrent incapables de créer une grande ville parce qu'ils manquaient d'argent, d'expérience, de maîtrise technique et d'aptitude à l'imagination d'un tel projet. Rendons à César ce qui est à César, comme dit la Bible. Toutes nos grandes métropoles sont la création du colonisateur blanc.

Je ris en entendant dire que les Beti ont accueilli généreusement (encore heureux, parce que; tant qu'à accueillir...) leurs compatriotes des autres ethnies à Yaoundé. Moi qui vous

parle, ou plutôt qui écris ces lignes, j'ai connu une époque où, quand on était africain, il fallait éviter de se trouver dans certains quartiers de cette ville passé une certaine heure, parce qu'on était à la merci de molosses spécialement dressés à la chasse aux nègres. Je crois que ce seul exemple suffit pour démontrer que cette ville fut longtemps une ville blanche. Voilà la leçon irréfutable que nous administre l'histoire, une histoire qui n'est pas si éloignée que cela, au demeurant, puisque moi qui vous parle, ou plutôt qui écris ces lignes, j'en fus un témoin, autant que d'autres Camerounais bien vivants.

Trêve donc de mythologie. Trêve d'imposture. Trêve de bla-bla-bla. Nos villes n'appartiennent à personne, c'est-à-dire qu'elles appartiennent à tous les Camerounais indistinctement. Vivement un maire allogène à Yaoundé. Peut-être y aurait-il alors enfin un service de ramassage des ordures, sans compter d'autres avantages auxquels les Camerounais habitant la capitale, y compris les Beti, aspirent bien plus qu'au rabâchage de leur identité ethnique, qui n'a jamais nourri personne.

La crise ? Quelle crise ?

Je pense qu'il faut d'abord s'entendre sur les mots ; ce n'est pas seulement un problème de méthodologie, qui se pose en effet chaque fois qu'on réunit autour d'une même table des personnalités venues d'horizons différents, car il faut s'assurer que les mêmes termes ont bien le même sens pour tout le monde. Il s'agit aussi dans le contexte camerounais actuel, comme je l'ai toujours dit, d'éviter de tomber dans les pièges grossiers que nous tend le Renouveau, qui manœuvre toujours pour que nous allions nous battre sur le terrain qu'il a choisi d'avance — terrain toujours miné, faut-il le préciser ? Ainsi la manie des gens du Renouveau, c'est le faux problème : leur crise n'en est-elle pas un ? Si oui, allons-nous alors débattre d'un faux problème ?

Entre la *crise* qu'évoque constamment le pouvoir du Renouveau dans les médias envahissants, et la *crise* vécue selon mon observation par la grande majorité du peuple camerounais, et notamment par les paysans beti composant le milieu humain où j'évolue, j'en suis à me demander, en vain d'ailleurs, ce qu'il peut bien y avoir de commun.

Le pouvoir prétend que la crise, c'est-à-dire ses échecs sur tous les plans (la banqueroute de l'État, la faillite des finances publiques, la déconfiture des banques, la déroute des entreprises parapubliques, la destruction de l'université et du système d'enseignement en général...) et leurs effets sur la vie des Camerounais, trouve ses racines ailleurs — et d'énumérer la

chute des cours des matières premières, l'égoïsme des nations développées qui n'aident pas assez l'Afrique, etc.

Selon le Renouveau, donc, si une paupérisation galopante accable nos populations, si l'école où vont nos enfants est paralysée et inopérante, si les hôpitaux n'ont pas de médicaments, si les transporteurs sont rackettés par la police, si le téléphone ne répond plus, si nos magistrats sont corrompus, si le fonctionnaire et le retraité doivent céder le quart de leur maigre traitement au guichetier des services du trésor, bref, si notre existence quotidienne confine à l'enfer, ce n'est pas sa faute, mais la faute des *Autres*.

C'est un peu trop facilement rejeter ses responsabilités. En France aussi, par exemple, on parle depuis une bonne décennie de crise en se référant aux dysfonctionnements du capitalisme international et à leurs effets sur l'économie nationale, mais le fonctionnaire n'a pas perdu là-bas les trois quarts de son salaire, les enfants vont normalement à l'école (notre nomenclatura en sait quelque chose), les rues ont des chaussées, les policiers ne harcèlent pas les chauffeurs de taxi, le ministère de l'Intérieur ne fabrique pas les élections municipales. Alors ?

Je dis, moi, que la crise vécue par notre peuple, la vraie crise, celle qui est proposée à notre réflexion de ce jour, je suppose, ce n'est pas celle qui s'expliquerait par le jeu cruel de mécanismes économiques nous agressant de l'extérieur. Je n'y crois pas du tout. Je suis persuadé que c'est là un discours de simple diversion. Je puise cette conviction dans les expériences que je mène ici, depuis mon retour définitif, aussi bien en ville, en tant que libraire, qu'au village en tant que chef d'une exploitation agricole employant une cinquantaine de personnes.

À supposer qu'il arrive au paysan beti que je côtoie quotidiennement (et au Camerounais en général, d'ailleurs) de prêter l'oreille aux élucubrations du Renouveau sur la crise, ça ne peut être pour lui que du chinois. Tant qu'il défriche, bêche, plante, récolte, le paysan beti se sent comme porté par la

besogne qu'il abat et par les initiatives qu'il prend librement. Mais s'avise-t-il de s'élancer au-delà de son champ, il se découvre aussitôt cerné d'entités hideuses et hostiles : ce sont les services publics, censés l'aider mais qui se dressent sur son chemin comme autant de chevaux de frise.

Quand il emmène son enfant malade à l'hôpital et qu'il tombe sur un infirmier ivrogne qui le rançonne à travers des ordonnances fantaisistes, quel rapport avec la chute des cours du cacao à New York ou à Londres ? Si les chaussées de nos rues ne connaissent pas de réfection depuis trente ans, où est ici l'égoïsme des nations développées ? Commerçant à Tsinga, je suis contraint de fermer boutique chaque fois que le président se déplace, ce qui m'inflige un dommage correspondant à l'activité d'un mois sur l'année : que vient chercher l'étranger là-dedans ? Est-ce Wall Street qui a ordonné à M. Andzé Tsoungui de truquer les élections municipales récentes ?

Entre la perversion, que je ne nie pas, des mécanismes du capitalisme international, et notre mal-être quotidien, la relation, s'il y en a une, doit sembler bien mystérieuse au petit peuple camerounais. Le Renouveau, voulant à tout prix se disculper, s'ingénie à lier deux ordres de réalités qui sont, à l'examen, tout à fait indépendants l'un de l'autre, pour mieux occulter le lien de cause à effet qui, lui, existe bel et bien entre le malheur de nos populations et le cancer qui ronge les services publics camerounais, et qui est provoqué par l'impéritie du Renouveau.

Si j'avais un diagnostic à fournir ou si j'étais au pouvoir — un débat comme celui-ci nous contraint bon gré mal gré à de telles hypothèses —, je poserais, moi, comme priorité pour résoudre la crise la mise au pas des services publics et des organismes assimilés. Je suis convaincu que, pour le paysan beti (et sans doute pour tous les paysans du Cameroun et même pour les Camerounais en général), le jour où nos services publics fonctionneront, je ne dis même pas normalement, mais seulement à 50 % de leurs possibilités, ce jour-là, il n'y aura plus de

crise. Je suis formel, et je suis persuadé que bien des Camerounais en conviendront.

Notre *crise*, la vraie *crise* vécue au quotidien par notre peuple, s'appelle paralysie des services publics. Rendez la vie à ce Lazare, et il n'y a plus de *crise*.

Il y a peu de temps, un ami suisse de passage dans notre capitale et qui était venu me rendre visite à ma librairie, me racontait une affaire très contrariante pour un Camerounais qui l'avait aidé dans ses recherches en effectuant une enquête sur place. Mon ami suisse avait adressé un chèque à son assistant camerounais. Celui-ci avait déposé son chèque à la Biao-Méridiens ; mais cette banque, en situation de banqueroute, n'avait pas pu lui verser son argent. Je lui racontai à mon tour que l'une de mes employées se trouvait exactement dans la même situation. Pendant plusieurs années, alors qu'elle travaillait dans une station-service, elle avait déposé ses maigres économies à la Biao-Méridiens, soit plusieurs centaines de milliers de francs CFA, une fortune au Cameroun. Mais elle ne peut pas en disposer actuellement, cette banque étant en faillite. Mon ami suisse de passage à Yaoundé n'était pas seul ; l'un de ses compagnons me demanda alors, très étonné :

— Il y a bien une banque fiable ici ?

— À vrai dire aucune, lui répondis-je, sauf peut-être la CCEI, mais comme le gouvernement lui cherche constamment des poux dans la tête pour des raisons politiques, il est à craindre que d'ici peu...

— Mais alors, fit un troisième Suisse au bord de l'épouvante, il n'y a pas un moyen de faire venir de l'argent d'Europe au Cameroun ?

— Si, la poste, par le mandat télégraphique, dis-je après avoir longuement hésité ; mais il y a un plafond pour les mandats venant de France : 3 500 francs français. Pour les autres pays, je ne sais pas. Je serais surpris que la poste suisse accepte les mandats télégraphiques en direction du Cameroun, tant notre poste a mauvaise réputation à l'étranger. La poste fran-

çaise le fait par pure complaisance. Il s'agit du pré carré, n'est-ce pas ?

Ceci paraîtra une sorte de provocation pour ceux qui connaissent mes démêlés avec la poste camerounaise, et surtout avec les Colis postaux par où arrivent les livres acheminés de France par avion. Mais c'est vrai que, à Yaoundé, la transmission des mandats télégraphiques est impeccable, au prix, certes, d'un contrôle monstrueusement tatillon et paperassier. C'est par hasard que je m'étais rabattu sur cette solution un jour, après avoir frôlé la crise cardiaque à plusieurs reprises en tentant de me faire envoyer par virement bancaire de l'argent de France par ma femme. Un point donc pour la poste ; il faut reconnaître le mérite de nos services publics, quand ils en ont un — et ils en ont parfois. Mais, qu'on ne l'oublie pas, c'est le seul secteur où la poste camerounaise est efficace, et encore à Yaoundé.

Ailleurs, je veux dire dans ses autres missions, elle est parfaitement nulle : en vérité, tout se passe très exactement comme s'il n'y avait pas de poste dans notre beau pays.

Voilà en tout cas un constat qui n'est pas le moindre paradoxe de notre situation : notre pays étant sous-développé, nous avons besoin de capitaux extérieurs, mais faire venir de l'argent de l'étranger au Cameroun, du fait de la défaillance de nos services publics, n'est pas du tout chose aisée, c'est le moins qu'on puisse dire. En fait, c'est comme qui dirait le parcours du combattant. Et, abomination de la désolation, en l'absence d'un système bancaire crédible, l'argent ne peut circuler à l'intérieur même du pays.

Imaginez donc le jour où de l'argent pourra circuler librement et facilement ici, le jour où l'enfant ira sans difficulté à l'école et sera accueilli par un maître motivé, le jour où le courrier ira d'une ville à l'autre dans des délais raisonnables, le jour où le nouveau-né sera accueilli à l'hôpital par un médecin sans souci pour sa retraite, le jour où le magistrat pourra rendre une justice exempte de vénalité partisane, le jour où la Sotuc pourra

convoyer travailleurs et écoliers jusqu'à la porte de leurs établissements respectifs, le jour où la Caisse nationale de prévoyance sociale sera capable de verser leurs pensions aux retraités, le jour où le téléphone sonnera enfin, etc., etc., etc. Comment le Cameroun, énorme machine longtemps grippée par la rouille de l'irresponsabilité et de l'incompétence, ne s'ébranlerait-il pas ? Je vous le dis, il n'y aura alors plus de *crise*, ou alors il faudra lui donner un autre nom.

Mais pourquoi ce jour béni n'advient-il pas ? Pourquoi attendons-nous toujours en vain le messie qui résoudra ces problèmes ? Y a-t-il une fatalité de notre malheur ?

Ici se pose une question théorique. En effet, tous les Camerounais savent bien que ce n'est pas un hasard si nos services publics se sont dégingués l'un après l'autre, mais le résultat d'une politique systématique de mise sous tutelle du pays par la France, qui s'accompagne nécessairement de la régression du peuple camerounais dans tous les domaines : l'alibi de la recolonisation, n'est-ce pas l'aide au sous-développement ? Encore faut-il qu'il y ait sous-développement, et même qu'il crève les yeux de l'observateur.

De même que le mendiant brandit ses moignons rongés par la lèpre pour justifier sa demande d'une aumône, de la même façon le Cameroun non seulement se doit de faire étalage de ses plaies, mais il se doit même de s'en inventer là où il n'y en avait pas. Ce qui manquait à la Sonel, c'était une gestion un tant soit peu rigoureuse, c'est-à-dire un Camerounais intègre à sa tête. Il en va de même pour la Snec, mais on s'est efforcé de faire croire que ces deux établissements sont profondément malades : les voilà précipités de force dans le maelström artificiel de directeurs véreux, d'agents magouilleurs et absentéistes jamais sanctionnés, d'équipements pourris, de coupures à n'en plus finir.

Le Cameroun est une néocolonie où les Français, qui veulent à tout prix y maintenir leur mainmise, n'hésitent pas à saboter subtilement ou brutalement les hommes et les structures qui

semblent présenter un danger pour leurs desseins. Les Camerounais savent, par exemple, que la Camair¹ est l'objet d'un sabotage, de même que la Régifercam², la Camship³, la Sonel, la Snec et d'autres entreprises publiques, en quelque sorte contraintes à une faillite artificielle parce que les Français, Boloré en particulier, veulent s'en emparer par le biais des privatisations.

Alors, tant que le Cameroun sera une néocolonie de la France, avec à sa tête un homme désigné par l'Élysée, ainsi qu'il en a été depuis l'indépendance en 1960, peut-on imaginer une relance heureuse des services publics, condition *sine qua non* d'une victoire sur la crise ? En d'autres termes, peut-on imaginer une amélioration des services publics tant que Biya sera chef de l'État ? Ne faut-il pas attendre un changement à la tête de l'État avant de procéder à des changements aux autres niveaux, lesquels se feront alors comme mécaniquement ? En effet, chacun imagine bien que la priorité des priorités pour un vrai président camerounais à Étoudi, ce serait, à n'en point douter, la bonne marche des services publics. Conclusion des tenants de cette thèse : faisons d'abord porter tous nos efforts sur les échéances politiques — élections législatives, élection présidentielle...

Je ne crois pas à la pertinence de cette déduction. Outre qu'une victoire des patriotes sur le terrain électoral — terrain que le Renouveau maîtrise parfaitement, ainsi qu'il l'a démontré maintes fois par les fraudes, les truquages, les coups de force, et récemment en travestissant impunément dans la capitale les résultats des élections municipales — est peu plausible, aucune logique *a priori* n'interdit de mener de front la bataille politique et la bataille des services publics. Le SDF en a donné une petite idée en se substituant, pendant un seul jour, certes, et dans ses communes, aux services inexistants de la voirie : ce

1. Camair : Cameroon Airlines. (N.d.É.)

2. Régifercam : Régie nationale des chemins de fer du Cameroun. (N.d.É.)

3. Camship : Compagnie camerounaise de transport maritime. (N.d.É.)

fut l'occasion non seulement d'une prise de conscience populaire, mais aussi d'une mise à nu de l'impérite du Renouveau qui aura forcément des répercussions un jour dans l'esprit de certains hommes même du pouvoir où, peut-on présumer, beaucoup d'honnêtes gens se sont fourvoyés et se trouvent aujourd'hui piégés.

Je suis sûr que, même en prenant en compte le sabotage et la malveillance du néocolonialisme, le Cameroun peut faire fonctionner ses services publics, *hic et nunc*.

J'en ai la preuve, entre autres exemples, dans une grève récente des agents de la Camair, au cours de laquelle ceux-ci exigèrent le départ de leur directeur général actuel, un certain Ceccarelli, émissaire ès qualités du néocolonialisme français, et surtout la nomination d'un directeur *patriote* — c'est bien le mot utilisé dans une pétition syndicale dont le texte a été publié dans les journaux. Cette combativité et cette perspicacité, en démasquant ce que Mao a appelé l'ennemi principal, et en rendant à la longue intenable la position du nommé Ceccarelli, montrent la voie à suivre aux agents d'autres entreprises en butte au sabotage. Les mouvements sociaux sont peut-être le levier rêvé pour ranimer nos services publics. Entre autres modes d'expression, le peuple dispose là d'un langage incomparable pour hurler son refus de l'immobilisme et imposer ses volontés à la nomenklatura qui nous a fait tant de mal.

Une autre arme, c'est la création de comités indépendants de citoyens prenant spontanément en charge un secteur de l'économie dont ils se font un devoir de suivre l'évolution. Le modèle pourrait en être un comité qui s'est constitué pour suivre l'application de la loi protégeant la forêt; mais, malheureusement, il se contente d'envoyer des mémoires à la présidence; au lieu d'intenter, pourquoi pas?, des actions judiciaires contre les violations de cette loi par ceux-là mêmes qui sont chargés de l'appliquer. Le recours systématique à la justice finit toujours par payer, même dans un système de dictature avouée ou rampante. C'est ce que l'on a pu observer aux États-Unis, au cours

de la longue bataille pour les droits civiques menée par Martin Luther King et ses amis, face à des juges blancs acquis pourtant au credo raciste. On a observé alors que, après deux ou trois dénis de justice sur des affaires relevant de la même catégorie, telle la ségrégation dans les autobus, le juge, comme soulagé lui-même en premier, finissait par appliquer la lettre de la loi. Il n'y a pas de raison qu'il en aille autrement au Cameroun. Notre tort à nous, Camerounais, c'est de laisser croire au Renouveau et à ses protecteurs que nous nous sommes résignés à la camisole d'arbitraire et d'anarchie qu'ils nous ont imposée.

Ce constat vaut surtout pour les journaux indépendants. Le lecteur est étonné d'y voir si peu souvent décrit ou simplement évoqué le phénomène de dégénérescence irréversible des services publics — phénomène pourtant très caractéristique de la mainmise de l'Élysée par marionnettes interposées. C'est vrai que, partout où le chef d'un État africain francophone, au lieu d'être élu par le peuple, a été coopté à Paris, on observe le même dépérissement des services publics, au bénéfice, bien entendu, de vautours internationaux, qui, à l'affût, n'attendent que le moment favorable pour dévorer le cadavre: c'est vrai du Gabon, de la Centrafrique, du Tchad, etc.

On s'attendrait donc, surtout de la part de journalistes qui ont séjourné à l'étranger bénéficiant ainsi de l'observation *de visu* des heureuses conséquences sur la société d'un bon fonctionnement des services publics, que notre drame soit décrit abondamment, examiné sous toutes les coutures. C'est ce qu'on appelle, si je ne me trompe, journalisme de proximité. Or il n'en est rien.

Éclairée par des campagnes dans les journaux, combinée avec les justes revendications de nos travailleurs à travers leurs syndicats, une insurrection pacifique de l'opinion publique devrait faire sauter, l'un après l'autre, les verrous empêchant une génération d'hommes et de femmes intègres de parvenir à la direction des services publics, première condition de leur régénération et de leur mise au service des populations. Cela

n'exclut pas une action politique spécifique, c'est-à-dire, par exemple, la préparation passionnée des échéances électorales. Or une chose est sûre — mais peu de gens paraissent s'en être avisés — : rien ne sera fait de sérieux ici, ni de durable sans la maîtrise des services publics comme préalable.

Illettrisme et sous-développement : mourir pour le livre !

On m'a rapporté ceci, qui ne laisse pas de rappeler l'apartheid de si triste mémoire : le lycée français Fustel-de-Coulanges, à Yaoundé, est fourni en livres par une librairie (en fait pseudo-librairie) européenne de la place qui utilise la valise diplomatique de l'ambassade de France, échappant, grâce à cette baguette magique, non seulement à la douane qui frappe la circulation ordinaire du livre dans ce pays, mais surtout aux redoutables aléas de l'acheminement par les voies classiques. C'est peu dire que le procédé relève de la concurrence déloyale et donc de la plus vulgaire délinquance : en vérité, il s'agit de contrebande, ni plus ni moins. Il faut avouer qu'une mission diplomatique qui s'adonne au commerce clandestin, c'est quand même peu banal, on a beau être en Afrique francophone.

En vérité, cela fait partie du climat mafieux que la politique à la fois paternaliste et cynique de la France a contribué à instaurer ici. Tandis qu'on maintient en connaissance de cause le petit Africain dans l'obscurantisme inséparable d'une dictature qu'on protège, on recourt parallèlement aux plus hideuses contorsions pour mettre toutes les facilités d'une éducation moderne à la disposition du seul petit Européen expatrié — et de son allié naturel, le rejeton de la nomenklatura africaine corrompue. Plutôt violer toutes les conventions morales, commerciales et politiques que se résigner à priver de livres les chères têtes blondes — sans pour autant se mettre en position de

devoir en donner aussi aux jeunes têtes crépues. C'est ainsi que pourrait se résumer la philosophie dont s'inspire une pratique que n'auraient pas reniée Smuts et Malan, les promoteurs déli-rants du développement séparé en Afrique du Sud au milieu de ce siècle.

Mieux que personne en effet, les Français savent bien, eux, depuis Gutenberg, qu'il n'y a pas d'enseignement, à quelque niveau que ce soit, sans livres. Pour tout pouvoir persuadé, comme il se doit, que l'avenir de la nation est façonné par l'édu-cation que sa jeunesse reçoit, le livre apparaît vite comme une question de vie ou de mort. Élève professeur à Paris, en 1959, j'ai suivi plusieurs conférences d'un inspecteur général qui prê-chait que le rôle d'un professeur de lettres est d'abord de don-ner aux enfants le goût de la lecture. Selon lui, on n'avait pas encore trouvé de meilleur moyen de rendre un enfant intelligent que la lecture.

L'outrance d'ailleurs relative du propos révèle une sorte de mystique très répandue en Europe et qui a des effets extrême-ment heureux sur la diffusion du livre. C'est une tradition ancrée dans les mœurs là-bas, à l'occasion des fêtes de fin d'année, d'offrir de gros paquets de livres aux enfants, les plus beaux, c'est-à-dire les mieux illustrés et coloriés, allant aux plus petits, parfois avant même qu'ils entrent à l'école maternelle. En France, par exemple, qui n'est pourtant pas le pays en pointe dans ce domaine, les livres sont distribués gratuitement aux enfants de l'école élémentaire et du collège. Hors de l'école, une véritable bataille est engagée entre les éditeurs pour pro-poser le livre au prix le moins élevé possible compte tenu des coûts de production.

Ce sont les éditeurs italiens qui, au début des années 1990, inventèrent le livre à 1 000 francs CFA. Le succès fut tel que dans les autres pays européens, y compris en France, où la pro-fession avait d'abord rechigné contre ce qu'on qualifiait de mode, des éditeurs tentèrent avec plus ou moins de bonheur de s'aligner sur cette nouvelle demande en proposant certaines

œuvres classiques à ce prix fétiche de 1 000 francs CFA. On peut s'interroger sur le destin de ce qui n'est peut-être en effet qu'une mode. Si l'on considère les contraintes de l'économie de marché, le livre imprimé au prix de 1 000 francs CFA appa-raît comme une chimère promise à un avenir limité. Il reste que les Européens, qui ont une grande expérience dans ce domaine, s'acharnent à enrayer toute rupture entre la lecture, menacée de devenir l'apanage des privilégiés, et les tech-niques ordinaires de l'éducation populaire de plus en plus subordonnées à l'audiovisuel : c'est apparemment une convic-tion profondément ancrée là-bas que, si les enfants européens cessaient de lire, la place de l'Europe dans le monde serait menacée à court terme.

Ce n'est pas un postulat simpliste si on conclut ici que, depuis Gutenberg, la force de l'Occident, ce fut d'abord, et c'est toujours le livre — et le livre de plus en plus accessible à la masse des populations.

Malheur, en revanche, aux peuples qui ne lisent pas.

Aux yeux du pédagogue que je suis, la société camerou-naise est rongée par un mal sournois, quasi souterrain, semblable à celui dont meurent les jeunes enfants, les adultes parfois, dans nos villages reculés où règne l'ignorance : le malade s'exténue d'abord, puis s'avachit inexorablement, jusqu'à l'issue fatale. Si, d'aventure, il en réchappe et se soumet à l'examen d'un homme de l'art, on apprendra que le mal s'appelait anémie.

Notre société souffre visiblement d'anémie intellectuelle, sous sa forme la plus pathétique, l'illettrisme. Les symptômes en sont partout répandus. Laissons de côté l'exécrable niveau d'ex-pression des journaux, pourtant rédigés par des jeunes gens qui, de notoriété publique, sont bardés de diplômes. Laissons de côté la très mauvaise qualité des manuscrits que me sou-mettent des romanciers et des nouvellistes en herbe — d'une façon générale, l'expression écrite des Camerounais est épou-vantable, au moins en français, mais je doute qu'il en soit autre-ment en anglais. Contentons-nous d'observer le Renouveau et

le manque de curiosité et d'imagination que révèlent ses comportements marqués au coin de l'arriération qu'entraîne l'inculture.

Quand j'ai été agressé par-derrière, le 4 février 1995, par un membre de la sécurité présidentielle, on rapporte que l'énergumène se serait d'abord écrié, à propos de l'attente infligée aux automobilistes par le passage du président et contre quoi je protestais : « Cela ne se passe-t-il pas ainsi partout dans le monde ? »

Quelle meilleure preuve de manque de curiosité ? Quel meilleur symptôme de l'anémie intellectuelle provoquée par l'absence de lecture ? Il est clair que le personnage n'était familier ni des journaux ni des livres ; et sa conviction, puisée dans le seul fanatisme, était la plus loufoque, la plus archaïque, la plus sottise que pût avoir un homme de notre époque, tout simplement parce qu'il n'avait jamais lu de A à Z ni un journal ni un livre. Il avait peut-être des diplômes ; mais, en fait, faute de lire, il était devenu un analphabète, guidé par des opinions de débile mental.

On peut en dire autant du truquage des élections, autre symptôme de débilité. Ceux qui s'y livrent s'en abstiendraient sans doute si la lecture, cet incomparable professeur de psychologie et d'histoire, ce prophète infallible, leur avait donné assez d'imagination pour saisir les répercussions à venir de ces crimes contre le respect et la dignité de leurs compatriotes.

Notre président qui, chaque fois qu'il doit prendre une décision importante, s'embarque pour l'Europe afin de consulter ses maîtres, le ferait-il s'il savait que, dans plusieurs livres qui décrivent sous une forme romancée ou historique des personnages ayant joué le même rôle que lui — en particulier dans les romans latino-américains —, son destin avait déjà été dessiné ; sa conduite condamnée, la fin de son aventure annoncée ? Faute de culture, faute de lecture, notre président ne peut se faire la moindre idée de cette magie du livre ; tant il est vrai que jamais, au témoignage de l'histoire, un homme de culture, un

homme de lecture n'a accepté le rôle de président d'une République bananière.

N'oublions pas les prophètes du tribalisme urbain tels qu'ils viennent d'être révélés par la dernière mascarade du Renouveau baptisée élections municipales. Depuis l'Antiquité grecque, les grandes œuvres écrites se complaisent à mettre en scène la ville, capitale nationale ou métropole provinciale. La leçon que prodigue cette littérature, qu'elle soit explicite ou se lise en filigrane, est à la fois simple et lumineuse : la grande ville ne saurait appartenir à aucune ethnie. Au 1^{er} siècle avant J.-C., un certain Catilina, un détraqué maniaque de la sédition, prétend dénier à Cicéron sa qualité de Romain, sous prétexte que le grand orateur, alors consul, n'est pas natif de Rome ; il fait rire les sénateurs.

Encore Rome fut-elle une création de l'ethnie romaine. Il n'en a jamais été ainsi de nos villes, toutes créées par l'homme blanc. Les Sawa n'ont pas plus créé Douala que les Beti n'ont créé Yaoundé. Sans doute ces sites étaient-ils habités respectivement par les Sawa et les Beti ; mais les uns et les autres étaient à l'époque bien incapables de créer une ville, n'en ayant ni les moyens intellectuels ni les moyens techniques, encore moins les ressources financières. L'homme blanc vint, choisit l'emplacement, traça les voies, dressa les plans des édifices, bâtit, administra.

C'est un joli sophisme de prétendre que les Sawa ont accueilli *généreusement* les autres ethnies à Douala, les Beti faisant de même à Yaoundé. Les uns et les autres avaient-ils le choix ? Autrement dit, n'est-ce pas plutôt l'homme blanc qui, progressivement, fit entrer dans la ville qu'il venait de fonder, sans distinction d'ethnie, mais en ne considérant que ses intérêts, les indigènes dont il eut besoin au fil du temps ? Par la suite, l'homme blanc s'en est allé (façon de parler), laissant la ville... aux Camerounais, forcément sans distinction d'ethnie. Il ne saurait y avoir d'autochtone ni d'allogène dans une métropole. Comme il en va ailleurs, chaque Camerounais est chez lui dans

toutes nos grandes villes. Tout le reste n'est que laborieux balbutiement d'illettrés.

Il est donc établi qu'on ne peut concevoir une éducation moderne (de l'enfant mais même de l'adulte) sans livres. Autrement dit, il n'y a pas de politique de l'Éducation nationale sans une stratégie de diffusion massive du livre. « La meilleure université est une bibliothèque », professait Carlyle, théorisant en somme ce qu'avaient pressenti bien avant lui Montaigne au XVI^e siècle, Montesquieu au XVIII^e, et bien d'autres.

Que penser alors d'un pays, le nôtre, où, par la volonté même du gouvernement qui, délibérément, oppose à sa circulation toutes sortes de barrages, le livre est sans aucun doute la denrée la plus rare, et par conséquent la plus chère ? Le Cameroun est actuellement le seul pays où, malgré de nombreuses conventions signées sous le patronage de l'Unesco et ordonnant à tous les gouvernements d'exonérer le livre de toute taxe à l'entrée du territoire national, cette denrée pas comme les autres subit encore des taxes à la douane.

À moins de courir dans le mur, je ne peux donc vendre les livres de ma librairie à moins de 170 % de leur prix en Europe où ils sont fabriqués. Je dois en effet supporter, au-delà du prix de vente de mon fournisseur, les frais de transport et de débarquement dans le port d'arrivée, les frais de douane — toutes servitudes que ne connaît pas mon homologue des pays où le livre est fabriqué.

Quelle horrible absurdité : le Camerounais, dont le revenu moyen est à peine le quarantième de celui du Français, paie un livre deux fois plus cher que ce dernier. Cela signifie qu'il a quatre-vingts fois moins de possibilités de lire, alors qu'il a cent fois plus de besoins de lire. Je n'y peux rien s'il est courant de trouver dans ma librairie des livres à 20 000 francs CFA : il s'agit, certes, surtout de nouveautés. Mais le salaire moyen d'un Camerounais qui a du travail n'est pas loin de ce chiffre : autrement dit, s'il voulait à tout prix lire, le Camerounais moyen débourserait tout son salaire mensuel pour un seul livre. Sur-

réaliste. J'entends dire partout que l'Occident nous aide. Je pose donc cette question : à quoi nous aide-t-on au fait ? À croupir dans la misère jusqu'à ce que mort s'ensuive ?

Voilà donc, en tout cas, des classes entières de quatre-vingts ou cent élèves, dans les écoles élémentaires ou dans les collèges, ne disposant pas d'un seul livre, dans la capitale même. Imagine-t-on ce qu'il peut en être en province, et à la campagne en particulier ?

Malheureusement, bien peu de Camerounais ont pris conscience du désastre, trop occupés que sont mes compatriotes à dérouler des banderoles idéologiques ou à réciter les divers catéchismes de la démocratie, alors que, sous nos yeux, notre jeunesse se meurt intellectuellement, présageant ainsi notre mort collective, à moins qu'elle ne soit déjà une réalité.

J'adjure mes compatriotes, puisqu'il n'y a pas plus noble bataille, actuellement, que la bataille du livre, de me répondre dans l'arène, non pas toutes affaires cessantes — car la bataille pour la démocratie est au moins aussi noble —, mais en regardant leurs enfants et en examinant avec patience et réalisme ce que le désert de livres en a fait, et quels êtres merveilleux d'intelligence et de sensibilité ils seraient devenus s'ils avaient pu lire autant qu'ils auraient souhaité, et dès leur plus jeune âge.

La candidature d'Ayissi Mvodo
est une manœuvre de la France

Contestataires, la plume et le discours de Mongo Beti mêlent dans une délicieuse complicité l'ironie, l'humour et la satire. Il exprime dans nos colonnes son indignation face à la condamnation qui vient de frapper deux de nos collaborateurs du Messenger-Popoli, banalise la candidature de M. Ayissi Mvodo à la présidentielle de 1997, lève un pan de voile sur la personnalité de Ferdinand Léopold Oyono, l'auteur du Vieux Nègre et la médaille, dénonce comme à l'accoutumée la France, l'ennemie du Camerounais, et souhaite vivement qu'une Commission électorale nationale indépendante (Ceni) soit mise sur pied avant toute consultation électorale.

Le Messenger: Professeur, comment réagissez-vous après la récente condamnation des journalistes Pius Njawé et Eyoum Ngangue?

Mongo Beti: C'est l'indignation, comme chez tous les intellectuels de ce pays. Enfin, je veux dire, pour tous ceux qui se prennent pour des intellectuels, parce qu'il y a atteinte à la liberté d'expression, une atteinte disproportionnée. Théoriquement, on aurait dû arrêter les deux journalistes au prétoire. En plus, ils sont frappés d'une amende énorme, pour quelque chose qui se pratique dans le monde entier. Je veux dire que dans tous les pays, on brocarde le chef de l'État, on brocarde les ministres, on caricature, on joue avec les mots. Cela fait

simplement ce qu'on appelle des calembours en français. Il fait rire le lecteur avec des rapprochements inattendus, grâce à un procédé de style qui est le calembour et c'est très amusant ce qu'il fait. Donc je suis très indigné.

L.M.: Le Messenger-Popoli est, comme vous le savez, un journal satirique. Pour l'avoir très souvent pratiquée et surtout enseignée, qu'est-ce que la satire?

M.B.: La satire est une certaine attitude à l'égard du réel. On peut appeler satire un genre qui consiste à railler les mœurs ou les hommes politiques d'une époque, cela de diverses façons, soit sous forme de dessin, soit sous forme de texte. Les portraits caricaturaux écrits peuvent avoir le même impact qu'une caricature dessinée. C'est un genre qui est vieux comme le monde. Un peu comme l'humour, il veut traiter des choses sérieuses de façon amusante. En somme, ça relève du comique. Tous les genres comiques ont pour principe de traiter l'actualité en prenant une certaine distance, en prenant sur un ton qui n'est pas forcément sérieux même des situations tragiques. Soit on parle des choses sérieuses avec un ton humoristique, soit on parle de choses banales avec un ton extrêmement tragique. Dans les deux cas, on peut produire un effet qui est comique, qui dédramatise. Alors les lecteurs ou les spectateurs (au théâtre aussi on fait beaucoup de satire puisque Molière était l'un des plus grands satiristes français, sinon le plus grand) se laissent aller à rire, d'autant plus volontiers qu'ils ont des problèmes extrêmement graves dans la journée, en famille ou dans les affaires. Ce qui fait que, quand ils se retrouvent devant des situations comiques, ils sont heureux et très contents. Le genre comique a toujours obtenu un grand succès à toutes les époques et dans toutes les littératures, aussi bien aux époques éloignées que de nos jours.

L.M.: Le genre satirique a atteint un niveau très élevé en France, avec notamment Le Canard enchaîné. Mais on n'y assiste pas à ce genre de condamnation. Pourquoi?

M.B. : D'abord parce qu'en France, comme nous venons de dire, il y a une très longue tradition de satire visant le pouvoir. Ce n'est pas du tout nouveau. Par exemple, Molière dans *Tartuffe* visait l'Église, laquelle au XVII^e siècle, sous Louis XIV, était extrêmement puissante. Molière a eu des problèmes à cause de *Tartuffe* comme plus tard, au XVIII^e siècle, Beaumarchais avec ses écrits très satiriques aussi ; puis le genre s'est perpétué au XIX^e siècle avec des journaux comme *L'Assiette au beurre*, qui procédait surtout par des dessins caricaturaux. Il y a donc chez les Français une très vieille tradition satirique, les gens y sont habitués, les tenants du pouvoir savent qu'ils vont être l'objet de caricatures ou de calembours qui les ridiculisent. Ils ne sont pas choqués devant une telle situation. Toutefois, sous le régime de Pompidou, *Le Canard* a failli avoir des problèmes graves. *Le Canard* avait découvert que le Premier ministre de l'époque, Chaban-Delmas, ne payait pas ses impôts. Il a fait sur ce thème toutes les plaisanteries imaginables, comme d'habitude. Il n'a pas traité le problème par l'indignation, mais plutôt par la satire, et par l'ironie et les jeux de mots. On a à l'époque, au sein du parti gaulliste, envisagé d'interdire *Le Canard*. Mais l'opinion n'était pas du tout préparée à une telle interdiction. Finalement le pouvoir a reculé. Ce que je peux dire, c'est que dans toutes les civilisations, même dans celles qu'on croirait les plus démocratiques, il y en a peu qui supportent à cent pour cent la satire. Puisque, quand elle s'adresse au pouvoir, elle touche à des intérêts très délicats et fragiles. Elle suscite parfois des réactions inattendues, des réactions d'hostilité très graves. Ce n'est pas pour dire que je comprends la condamnation de Pius Njawé et de son journaliste, mais j'entends par là qu'on doit s'y attendre. Ces réactions du pouvoir sont normales : plus un pouvoir est arriéré, plus ses réactions sont violentes. Un pouvoir vraiment démocratique, c'est-à-dire qui est tolérant, accepte de plus en plus et de mieux en mieux la satire. Plus un régime est dictatorial, du type parti unique, moins il supporte la

satire. Donc le verdict prononcé par le tribunal de M. Biya, tout en m'indignant, ne me surprend pas.

L.M. : Avec *Le Popoli*, nous sommes bien entendu dans le domaine de la fiction, même s'il s'inspire de la réalité. Cette condamnation n'est-elle pas une atteinte à la liberté de créer ?

M.B. : Bien sûr, comme tout acte de censure. Mais le pouvoir de Biya qui est héritier du pouvoir d'Ahidjo n'en est pas à une atteinte à la création près ! On peut dire que systématiquement le pouvoir de Biya s'est toujours opposé à la liberté de création chez les Camerounais. En tout cas, il ne l'encourage pas et, quand il peut l'entraver, il le fait. C'est normal ! C'est un pouvoir réactionnaire qui a peur de tout ce qui est nouveau. Or créer, c'est innover, c'est susciter une situation nouvelle, à laquelle on n'est pas habitué. Donc un pouvoir immobiliste, qui n'aime pas le mouvement, réprime normalement la création. Ce n'est pas du tout surprenant.

L.M. : On dit qu'il y a un lien entre l'écriture et le développement, ainsi qu'avec la conquête des libertés. La satire et l'humour ont-ils joué un rôle historique dans le développement des sociétés occidentales ?

M.B. : Ah oui ! Certainement. La satire et l'humour ont forcément, absolument et évidemment favorisé la création dans ces sociétés-là. Je prendrai un exemple que je connais bien, puisque je suis un spécialiste de l'histoire littéraire française. C'est celui qu'on cite le plus souvent, c'est-à-dire le XVIII^e siècle, avec, par exemple, *Les Lettres persanes* de Montesquieu, avec *Candide* de Voltaire. Ces auteurs ont complètement remis en cause les bases idéologiques et psychologiques sur lesquelles reposait la société française, ce qui a permis de trouver et d'inventer d'autres valeurs. *Les Lettres persanes* sont l'histoire d'un Persan qui est à Paris dans une société qu'il découvre et qui écrit à ses amis restés en Perse. Qui est étonné par la singularité, par le caractère bizarre de cette société. Montesquieu en profite pour critiquer le pouvoir monarchique, pour montrer ses absurdités. Par exemple, la nouvelle répartition des impôts : ce sont

les pauvres qui paient, non les riches. C'est assez étrange. Il critique la manière de gouverner des Français. Il critique tout, et ce regard nouveau révèle les Français à eux-mêmes, les aspects incohérents de leur société et de leur civilisation. Et c'est comme cela que les gens se mettent à imaginer d'autres valeurs, un autre ordre social. Ceci va aboutir à la Révolution de 1789 bien entendu. Voltaire fait de même avec *Candide*. C'est une critique des guerres, de la frivolité, de la légèreté avec laquelle les rois entreprennent ces choses épouvantables pour les populations civiles, pour les enfants, pour les vieux qui sont pris dans des conflits qui ne les concernent pas, qui sont assassinés, exterminés, dépecés; alors qu'ils n'y ont aucun intérêt. Sans compter d'autres thèmes : l'intolérance, la sorcellerie, etc. C'est avec ces œuvres qu'ils ont pris conscience que leur société fonctionnait mal. Il faut que les gens prennent conscience du dysfonctionnement, du mal, pour imaginer d'autres types de sociétés, pour regarder ailleurs et se dire : « Comment font les autres ? » Le même Voltaire a écrit *Les Lettres philosophiques*. Il y décrit le mode de vie des Anglais, l'Angleterre étant à l'époque une espèce de démocratie embryonnaire, mais où il y avait déjà des procédures démocratiques avec le choix des députés élus, etc. Sachant que leur société fonctionnait mal, les Français se sont mis à regarder ailleurs et ils ont découvert que la société anglaise avait des procédés plus humains, plus rationnels que les leurs. Voilà comment la satire éveille l'esprit critique. La fonction de la satire est donc d'éveiller l'esprit critique, de mettre dans la tête des gens que ça ne va pas et que ça peut aller mieux. Mais comment faire pour que ça aille mieux ? Donc les gens développent leur curiosité et se mettent à regarder ailleurs.

L.M. : Avez-vous une nouvelle œuvre en vue, en chantier ? À quand sa parution ?

M.B. : Je n'aime pas beaucoup parler des livres que je suis en train d'écrire, bien qu'il m'arrive d'en parler à des amis. J'ai constaté que quand on parle d'un livre en chantier, pour ainsi

dire, ça vous paralyse. Je préfère leur faire la surprise. Oui, un écrivain est toujours en train d'écrire un livre. C'est vrai que j'ai peu de temps, je suis moins bien organisé. Par exemple, je n'ai pas de maison. En France, j'avais une grande maison à quatre niveaux où j'avais beaucoup d'espace ; j'avais un grand bureau et toutes les commodités qu'il fallait pour écrire. J'écrivais pendant les vacances scolaires. Je savais que j'avais quinze jours ou un mois pour écrire. Là, évidemment, compte tenu de la diversité de mes occupations, j'arrive moins à me recueillir, à m'organiser pour écrire. Mais j'écris quand même un roman qui n'est pas ce que je fais habituellement. J'essaie de me renouveler. Je fais une tentative dans ce que les Américains appellent un « thriller ». C'est un roman où il y a des crimes, des assassinats. De toute façon, j'ai un contrat qu'il faut que j'honore. J'avais besoin d'argent pour faire ma librairie et un grand éditeur m'en a avancé. Il faut que je finisse. Je me donne six, sept, huit mois maximum pour ficeler mon manuscrit et l'expédier à mon éditeur.

L.M. : Pour parler politique, quelle est votre réaction après l'annonce par Ayissi Mvodo de sa candidature à l'élection présidentielle de l'an prochain ?

M.B. : Bien que je l'aie rencontré une fois à sa demande, en 1992, avant l'élection présidentielle, je ne connais pas du tout le personnage. Je sais simplement qu'il a été ministre de l'Administration territoriale sous Ahidjo. Et ça *a priori* me donne froid dans le dos car, lorsqu'il était ministre de l'Administration territoriale, il a réprimé les upécistes, mes camarades de combat. Il les a fait torturer. J'étais à l'époque en France, dans l'opposition. Puisqu'il paraît que le lien ethnique est si fort, pourquoi est-ce que M. Ayissi Mvodo ne m'a jamais contacté quand il était au pouvoir et que j'étais dans l'opposition ? C'est seulement plus tard, en 1992, lorsqu'il n'était plus au pouvoir, qu'il m'a fait contacter par un ami en disant qu'il voulait me voir. Donc ça me laisse totalement indifférent. Biya ou Ayissi Mvodo, pour moi, c'est bonnet blanc, blanc bonnet, comme on dit en

France. C'est du pareil au même. Je suis assez étonné par l'impact de sa candidature dans les médias, parce que tout le monde en parle. Moi, ça me paraissait un événement extrêmement banal. Sinon, il faut considérer que c'est une manœuvre de la France. On le dit de plus en plus et ça le paraît de plus en plus. C'est une candidature bidon : si l'opinion se montre hostile, ça n'ira pas plus loin, mais si elle se montre favorable, peut-être que ça ira plus loin. Pour employer une image française, on doit avoir deux fers au feu. Il y a Biya, tout le monde sait qu'il est impopulaire, incompetent, il est pourri et le peuple n'en veut plus. On va essayer (c'est un ballon d'essai) Ayissi Mvodo qui est pareil. Il n'a jamais été président et ça va avoir l'air d'une façade nouvelle, mais ça sera le même système. Donc ça ne m'intéresse absolument pas. Ayissi c'est la même chose que Biya et, s'il était élu, il ferait exactement pareil.

L.M. : N'empêche. Certains entrevoient et appréhendent une scission qui pourrait s'opérer entre les peuples beti et boulou. Qu'en pensez-vous ?

M.B. : Ah oui ! Nous retombons là dans les considérations tribales, tribalistes, ethniques et tout ça. Moi, je n'aime pas beaucoup cette logique-là, car c'est elle qui nous a amenés dans l'impasse où nous sommes. Mais c'est vrai. À qui profite le crime ? se demandaient les Romains. À qui profiterait une permutation Ayissi Mvodo-Biya ? À la France, bien sûr ! C'est encore une manipulation tribale opérée par la France, pour maintenir une situation de néocolonialisme. C'est vrai, c'est bien calculé. Il y a toujours eu une sorte de tiraillement au sein du RDPC qui soi-disant a pour assise l'ethnie beti. Les Boulou ne sont pas des Beti proprement dit, et les Beti le leur font savoir souvent et les Boulou font aussi savoir aux Beti qu'ils sont différents les uns des autres. Alors il y avait deux problèmes jusqu'ici. À savoir que les diplômés beti, comme Joseph Owona et tous les autres, profitaient du système. Ils voyaient bien que le système est dirigé par un incapable, tout le monde le voit maintenant. Un monsieur qui va à Baden-Baden deux mois durant

alors que son pays est en proie à d'énormes difficultés est un incapable. Ils voyaient bien que ce n'est pas vrai que le pouvoir appartient aux Beti, peut-être aux Boulou. Mais ils bénéficiaient des crédits, des grands postes, assuraient leur impunité quand ils volaient de l'argent. Pourquoi est-ce qu'ils découvrent tout à coup que Biya est un incapable ? C'est en fait ce que disent Ayissi Mvodo et les notables qui sont autour de lui, que je connais bien. Ils se disent : « Biya est un incapable, et en plus c'est un Boulou après tout, pourquoi un Boulou et pas nous ? » « Ils ont assez bouffé », comme ils disent dans leur langage. Ils découvrent tout ça maintenant parce que Biya n'a plus rien à leur donner. Le pouvoir n'a plus d'argent ou de place à leur donner. Au contraire, il discrédite les Beti parce qu'ils sont un peu responsables de ce qui se passe, alors qu'au fond ils n'ont pas de pouvoir de décision. Personne n'a d'ailleurs le pouvoir de décision dans le clan de Biya, sauf les Français. Les Beti découvrent tous ses vices puisqu'ils n'ont plus de profit à tirer. Ils cherchent quelqu'un d'autre qui pourrait leur apporter des occasions de mieux profiter du régime ; c'est pourquoi ils se tournent vers Ayissi Mvodo. Mais nous sommes toujours dans la même logique tribaliste et, si nous y restons, ça va nous renfermer dans la même impasse. Ce n'est pas la bonne solution. La bonne solution c'est de rompre avec le système néocolonial. Cette mainmise de la France qui nous étouffe, qui nous asphyxie, qui nous empêche de nous épanouir, d'avoir une politique économique à nous, d'avoir une monnaie à nous, d'avoir un système éducatif à nous, bref de bâtir notre propre destin. Tout est fait à Paris, la Constitution y a été élaborée. Donc, première chose à faire, nous débarrasser des Français. Pas physiquement, je n'ai rien contre les Français (mes enfants sont français). Je veux dire sortir du système néocolonial. Ce n'est pas M. Ayissi Mvodo qui nous en sortira.

L.M. : Vous étiez, avec Ferdinand Oyono, les plus brillants écrivains camerounais engagés dans le combat à travers vos

œuvres. Qu'est-ce qui, d'après vous, explique son revirement, mieux, son ralliement au pouvoir ?

M.B. : Il n'y a pas eu de revirement. C'est ça qui trompe les gens. Je connais très bien Ferdinand Oyono, on était ensemble à Paris. C'est un écrivain d'instinct. Il appartient à cette culture qui aime raconter : les Fangs. C'est un Fang. Ils sont à mi-chemin entre les Beti et les Boulou, mais sont plus proches de ces derniers que des premiers. Les Boulou sont des maîtres de l'épopée du *mvet*¹. Ils ont entièrement cette faculté de raconter, qui est l'héritage d'une culture. Ce n'est pas un écrivain qui choisit un genre et qui s'y applique pour produire une œuvre bien élaborée, bien conçue. Oyono n'a jamais été un militant. Il n'a aucune idée de ce qu'est l'engagement. Il ne sait même pas ce que signifie le mot engagement. C'est un juriste. C'est un monsieur qui faisait une licence en droit et qui s'est mis à écrire parce qu'il voulait s'épanouir, c'est normal, il voulait se positionner dans la société française. Écrire en France, ça vous permet de passer à la télé, d'aller à des cocktails chez votre éditeur, de rencontrer des gens intéressants. Il a eu raison, il avait un talent qu'il a fait fructifier, mais ce n'est pas un intellectuel, dans le sens de l'engagement. Il n'a pas choisi une option. Il ne se doutait même pas qu'il utilisait la satire. Il le faisait instinctivement. Il n'a jamais été un militant, mais aujourd'hui, il l'a toujours été à Paris, je le sais bien. Il allait dans les réunions d'Aujoulat, il voulait se faire bien voir des autorités coloniales de l'époque. Et il était bien étonné que ces autorités, au lieu de le couvrir de roses, soient plutôt hostiles à cause du contenu de ses livres. Ce sont des choses qu'il n'a réalisées qu'après coup. Quand, avec *Une vie de boy* et *Le Vieux nègre et la médaille*, il critiquait le système colonial, il croyait simplement faire rigoler les gens ; mais dès qu'il a compris qu'au fond il desservait ses propres ambitions et intérêts, il s'est arrêté. Il y avait une

1. *Mvet*: du nom de l'instrument de musique composé de deux ou trois calabasses qui accompagne les récits traditionnels et les initiations des Fangs du Sud-Cameroun comme du Gabon. (N.d.É.)

telle contradiction entre ce qu'il voulait faire sur le plan social, sa carrière dans la diplomatie, et le contenu de ses livres. Il s'est arrêté. Il n'écrira plus. Il ne peut plus écrire dans le même élan parce que ce n'est pas possible, d'abord parce qu'il n'est plus crédible en tant qu'auteur satirique. Peut-être qu'il retrouvera une autre crédibilité en tant qu'auteur de roman d'amour, pourquoi pas ? ou de roman policier ou de roman d'aventures. Il y aurait un revirement si Oyono était upéciste, mais jamais il n'a mis les pieds dans les réunions de ce parti ou de tout autre mouvement de cette obédience.

L.M. : Vous aviez déclaré dans ces mêmes colonnes, il y a quelque temps, que vous reprendriez bientôt la lutte politique. Depuis le public attend. Alors ?

M.B. : Ça dépend de ce qu'on entend par là. La lutte est politique sur de nombreux plans. Par exemple, la librairie que j'ai est la seule au Cameroun où l'on peut trouver tous les livres sans censure. Quand je suis arrivé au Cameroun en 1994, mes livres *L'Histoire du fou*, *La France contre l'Afrique* ne se trouvaient dans aucune librairie. Je suis allé à Saint-Paul pour savoir pourquoi ils n'avaient pas le second, ils m'ont répondu qu'ils l'avaient commandé, mais ne l'avaient pas reçu. Cela m'a étonné. Un autre employé m'a pris à l'écart pour me dire : « Mais pas du tout ! On a peur ! Depuis 1975, on ne vend plus vos livres car Ahidjo avait fait faire une descente ici. » Pour l'instant, je n'ai pas encore garni la librairie de tous les livres que je voudrais, mais tout le monde peut venir. Il y en a pour tous les genres : politique anti-Biya, pro-Biya, antifrançais, profrançais. À défaut de trouver les livres que l'on veut, on peut les commander. J'espère qu'un jour on trouvera tout ce que l'on veut. Voilà un aspect. Mais un autre, c'est que j'ai fait des tas de choses dans mon village. J'ai réalisé des puits, je compte construire une école et un dispensaire. C'est une lutte politique, ça.

La présidentielle arrive, je compte bien me lancer activement dans le combat. Sous quelle forme ? Je ne sais pas. Mais déjà, en 1992, bien que je n'aie pas pu assister à l'élection

proprement dite parce que j'étais encore en activité en France, comme professeur de lycée, et que j'aie dû rentrer avant l'élection, fin août, j'ai fait un grand meeting qui a eu un succès extraordinaire. On peut penser que pratiquement presque toute la ville de Mbalmayo était dehors. Je pourrais donc m'engager rapidement dans la perspective des élections qui arrivent.

L.M.: À propos justement de ces échéances, comment les entrevoyez-vous ?

M.B.: Eh bien, le problème au Cameroun c'est qu'il y a un monsieur qui seul est maître du jeu. Il est question maintenant qu'il retarde les législatives et qu'il avance plutôt la présidentielle. Je pense que les chefs de partis politiques ne sont pas en phase avec la situation réelle des enjeux. Je veux dire qu'on sait déjà quelle est la stratégie de M. Biya. Je m'étonne qu'en face, dans l'opposition, on n'esquisse rien du tout. Il y a M. Ndam Njoya qui a déclaré être candidat à l'élection présidentielle. C'est son droit le plus strict. Mais pourquoi sera-t-il candidat ? Parce que, étant donné la façon dont il essaie de le faire, il va perdre. C'est certain, il ne sera jamais élu. Au fond, il gêne l'opposition. Peut-être ne souhaite-t-il pas vraiment le changement. C'est le sentiment que l'on a en observant sa tactique. S'il le souhaitait vraiment, il commencerait par se battre pour une Commission électorale indépendante. Je crois que c'est la chose pour laquelle il faut se battre maintenant. Tout le monde sait que Biya va tricher. Il s'agit pour l'instant d'obtenir une Commission électorale indépendante qui l'empêche de frauder. Sinon Biya va déployer les moyens habituels : les préfets seront positionnés pour favoriser le RDPC, la police va interdire trois mois avant les journaux indépendants, etc.

L.M.: Que feriez-vous si vous étiez chef de parti politique ?

M.B.: Si je l'étais, j'œuvrerais pour l'avènement d'une telle commission qui seule peut garantir la transparence. Je me tournerais volontiers vers l'extérieur, vers le Centre Carter par exemple. Je me demande pourquoi les leaders n'ont pas

encore saisi cet ex-président dans ce sens, lui qui est pourtant très présent sur le continent. Fru Ndi était aux États-Unis, l'a-t-il rencontré ? Je ne le sais. De même, quand il était en France, avec qui a-t-il pris des contacts ? Je l'ignore. Dans tous les cas, sans une telle commission, il ne faut pas se leurrer, Biya va gagner par ses méthodes frauduleuses habituelles.

Lettre ouverte au prochain président de la République du Cameroun

Monsieur le prochain Président de la République,

Dès que, élu au terme d'un suffrage qu'on espère à la fois loyal et transparent par les Camerounais, vous aurez été proclamé président de la République, je sais, par mon intuition, que vous vous sentirez comme un devoir d'exprimer à vos compatriotes, avec solennité, votre reconnaissance et en même temps votre détermination d'arracher enfin notre beau pays à l'époque calamiteuse de trente-sept ans qu'il vient de vivre, avec son cortège d'abandons de souveraineté, de violations flagrantes de la Constitution et des droits élémentaires des citoyens, de crimes économiques banalisés, d'assassinats d'intellectuels et surtout de régressions sociales désastreuses.

Vous aurez raison, Monsieur le prochain Président, de vouloir frapper un grand coup psychologique pour inaugurer votre fonction.

Mais vous vous demanderez comment vous y prendre.

C'est très simple, Monsieur le futur Président. Proclamez quelque chose comme l'instauration d'un plan Marshall pour notre système d'éducation ou d'un comité public de sauvetage de l'école camerounaise.

Dites aux Camerounais : « La priorité de mes priorités ? Eh bien, ce sera l'école. Oui, je ressusciterai notre école assassinée par Paul Biya et le néocolonialisme. Pour l'histoire, je veux être le Jules Ferry du Cameroun, l'homme par qui le sauvetage

et la modernisation de notre institution scolaire, épine dorsale de tout développement, se firent à l'aube du troisième millénaire. J'y suis d'autant plus résolu que, à l'évidence, notre survie collective, en tant que nation, est aujourd'hui à ce prix. »

Ces propos agiront comme un électrochoc sur vos compatriotes, Monsieur le futur Président ; car les Camerounais les attendaient depuis longtemps, je vous le garantis, et commençaient à désespérer de jamais les entendre.

Il est significatif, en effet, que tous les grands personnages de ce pays, ministres, hauts fonctionnaires, riches commerçants, gros entrepreneurs, envoient leurs enfants étudier à l'étranger. Il y a mieux : personnellement, je ne connais pas de famille camerounaise un tant soit peu fortunée, y compris de modestes gens, qui ne se saigne aux quatre veines en faveur d'un rejeton faisant des études à l'étranger, et pas seulement dans l'enseignement supérieur.

Ce sauve-qui-peut général démontre, à lui seul, que personne ne croit plus à une éducation digne de ce nom au Cameroun ; mais aussi que ces familles ont découvert, avec leur simple bon sens, que Paul Biya et le néocolonialisme français avaient programmé la mort du Cameroun, qui devait passer par l'assassinat de son système d'éducation car, sans éducation, un groupe humain aujourd'hui se condamne au suicide à court terme.

Cette année, avec la rentrée en cours, tout le monde peut constater que l'exécution de ce programme est déjà très avancée. Grèves des enseignants, affectations disciplinaires de dernière minute, retards administratifs, excessive politisation des programmes et des manuels, persécutions aggravées contre les syndicalistes, institutionnalisation de l'école payante, déscolarisation massive entraînée par l'appauvrissement dramatique des familles accablées de charges, pénuries génératrices de trafics dans tous les domaines, classes invivables du fait des effectifs monstrueux, rackets impunis de certains agents de l'Éducation nationale au détriment des parents d'élèves, recru-

tements fantaisistes d'enseignants, que manque-t-il à ce tableau hallucinant ?

C'est pourquoi les familles ayant quelque bien au soleil, fût-il modique, sont prêtes à tous les sacrifices pour arracher leurs enfants à cette apocalypse. Elles n'ont pas tort, bien au contraire.

On dit que, vers le milieu des années cinquante, le Pakistan et la Corée du Sud avaient le même PIB, et c'étaient deux pays sous-développés, à cette différence près : la scolarisation de la Corée du Sud concernait 85 % des enfants en âge d'aller à l'école, celle du Pakistan seulement 20 %. Quarante ans plus tard, la Corée du Sud est devenue un pays développé, le Pakistan un pays de plus en plus sous-développé. Voilà où mène une politique d'abandon ou de négligence de l'école. Le Pakistan, en somme, c'est nous dans quarante ans, si rien ne change.

Chacun chez nous sent qu'il est urgent de sauver notre école, pour sauver notre nation du désastre qui la guette.

Vous me direz : « Oui, mais sauver l'école camerounaise, sauver l'éducation camerounaise, ce n'est pas une mince affaire ; ça doit être une entreprise redoutable. On en parle tant, et depuis si longtemps, sans aucun effet de ces discours sur le terrain. On en énumère les difficultés à perte d'haleine, et en particulier les difficultés financières ; il y a eu des états généraux au cours desquels un ministre de l'Éducation nationale a mis l'accent sur le manque de moyens... Ça doit être une vraie gageure de sauver notre école... »

Mais non, Monsieur le futur Président, mais non ; c'est au contraire extrêmement facile, croyez-en ma vieille expérience d'enseignant. Il y a quelque dix mesures urgentes à prendre, Monsieur le prochain Président, et le tour sera joué. Voici ces mesures.

1° Proclamez sans délai, *urbi et orbi*, que :

a) l'école de la nation relève fondamentalement de la responsabilité et de la charge de l'État, qui ne peut, *sous aucun prétexte*, se dérober aux contraintes qui découlent de cet

axiome, si exorbitants que paraissent les sacrifices exigés par un tel engagement. Le développement et la modernisation de l'école doivent primer toutes autres sollicitations, trop souvent frivoles — fréquentes festivités et réceptions officielles avec cortèges de luxueuses Mercedes, achats d'armes sophistiquées à l'étranger, voyages du prince, campagnes électorales, privilèges des affidés et autres sectateurs ;

b) en conséquence, l'école, laïque et gratuite, est obligatoire jusqu'à treize ans, étant entendu que la République, compte tenu de la difficulté matérielle de la tâche, se donne quinze ans, sous le contrôle d'une commission *ad hoc*, pour étendre l'application effective de cette gratuité et de cette obligation à l'ensemble du territoire national.

Martelez bien le sens des mots, contrairement à l'actuel titulaire du ministère de l'Éducation, qui ne semble pas du tout connaître le sens de l'adjectif gratuit (cf. *Dikalo*, n° 228, p. 13) — il est vrai que, d'une manière générale, ce bizarre personnage ne semble pas comprendre grand-chose à ses propres élucubrations, à lire l'interview qu'il donne à notre confrère, et au cours de laquelle il ne cesse de surfer de contradiction en contrevérité.

L'école est gratuite, monsieur Robert Mbella Mbappé, lorsque l'enfant reçoit l'enseignement de ses maîtres sans que ses parents aient à déboursier le moindre sou en dehors des impôts qu'ils acquittent par ailleurs auprès de l'État. Quand la famille paie 7 500 francs CFA pour l'entrée de son enfant en classe de sixième, ou 10 000 francs CFA pour l'entrée en seconde, comment peut-on encore parler d'école gratuite, à moins de marcher sur la tête, monsieur Robert Mbella Mbappé ?

Vous vous agrippez à la fiction risible d'une école gratuite pour nier cette évidence qui crève les yeux : le Renouveau a décidé de priver d'éducation les enfants des familles nombreuses, surtout si elles sont pauvres — ce qui est généralement le cas. Sous Paul Biya, l'éducation devient officiellement le privilège des riches. C'est exactement ce que le néocolonialisme

français et les institutions dites de Bretton Woods s'ingénient depuis longtemps à imposer aux pays en voie de développement, pour mieux nous étouffer tout en prétendant nous aider.

En réalité, chez nous l'école publique, si on peut encore l'appeler ainsi, est quatre fois payante. D'abord, le parent paie ses impôts, directs et indirects (notez que, ailleurs, c'est avec ces ressources-là, constituant le budget annuel voté par le Parlement, que l'État finance l'école, entre autres). Puis il paie ce qu'on appelle ici la scolarité (7 500 francs, pour l'entrée en sixième, par exemple, comme on vient de voir...). Troisième-ment, membre d'une association de parents d'élèves, il est sollicité pour payer les salaires des enseignants vacataires. Enfin (mais est-ce vraiment la fin ?), en tant qu'usager (qu'est-ce que cela veut dire ?), il acquitte une *contribution aux charges de l'éducation nationale* (sic), qui varie de 500 à 1 000 francs. Bientôt, il sera contraint de payer une contribution à la chasse aux moustiques dans les marécages entourant l'école — en somme n'importe quoi.

Comment s'étonner alors que la déscolarisation ne cesse de gagner du terrain chez nous, au point que, aujourd'hui, si l'on en croit certaines statistiques, le phénomène frappe près d'un tiers de nos enfants. Que l'on fasse la comparaison avec le système colonial qui, au début des années 1950, c'est-à-dire bien avant l'indépendance, scolarisait déjà plus de 50 %, mais oui ! des jeunes Camerounais. À quoi aura servi l'indépendance si des dirigeants indigènes se désintéressent de l'école camerounaise ou même l'assassinent en connaissance de cause ?

Précisez bien, Monsieur le futur Président, que, dans votre bouche, école gratuite signifie, comme ailleurs, que le parent de l'élève ne paie rien du tout — pas un centime, pas un radis —, exception faite des impôts que tout citoyen doit par ailleurs à l'État.

C'est possible, parce que, non seulement cela se fait ailleurs, mais cela s'est même déjà fait chez nous, à l'époque coloniale ; par exemple, et alors que le Cameroun n'avait pas vendu ses

forêts ni ne bénéficiait de l'aide extérieure. Il est vrai que le chef du territoire — appelé aussi gouverneur ou haut-commissaire de la République française — ne voyageait pas dans un jet personnel, ne s'entourait pas d'une cour pléthorique, ne s'octroyait pas des mois de villégiature dans des hôtels suisses ni n'avait une innombrable clientèle sous forme de parti du Renouveau avide de prébendes et autres sportules. Supprimez ces gaspillages dignes des époques les plus arriérées de l'histoire de l'humanité, et vous aurez largement de quoi financer la gratuité de notre école élémentaire et postélémentaire.

2° Abolissez cet examen stupide qu'on appelle *probatoire*, parce qu'il n'a aucune raison d'être, hormis le cynisme de dirigeants politiques fantoches obéissant aveuglément à leurs maîtres néocolonialistes et racistes. Ce goulot d'étranglement est uniquement destiné à décourager les collégiens et lycéens camerounais, comme le souhaitent secrètement l'Élysée, et publiquement la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Que de centaines de milliers de nos jeunes, venus buter contre cette absurdité bureaucratique en forme d'impasse, y ont consumé pendant des années leurs énergies et leurs rêves, sans compter leur argent, bien sûr, car la constitution d'un dossier de probatoire rapporte beaucoup d'argent aux prédateurs qui ont pris notre État en otage. Je connais personnellement des jeunes qui se sont usés sans résultat pendant quatre ans dans des classes de première du lycée Leclerc, asphyxiés de surcroît par des effectifs pléthoriques — jusqu'à cent cinquante élèves parfois dans la même classe.

Pendant ce temps, les enfants de nos dirigeants fantoches passaient et passent à l'étranger, et notamment en France, un baccalauréat simplifié, sans probatoire.

3° Abolissez aussi cette autre absurdité selon laquelle il faut être titulaire du BEPC pour accéder à la classe de terminale des collèges et lycées. Encore un goulot d'étranglement artificiel et inutile, bien entendu.

4° Abolissez l'obligation d'une tenue dans les établisse-

ments publics d'enseignement élémentaire et secondaire. Prétexte le plus souvent à l'enrichissement illicite d'enseignants sans morale, la tenue alourdit inutilement le budget des familles modestes au moment où, au contraire, il faudrait l'alléger, l'idéal républicain étant de rendre l'école accessible même aux enfants des familles les plus démunies.

Supprimez, dans le même ordre d'idées, la pratique des fournitures imposées afin que le libre jeu de la concurrence puisse produire ses effets, et favoriser la baisse des prix.

Pour enrayer la corruption et la vénalité observées dans certains milieux d'enseignants, ayez recours à deux mesures complémentaires :

a) décrétez que tout membre du personnel enseignant convaincu d'avoir perçu de l'argent, sous une forme ou sous une autre, en marge des règlements et des lois de la République, sera immédiatement suspendu, en attendant d'être révoqué, au terme d'une procédure en bonne et due forme, par l'instance compétente, conseil de discipline ou commission paritaire. C'est l'impunité qui alimente la corruption. Frappez les corrompus, la corruption refluera, épouvantée ;

b) doublez sans plus attendre les salaires des agents de l'Éducation nationale, non sans leur promettre pour l'avenir un aménagement en profondeur de leurs carrières.

5° Abolissez les droits d'entrée à l'université. Cette taxe instaurée il y a trois ans est injustifiable dans un pays sous-développé qui a besoin d'élites de plus en plus nombreuses.

6° Restaurez le système des bourses, parce que, profitable pour la collectivité, il est surtout conforme à la justice la plus élémentaire, qui veut qu'un jeune talentueux ne soit pas écarté de la connaissance et de la recherche par la modestie de ses origines.

7° Proclamez que, désormais, la conception, l'édition et la fabrication des manuels scolaires seront confiées à des équipes et à des entreprises dirigées par des nationaux. C'est le seul moyen d'encourager l'émergence d'une édition autochtone et

d'amorcer une industrie nationale du livre, sans oublier les avantages de cette mesure sur les prix des manuels scolaires.

Déclarez corollairement que tout livre ou marchandise apparentée, ainsi que tout objet culturel entrant sur le territoire national, sera désormais exempté de toute taxe, *quelle qu'elle soit*.

8° Mettez immédiatement sur pied un vaste programme de construction d'établissements scolaires et universitaires, dont les marchés seront attribués exclusivement aux architectes et aux entrepreneurs nationaux.

9° Instaurez ou restaurez une École normale d'instituteurs dans chaque province, étant entendu qu'on n'y entrera que par concours.

Créez, à l'intérieur de chaque université, un Institut pédagogique national, chargé de la formation des enseignants du second degré, où on entrera aussi sur concours.

10° Rétablissez la journée scolaire en deux moitiés, à savoir une matinée allant de 7 h 30 à 11 h 30, et un après-midi allant de 14 h 30 à 17 h 30. La journée continue, dont le pays fait actuellement une expérience lamentable, n'est rationnelle que si chaque établissement scolaire offre aux enfants une cantine pour se restaurer. Autrement, l'enfant doit pouvoir rentrer dans sa famille qui saura toujours apaiser sa faim, quelle que soit sa condition.

Or qu'observe-t-on dans ce système dit de journée continue ? À leur arrivée à l'école, peu d'enfants ont dans leur sac de quoi se nourrir à midi, les parents étant financièrement trop démunis pour y pourvoir. Les plus nantis apportent un casse-croûte qui ne correspond nullement aux normes minimales de la diététique infantine, les enfants n'ayant jamais été préparés aux exigences spécifiques de la journée dite continue. Il y a tout lieu de craindre une dégradation rapide de la santé de notre jeunesse, dimension de l'éducation que le Renouveau a été évidemment incapable de prendre en compte.

La prétendue journée continue donne lieu à un autre abus

qui la condamne encore plus radicalement que la malnutrition infantine que je viens d'évoquer : on observe dans certaines villes, à Mbalmayo par exemple, que la journée continue se réduit, en fait, à une demi-journée scolaire. En effet, dès 14 heures, parfois plus tôt, on voit les portes des écoles s'ouvrir et les flots d'enfants se précipiter dans la rue. Cet effet pervers de la journée continue ne surprendra personne, compte tenu du laxisme ambiant.

Voilà dix mesures d'urgence à décréter, comme la Constitution vous en donne le pouvoir, dès votre entrée en fonction, Monsieur le futur Président. Par ces dix mesures, on doit pouvoir obtenir que, au moins, notre école soit sauvée *in extremis* d'une noyade irréversible en attendant l'élaboration par notre Parlement souverain (qui n'aura rien de commun avec la bande de joyeux lurons, qui viennent de temps en temps s'exhiber au cirque de Ngoa-Ekellé) d'une politique à long terme de l'éducation de notre jeunesse.

À propos de la fortune
des hommes politiques :
lettre ouverte au directeur de *Génération*

Monsieur le Directeur,

Je connaissais à *Génération* jusqu'ici deux tares, qu'il m'était d'ailleurs arrivé de signaler — très amicalement bien entendu : c'étaient sa parution trop irrégulière, et surtout la langue très approximative utilisée par ses journalistes. Je ne sache pas que ni l'une ni l'autre soient en voie de guérison, mais déjà est apparue avec le n° 86 (semaine du 14 au 20 octobre 1996), contenant un prétendu dossier sur *la fortune de nos leaders politiques*, une troisième tare, plus redoutable, peut-être à la longue mortelle. Je ne sais encore quel nom lui donner — irresponsabilité, provocation, stupidité chronique... Et pourquoi pas malhonnêteté et peut-être même vénalité ? Les faits sont si graves que toutes les hypothèses me paraissent légitimes.

Ce qui est annoncé à la une (« Fru Ndi, Biya, Bello Bouba... enquête sur le patrimoine de nos hommes politiques ») est bien éloigné du contenu réel du prétendu dossier, qui n'épingle finalement, hormis quelques minables comparses, que les chefs de l'opposition, traités avec une telle malveillance (et dans un si mauvais français) qu'on a l'impression d'un jeu de massacre télécommandé — par qui ?

Rien n'y manque. Un échantillon de tribalisme qui colore tout ce dossier ? À propos de Bello Bouba : « Le trafic est pour le Foulbé et le Haoussa ce que (sic) le commerce pour le Bami-léké. » La calomnie franche ? Toujours à propos du même Bello

Bouba : « Bello Bouba flirterait-il avec les réseaux de trafic ? »
Et voici l'insinuation odieuse — c'est à propos de Garga Haman : « Il *aurait* donné trente millions aux "fey-men" dans l'espoir de doubler la mise... » Observez bien le conditionnel.

Si vous êtes un fan de Ni John Fru Ndi, sachez que le chairman ne bénéficie d'aucune indulgence auprès du freluquet qui paraît avoir eu la haute main sur le « dossier », puisqu'on sait peu de « choses sur ses biens immobiliers », qu'il a « un garage bien fourni, et qu'il affectionne particulièrement les gandouras brodées au fil d'or d'une valeur minimale de 150 000 francs ».

Mais c'est quand même avec le malheureux Hameni Bieleu que l'exercice atteint les sommets du journalisme négatif. Il y a d'abord la photo, très mauvaise, du leader de l'UFDC ornée de cette légende rédigée dans une langue totalement incompréhensible, bien connue des lecteurs de *Génération* : « C'est irréfutable, si Hameni Bieleu *s'embourgeoise* au sein de l'Union des forces démocratiques du Cameroun (UFDC), il en fera de même pour les caisses de l'État, si le bonheur le conduit à Étoudi. » Le lecteur averti cherche en vain ce sens nouveau du verbe *s'embourgeoiser*, de même qu'il cherchera en vain le sens de toute la légende, avant de conclure avec raison que l'auteur lui-même ne doit pas vraiment comprendre ce qu'il écrit. Ce pourrait être son excuse.

Il y a malheureusement plus grave. Des adversaires de Hameni Bieleu l'accusent d'avoir touché la rondelette somme de 50 millions de francs CFA afin de retirer de la course la liste de l'UFDC pour les municipales de 1996 à Bana. Le titre de versement ? demande judicieusement Dominique Bela. Réponse des accusateurs : *Nous le présenterons à la presse à (sic) temps opportun*. Et Dominique Bela de s'en contenter. On me dit que l'auteur de cet article est sorti d'une école de journalisme de la place. S'il ignore que, à divulguer une information dénuée de preuves, on se fait le complice d'une tentative de diffamation, que leur enseigne-t-on dans cette prétendue école de journalisme ?

Et de poursuivre sur la lancée de la calomnie — pourquoi se gênerait-il dans un univers journalistique qui tient de la jungle ?
« Hameni... a reçu 27 millions de Kadji De Fosso pour s'acheter une Mercedes... »

Suivent d'autres allégations encore, aussi peu sérieuses les unes que les autres — formulées de surcroît dans une langue si imprécise, si onirique, dirais-je, que toute objection rationnelle paraît disqualifiée d'avance par on ne sait quelle magie. (Que veut dire, par exemple, ceci : Je suis un honnête homme, déclare-t-il. *Faute du contraire, tenons-nous en [sic] ?*)

Le nommé Dominique Bela, journaliste à *Génération*, a-t-il jamais entendu parler du respect de la vie privée ? On ne le croirait pas. En effet, que viennent chercher ici le fils qui a *essuyé un échec au BEPC*, et les deux filles inscrites au collège de la Retraite ?

Franchement, comment prendre au sérieux un *journaliste* de cet acabit ? Il évoque une maison à deux appartements, à Ngoussou. Le hasard a voulu que votre serviteur connaisse très bien cette maison, y ayant habité quelques semaines début 1994. Que le sieur Dominique Bela vienne donc me rejoindre à la Librairie des Peuples noirs (face supermarché Max). Je me ferai le plaisir de l'emmener à Ngoussou visiter cette fameuse maison, et il constatera alors, comme il aurait dû le faire avant de rédiger son article, que cette très modeste maison n'a qu'un appartement. Toutes les enquêtes du sieur Bela ne seraient-elles pas du même tonneau ? Comme on dit, poser la question, c'est y répondre.

Je ne voudrais pas avoir l'air de prendre aveuglément la défense d'un ami. Quand il y a débat politique, entre Hameni Bieleu et ses adversaires, je me garde bien de m'y immiscer. Est-ce vraiment le cas en l'occurrence ? Le complot que Hameni Bieleu se tue à dénoncer depuis les élections municipales de janvier 1996 m'apparaît de plus en plus vraisemblable.

Mais, ce qui m'inquiète le plus, c'est, au-delà du comportement d'un petit jeune homme lamentable, le destin d'un jour-

nal, auquel il m'arrive souvent de collaborer. Comment a-t-on pu laisser passer des textes si exécrables à tous points de vue? Sur quels critères leur auteur a-t-il été recruté?

Au risque de remettre en question ma collaboration à ce journal, je demande de mettre à plat toutes les questions que je viens de poser.

Il va de soi en outre que Hameni Bieleu aura droit pour le moins à un large droit de réponse — en espérant qu'il s'en contente.

Camerounais usagers du gaz, unissons-nous : pour une Coordination des consommateurs en colère !

L'autre jeudi, la rumeur s'est répandue tout à coup comme une traînée de poudre, ou plutôt comme dans nos villages à l'annonce de la mariée. Le gaz va arriver, le gaz est arrivé! Je parierais que l'événement a donné lieu à quelques réjouissances publiques dans certains quartiers populaires de la capitale. Rien d'étonnant à cela. Pendant plus de deux mois, le caprice d'un ministricule avait sevré nos populations de cette denrée de première nécessité, pour les punir d'on ne sait quelle faute.

Je me suis trouvé à l'étranger début décembre 1996, échappé pour un temps de notre pénurie qui durait depuis un mois. J'en ai parlé là-bas à gauche, à droite, à mes amis européens, à nos compatriotes de la diaspora, aux voisins, aux journalistes, aux passants, au tout-venant. La réaction unanime était identique.

Mon Dieu, mais comment faites-vous? Comment font les mères pour nourrir leurs enfants? Comment font les familles pour cuire leurs repas? Comment est-ce possible? De quelle manière avez-vous protesté? Comme les mères de la Plaza de Mayo? Comme les Serbes à Belgrade? Comme les dissidents sur la place Tian'anmen? Comme les grévistes de Séoul? Personne n'est descendu dans la rue? Mais vous êtes des veaux...

Les Camerounais sont-ils des veaux?

Le fait est que, revenant au pays un mois plus tard, j'appris

avec stupéfaction que la pénurie se poursuivait et que le caprice du même ministricule en était toujours la cause.

Au risque de me faire huer, je dois jeter à la figure de mes compatriotes qu'il y a peu — sans doute point — de pays où le peuple accepterait de se laisser imposer aussi longtemps un supplice aussi arbitraire sans manifester une protestation collective, ce qui ne fut pas le cas chez nous, si je ne me trompe, pendant ces interminables semaines de pénurie.

Je laisse de côté la question dérisoire de savoir qui a tort et qui a raison dans le bras de fer qui oppose la SCTM au ministricule responsable de nos malheurs. Comment d'ailleurs s'y retrouver dans la jungle des analyses, pas toujours de bonne foi, que nous offrent les journaux ? Le plus gros distributeur est-il sanctionné pour avoir enfreint les règles de la concurrence ? La SCTM est-elle tout simplement en faillite ? L'ordre est-il venu de Foccart d'en finir avec un businessman africain — bamiléké de surcroît, l'horreur ! —, dont le talent fait planer une menace de mort sur ses homologues expatriés ? Le distributeur n'est-il pas persécuté simplement pour avoir refusé de financer le RDPC, parti du président de la République ? J'en passe...

J'ai sous les yeux, grâce à *L'Action* du 27 novembre 1996, une interview du ministre concerné par l'affaire, un certain Bello Mbelé. On a rarement fait mieux dans la langue de bois, le personnage ne répondant jamais aux questions qui lui sont posées, mais discourant dans la confusion et l'obscurité caractéristiques de l'activité onirique.

De toute façon, quelle que soit la qualité des arguments échangés par les uns et les autres, ce sont là, à mes yeux, pour parler vulgairement, autant d'enculages de mouches au regard de ce qu'a enduré la population, et, personnellement, j'en ai strictement rien à foutre.

La mission la plus élémentaire d'un gouvernement, c'est, au risque parfois de perdre la face en acceptant des compromis, de faciliter à tout prix la vie quotidienne des populations, que, par ailleurs, tant de maux accablent déjà. Je veux bien, par

exemple, que M. Christophe Silienu, propriétaire de la SCTM, laquelle possède 60 % de parts du marché de la distribution, ait, comme le prétend le représentant du gouvernement, contrevenu à la loi. Mais le pouvoir n'a-t-il d'autre solution, quand un citoyen commet un délit, que de pénaliser toute la nation ? Rien n'a-t-il donc été prévu pour traîner le coupable devant les tribunaux ? Oui ou non, y a-t-il des tribunaux dans ce pays, et peut-on me dire à quoi ils servent ? Si Boeing était soupçonné d'enfreindre la loi antitrust, Washington déciderait-il d'interdire toute activité au célèbre constructeur d'avions mettant ainsi au chômage des centaines de milliers d'ingénieurs, de techniciens, de hauts cadres, d'employés, sans compter le risque d'asphyxier une industrie vitale pour l'Amérique, au lieu d'engager une action devant la justice ?

Quels énergumènes composent donc le gouvernement camerounais pour ne pas comprendre combien de telles méthodes sont archaïques et entraînent des souffrances pour le petit peuple que tout pouvoir est supposé servir, surtout s'il se prétend de démocratie avancée ?

On me dit que l'accalmie concrétisée par le retour des bouteilles jaunes jeudi 23 janvier n'est que provisoire, qu'une nouvelle pénurie est programmée, toujours pour les mêmes raisons.

Pourquoi d'ailleurs le pouvoir RDPC se gênerait-il ? Ce ne serait jamais qu'une énième pénurie de gaz, en quelques mois, sans le moindre risque pour lui. Et s'il n'y avait en cause que le gaz. Avez-vous compté le nombre de coupures d'eau et d'électricité observées dans votre quartier en 1996 ? Il y a pire. Comment les Camerounais peuvent-ils accepter que la CNPS¹, non contente de refuser de verser leurs pensions à des citoyens qui ont dûment cotisé pendant la longue période de leur activité, fasse en plus appel à la police pour matraquer des patriarches chenus venus réclamer leur argent ?

¹ CNPS : Caisse nationale de prévoyance sociale. (N.d.É.)

En vérité, connaissez-vous dans ce pays un seul service public fonctionnant normalement ? On s'étonne qu'aucun parti politique ne soit résolu à prendre en main ce très grave problème, qui illustre l'impéritie chronique du Renouveau génératrice, comme la récente pénurie de gaz, de drames insupportables pour les plus humbles. Les politologues attribuent aux partis affichant un ancrage populaire une fonction qu'ils appellent tribunitienne et qui consiste dans la protection du petit peuple, la plèbe, au-delà de l'activité parlementaire, et, s'il le faut, jusqu'à dans la rue. Cela peut se concrétiser, comme souvent en France, en Italie, en Allemagne, par la présence de maires, de députés ou de sénateurs dans les cortèges de syndicalistes en grève, leur participation aux démonstrations de défense de l'environnement, leur soutien récent, malheureusement trop discret, aux sans-papiers grévistes de la faim à Paris. C'est le modèle que nos jeunes démocrates devraient adopter. Le Social Democratic Front, à défaut des autres partis de l'opposition, dont certains sont très conservateurs, aurait pu organiser une marche des ménagères dans les quartiers populaires. Apparemment, nous sommes plutôt fascinés par le parti politique à l'américaine, qui n'est qu'une machine électorale, sans aucun impact social ni même humain. Puisque les partis politiques semblent avoir abdiqué cette belle fonction tribunitienne, n'est-ce pas le moment pour la société civile, si souvent interpellée, d'entrer dans l'arène, à sa manière ?

Nous voici en période électorale ; ça tombe bien. Organisons-nous en comités de quartier, abordons, en utilisant des techniques de non-violence, les candidats aux élections législatives, pour nous enquérir de la façon dont ils entendent défendre la cause des citoyens-usagers, des citoyens-consommateurs, traditionnels dindons de la farce politique au Cameroun depuis toujours. Pourquoi ne pas mettre sur pied d'ici peu une Coordination nationale des usagers en colère (CNUC), en prévision des pénuries, coupures et autres dysfonctionnements

à venir, que l'État-RDPC, au service des intérêts néocoloniaux, tolère, quand il ne les suscite pas ?

Quelqu'un a dit que les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. Depuis trop longtemps, les Camerounais ont courbé l'échine et les pouvoirs successifs se sont tout permis. Debout, usagers du gaz !

100 *Génération*!!!
Tuons le veau gras

Voici le centième numéro de *Génération*!

Ce n'est pas seulement ce chiffre magique, un rien fatidique, riche des connotations léguées par les Cent Jours de Napoléon, la guerre de Cent Ans...

Il y a un paradoxe dans la résonance historique du chiffre cent. Il y a à la fois l'idée d'une stabilisation — on est sorti de la zone de turbulences propre au décollage : c'est ainsi qu'il est parfois question des cent (premiers) jours d'un gouvernement récemment nommé. Sous-entendu : s'il surmonte les difficultés de cette étape, il est en quelque sorte sauvé ; il est parti pour une longue période de vie. Mais en même temps, le chiffre renvoie à plusieurs périodes dramatiques de l'histoire de l'humanité, devenues symboliques. Je pense notamment à ces guerres de cent ans successives qui opposèrent la France et l'Angleterre. On croit traditionnellement qu'il n'y en eut qu'une, illustrée par les batailles de Crécy, Calais, Azincourt, et les personnalités de Du Guesclin, Jeanne d'Arc. Manque de pot, il y en eut deux autres, paraît-il, avant et après celle mentionnée ci-dessus, que chacun connaît.

Comme Néron pour les tyrans, la guerre de Cent Ans est devenue l'aune hyperbolique à laquelle on se réfère inconsciemment pour mesurer les désastres causés par des conflits interminables où s'opposent des idéologies ou des intérêts irréductibles. Moi-même, j'ai souvent qualifié de guerre de cent

ans le conflit irréductible opposant les vrais patriotes camerounais au colonialisme français, depuis l'assassinat de Ruben Um Nyobé en 1958. Je ne doute pas que nous, Camerounais, vivons une guerre de libération de cent ans qui n'ose pas dire son nom.

Ce n'est donc pas un chiffre rassurant, tant s'en faut. Sorti de cet univers qui appartient quelque peu à la représentation mythique, sans laquelle, il est vrai, notre existence est bien prosaïque, cent a une connotation de chance — n'est pas centenaire qui veut — mais aussi d'effort, de persévérance, en somme de mérite. C'est particulièrement vrai pour *Génération*, encore qu'il faille se garder de toute autosatisfaction et autres triomphalismes.

Alors cent est-il le symbole pour *Génération* d'un avenir de réussite ou le présage d'une interminable galère ? Plutôt que de lire dans le marc de café, formons des vœux de bonheur et de santé, comme on le fait le jour du nouvel an.

Je vois surtout dans le centième numéro de *Génération* l'illustration d'une vérité qui m'est apparue dès 1990, avec *Le Messenger* de Pius Njawé, et que j'ai toujours proclamée : notre première et peut-être seule véritable conquête arrachée à ces années tumultueuses de notre mal nommé processus démocratique, c'est sans aucun doute la liberté de la presse. *Génération* symbolise parfaitement cette conquête, par son ton, bien sûr, mais aussi par une longévité qui commence à impressionner. Ne laissons personne nous ravir ce trésor que sont la liberté d'expression en général, et *Génération* en particulier.

Que ce soit aussi l'occasion d'adresser un coup de chapeau à tous les journalistes et à tous les journaux camerounais, et en particulier à ceux qui sont persécutés, comme notre ami Cena, incarcéré depuis plusieurs jours maintenant.

Ayissi Mvodo : quand la France joue à qui perd gagne

Un texte paru dans *L'Expression* du 17 janvier 1997, sous le titre « Le phénomène Ayissi Mvodo en question », et signé J.B.M., n'honore pas la lucidité de cet hebdomadaire ni ne plaide pour la droiture des journalistes camerounais en général dont plusieurs, en l'occurrence, semblent avoir accepté de servir de relais à l'action psychologique de la France. J.B.M. au demeurant ne cache guère son jeu, qui, morigénant en somme nos chefs de l'opposition, y compris Fru Ndi, qui n'est quand même pas le premier venu dans ce pays, n'hésite pas à se référer à un maître — au moins, il est vrai, des Camerounais de ma génération !

Il faut récuser sans aucune nuance les analyses bizarres, en tout cas d'un opportunisme primaire, que *L'Expression* semble avoir faites siennes à propos de la candidature d'Ayissi Mvodo et que résume bien le texte de J.B.M. Si l'engouement de *L'Expression* pour la candidature d'Ayissi Mvodo crève les yeux même d'un lecteur aveugle, celui proclamé par le peuple camerounais m'apparaît pour l'instant comme une hasardeuse pétition de principe. De quelle série de sondages, effectués par quels instituts les plus crédibles, J.M.B. le dégage-t-il ? Voilà qui ne témoigne pas d'un grand respect pour le cochon de payant de lecteur. Inutile d'insister sur ce thème. D'autres méritent un examen plus attentif. Voyons cela.

Ayissi Mvodo serait un adepte irréductible de l'unité natio-

nale. Si c'était vrai, ça se saurait, comme dit la sagesse des nations. Drôle d'apôtre de l'unité nationale qui, comme ministre de l'Intérieur du dictateur sanguinaire Ahmadou Ahidjo, massacra sans état d'âme, pourchassa, emprisonna à tour de bras les militants upécistes. Voilà une bien curieuse façon de contribuer à l'édification de l'unité nationale. J.B.M., en occultant ainsi notre histoire, s'évertue sciemment ou non au décervelage des citoyens camerounais au bénéfice du néocolonialisme.

J'ai évoqué ailleurs une étonnante soirée passée (en compagnie de Vianney Ombé Ndzana) chez Ayissi Mvodo en 1992, à l'invitation de ce dernier. On était à quelques semaines de la précédente élection présidentielle. Pendant des heures, le fameux adepte irréductible de l'unité nationale célébré aujourd'hui par *L'Expression* se fit un devoir de nous persuader, sans succès évidemment, qu'aucun Beti ne pouvait voter pour un non-Beti. On nous suggérait, en conséquence, de nous rendre auprès de Fru Ndi pour l'exhorter à retirer sa candidature au profit d'Ayissi Mvodo.

En refusant de s'aligner derrière Ayissi Mvodo, on se désignerait forcément à l'opinion comme un ambitieux vulgaire, un manipulateur ? Ce n'est plus du journalisme, mais du pur délire. Nous avons peut-être déjà dans ce type de sophisme un avant-goût de ce qui se passerait si un Ayissi Mvodo, candidat des Français, comme le fut Biya en son temps, accédait au pouvoir. En quoi cette aigre invective se distingue-t-elle des éructations fondamentalistes auxquelles nous ont habitués les plumitifs du Renouveau ? Ça promet.

La candidature d'Ayissi Mvodo, plus sûr moyen d'éliminer Biya ? Donc, pour *L'Expression*, le drame camerounais aujourd'hui se réduit à ce minable horizon. Éliminer Biya ? Voilà trente-sept ans qu'on refait le même chantage, au nom du prétendu réalisme. Um Nyobé et ses compagnons menèrent héroïquement la lutte contre le colonisateur. On les assassina, et pour nous faire oublier nos héros, on nous tint ce langage : nous voulions chasser l'homme blanc, n'est-ce pas ? le résultat est là,

grâce à Ahidjo. Soyez réalistes, ralliez-vous. Le Blanc est parti. En fait, l'ennui, c'est que le Blanc n'était pas du tout parti ; les Camerounais s'en aperçurent bientôt et durent payer leur erreur par de longues années d'une atroce oppression. Le problème n'était d'ailleurs pas de chasser l'homme blanc mais de libérer l'homme noir du nouvel esclavage qu'était la colonisation. Nuance.

Avec Biya ce fut le même scénario. On nous disait alors : est-ce que l'essentiel n'était pas de faire partir Ahidjo ? C'est fait grâce à Biya. C'est quand même mieux que rien, non ? Soyez réalistes, ralliez-vous. En fait, un Ahidjo bis s'était substitué à l'authentique. Voilà quatorze ans que nous éprouvons cette énorme mystification. Le problème en effet n'était pas tant de chasser l'individu Ahidjo que de démocratiser le Cameroun. Nuance encore. Le drame camerounais, comme nous l'enseignent trente-sept ans d'histoire, n'est pas un problème d'individu ni de conjoncture. C'est avant tout un problème de principe. Nous n'avons pas à nous demander si la France se réjouit ou non de la candidature d'Untel, ou si tel candidat attirera les sympathies d'une certaine ethnie (Um Nyobé, un Bassa, avait gagné la sympathie de l'ensemble des Camerounais ; je ne vois pas pourquoi il en irait autrement d'un autre leader, s'il a l'envergure d'un Um Nyobé — sauf à ressasser des fantasmes fabriqués dans les officines élyséennes), etc..

L'enjeu de notre combat, c'est de parvenir à la maîtrise de notre destin collectif, ce qui passe par notre souveraineté politique, parce que c'est à cette seule condition que notre nation a une chance de s'épanouir, de commencer à se développer. Je préfère un Fru Ndi, homme libre et solitaire, chevauchant vaillamment tel don Quichotte vers une défaite certaine (qui reste à démontrer), la bannière de ses principes au vent, plutôt qu'un Ayissi Mvodo, tout petit garçon de courses de Jacques Chirac, rampant comme une limace vers les lauriers sans gloire des triomphes télévisés. Il y a des défaites qui annoncent de vraies victoires, et des victoires qui ressemblent à celles d'un Pyr-

rus, qui, pas fou, disait lui-même : « Encore une victoire comme celle-ci, et nous sommes foutus. » De victoire en victoire, les serviteurs du néocolonialisme goûteront un jour l'amertume du désastre.

En revanche, s'ils acceptent de se laisser guider par les principes, un jour les Camerounais viendront définitivement à bout de l'oppression coloniale, comme avant eux les hommes de Toussaint Louverture, ceux de Hô Chi Minh, les vaillants combattants algériens de l'Armée de libération nationale. Le jeu de la France derrière Ayissi Mvodo est très facile à déchiffrer, dénué qu'il est de toute subtilité. La France de J. Chirac, qui entend éviter que la véritable opposition camerounaise accède au pouvoir, a décidé de jouer à qui perd gagne. Chirac veut que les deux seuls candidats à l'élection présidentielle camerounaise (le candidat unique de l'opposition et le candidat sortant) soient deux valets de la France, ce cas de figure ne comportant pour lui que des avantages, au contraire de tout autre.

Premier avantage, inestimable : on élimine de la course l'horrible anglophone Fru Ndi. Pour être folklorique et relever d'une paranoïa infantile, la fixation des dirigeants français contre l'anglophonie africaine, qui lui rappelle Fachoda, a été rendue tragiquement évidente avec les événements du Rwanda. On va donc persuader très subtilement (croit-on) Fru Ndi de s'effacer. Cela paraît assez difficile, mais impossible est-il français ? Tout ce ramdam autour d'un candidat unique de l'opposition, dont on ne cesse de nous rebattre les oreilles, n'est sans doute qu'une illustration de la stratégie néocoloniale de maintien à tout prix en Afrique. Si une lame de fond venue, en apparence, du Cameroun profond balayait comme un ouragan toutes les hésitations, tous les scepticismes, tous les égoïsmes, toutes les résistances, Fru Ndi tiendrait-il tête sans courir le risque d'apparaître comme un trouble-fête et donc de s'isoler ? Cette stratégie est palpable dans la pression médiatique qui, en ce moment, tente de faire fléchir Fru Ndi. L'article de J.B.M. montre qu'elle est malheureusement en train de dérapier en une

sorte de terrorisme, signe que ses promoteurs désespèrent déjà de réussir leur pari.

Deuxième avantage, quel que soit l'élu, Biya ou Ayissi Mvodo, on est assuré qu'il serait un valet de la France, et que rien au Cameroun, pour sept longues années — un bail de nos jours, de quoi voir venir —, ne serait remis en cause. Ce serait toujours cela de pris. Troisième avantage, et non le moindre : pas de danger d'avoir à couvrir une élection scandaleusement frauduleuse, comme ce fut le cas pour Mitterrand en 1992, au risque de renforcer l'image internationale d'une France piégée dans la protection automatique des régimes africains décadents, comme disait l'ambassadeur américain au Zaïre — expression diplomatiquement élégante qui évite une autre plus musclée, régime corrompu par exemple.

Une habile intoxication a tenté de nous faire croire que Chirac est fâché contre Paul Biya et qu'il l'a lâché. Si c'était vrai, qui peut douter qu'il suffirait d'un froncement de sourcils de l'Élysée pour que Biya entre dans un trou et qu'Ayissi Mvodo soit le seul candidat francophile ? Mais il faudrait alors que ce dernier se batte à armes égales avec un Fru Ndi. Qui peut douter qu'Ayissi Mvodo serait battu à plates coutures sauf à frauder grossièrement ? C'est un gros malin, Chirac — à condition que les Camerounais soient tous des débiles. Nous allons bien voir ce qu'il en est. Qui vivra verra, comme disait l'autre.

Mongo Beti explique pourquoi il est candidat

Nous sommes au quartier Tsinga à Yaoundé, plus précisément à la Librairie des Peuples noirs. C'est ici que l'écrivain Mongo Beti passe le plus clair de sa journée. Il habite la ville de Mbalmayo et ne rejoint son domicile qu'autour de 22 heures. Le rendez-vous qu'il nous a donné à 18 heures est scrupuleusement respecté.

À soixante-quatre ans sonnés, l'auteur du célèbre roman intitulé Ville cruelle, après trente-cinq ans passés dans l'enseignement et dans la contestation, vient de rompre avec ce cordon ombilical en sautant de la théorie à la pratique politique. Le candidat déclaré aux élections législatives prochaines que nous avons rencontré a choisi une couleur politique, le SDF¹, et il entend se présenter dans la circonscription électorale du Nyong et So'o. En compagnie de son épouse de nationalité française, M. Alexandre Biyidi, de son vrai nom, nous a entretenus.

Le Quotidien : Vous avez longtemps vécu en exil. Depuis combien de temps êtes-vous rentré au Cameroun ?

Mongo Beti : Je suis revenu définitivement depuis 1994. Mais déjà, je revenais progressivement depuis 1991. Sachez donc que c'est depuis trois ans que je suis de retour, après avoir

1. SDF : Social Democratic Front. (N.d.É.)

pris ma retraite en tant qu'enseignant en France où j'ai exercé pendant trente-cinq ans.

Je suis resté de l'année 1959 à l'année 1991 sans venir au Cameroun puisque, vous le savez, il y a un affreux dictateur qui guettait les opposants intellectuels comme moi et, en plus, j'avais à l'époque écrit des réquisitoires sévères contre son pouvoir. Donc, je ne pouvais pas revenir jusqu'en 1991.

L.Q. : Depuis votre retour quel regard jetez-vous sur la scène politique camerounaise ?

M.B. : C'est une question tellement vaste que j'hésite à y répondre, parce que je ne sais par quel bout la présenter. Je pense qu'il est très décevant de constater à quel point le paysage politique camerounais est émietté. J'ai longtemps espéré qu'en face du parti de Biya, qui est un parti de Français, un parti néocolonial, se constitue une certaine unité des partis d'opposition, car les problèmes sont tellement urgents, la misère des populations est telle que je ne comprends pas qu'il y ait tant de partis politiques au Cameroun. Mais je pense qu'il faut faire avec.

Actuellement se pose le problème du leadership. Il faut qu'il y en ait un qui émerge ; et, en ce qui me concerne, je ne vous cache pas que je souhaite que ce soit Fru Ndi, depuis la fameuse marche de Bamenda.

Cependant, je constate que Fru Ndi a du mal à s'imposer. Tout cela est une affaire qui relève de la politique française. C'est la France qui empêche Fru Ndi d'émerger et qui lui crée toutes sortes de difficultés. Je n'ai rien contre Bello Bouba. Je fais de mon mieux pour que Fru Ndi s'impose comme leader.

L.Q. : Vous avez choisi de vous présenter aux élections législatives comme candidat du SDF dans la circonscription du Nyong et So'o. Pouvez-vous expliquer les raisons de votre choix ?

M.B. : Un adage chinois dit : « Celui qui a remué la première pierre, c'est celui qui a déplacé la montagne. » Et Fru Ndi est celui-là. N'oubliez pas qu'il l'a fait sous un régime féroce

dictatorial en prenant l'initiative de créer le premier parti d'opposition. Et que cette initiative lui a valu des persécutions.

Donc, c'est lui qui a fait la preuve de son courage, la preuve de son intelligence, la preuve de l'initiative. Et puis j'ai été très content d'entendre Fru Ndi dire que notre premier problème, c'est celui de la souveraineté, à savoir qu'il faut couper le cordon ombilical avec la France. La France est le pays qui nous a réduits à un régime de protectorat alors que nous sommes indépendants. Moi, je dis que toutes les souffrances que nous subissons proviennent d'une seule cause : c'est que nous ne sommes pas politiquement indépendants. Ce n'est pas nous qui prenons les décisions vitales en ce qui concerne notre économie et notre éducation.

À ce sujet, c'est toujours Fru Ndi qui a posé le problème de la façon la plus claire et la plus courageuse. Et pour cause, tous les autres leaders sont plus ou moins des otages de la France : ils ont des appartements là-bas, des maisons, des fortunes, et ne peuvent pas ne pas ménager le pays qui protège leurs acquis.

L.Q. : Mais vous n'allez pas là dans le même sens que le chairman du SDF qui déclare ne pas vouloir traiter avec les « petits leaders ».

M.B. (rires) : Écoutez ! C'est une histoire qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive, et moi je suis du même avis que mon ami Njawé du *Messenger*. Bon ! C'est normal que le chairman essaie de rattraper cette expression qui est peut-être maladroite pour un leader politique. Mais, s'il l'a dit, je l'approuve. Car c'est facile d'aller au Minat et de créer un parti politique, et de se voir leader.

Je sais qu'au niveau des militants, les gens se plaignent en disant que, quand ils doivent faire une manifestation, quand ils doivent affronter la police dans la rue, ils sont seuls. Mais le lendemain, quand il faut faire une réunion, on voit un tas de gens qui viennent gaillardement, qui disent qu'ils sont chefs de par-

tis politiques et exigent de parler d'égal à égal avec le chairman. Cette attitude n'est pas réaliste.

Les vrais partis, par exemple, sont ceux qui peuvent aller dans la rue, faire des manifestations, affronter la police. Voilà, c'est ça la vie d'un parti politique dans nos pays. Quand on n'est pas capable de faire ça, je pense que c'est quand même dérisoire de vouloir s'asseoir à la même table que le chairman en disant : « Je suis chef de parti politique. »

L.Q. : Vous avez été jusqu'ici un observateur averti de la scène politique, un intellectuel critique. Aujourd'hui, vous vous portez candidat aux législatives de 1997. L'heure a-t-elle sonné pour vous de devenir acteur, et quel est votre programme pour Mbalmayo et le Nyong et So'o ?

M.B. : La question ne se pose pas comme ça pour moi. Bien qu'on dise que les politiciens sont des hypocrites, je voudrais qu'on me croie quand je dis que la politique des honneurs et des fonctions ne m'intéresse pas. J'aime bien ce que je fais, à savoir la librairie, et j'aime bien écrire.

Le problème est le suivant : par la force des choses, j'ai fini par me faire un nom en tant que leader d'opinion. Alors, au moment d'élections comme celles qui arrivent, les gens viennent en disant que c'est bien beau d'avoir de bonnes idées mais qu'il faut être en mesure de les appliquer.

Par ailleurs, un député n'est pas celui de la circonscription ; il est celui de la nation. Il doit travailler pour son pays. Revenons au niveau national : moi, je veux lutter sur le plan concret en cherchant à savoir pourquoi l'accès au livre est si difficile au Cameroun. Ce combat, je l'ai mené. Mais je pense qu'étant au Parlement je le mènerai avec plus de succès. Pour tout dire, je vais mener le combat de la modernisation de l'éducation.

Au niveau de Mbalmayo, il y a par exemple le problème des forêts. Il y a tous les aventuriers syriens, libanais et français qui viennent dans les villages en disant : « Nous avons un permis de coupe, on vous construira des écoles, des dispensaires... » Et

du coup, les gens sont contents et ces colons se mettent à couper des arbres sans rien faire du tout. Rien que cette injustice-là, un député local peut y mettre un terme. Il s'agit de protéger les populations que ces aventuriers viennent exploiter. La première fonction d'un député dans le Nyong et So'o, c'est de protéger les paysans, de les défendre, de défendre leurs intérêts.

L.Q. : De la théorie à la pratique, avec en prime plus de théorie. Pouvez-vous nous aider à qualifier votre comportement ?

M.B. : Avant, j'étais plutôt théorique. J'écrivais des articles, des livres et enfin je parlais. Tandis que là, je vais essayer, si je suis élu, de faire de l'action sur le terrain. Cette phase est beaucoup plus difficile parce que, quand on se contente d'écrire et de parler, on est l'ami de tout le monde. On est approuvé, on n'a pas d'ennemis ; même ceux qui ne sont pas vos amis disent : « C'est théorique, tant qu'il parle, ça ne gêne pas. » La phase où je vais entrer est beaucoup plus dangereuse à tout point de vue ; affectif, parce que je vais me séparer d'un certain nombre de gens qui vont devenir mes adversaires et même mes ennemis politiques, du moment où je menace leurs intérêts ; sur le plan physique aussi. Donc, ce sera une phase dangereuse et je suis bien d'accord avec vous.

L.Q. : Un débat a actuellement cours au Cameroun, au sujet de la candidature unique de l'opposition à l'élection présidentielle. Quel est votre avis à ce sujet ?

M.B. : En principe, une candidature unique, c'est une bonne chose. Mais les gens ont tort de parler de la candidature unique dans l'abstrait. Il faut être réaliste ; une candidature unique pour quoi faire ? C'est ça le problème.

Le parti unique n'est pas une panacée, ce n'est pas un idéal, même si on veut conditionner les gens en les martelant du vocable « candidat unique ». M. Fru Ndi a déjà gagné les élections en 1992 — c'est ce qu'on oublie de dire — alors qu'il n'y avait pas de parti unique et que la confiance qu'il inspirait aux Camerounais était moindre. Aujourd'hui, il y a un grand mécon-

tentement et M. Fru Ndi a encore plus de chances de gagner les élections qu'en 1992.

La vraie question n'est pas là. Pour moi, je l'ai dit, les leaders politiques, y compris Fru Ndi, ont mal manœuvré. Il fallait tout faire, quitte à aller dans la rue, pour forcer Biya à accepter le principe d'une Commission électorale indépendante.

L.Q. : Avez-vous un message particulier à l'endroit de la population ?

M.B. : Je suis quand même tenu de dire qu'il faut changer ; même si le mot est aujourd'hui galvaudé, il garde quand même sa puissance émotive. Nous voulons changer ce pays, nous voulons sortir de la pauvreté, nous voulons sortir le pays de l'apathie pour entrer dans le développement et dans la modernisation. Et, à ce sujet, il faut que les populations se mettent en attente du changement.

L.Q. : Quelle est votre opinion aujourd'hui sur la presse camerounaise ? Est-ce une presse libérée ?

M.B. : J'ai un grave reproche à faire à la presse camerounaise, mais il concerne l'aspect purement technique. C'est très mal rédigé, le français est épouvantable. Mais il faut dire que la langue française n'est pas la langue des Africains, donc c'est un aspect quand même mineur.

Par ailleurs, j'ai toujours dit que la presse est notre unique conquête depuis le pluralisme. J'ai le plus grand respect pour cette presse qui a beaucoup de mal sur le plan financier, sur celui de ses rapports avec le pouvoir. La preuve est là, avec l'arrestation d'Eyoum Ngangue du *Message*. Mais c'est admirable ; la presse camerounaise. Libérée, non ! C'est une presse libre, absolument libre. Merveilleux aussi de voir des journaux qui peuvent traiter de tous les problèmes de la nation, sans aucune restriction. C'est formidable !

Foccart est mort, vive l'Afrique ?

« *De mortuis nihil nisi bonum* », disaient les anciens Romains, paraît-il. Je vais choquer bien des gens en dérogeant à cette prescription de bienséance qui veut qu'on ne parle des défunts que pour en dire du bien. Qui pourrait se figurer que je verse jamais un pleur sur la fin de Foccart, mort au demeurant bien bourgeoisement dans son lit, dans un quartier chic de Paris, privilège qu'il n'aurait accordé à aucune de ses victimes camerounaises, qui furent nombreuses.

Foccart, nous l'avons magnifié à tort les uns et les autres, les uns comme moi, à force de le haïr et de fantasmer sur l'envergure du personnage, les autres, fascinés par un homme qui concrétisait brillamment l'exception française en ressuscitant le système colonial avec ses tares de violence et de corruption dans un monde qui venait de le vomir.

Depuis peu, il m'arrivait de jeter un nouveau regard sur Foccart. C'est en faisant un parallèle entre Foccart et Aujoulat, le béké et le pied-noir, deux créoles — deux Blancs nés aux colonies ou dont l'enfance est liée aux colonies —, que je me suis aperçu que l'un, Foccart, était en quelque sorte le format agrandi de l'autre, Aujoulat. Aujoulat, l'Algérien (né à Bône), fut un Foccart à l'échelle camerounaise, à moins que Foccart (à l'enfance façonnée par les Antilles) n'ait été un Aujoulat à l'échelle hexagonale. La même passion de dominer les Noirs les a réunis. L'un et l'autre adoraient les Noirs, mais esclaves.

On pense alors, irrésistiblement, à la femme de Napoléon, Joséphine de Beauharnais, créole elle aussi, aimant elle aussi passionnément les Noirs, mais esclaves. C'est elle, dit-on, qui persuada Napoléon d'envahir Saint-Domingue pour remettre les Noirs dans les chaînes. À cause d'elle donc la future Haïti fut submergée des flots de sang d'une absurde et cruelle reconquête coloniale ; à cause d'elle le général noir Toussaint Louverture, victime d'un guet-apens, fut conduit au fort de Joux où il mourut de faim et de froid.

Joséphine de Beauharnais, Aujoulat, Foccart, trois destins significativement représentatifs de la France éternelle, éternellement acharnée à mettre les Noirs en esclavage.

Il n'y a finalement rien de mystérieux ni, encore moins, de génial dans le personnage de Foccart, mis à part la mesquinerie de son acharnement raciste contre nous. Examinons, par exemple, ses échecs, ce que personne, curieusement, n'a jamais fait.

Le premier et le plus retentissant, c'est Sékou Touré, le seul chef d'État noir à dire non, et avec quel panache, au référendum de 1958. Foccart s'étant juré de punir cette insolence, de 1958 à la mort de Sékou Touré en 1984, coups tordus, coups d'État, tous les coups vont pleuvoir sur le Nègre qui osa dire non à de Gaulle. Sans aucun succès. Il faudra la mort du Guinéen pour que Foccart réussisse enfin à placer ses hommes à Conakry.

L'enlèvement en 1965, à Paris, du leader marocain en exil Ben Barka vit un Français complice des services marocains avouer que l'affaire avait été manigancée avec l'aide de l'homme de l'ombre. La phrase de Lopez, « Foccart était au parfum », est restée célèbre. Un repris de justice, un certain Figon, second couteau dans le crime, et qui menaçait de tout révéler, fut assassiné. D'autre part, de Gaulle, qui, au cours d'une conférence de presse, avait solennellement promis à la vieille maman de Ben Barka de faire toute la lumière sur cet enlèvement, dut manger son chapeau ; l'affaire se révélait si nauséa-

bonde que, au sommet de l'État français, on se garda bien par la suite de l'évoquer, ce qui ne contribua guère au prestige de De Gaulle aux yeux de la jeunesse française, ainsi qu'on allait s'en apercevoir quelques années plus tard — en 1968.

Un autre grand échec de Foccart, ce fut le Biafra, tentative de sécession de la province pétrolière du Nigeria — dont le sens réel de sabotage d'une puissance anglophone africaine échappa longtemps à maints observateurs, y compris à votre serviteur — que la France encouragea et soutint, ainsi qu'il est établi aujourd'hui. Pendant trois ans, les Nigériens perpétrèrent les plus abominables atrocités les uns contre les autres. Mais Foccart n'y gagna rien ; la sécession fut finalement écrasée par le gouvernement central.

L'Angola représente un autre échec pour Foccart, qui a tenté, à plusieurs reprises, de faire main basse sur ce grand producteur de pétrole, tantôt en armant les guérilleros d'opérette du Cabinda, tantôt en soutenant Savimbi, mais sans jamais réussir à parvenir à ses fins.

En fait, on n'en finirait pas d'égrener la liste des échecs de Foccart. Ses succès mêmes apparaissent aujourd'hui comme autant de victoires à la Pyrrhus. Ainsi, qui peut dire que les assassinats des leaders radicaux camerounais — Um Nyobé en 1958, Félix-Roland Moumié en 1962, Ossendé Afana en 1966, Ernest Ouandié en 1971 —, l'assassinat du président du Togo Sylvanus Olympio en 1963, la tentative de génocide des Bamiléké de 1960 à 1970, le rétablissement sanglant de Léon Mba renversé par les militaires en 1964, le génocide des Tutsi auquel Foccart, faussement retiré des affaires, a certainement prêté la main, etc., ont contribué au prestige et à la crédibilité à long terme de la France à travers le monde ?

Ces interventions, frappantes par leur brutalité et le peu de cas fait de la dignité des peuples africains, ont préparé le retour de bâton concrétisé aujourd'hui par l'isolement de la France, universellement accusée de néocolonialisme en Afrique, où son paternalisme ne fait plus recette qu'auprès des chefs d'État les

plus corrompus. Homme doté de peu d'imagination, comment ce petit béké, qui prétendait, à tort comme l'a montré *Le Canard enchaîné*, être sorti de HEC, aurait-il pu prévoir la fin de la guerre froide et l'effondrement des systèmes bâtis sur le pari de sa pérennité ? On me rétorquera : oui, mais comment expliquer la longévité politique de ses créatures ou des créatures de son système ? Les Eyadema, les Bongo, les Patassé, les Konan Bédié, les Biya, etc. ?

Personnellement, je me demande si ces gens ne doivent pas plutôt à Aujoulat qu'à Foccart d'avoir tant prospéré. Fondateur au Cameroun d'Ad Lucem, une chaîne d'hôpitaux rustiques, Aujoulat fut longtemps au contact de cette classe d'Africains qu'on appelait les évolués, des hommes scolarisés jusqu'au certificat d'études primaires, rarement jusqu'au brevet élémentaire (ou au brevet d'études du premier cycle, son équivalent dans les lycées à partir de la fin des années 1940). Il connaissait bien leurs petites ambitions, leurs frustrations, leurs préjugés, leur esprit de soumission au colonisateur. C'est, à mon avis, Aujoulat qui inventa et pratiqua d'abord pour le compte d'Ad Lucem ce que j'appellerais le *breveté stagiaire* ou le *stagiaire breveté*, parce que c'est surtout au niveau du brevet élémentaire que le système a servi pour fournir une assise administrative en béton aux dictatures érigées par Foccart. Nombre de nos gouverneurs actuels en sont issus, et même notre ministre d'Administration territoriale.

On prenait dans la petite administration les éléments nantis du brevet élémentaire, le diplôme le plus élevé alors dans cette catégorie — les premières générations de bacheliers ou bien terminaient leurs études supérieures en France, ou bien venaient de les terminer, mais hésitaient à revenir au pays où tous ces jeunes diplômés étaient soupçonnés d'être militants de l'UPC et s'exposaient en conséquence au redoutable traitement réservé aux subversifs.

Après quelques mois, voire quelques semaines de stage le plus souvent à Dakar, ces éléments ainsi choisis étaient pro-

mus à un grade élevé. Deux ou trois ans après, encore un stage et ils étaient promus hauts fonctionnaires. Ils devaient faire leurs preuves sous la férule sourcilieuse de mentors blancs de la coloniale, affublés désormais de la casquette de coopérants. Coursus devenu classique, qui a fabriqué maints de nos maréchaux de la répression anti-upéciste — les Fochivé, les Koungou Edima, les Andzé Tsoungui, pour ne citer que ceux-là.

Il ne faut pas sous-estimer le mérite d'Aujoulat, le vrai maître d'œuvre, à mon avis, de l'instauration des dictatures francophones auxquelles Foccart ne fit qu'offrir la protection de son autorité de collaborateur direct du général. Qui pouvait aussi bien deviner qu'Aujoulat combien ces gens-là, bien conditionnés par l'argent, la vanité satisfaite, la haine des martyrs du patriotisme sans lesquels ils n'auraient rien été, l'hostilité envieuse à l'égard des diplômés à l'extérieur, seraient maniables jusqu'à l'apparent décervelage, devenus désormais étrangers même à une lueur de sentiment national ? On mesure aujourd'hui le talent visionnaire d'Aujoulat au zèle illimité de ces stagiaires brevetés au service du Renouveau, à leur arrogance surtout, à leur penchant pour l'arbitraire, mais aussi à leur cupidité.

Chose curieuse, au lieu de s'insurger contre eux et d'inventer une culture citoyenne, les diplômés de retour de l'étranger à partir de la fin des années 1960 se sont alignés sur le comportement, les mœurs et même la mentalité des stagiaires brevetés, devenant aussi cupides, aussi arrogants avec le peuple, aussi zélés à l'égard du dictateur.

Ce dernier avait été promu lui-même selon le critère du plus anodin diplôme (la licence en droit, par exemple), le stage à Dakar en moins. On peut dire que la société d'une dictature africaine francophone peut se définir, en gros, comme une société de stagiaires brevetés, tellement y manquent l'élévation d'esprit, le goût de la spéculation, le ciment d'une culture, tan-

dis que dominant l'obsession de la force, l'amour de l'argent et des jouissances matérielles, le mépris de toute morale.

Mais c'est à Aujoulat qu'on doit tout cela, plus qu'à ce pauvre Foccart qui n'a vraiment mérité ni cet excès d'honneur ni cette indignité.

Lettre ouverte à Andzé Tsoungui Gilbert,
grand prêtre autoproclamé
de la camerounité

Monsieur,

À Mbalmayo, où je suis né, un petit morveux se disant sous-préfet, un blanc-bec qui courait encore nu sous la pluie de son Akonolinga natal quand j'écrivais *Main basse sur le Cameroun*, sans même parler de *Ville cruelle* — mais ce paltoquet sait-il seulement ce que cela signifie, lui qui, sans doute, n'a jamais lu un livre de A à Z? —, a refusé de m'inscrire sur les listes électorales, prétendant, au mépris de toute décence, que je ne suis pas camerounais. Puisqu'il n'y a plus de limites à l'arbitraire et à l'insolence de votre administration, il ne doit plus y avoir de retenue dans sa dénonciation.

C'est bien évidemment sur vos instructions que ce petit garçon de courses a osé proférer les propos scandaleux évoqués ci-dessus. M'étant fait une règle de toujours frapper à la tête, c'est vous, son chef, que j'ai décidé d'interpeller.

Je m'étonne d'abord de cette incompétence autosatisfaite qui m'apparaît comme la marque par excellence de votre personnalité et qui tantôt vous paralyse, comme dans l'affaire du meurtre du père Mveng, que vous n'avez jamais même tenté d'élucider, ou à propos du directeur général du Crédit agricole du Cameroun, qui a filé au nez et à la barbe de votre police — il est vrai que c'était votre compère dans la faillite frauduleuse de cette banque —, tantôt vous précipite tête baissée dans l'agitation brouillonne de l'apprenti sorcier, comme dans mon cas.

Depuis quand est-ce donc un crime pour un Camerounais de détenir une autre nationalité que celle de sa naissance ? Êtes-vous capable d'imaginer à combien de gens dans vos propres rangs ce cas de figure s'applique ? Leur avez-vous jamais signifié qu'ils étaient interdits d'inscription sur les listes électorales ?

Avez-vous songé un seul instant à la propre épouse de votre grand homme, Paul Biya ? Ah, vous ne saviez pas ? Le code de la nationalité française, vous ne connaissez pas ? C'est bien ce que je pensais. Monsieur le Vice-Premier ministre, vous n'êtes qu'un âne, disait-on justement dans ma jeunesse ; vous l'étiez déjà au collège, me dit-on, vous l'êtes demeuré, pour le malheur des Camerounais.

J'ai trop longtemps vécu au milieu d'une société civilisée pour me complaire à évoquer avec insistance l'origine des gens. Mais vous m'y contraignez par votre stupidité. De ce que ledit code proclame qu'un enfant né même d'un seul parent français bénéficie de la nationalité de celui-ci, il suit que les sang-mêlé qu'on aperçoit dans les rangs du RDPC, votre parti, et même à sa tête, détiennent une nationalité autre que la nationalité camerounaise. Ils sont pourtant, et avec raison, régulièrement inscrits sur les listes électorales, puisque, à ma connaissance, rien ne l'interdit.

Êtes-vous maintenant capable d'imaginer que les enfants de votre grand homme, Paul Biya, nés d'une mère de nationalité française, seront eux aussi de nationalité française ? Et puisque le but de vos habituels truquages électoraux est d'éterniser votre parti au pouvoir, votre homologue, dans vingt ans, refusera-t-il de les inscrire sur les listes électorales ?

Je ne vous parle pas de ceux d'entre vous qui, par précaution, ont obtenu secrètement un passeport français, pour s'assurer par anticipation la protection de la France dans l'éventualité d'un clash politique.

Je ne vous parlerai même pas de sieur Omnès Yvon, ancien ambassadeur de France au Cameroun, devenu conseiller du

prince et même, suprême générosité, ministre plénipotentiaire du même. Voilà un vrai Camerounais, comme vous les aimez.

Si vous aviez des lettres, je vous dirais que, avec cette affaire, vous avez imprudemment ouvert la boîte de Pandore. Mais je crains que ce ne soit du chinois pour un simple breveté.

Qu'est-ce qu'un vrai Camerounais ?

Je vous pose maintenant cette question : qu'est-ce qui vous fait croire que vous êtes un vrai Camerounais, vous ? Le fait d'être membre du RDPC ? ou d'être Vice-Premier ministre ? ou d'habiter un palais ? ou de rouler en Mercedes ?

Alors, c'est vrai : contrairement à vous, Andzé Tsoungui Gilbert, je ne suis pas, en ce qui me concerne, un vrai Camerounais.

Un vrai Camerounais ne va pas séjourner si longtemps à l'étranger, sous prétexte de s'imprégner de science et d'expérience pour en faire bénéficier son peuple à son retour. À peine son brevet élémentaire en poche, il serait entré dans l'administration coloniale, convoqué par Aujoulat. Docile béni-oui-oui, parfait larbin, il aurait conquis la sympathie d'un chef de bureau blanc à force d'humiliations infligées aux usagers camerounais — c'était le style de l'époque ; cela a-t-il vraiment changé ? Au moment de la loi-cadre Defferre, quand il a fallu promouvoir des cadres moyens dans l'administration, son chef de bureau blanc l'aurait proposé pour un stage de six semaines à Dakar ; il en serait revenu attaché principal d'administration. Encore un effort de larbinisme, et, au moment de l'indépendance, quand il a fallu promouvoir des administrateurs africains, on dut faire avec ce qu'on avait sous la main, des demi-analphabètes, les jeunes diplômés ayant étudié à l'étranger hésitant à revenir servir la dictature d'Ahidjo. C'est ainsi que notre homme aurait été une nouvelle fois proposé pour un stage, cette fois de trois mois en France. Il en serait revenu sous-préfet, aurait été aussitôt affecté à l'Ouest, où les administrateurs blancs toujours en activité, mais soucieux de ne pas se salir les mains, refusaient d'opérer. Le nouveau sous-préfet, pressé de se faire remarquer,

aurait donné immédiatement toute la mesure de son génie de la répression.

Comme me dit souvent ma vieille tante : « Que n'as-tu choisi ce parcours, toi aussi ? Tu serais aujourd'hui gouverneur, ministre peut-être. Au moins, tu nous offrirais un bœuf à manger tous les samedis. »

Que répondre à cette réprimande imparable ? Que ce n'est pas mon penchant naturel, ce que, bien entendu, ma vieille tante est incapable de comprendre.

C'est vrai que je n'ai jamais tué, ni directement ni indirectement, d'autres Camerounais. Je n'ai pas les mains dégoulinantes du sang des patriotes bamiléké exterminés dans les années soixante, avec la bénédiction du colonel Lamberton — tiens, un Français pourtant. C'est vrai que je n'ai pas incendié les villages de l'Ouest ; je n'ai pas torturé des femmes et des vieillards. Je ne suis qu'un simple professeur agrégé des lycées, et n'eus jamais à bâtir une brillante carrière sur l'amoncellement des cadavres d'opposants supposés, qui souvent ne l'étaient même pas.

C'est vrai que, en 1991, au cours des semaines des villes mortes, je n'étais pas ministre, moi. Je n'ai pas donné des instructions à mes agents de tirer sur les foules de manifestants camerounais. C'est vrai que, si trois à quatre cents jeunes Camerounais sont aussi tombés sous les balles de la police et de l'armée, ce n'est pas sur ma tête que crie leur sang. Car alors, à l'instar d'Andzé Tsoungui Gilbert, je serais un vrai Camerounais.

Oyez, braves citoyens, pour être un vrai Camerounais, tuez d'abord vos compatriotes. Soyez un assassin de l'espèce la plus odieuse, assassin de vos frères, un parricide en somme.

Je confesse mon infirmité, ma malignité et même ma perversité : je ne me suis pas vautré dans le sang de mes compatriotes. Je ne suis pas un vrai Camerounais. Andzé Tsoungui, lui, l'est.

Braves citoyens, oyez encore : quand vous aurez bien massacré, mettez en coupe réglée les caisses de l'État, si vous

tenez toujours à passer pour un vrai Camerounais. Sur ce plan encore, je suis battu à plate couture par Andzé Tsoungui Gilbert.

Je ne me suis pas enrichi en puisant à pleines mains dans les caisses de l'État camerounais dont je fus toujours éloigné, et pour cause. Je n'habite pas un palais construit avec le marbre de Carrare, importé d'Italie par avions militaires — comme, me dit-on, les stocks de médicaments des pharmaciens de la tribu Andzé Tsoungui. Je le redis : je ne suis pas un vrai Camerounais, à la manière d'Andzé Tsoungui Gilbert.

Je n'ai pas non plus pris des crédits énormes sans intention de les rembourser. J'ai toujours remboursé mes minables crédits, je le jure. Demandez à mes banques — la CCEI à Yaoundé, Amity bank à Douala, la Bred à Rouen (25, rue Jeanne-d'Arc) : on vous le confirmera. Certes, il m'est arrivé d'avoir des retards. J'ai alors négocié un rééchelonnement avec mes créanciers. Je vous le dis, je ne suis pas un vrai Camerounais, du moins à la manière d'Andzé Tsoungui Gilbert, qui, lui, à l'instar de tous les caciques du RDPC, ne doit pas rembourser ses crédits. On se demande bien comment font nos banques pour tomber si bêtement en faillite, les unes après les autres, alors qu'elles sont gérées par de vrais Camerounais, tels qu'Andzé Tsoungui Gilbert.

Je ne suis pas un vrai Camerounais, je vous le dis, braves gens. Mais Andzé Tsoungui, lui, l'est.

C'est vrai, et je le confesse à ma grande confusion, que je n'ai pas distribué aux membres de ma famille trois ou quatre milliards de francs, pris dans une banque où j'étais PCA¹. Seul un vrai Camerounais pouvait en effet accomplir un tel exploit. Ailleurs, une déontologie élémentaire prescrit au dirigeant d'une banque — ainsi qu'à un président de jury de baccalauréat, ce que je fus parfois — de ne pas juger ses propres

1. PCA : président du conseil d'administration. Voir aussi *infra*, p. 201. (N.d.É.)

enfants si, par inadvertance, on les fait comparaître devant lui : qu'il aiguille donc ailleurs, vers un autre jury, ses rejets bien aimés, peut-être trop aimés. Ou bien ils disposent d'un apport personnel suffisant pour se faire accepter, quel que soit le jury. Ou bien alors un succès obtenu sous l'égide de leur géniteur sera à juste titre entaché du soupçon de favoritisme.

Oui, mais on ne raisonne pas ainsi chez les vrais Camerounais. L'argent, c'est l'argent, et le bac, c'est le bac, quels que soient les moyens utilisés pour l'obtenir. Ne dit-on pas d'ailleurs que l'argent n'a pas d'odeur ? Il doit d'ailleurs en être de même pour le bac, chez les vrais Camerounais, style Andzé Tsoungui Gilbert.

Dépit : Mongo Beti
écrit au *Messageur*

La dérive dans la presse camerounaise, que j'ai dénoncée souvent à propos de *Génération*, est illustrée par d'autres titres. Bien que je l'aie demandé avec insistance, à plusieurs reprises, et très légitimement compte tenu de l'enjeu, *Le Messageur* s'est refusé à publier le texte que voici.

Mon cher Pius,

Il faut absolument que *Le Messageur* publie cette lettre qui est une protestation indignée contre les méthodes de travail des employés de ton journal. Il paraît que des illettrés prétentieux y tiennent le haut du pavé. Le risque, pour un collaborateur de mon niveau, est de se déshonorer si ces individus ne sont pas sanctionnés, seule chance d'obtenir un peu de rigueur dans leur travail et de mettre fin à ce laxisme qui, par bien des côtés, ne rappelle que trop celui de nos gouvernants.

Voici le corps du délit. Il s'agit d'un article intitulé : « Foccart est mort, vive l'Afrique ? » publié dans l'édition du jeudi 27 mars du *Messageur* et dont je suis l'auteur. Par deux fois, quelqu'un qui, manifestement, n'a aucune culture historique ni littéraire, s'est permis de mettre *Beaumarchais* là où j'avais écrit *Beauharnais*. Il l'eût fait une seule fois, nous pourrions inscrire cela sur le compte de l'orthographe. Non, il l'a fait deux fois, agissant avec préméditation, peu importe à quel échelon — saisie, lecteur de saisie, correcteur... Donc il a pensé que j'avais fait

une erreur et qu'il connaissait le sujet mieux que moi-même. Il aurait pu me contacter, il aurait pu consulter son dictionnaire, s'il en a un (en vérité, je pense qu'il n'en a même pas). Non, il a décidé qu'il en savait là-dessus plus que moi, qui suis quand même agrégé, et qu'il pouvait me corriger.

Il y a là une confusion des valeurs qui est intolérable. Je ne crois pas faire preuve de vanité en disant que ce qui est en cause ici, c'est l'honneur de tous ceux qui, comme moi, ont consenti l'effort de longues études au terme desquelles ils devraient bénéficier d'une certaine autorité dans le domaine de leur spécialité. Le titre d'agrégé exerce un tel rayonnement, une telle influence psychologique dans une société francophone africaine que ceux qui le détiennent se sentent obligés de défendre ce label. Que pense un lecteur averti qui lit un texte dans lequel, à l'évidence, un agrégé confond *Beauharnais* et *Beaumarchais*, qui, malgré l'apparente homophonie, n'ont rien à voir l'un avec l'autre ?

Si l'ignorance est une excuse, la prétention est une tare. L'exécrable niveau d'expression des journaux camerounais, y compris *Le Messenger*, est moins le fait de l'ignorance que le fait d'une paresse prétentieuse. Tout journaliste camerounais sérieux devrait avoir à portée de la main un dictionnaire français, même de niveau élémentaire. Figurez-vous que, moi qui suis agrégé de lettres classiques depuis 1966 et qui ai enseigné le français en France, j'en suis là. Un peu de modestie et de rigueur, voyons, sinon je ne pourrais plus continuer ma collaboration au *Messenger*.

Le Messenger ne s'exécutant toujours pas, j'ai finalement adressé la lettre suivante à Pius Njawé.

Mon cher Pius,

Comme suite à mon précédent fax et n'ayant toujours pas vu ma protestation paraître dans *Le Messenger*, je suis au regret de t'informer que je ne donnerai plus de collaboration à ton

journal et que, de toute façon, je ferai paraître ma protestation ailleurs.

Je constate que les censeurs de Biya et de son régime sont les premiers à tomber dans les travers qu'ils dénoncent, à savoir le népotisme, le clientélisme et l'irresponsabilité qui en découle nécessairement. On ne peut pas laisser commettre de si graves erreurs sans les sanctionner ; ou alors on avoue qu'on ne peut pas sévir pour des raisons extra-professionnelles.

C'est dommage car, avec de telles méthodes, la presse camerounaise s'enfonce sans cesse dans la médiocrité. Un jour elle sera tout simplement devenue illisible, et il faudra craindre une désaffection massive du public d'un certain niveau. En effet, le public, lui, sanctionne impitoyablement quand il le faut.

Ce qui est certain, c'est que, moi, je ne peux pas laisser ternir mon image de vrai professionnel de l'écrit parce que *Le Messenger* n'a pas voulu épinglez publiquement un incapable.

Crois, mon cher Pius, en l'assurance de mes sentiments désolés et néanmoins fraternels.

Mongo Beti :
« Pour moi, Titus Edzoa
est un personnage méprisable, odieux »

S'il y a aujourd'hui chez nous un écrivain qui fait la fierté du pays, c'est bel et bien Alexandre Biyidi Awala, plus connu sous le pseudonyme de Mongo Beti. Poursuivi par une administration coloniale impitoyable à l'endroit des upécistes, l'auteur de Remember Ruben (1974, Éditions 10/18) s'était réfugié en France où il a enseigné pendant trente-cinq ans. Rentré au pays, il s'est d'abord occupé à tenir une librairie avant de se voir solliciter par sa région pour les législatives du 17 mai 1997. Dans l'entretien qui suit, il nous parle du contentieux qui l'oppose actuellement à l'administration dans le Nyong et So'o, des régimes de Ahidjo et de Biya, d'Andzé Tsoungui et d'Edzoa Titus, de la vision politique d'Um Nyobé et de la division actuelle au sein de l'UPC, de son militantisme dans le SDF, du « message de paix » que véhicule le RDPC, de la candidature unique de l'opposition lors de la présidentielle de 1997...

Des déclarations fracassantes à lire et à conserver.

Challenge nouveau: Professeur, où en êtes-vous avec le contentieux qui vous oppose à l'administration au sujet de votre candidature aux législatives du 17 mai prochain ?

Mongo Beti : Eh bien, ça n'a presque pas progressé. Aux dernières nouvelles, la Cour suprême aurait annulé l'ordonnance de la commission électorale de Mbalmayo déclarant que j'étais citoyen français et que je ne pouvais pas être à la fois

citoyen français et citoyen camerounais, et me refusant ainsi le droit de m'inscrire sur une liste électorale. Aux dernières nouvelles donc, la Cour suprême m'aurait donné raison, en partie, puisqu'elle aurait annulé l'ordonnance de Mbalmayo. Mais comme la Cour ne m'a pas inscrit sur la liste électorale à Mbalmayo, je ne peux pas faire de campagne, même si je fais des meetings dans des villages avec mes camarades du SDF. Seulement, je ne suis pas motivé à cent pour cent. Aussi les gens hésitent devant cette incertitude et me demandent constamment si je serai ou non sur la liste, étant donné qu'elle a été modifiée pour être acceptée par le préfet. Mais théoriquement, elle peut encore être modifiée jusqu'à la veille du scrutin. Et j'essaie de demander aux militants qui me sollicitent de voter pour le SDF même si à la fin mon nom n'est pas retenu.

C.N. : Comment le parti gère-t-il ce problème ?

M.B. : À l'heure actuelle, le parti est un tout petit peu submergé par les problèmes qui l'assaillent de toutes parts. Il y a eu rejet des listes SDF un peu partout. Il faut se battre pour que ces listes soient à nouveau acceptées. Puis il y a des agressions pratiquement tous les jours, et sous toutes les formes. Des agressions physiques, il y en a eu ce matin (lundi 12 mai 1997, NDLR) à Yaoundé. Les gens n'ont pas reçu de cartes et ils se sont rassemblés pour exiger leurs cartes. Et un sous-préfet (Yaoundé III) a armé des autochtones de machettes, ces derniers se sont acharnés sur les citoyens qui demandaient leurs cartes et en ont blessé certains. Voilà la situation démocratiquement anormale dans laquelle se trouve le SDF.

C.N. : Professeur, qu'est-ce que ça vous a fait d'apprendre que chez vous, au Cameroun, vous êtes déclaré citoyen français ?

M.B. : Eh bien, je suis citoyen français. Ça, je ne l'ai jamais remis en doute. Mon passeport porte bien citoyen français, nationalité française. À l'époque, c'était la voie à suivre pour tous ceux qui quittaient le pays pour des raisons politiques et qui étaient d'une façon ou d'une autre poursuivis par le régime

du temps. Je n'ai jamais eu autre chose que des papiers français.

C.N. : Quand on regarde votre passé, on se rend compte que vos rapports avec l'administration n'ont pas toujours été sains. Pourquoi cet acharnement récurrent de l'administration contre vous ?

M.B. : L'acharnement de l'administration camerounaise ne date pas d'hier. C'est la suite des persécutions de l'administration coloniale. C'est l'administration coloniale qui, la première, a voulu réduire au silence les jeunes militants upécistes de l'époque. Depuis le lycée Leclerc, nous avons été repérés et fichés sur la liste noire. En France, j'étais également fiché par le service d'espionnage. Quand je me suis marié en 1963, on l'a découvert parce que mon beau-père ne voulait pas que j'épouse sa fille. Il est allé au ministère de la Coopération de l'époque et là, on lui a montré ma fiche en lui disant : « C'est un communiste, c'est un salaud, il ne faut pas qu'il épouse votre fille. » Donc ce n'est pas étonnant que M. Andzé Tsoungui, qui est en fait l'héritier du système colonial, prolonge cette persécution en disant que je ne suis pas citoyen camerounais, que je suis français, et on m'oppose une loi de 1968. Et je ne sais même pas si cette loi a jamais été votée au Parlement. C'est une loi illégale. À l'époque, on visait un certain nombre de Camerounais qui vivaient à l'étranger, donc moi. La cible était connue. Il fallait nous forcer à rentrer en nous menaçant, soit d'être privés de notre nationalité, soit de nous exclure définitivement de la communauté nationale. Moi, j'ai toujours eu le projet de revenir chez moi. Je n'ai jamais eu l'idée de mourir en France. Et dès qu'il a été possible que je revienne, je suis revenu.

C.N. : Si on vous demandait, Professeur, votre jugement sur l'ère Ahidjo et sur l'ère Biya que vous avez connues ?

M.B. : Ce n'est pas facile. Ce n'est pas la même chose et pourtant c'est la même chose. C'est ça le paradoxe. Avec Ahidjo, c'était *hard* comme on dit. C'était dur, cruel, excessif. Il fallait absolument exterminer les upécistes. Il y avait cette fuite en

avant dans la répression. Vraiment j'étais harcelé, même en France. Et des policiers me côtoyaient sous prétexte que c'étaient des journalistes ou que c'étaient mes frères de tribu. Biya, lui, c'est la continuité. Seulement, il a essayé de mettre de l'eau dans le vin de la répression. Disons que ces choses ont changé. La presse internationale, la conscience internationale s'occupent davantage des pays en voie de développement. Et les pays occidentaux ont des moyens de pression — par le FMI, par la Banque mondiale — sur les régimes comme le nôtre qui sont obligés plus ou moins de prendre un masque de démocratie. Mais, dans la mesure où certains actes qu'ils posent peuvent échapper à l'opinion internationale, ils continuent la vieille tradition répressive coloniale et néocoloniale. En refusant de m'inscrire par exemple sur une liste électorale, l'administration actuelle a pensé que cela allait passer inaperçu. Mais, manque de chance pour eux, cela a fait le tour du monde.

C.N. : Professeur, puisque vous avez parlé tout à l'heure de l'UPC, qu'est-ce que ça vous fait de savoir que ce parti que vous avez porté dans votre cœur va se présenter aux législatives prochaines en rang dispersé ?

M.B. : Oui, j'ai été et je crois que je suis encore profondément upéciste. J'ai vécu en ayant pour modèle feu M. Ruben Um Nyobé. Pour moi, ça a été le grand homme de ma vie. J'ai admiré son sacrifice, son dévouement, sa lucidité et sa vision. Le parti qu'il avait créé était pour moi une chose sacrée, une chose où je me sentais chez moi. Et puis il y a eu des divisions. Il y a eu des prochinois, des prosoviétiques, et moi j'ai été au Manidem¹, j'ai travaillé avec eux, et puis je me suis aperçu que le Manidem connaissait une dérive incroyable, une dérive stalinienne. Bien après, j'ai renoncé au Manidem, j'ai mené un combat plutôt individuel en faisant la revue *Peuples noirs — peuples africains*. Et je me trouve ici, aujourd'hui, devant des

1. Manidem : Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie. (N.d.É.)

UPC qui sont comme des caricatures de l'UPC d'Um Nyobé. Je ne m'y reconnais absolument plus, ni dans l'UPC de Ntumazah (quoique ce dernier soit un vieil ami), ni à plus forte raison dans l'UPC de Kodock qui est une sorte d'excroissance tribaliste sur l'UPC originale et originelle, ni dans le MLJC¹. Et je déplore cette dérive, cet abâtardissement de l'UPC. Je suis triste, très triste. Je suis SDF, d'accord. Je suis loyal avec le SDF mais je souhaite une chose, c'est que l'UPC renaisse de ses cendres, la vraie UPC. Mais je crois qu'aujourd'hui ce n'est pas possible.

C.N. : Certains upécistes disent que le SDF profite de cette guerre interne qui mine l'UPC. Qu'en pensez-vous ?

M.B. : Je crois que l'expression « profite » n'est pas heureuse. On dirait que le SDF est un parti opportuniste qui guette l'affaiblissement d'autres partis pour s'affirmer. Non, le SDF est fort effectivement, et ce n'est pas sa faute, parce que l'UPC est faible. Il faut dire que le SDF se présente comme une sorte de double de l'UPC. C'est vrai que c'est un petit peu le même combat que mène le SDF dans son anticolonialisme et surtout par le fait que ses militants sont extrêmement combattifs. C'est vrai, ça rappelle l'UPC à ses débuts, mais ce n'est pas la faute du SDF si l'UPC ne remplit plus sa mission. Ce qui m'intéresse dans le SDF, c'est le fait que c'est un parti qui est constamment sur le terrain, qui ne connaît pas cette espèce de lutte interne qui fait que certaines fractions upécistes sont obligées de faire la cour au pouvoir pour être reconnues par le pouvoir. Imaginez un peu qu'Um Nyobé revienne aujourd'hui à la vie et se mette à faire la cour à un gouvernement néocolonial, ce serait paradoxal. Je trouve qu'il aurait fallu peut-être que les vrais militants upécistes se mettent dans un parti comme le SDF. C'est ce que j'ai fait en attendant de reconstituer la véritable UPC, plutôt que de se compromettre, de s'embourber.

C.N. : Professeur, certains intellectuels comme Charly-Gabriel Mbock ont milité dans le SDF et ont été éjectés de ce parti. L'in-

tellectuel que vous êtes n'a-t-il pas peur d'être éjecté demain du parti qu'il vient d'embrasser ?

M.B. : Ah, tout est possible. Mais ma position au sein du SDF est un petit peu originale dans la mesure où je n'occupe aucune fonction au comité exécutif. Quand le problème des primaires s'est posé à Mbalmayo, la population m'a demandé d'être candidat. Je ne pouvais pas lui refuser cela. J'avais déjà refusé pour les élections municipales avec un bon prétexte, le fait que je ne peux pas être conseiller municipal à Mbalmayo alors que je vis à Yaoundé. Pour les législatives, j'ai accepté parce que les sessions parlementaires sont programmées et on a un peu plus de temps libre. J'ai donc accepté pour éviter qu'il y ait rupture entre le peuple et moi. C'est très bien d'avoir des idées, de parler dans les journaux, encore faut-il vous mettre en position de les appliquer. J'ai été plébiscité à la base du SDF de Mbalmayo. Voilà comment ça s'est passé. Est-ce que je cours le risque d'être un jour exclu ? Pourquoi pas ? C'est possible. Tout est possible. C'est vrai que, quand on est francophone, on a l'impression que l'accès auprès du chairman n'est pas facile. Le problème est le suivant : les gens qui préconisaient les réformes au sein du SDF étaient-ils sur la même longueur d'onde que Muna et les anglophones qui, eux, préconisaient une politique favorable à la France, politique qui aurait été une espèce de recentrage par rapport au discours de l'heure, un peu dur à l'endroit de France ? Or, moi, je suis contre ce recentrage. Je pense que notre grand problème — on m'a toujours reproché mon immobilisme idéologique — c'est notre souveraineté nationale. Nous ne sommes pas souverains, les grandes décisions sur l'économie, sur l'éducation et sur la santé, ce n'est pas nous qui les prenons. Elles nous sont imposées par la France. Je prends un exemple. Nous n'avons pas le droit d'acheter un médicament ailleurs qu'en France. Or les médicaments français sont très chers, plus chers qu'aux États-Unis, qu'en Corée... Lorsque les frais s'ajoutent, nous achetons un médicament ici quatre fois plus cher que son vrai prix. Et tout ça, c'est l'égoïsme

1. MLJC : Mouvement de libération de la jeunesse camerounaise. (N.d.É.)

des dirigeants français qui fait que nous sommes complètement sacrifiés sur l'autel des intérêts français. La prospérité de notre pays ne les intéresse pas. La coopération est importante, mais il faut que la France entretienne avec le Cameroun les mêmes rapports qu'elle a avec la Belgique, la Suisse...

C.N.: Professeur, parce que la rationalité politique est teintée d'illogismes et de duperies, beaucoup pensent qu'un grand intellectuel ne peut pas réussir en politique. Qu'en dites-vous ?

M.B.: Je suis près de le croire. Je crois que c'est un lieu commun. On retrouve cette analogie dans *Les Mains sales* de Jean-Paul Sartre. C'est exactement ce problème-là qui est posé. L'intellectuel c'est quelqu'un qui poursuit un idéal, tandis que le politicien est un opportuniste, un pragmatique. Si j'ai tenu à faire de la politique pratique, c'est dans un but. Une fois à l'Assemblée, je vais défendre la politique du livre au Cameroun. Les livres coûtent excessivement cher chez nous, ce qui fait que les gens ne lisent pas, même quand ils en ont la volonté. L'alliance qui peut exister entre l'intellectuel et le politicien est une alliance tactique, chacun gardant sa place.

C.N.: Quel regard portez-vous sur l'université camerounaise en particulier et sur le système éducatif national en général ?

M.B.: L'université est morte au Cameroun, et nous n'avons pas de système éducatif. Des enseignants sont obligés de s'exiler. Et quand un gouvernement réussit à tribaliser l'université avec des concepts d'autochtones et d'allogènes, il n'y a plus rien à espérer. En plus, on voit des jeunes gens qui n'ont même pas le doctorat devenir chefs de département ou doyens simplement parce qu'ils sont du RDPC. Ça n'a aucun sens. Je suis profondément blessé par le niveau intellectuel des étudiants qui sortent de nos universités.

C.N.: Voilà, Professeur, pour les législatives du 17 mai, le RDPC demande au peuple de lui faire confiance pour la sauvegarde de la paix. Cette invitation a-t-elle un sens ?

M.B.: Mais je ne comprends pas. Je ne vois pas où ni comment la paix est menacée au Cameroun. Il s'agit soit d'un fan-

tasme du pouvoir, soit d'une première pensée, c'est-à-dire que le pouvoir sent qu'il va perdre et il commence à préparer psychologiquement les gens à la guerre qu'il va provoquer. Il se dit qu'il va truquer, et il sait que le peuple ne va pas tolérer la fraude, alors il chante la paix, sentant le danger.

C.N.: Professeur, l'un des proches du président de la République, Titus Edzoa, vient de démissionner. Quel jugement portez-vous sur cet acte que d'aucuns qualifient de fracassant ?

M.B.: Il y a deux considérations possibles. La première c'est que c'est bien, c'est formidable. Nous sommes confortés, puisque voilà l'ancien deuxième personnage de l'État qui vient confirmer ce que nous disons, à savoir que Biya fait une mauvaise politique. Titus a dit que, depuis quinze ans qu'il était là, tout ce qu'il faisait comme conseil n'a rien donné. Ça se comprend quand on sait que Biya applique la politique française, celle de la marionnette. Biya ne peut faire que la politique de la marionnette. La deuxième considération, c'est la part que la presse réserve à cet homme. C'est un personnage odieux qui a, avec les autres, pillé le pays. Moi, je ne peux que mépriser ce genre de personnage. Il a bien profité du pouvoir, il s'est construit une fortune incroyable en quelques années, alors que, s'il avait continué à être médecin, il serait comme tous les médecins aujourd'hui dans la misère. On évalue sa fortune à des dizaines de milliards. S'il veut se mettre du côté du peuple, il n'a qu'à lui rendre d'abord tout ce qu'il a volé, en disant: «Je me suis trompé, mais le profit que j'ai tiré de cet État, le voici, je le rends au peuple.» Voilà ce que ce monsieur devait faire. C'est un voleur. Il n'a pu que voler et assassiner. Il était le deuxième personnage de l'État quand l'évêque Plumey a été assassiné, quand Engelbert Mveng a été assassiné, quand les religieuses de Djoum ont été assassinées. Il n'a diligencé aucune enquête. Il n'a rien fait. Donc il a cautionné l'assassinat politique. Pour moi c'est un personnage méprisable, odieux. S'il y avait une justice au Cameroun, il faudrait le faire juger.

C.N. : Professeur, la candidature unique de l'opposition lors de la présidentielle prochaine est-elle viable ?

M.B. : Ceux qui optent fermement pour une candidature unique de l'opposition veulent diminuer le charisme du chairman. M. Fru Ndi a déjà gagné une fois l'élection présidentielle, c'était en 1992. Il peut encore gagner si toutes les données sont claires. Alors, pour moi, la candidature unique de l'opposition est sans objet. Le combat que l'opposition doit aujourd'hui mener n'est pas celui de la candidature unique, mais celui de l'obtention de la Commission électorale nationale indépendante, seule capable de superviser clairement les élections. Les inscriptions sur les listes sont anarchiques, les sous-préfets font ce qu'ils veulent, ce qui n'est pas normal.

C.N. : Quelles sont, Professeur, les chances du SDF dans le Nyong et So'o, le 17 mai prochain ?

M.B. : Face aux tripatouillages qui ont cours çà et là, je suis quelque peu pessimiste. Côté adhésion populaire, le SDF est sans concurrent dans la région.

Encore le tribalisme. Toujours le tribalisme ?...

Il est certain qu'à la fin on se lasse de parler toujours du tribalisme. En finirons-nous un jour avec cette monstruosité ? Pendant combien de décennies, de siècles peut-être, ce maudit sujet absorbera-t-il encore nos énergies et notre salive, détournant notre réflexion des nobles préoccupations de la démocratie et du développement ? Mais il est vrai que, d'un autre côté, le fléau exerce de tels ravages que notre survie nous commande de l'enrayer dans les délais les plus brefs possibles, et de nous atteler chaque jour à une réflexion sérieuse dans ce sens.

Parce que les Camerounais sont très divers, ce qui pourrait être un atout sous d'autres cieux — qu'on observe un peu les États-Unis d'Amérique —, notre pays est sans doute l'un de ceux qui ont le plus souffert du tribalisme.

Je suis ainsi frappé par l'existence de deux catégories de Camerounais, pour ne prendre que cet exemple-là des hypothèses que l'histoire et le tribalisme font peser sur notre société. Il y a, d'une part, ceux qui, en connaissance de cause, ont massacré ou laissé massacrer sans protester leurs compatriotes entre 1955 et 1972, pendant ce que j'ai toujours appelé la guerre de conquête coloniale de la France, et que certains propagandistes du néocolonialisme ont tenté de présenter comme une guerre civile. Il y a, d'autre part, ceux qui ont dit non à cette politique et l'ont combattue, considérant tout com-

patriote comme une entité sacrée, au risque de leur vie souvent, de leur sécurité et de leur honneur toujours.

Il est à craindre que le fossé séparant ces deux catégories de Camerounais ne se révèle comme fondateur en quelque sorte de notre identité nationale, et ne soit pas comblé avant plusieurs générations, si jamais il l'est. Quelle catastrophe ce serait là ! Des Camerounais n'ont éprouvé aucune pitié pour d'autres Camerounais, traités en étrangers ennemis, tout simplement parce qu'ils étaient originaires d'autres tribus que la leur. Cela s'est soldé par des dizaines sinon des centaines de milliers de morts, ainsi que par des souffrances inimaginables pour les malheureux survivants, dont leur mémoire fut à jamais indélébilement marquée. Ont-ils pardonné ? Peuvent-ils pardonner ? Que de vendettas en perspective, peut-être de génération en génération.

Mais les bourreaux et tortionnaires d'hier sont encore là. Ils ont prospéré sur le fumier des cadavres de leurs compatriotes. Ils tiennent le haut du pavé et du pouvoir. Ils ont palais des mille et une nuits, milliards sans compter, enfants, petits-enfants et même arrière-petits-enfants.

Ils ont malheureusement aussi mauvaise conscience aujourd'hui. Selon l'adage qui veut que la meilleure défense soit l'attaque, ils tentent de transformer leur sentiment de culpabilité en une idéologie agressive, qu'ils essaient, non sans succès, de transmettre à leurs descendants. Ils ne cessent de parler d'intégration, mais en même temps ils s'efforcent de diaboliser d'autres tribus, accusées de tous les maux. S'ils se sont eux-mêmes si mal conduits, n'est-ce pas parce que les gens d'en face avaient mérité ces malheurs, de quelque façon ? En somme les milliers d'enfants innocents et de vieillards sans défense assassinés par eux étaient des criminels aux provocations desquels les génocides n'ont fait que répondre. Ainsi donc, et selon cette perverse caractéristique des criminels endurcis, le monstre ne serait pas celui qui tue, mais celui qui se laisse tuer. Atroce paradoxe qui absout l'assassin de tout repentir.

L'ultratribalisme de certains hauts responsables camerounais du gouvernement, de l'administration civile, de la police et de l'armée ne s'explique pas autrement. C'est aussi l'explication de cet immobilisme qui se concrétise par le refus de toute alternance, crainte que des comptes ne leur soient demandés un jour. Quelle issue peut connaître cette impasse de haines recuites, de fraudes électorales récurrentes, d'assassinats jamais élucidés par la police, en un mot de fascisme rampant ?

Dans le long terme, il n'y a pourtant pas de raisons de désespérer. Plusieurs considérations justifient l'optimisme. S'il est vrai, par exemple, que le tribalisme fleurit d'abord à partir du terreau de la culture paysanne et villageoise, mais qu'il deviendra de plus en plus citadin comme dans tous les pays qui accèdent à la modernité, et que la culture paysanne ne tardera pas à se dissoudre dans une vision du monde plus ouverte sur les grands horizons, plus cosmopolite, plus universelle.

Bien sûr, le Renouveau bouche notre vue, agissant comme l'arbre qui cache la forêt. Mais certaines évolutions, palpables surtout dans nos grandes métropoles de Douala et de Yaoundé, ne trompent pas. La cohabitation interethnique s'y fait dans des conditions dont l'harmonie est un sujet d'admiration pour l'observateur. Je me suis perdu un dimanche dans les venelles sinueuses de la partie enclavée d'Elig-Edzoa, quartier de Yaoundé. Dans ce paradis des enfants, où il ne vient jamais de voiture, c'était merveille de voir ces centaines de bambins de toutes tribus courir les uns après les autres, s'interpeller en riant, crier — s'exprimant universellement en français, auquel nul ne contestera plus désormais le statut de langue nationale.

Les hommes et les femmes de la politique — on ne les en félicitera jamais assez — ont aussi décidé de prendre une grande part dans l'avènement d'une société camerounaise guérie des stigmates du tribalisme. Au vu de l'effervescence qui a saisi la classe politique camerounaise à la veille de ces élections législatives, qui peut encore qualifier nos grands partis de mouvements ethniques ou régionalistes — hormis peut-être le RDPC, le

parti au pouvoir ? Les têtes de liste au SDF, à l'UNDP¹, à l'UPC, etc., sont de toutes origines ethniques, la seule considération ayant servi à les promouvoir étant la volonté de faire échec au pouvoir de Biya, devenu l'ennemi unanimement abhorré, toutes tribus confondues.

Enfin il ne fait aucun doute que la faillite économique engendrant misère et frustrations diverses favorise la tentation de se réfugier dans ce qu'on a appelé le repli communautaire, c'est-à-dire le tribalisme, dans une société en plein désarroi, abusée de surcroît par ses dirigeants. Le retour de la prospérité économique, que nous souhaitons tous, ne serait pas seulement un bien en soi, le confort matériel étant la première condition d'une amélioration de la morale collective. Mais ce serait aussi le moyen de couper en quelque sorte l'herbe sous les pieds des manipulateurs de l'ethnicité. Les jeunes ingénieurs, commerciaux, cadres divers, agriculteurs modernistes engagés dans l'aventure du développement et de la modernisation de leur pays n'auraient plus que faire des vieilles luttes du tribalisme.

Telles sont les réflexions que m'inspire aujourd'hui le thème du tribalisme. Comme tous les maux engendrant de nombreuses souffrances et qui ont martyrisé les sociétés au cours de l'histoire, il faut bien que celui-ci finisse par trouver une thérapeutique efficace qui l'éradiquera. Et, à mon humble avis, malgré les difficultés qui nous guettent, l'échéance de cette guérison n'est pas si lointaine.

1. UNDP : Union nationale pour la démocratie et le progrès. (N.d.É.)

Paul Biya versus Titus Edzoa : quand les loups se mangent entre eux

Il se raconte que, samedi 5 juillet, au cours des obsèques d'Ayissi Mvodo, candidat de son vivant à l'élection présidentielle, dont le décès récent dans un hôpital de Paris a paru suspect à plus d'un Camerounais, des appels à la révolte, sinon à la guerre ethnique, furent lancés contre Paul Biya, en qui des Beti pur jus (car, de même qu'il y avait des Aryens plus purs que d'autres Aryens, il y a Beti et Beti, ce qu'ignore le profane ; mais n'en va-t-il pas toujours ainsi dans la vie des tribus, sinon de nos familles où les vrais fils du père se plaisent à se distinguer des bâtards ?) voient l'assassin du défunt. C'est là une illustration du jeu avec le feu que mène l'homme de Mvomeka'a¹. On imagine alors l'exaspération des sentiments tribalistes que ne manquera pas d'entraîner l'arrestation le 3 juillet dernier de Titus Edzoa, venant après la disparition d'Ayissi Mvodo.

À force de vouloir préserver son monopole dans son fief supposé du pays beti, Biya n'est pas seulement en train de faire exploser la fiction de l'identité beti/boulou ; il va peut-être provoquer une véritable guerre ethnique entre ces deux peuples. Si alliance tribale il y eut entre Beti et Boulou, ce fut d'abord et surtout l'alliance de la mangeoire. Plutôt que de devoir partager avec leurs compatriotes au risque de n'en recevoir que la portion congrue, les fils du terroir et autres enfants du pays

1. Mvomeka'a : village natal de Paul Biya. (N.d.É.)

avaient imaginé de se réserver l'exclusivité du gâteau dans l'espoir que chaque individu en aurait alors une belle tranche. Ce qui devait arriver, comme toujours avec ce genre d'association fondée sur l'égoïsme criminel, est finalement arrivé : les Beti proprement dits (Ewondo, Beneu, Etenga, Mbida-Ambani) estimèrent vite qu'ils n'avaient pas eu la part que leurs qualités et leur nombre méritaient. Ils s'avisèrent alors de porter un des leurs à la magistrature suprême, toujours dans cette logique selon laquelle plus on est proche du pouvoir, plus on peut s'appropriier collectivement et individuellement la part du gâteau la plus large — puisque la politique, c'est avant tout l'art de s'approprier une part indue du gâteau national.

La bataille, aujourd'hui, n'est donc plus apparemment entre Beti et Bamiléké, ou entre Beti et Peuhls, ou entre Peuhls et Bamiléké, comme on en eut longtemps l'impression, mais, à l'intérieur même de l'ethnie supposée homogène des Beti, entre les Beti proprement dits (les purs) et les Boulou, dont Paul Biya, le président, est un fils.

Voilà où mène le tribalisme, comme tout système ayant l'exclusion pour ressort, à l'engrenage de la division cellulaire, c'est-à-dire à l'impasse. C'est pourquoi j'ai toujours condamné et combattu le tribalisme.

En l'occurrence, j'ai été tenté au début de l'affaire Titus Edzoa de me dire : qu'est-ce que j'en ai à f... de tous ces gens-là ? Tant mieux s'ils se dévorent entre eux ; le meilleur Indien, disaient jadis les pionniers américains, est un Indien mort. Le meilleur tribaliste n'est-il pas un tribaliste en prison ou mort — par parenthèse, je mets en garde Paul Biya contre un décès éventuel de Titus Edzoa en prison, qui serait considéré comme un assassinat politique ?

Titus Edzoa, en tant que secrétaire général de la présidence, a été pendant dix ans le bras droit du président qu'il vitupère aujourd'hui. Il a commis tous les abus dont le régime est coutumier. Il a volé des milliards dans les caisses publiques, comme tous les serviteurs de ce régime. Il a été complice surtout de plu-

sieurs meurtres, ne serait-ce que pour ne les avoir pas dénoncés en leur temps, alors qu'il était un homme tout-puissant, ni même cherché à les éclairer pour en punir les coupables. Il n'a que ce qu'il mérite, me suis-je répété. Il n'y a guère, j'ai dit ailleurs, non sans énergie, que je n'éprouve aucune sympathie pour le personnage, bien au contraire. D'une manière générale, je ne me suis jamais senti rien de commun avec les hommes et les femmes du Renouveau.

Je réalise aujourd'hui, après la brutale arrestation du professeur Titus Edzoa, qu'un homme de cœur et d'honneur ne saurait assister passivement à ces stupéfiantes péripéties.

J'ai décidé de faire partie de ceux qui, avec toute la force de leurs faibles moyens matériels joints à leur foi dans l'aspiration universelle à la justice, défendront le professeur Titus Edzoa — non pas le candidat à la prochaine élection présidentielle, mais le citoyen camerounais victime d'une persécution politique flagrante.

Voici pourquoi j'ai finalement été amené à cette position.

Paul Biya se moque du monde quand il fait dire par sa magistrature accroupie que Titus Edzoa est poursuivi aux motifs de détournement de deniers publics et autres balivernes de même acabit. Quel Camerounais peut prendre au sérieux cette allégation ? Depuis quand le détournement de deniers publics est-il poursuivi devant les tribunaux du Cameroun ? S'il en était ainsi, le chef de l'État lui-même, Paul Biya, n'aurait-il pas déjà été traîné en justice à plusieurs reprises ? En avril 1992, un certain Messi Messi, ancien directeur d'une importante banque camerounaise, a confessé auprès d'un journaliste camerounais que, à plusieurs reprises, il avait été contraint par M. et Mme Biya de puiser dans sa banque des milliards que le couple lui réclamait impérativement. M. Paul Biya n'a pas même cru devoir démentir ces graves accusations, ni *a fortiori* s'en expliquer devant l'opinion publique.

L'Événement du jeudi, hebdomadaire français, vient de révéler, dans son édition du 22-28 mai 1997 (n° 655), que Paul

Biya, le président du Cameroun, est l'heureux possesseur d'un magot de 45 milliards de francs CFA déposés dans diverses banques européennes. Paul Biya, qui n'a pas démenti l'information, devrait dire à ses compatriotes comment, sinon en détournant les deniers de l'État, à commencer par les recettes pétrolières qu'il est seul à gérer, en quinze ans de pouvoir, il a pu amasser une fortune supérieure à tout ce que peut rêver un Bill Clinton, le président de la nation la plus puissante et la plus riche de l'histoire de l'humanité. Quand Paul Biya a-t-il été convoqué devant un juge d'instruction pour répondre du détournement des recettes pétrolières ?

Mais l'affaire de vol d'argent public la plus récente en même temps que la plus retentissante et la plus révoltante, c'est celle qui est liée à la faillite du Crédit agricole du Cameroun. Des compatriotes de condition modeste avaient cru pouvoir faire confiance à cet établissement et y avaient placé leurs maigres économies, fruit de longues années de dur labeur. Du jour au lendemain, ils ont appris qu'ils avaient tout perdu. Certains se sont suicidés, d'autres sont devenus fous. Pour tous les autres, ce fut comme un coup de massue, un traumatisme inguérissable.

Il est avéré que le président du conseil d'administration de cette banque, en même temps ministre de l'Administration territoriale (c'est-à-dire de l'Intérieur), un certain Andzé Tsoungui, connu par ailleurs comme le kaiser de la fraude électorale au Cameroun, est à l'origine de la déconfiture de cette banque pour avoir distribué sans aucune précaution des crédits fara-mineux aux membres de sa famille et à ses amis politiques. Après avoir fait semblant de le traduire devant les tribunaux, le nommé Andzé Tsoungui a d'ailleurs laissé filer entre les mailles décidément un peu trop lâches de sa flicaille le directeur général de la banque, un Allemand, dont l'opinion camerounaise aurait bien aimé entendre les explications. Si ce n'est pas là un aveu de complicité de la part du nommé Andzé Tsoungui, qu'est-ce que c'est ? Pourtant jamais nous n'avons entendu dire que le nommé Andzé Tsoungui, ministre de l'Administration ter-

ritoriale et, de surcroît, PCA du défunt Crédit agricole du Cameroun, et grand ami du chef de l'État, ait été convoqué devant les tribunaux au motif qu'il avait détourné de l'argent public.

Qui ignore que le directeur de la Caisse nationale de prévoyance sociale, au lieu de régler les pensions des retraités, utilise l'argent de leurs cotisations à des fins d'enrichissement personnel, quand il ne finance pas les campagnes électorales du RDPC, le parti du chef de l'État ? Quand a-t-il été convoqué devant un tribunal ?

La liste des dirigeants d'entreprises étatiques se conduisant comme celui que je viens d'évoquer serait interminable. Mentionnons quand même les plus connus, Obouh Fegué, directeur de la Snec, Marcel Niat Ndjifendji, directeur de la Sonel, Tchoutia Moussa, directeur de l'Office national des ports du Cameroun (ONPC), Bernard Eding de la Société nationale de raffinage (Sonara)... Quand ces criminels en col blanc ont-ils jamais été convoqués par un juge ?

S'il fallait poursuivre en justice tous les dirigeants camerounais qui, à un moment ou à un autre, se sont rendus coupables de détournements de fonds publics, qui d'entre eux échapperait au banc d'infamie ? Chaque Camerounais sait bien que la voie la plus facile vers l'enrichissement, c'est le vol des deniers publics, sport préféré de nos dirigeants qui y font merveille, bien avant les crédits bancaires non remboursés. L'homme de la rue, désabusé, est persuadé que neuf sur dix de ses compatriotes qui roulent carrosse sont des voleurs.

Alors pourquoi Titus Edzoa, quand, aux yeux du Camerounais moyen, le détournement de fonds publics est un phénomène institutionnalisé, accepté par tous, y compris par le chef de l'État, qui n'a pas manqué de l'utiliser à son profit, ou au profit de ses parents et de ses amis ? Et pourquoi seulement depuis que Titus Edzoa s'est proclamé candidat à la prochaine élection présidentielle ?

L'accusation de détournement de fonds publics n'est qu'un prétexte mesquin, bien à l'image du personnage de Paul Biya.

Le crime que ce président minable ne pardonne pas à Titus Edzoa, c'est d'oser piétiner les plates-bandes de son prétendu fief électoral beti ; c'est d'avoir osé violer le tabou de cette fiction d'une population beti rangée comme un seul homme derrière l'étendard du Renouveau, fiction qui n'a été maintenue qu'à coups de fraudes électorales massives et d'autres violences, comme cela a été observé en mai dernier au cours des élections législatives transformées en simple mascarade par les divers truquages des agents du pouvoir.

J'appelle tous mes compatriotes hommes et femmes de cœur et d'honneur à me contacter à ma librairie (téléphone-fax : 221-44-04) afin de nous concerter en vue de mettre sur pied un Comité pour la libération de Titus Edzoa, prisonnier politique. Une première rencontre pourrait se situer autour du 20 juillet 1997 à la Librairie des Peuples noirs, à Tsinga, face au supermarché Max.

Nous nous assignerons surtout comme mission d'alerter l'opinion nationale et internationale et de réunir les moyens de nous assurer les services d'un grand avocat international, capable de susciter une médiatisation la plus large possible du cas devant lequel le régime fascisant de Paul Biya place le Cameroun.

Lettre ouverte
aux mafiosi du Renouveau :
intimidateurs aujourd'hui,
génocideurs demain

Hierarques, grands prêtres et autres pontifes du Renouveau, je m'adresse à vous.

Apprenez que je n'ai pas pu manquer de prendre connaissance de vos sinistres messages, compte tenu des voies et moyens utilisés par vous pour me les faire parvenir. Oui, j'ai bien compris, ne vous inquiétez pas : vos alguazils vont bientôt m'arrêter et me mettre au trou pour incitation à la rébellion, à moins que vos sicaires ne m'aient auparavant trucidé. Qu'en termes exquis ces choses-là sont mises pour parodier une réplique célèbre.

Dire que vous ne me faites pas peur serait fallacieux. Oui, j'ai peur de vous, parce que je sais que vous êtes capables de tout. Vous l'avez montré à plusieurs reprises, n'ayant point cessé d'assassiner les plus éminents compatriotes depuis le jour où François Mitterrand, de triste mémoire, vous octroya le pouvoir de régner sur notre malheureux pays, le Cameroun.

N'est-il pas de notoriété publique que vous avez assassiné Antoine Ngongo Ottou, sans d'ailleurs vraiment vous en cacher, à voir comment vous avez tenté de priver de sa dépouille la famille de l'avocat, afin de couper court à des obsèques publiques au cours desquelles la révolte du peuple indigné par le crime se serait exprimée ?

Qui ignore que vous avez assassiné l'abbé Joseph Mbassi et, il y a deux ans, le père Engelbert Mveng qui fut mon condiscipule ?

ciple? Chacun sait que vos menaces de mort ont contraint à l'exil Jean-Marc Ela, ce grand savant qui, à l'instar de feu Engelbert Mveng jésuite comme lui, fait honneur au peuple camerounais. Il suffit en effet qu'un Camerounais, s'il est beti *a fortiori*, émerge du lot, par son talent ou par l'éclat de ses vertus, pour qu'il devienne aussitôt la cible de vos complots sinon de vos entreprises criminelles. À vous voir vous acharner sur un homme dont le seul crime est d'être un Beti et d'avoir osé porter ombrage à votre chef en se déclarant candidat à la prochaine élection présidentielle, je commence à croire que la rumeur qui mettait à votre actif la mort d'Ayissi Mvodo n'était nullement extravagante.

En m'assassinant, vous ne feriez que mettre un nom de plus sur la longue liste des éminents intellectuels, le plus souvent beti d'ailleurs, comme par hasard, que vous avez assassinés depuis votre avènement au pouvoir. Un assassinat de plus ou de moins, que vous importe, n'est-ce pas? Qui ne se sentirait inquiet?

Tenez, entre nous, je vais vous faire une révélation: moi aussi je vous fais peur, reconnaissez-le. Vos intimidations ne font que projeter votre propre peur, la peur que je vous inspire. Oui, vous avez peur de moi, et je le sais, je peux contribuer, inutile de dire par quels moyens, à l'accélération de la déliquescence du Renouveau, à sa chute en somme.

La perspective d'avoir un jour, peut-être bientôt, à rendre compte ne serait-ce que de vos crimes contre la personne de maints citoyens camerounais ne laisse pas de vous terroriser. Chacun peut observer chaque jour que la sérénité n'est pas votre vertu cardinale. Un pouvoir serein ne recourt pas systématiquement, comme le vôtre, au marteau-pilon pour écraser une mouche. Un combattant sans peur ne tire pas comme vous sur tout ce qui bouge.

Vous êtes trop aimables, braves hiérarques et autres pontifes du Renouveau, vous qui nous faites l'honneur, au comité que je préside ainsi qu'à moi-même, d'exhiber votre hostilité par vos intimidations tonitruantes.

J'ai toutefois le bonheur de vous informer, que, au-delà de l'affaire Titus Edzoa, je poursuivrai mon combat pour les droits de l'homme, afin que le Cameroun, berceau de nos ancêtres, entre enfin, envers et contre vous et vos semblables, dans le concert des nations civilisées. Et ne comptez pas sur quelque fessée nationale souveraine pour m'en détourner, comme il est arrivé à d'autres. Mon genre, ce n'est pas d'abdiquer après avoir été battu, mais de revenir à la charge avec plus de détermination comme feu Martin Luther King mon maître. Libre à vous d'en faire l'épreuve.

Désirez-vous cesser d'avoir peur et recouvrer la sérénité qui sied aux véritables hommes d'État, au lieu d'épandre vos angoisses à travers l'engrenage d'une violence toujours croissante? Alors libérez Titus Edzoa et Michel Thierry Atangana détenus arbitrairement dans vos geôles infectes. Et vous accéderez enfin au nirvana des justes, que vous n'avez jamais connu, mais qui vaut tout l'or du monde. Croyez-en mon expérience.

Autocritique après les cassettes

Avant, l'autopsie du système était un jeu intellectuel, plus ou moins convaincant, confinant à la devinette. C'est aujourd'hui, grâce aux cassettes, comme un livre, ouvert à tous, dont il est loisible de feuilleter les pages.

Au commencement, c'est-à-dire à la tête de l'État, il y a un clan tribal organisé en mafia, et qui occupe tout le champ du pouvoir ou presque — présidence de la République, ministère de l'Économie, ministère des Affaires étrangères, ministère de la Défense, postes clés du parquet, cabinet civil, cellule de communication, polices politiques, armée, etc. De quelque côté qu'on se tourne, on ne trouve que ces putatifs mandataires d'une ethnie de moins de trois cent mille membres — sur quinze millions de Camerounais. À en croire les cassettes, ces gens se donnent sans état d'âme entre eux du *modjang* (traduction française : mon très cher frère). Leur stratégie est des plus simples : confisquer le pouvoir de la République *in aeternum* au nom de l'ethnie. Leurs moyens ? La violence, bien sûr, qu'ils utilisent et envisagent d'utiliser sans vergogne, se référant aujourd'hui à l'exemple français du cas Bernard Tapie. Mais surtout la mauvaise foi, c'est-à-dire le mensonge. À moins qu'ils ne comprennent pas le français, ce qui serait étonnant (mais pas totalement exclu, à en juger par le niveau de leurs échanges téléphoniques), l'affaire Bernard Tapie n'a rien de commun avec l'affaire Titus Edzoa. De longs mois, et même plusieurs

années d'instruction, se sont écoulés entre les premières dénonciations des irrégularités du match O.M.-Valenciennes et l'incarcération de Bernard Tapie, consécutive d'ailleurs à une comparution en bonne et due forme devant un tribunal. Au contraire, dans l'affaire Titus Edzoa, la mafia clanique a commencé par incarcérer l'accusé avant d'échafauder des accusations incohérentes, qui n'ont d'ailleurs jamais donné lieu à aucune instruction, et pour cause. Assimiler les deux situations relève de la confusion mentale ou d'une stupidité de paysan de la forêt.

Au-dessous de la mafia clanique de Sangmelima, et comme une assise est indispensable à tout pouvoir, il y a une oligo-ploutocratie nationale corrompue, prête à tout accepter, pourvu qu'elle y trouve son compte. Citons pêle-mêle citoyens détenteurs de crédits bancaires jamais remboursés, ministres et hauts fonctionnaires prévaricateurs jamais sanctionnés, hommes d'affaires adonnés à divers trafics dommageables à l'État, bref tous les profiteurs de cette anarchie soigneusement calculée qui génère les enrichissements sans cause.

Il y a cette police fascisante, virtuose du racket des transporteurs, qui s'est mise au service exclusif d'un parti, le RDPC, dont la corruption et l'intimidation sont les seules armes, à défaut de la moindre idéologie, à moins d'appeler ainsi un ethnicisme viscéral à usage principalement électoral.

Il y a enfin la fraude électorale, massive, récurrente, éhontée, qui s'est exhibée aux dernières législatives, offrant ses hideurs à la contemplation de l'univers, sans cependant provoquer un haut-le-cœur dans ce qu'on est convenu d'appeler la conscience internationale.

Nous découvrons là une autre arme de la mafia clanique de Sangmelima : la complicité des organisations internationales, tels la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et certaines grandes puissances, il faut bien le dire.

La complaisance du FMI saute aux yeux quand on constate, par exemple, que l'exigence de transparence sur la gestion du

pétrole camerounais, longtemps la principale ressource du pays, a toujours été traitée par-dessous la jambe par le clan de Sangmelima sans que le FMI s'en offusque apparemment.

Dans ce même ordre d'idées, on dit que la compagnie pétrolière américaine Exxon serait à l'origine de pressions, reprises à son compte par le gouvernement des États-Unis d'Amérique, ayant pour but d'amener un grand leader camerounais de l'opposition à coopérer avec le clan du pipeline Tchad-Cameroun. J'emploie ici à dessein le conditionnel, tant l'affaire est incroyable. On s'attendait, par parenthèse, plutôt à ce que Washington fasse pression sur une dictature pour la contraindre à des élections transparentes, comme ce fut le cas ailleurs. L'autre hypothèse serait évidemment une grossière erreur américaine. Signalons ici à Washington que la sécurité du pipeline est aussi conditionnée par la bienveillance de l'opposition. A-t-on vraiment imaginé là-bas ce qui adviendrait si un leader radical camerounais lançait un mot d'ordre de sabotage à notre jeunesse désespérée ?

Quant au rôle de la France, qui a mis en place ces dictatures, les a soigneusement verrouillées et persiste à les mater plus ou moins hypocritement, on a tout dit et on sait tout.

Résumons : nous n'avons aucune aide à attendre de l'extérieur, contrairement aux illusions qui ont cours dans certains milieux camerounais. Comme à l'époque de la guerre froide, les régimes fascistes africains francophones continuent de bénéficier de la complaisance extérieure, par esprit de routine ou en raison de complicités et de chantages aux origines inavouables. La question qu'il faut se poser, et que je veux poser, est la suivante : n'avons-nous pas aussi, en tant que Camerounais, une part considérable dans le maintien de la mafia de Sangmelima au pouvoir depuis quinze ans ?

Je serais désolé que mes amis boulou — je pense surtout à Abel Eyinga, pour lequel je nourris depuis si longtemps une grande admiration et une réelle affection — aillent croire que j'ai sombré dans le tribalisme. Il faut pourtant bien mettre en évi-

dence la situation actuelle. Un petit groupe de gens, qui n'ont jamais rien fait pour leur pays, qui sont connus pour ne détenir aucun talent particulier, prétendent monopoliser le pouvoir au nom d'une ethnie boulou — qui, c'est vrai, n'en demande pas tant et ne les a jamais mandatés pour cela. Mais l'ethnie en question ne représente pas plus de trois cent mille personnes au maximum sur les quinze millions d'habitants que compte notre pays.

Bien sûr, pour se donner une apparence de légitimité tribale, ces gens ont fait croire aux populations qu'ils étaient de la très nombreuse ethnie beti, ce qui est mensonger. La preuve : aujourd'hui des leaders beti tribalistes — que je n'approuve pas, mais c'est leur droit — veulent émerger et prendre leur part des avantages du pouvoir. Malheureusement, la mafia de Sangmelima a décidé de se réserver l'appellation beti, même usurpée, et ne supporte pas l'intrusion d'un vrai Beti dans le champ politique. Et c'est tout le drame de l'affaire Titus Edzoa.

Cette évolution était visible et prévisible depuis de longues années. Qu'avons-nous fait pour la conjurer ? Comment expliquer cette incapacité des partis d'opposition à s'unir, malgré la marche désastreuse des affaires de notre pays, aux prises avec une crise qui a vu les salaires de la fonction publique s'effondrer, notre système d'éducation s'enfoncer dans le précipice, notre économie se ruiner chaque jour davantage ? N'est-il pas clair que nos chefs de l'opposition ont tous péché par une ambition égoïste qui les a aveuglés ? Je suis littéralement estomaqué de voir les Eboua et autres Dzungang brandir leurs candidatures à l'élection présidentielle, tandis que d'autres poursuivent imperturbablement leurs incantations à propos du candidat unique, comme si une élection sérieuse pouvait avoir lieu dans ce pays sans de solides garanties préalables contre la fraude — comme s'il n'était pas clair pour tous, après la mascarade du 17 mai dernier, que la fraude électorale est actuellement le frein principal, je n'ose dire le seul, au déroulement du processus de démocratisation.

C'est vrai que nos populations, qui comme partout aspirent d'abord à la paix civile, redoutent tout engrenage qui pourrait nous conduire à la guerre intestine. Mais c'est vrai aussi que toute reculade du pouvoir suppose que l'opposition se résigne un jour ou l'autre à l'affrontement. Mais l'affrontement peut aussi se faire sous forme de non-violence, à l'exemple de feu Martin Luther King. Il y a quand même des risques, oui. Et surtout le risque, à la fin, d'instaurer la démocratie dans notre pays, il faut savoir ce qu'on veut. Nos populations n'en finissent pas d'avalier des couleuvres, et de se démoraliser. À ce sujet, le spectacle que donne le SDF, considéré hier encore comme un mouvement d'opposition radicale, et massivement approuvé comme tel partout dans notre pays, est lamentable. Je conseille au chairman de dissoudre le SDF, pour éviter que les ralliés de Ngoa-Ekellé ne se réclament du sigle, et de fonder un autre parti. C'est à lui que le peuple camerounais s'était rallié, non au symbole ni au slogan. À force de reculades devant la dictature de Paul Biya, il se pourrait qu'un jour Ni John Fru Ndi soit le Tshisekedi d'un Kabila camerounais. Ce serait dommage pour un homme qui a rendu de tels services à la nation.

Mongo Beti : non au chantage tribal

Permettez-moi de réfuter les sophismes dont est truffé l'article paru dans l'édition du 6 août (n° 156) de votre journal¹, sous le titre « La question Beti et l'opposition camerounaise ».

Ce texte, quoiqu'un peu plus astucieux que ce qui se dit d'habitude dans le genre, appartient néanmoins à un discours bien connu, celui des Beti opportunistes, réactionnaires, sinon d'extrême droite, et offre à l'observateur des bizarreries pour ainsi dire familières.

L'auteur se présente comme le président du Parena : sans doute un petit groupuscule tribaliste, en tout cas si peu représentatif que, personnellement, je n'en avais jamais entendu parler auparavant. C'est le propre des groupuscules tribalistes beti : on les connaît, façon de parler, par leurs déclarations tonitruantes, mais dès qu'il faut agir, en l'espèce défendre concrètement les Beti, ou un Beti, ce qui devrait être leur vocation naturelle, c'est le silence, la dérobade. Oui pour les dividendes éventuels de l'appartenance ethnique, mais zéro risque.

Qu'a fait le Parena quand le père Engelbert Mveng a été assassiné ? Qu'a-t-il dit quand le père Jean-Marc Ela a été contraint à l'exil par les menaces de mort proférées par les tueurs du Renouveau ? Voici aujourd'hui le cas Titus Edzoa : comment un porte-parole autoproclamé des Beti peut-il pontifier

1. *L'Expression*. (N.d.É.)

dans la presse sans prendre parti pour ou contre un pouvoir qui torture, et pas seulement au sens métaphorique, un illustre Beti — peu importe ce que l'on peut penser par ailleurs de cet homme, et personnellement j'en pense peu de bien, mais je le défendrai jusqu'au bout ?

Autre incongruité : l'auteur échafaude ses déductions à partir de statistiques dont nous aimerions au préalable connaître les sources et débattre.

Parlons d'abord de la valeur arithmétique de ces chiffres pour dénoncer leur invraisemblance, compte tenu des effectifs plausibles, sinon démontrés, des ethnies concernées. Il apparaîtra invraisemblable à chacun, du moins tant qu'on acceptera l'idée d'une répartition de l'électorat en fonction des fiefs tribaux, que l'Ouest, le littoral et la région anglophone soient le simple équivalent, démographiquement parlant, du Centre, du Sud et de l'Est, soit six cent mille voix contre six cent mille. C'est là une équation impossible à démontrer, pour peu qu'on connaisse, même approximativement, l'effectif respectif des populations dans les différentes zones géographiques de notre pays : l'équivalence est au moins de trois contre un, au détriment du Centre, du Sud et de l'Est, mais certainement pas de un contre un.

Pour se couvrir, le président du Parena ouvre, il est vrai, le parapluie de la Cour suprême : il est bien le seul à croire à l'autorité et à l'indépendance de cette institution.

D'une manière générale, il est avéré que les statistiques officielles du Renouveau sont fantaisistes, quand elles ne sont pas purement et simplement truquées pour les besoins de la cause. Il n'y a pas un seul commentateur sérieux au Cameroun qui puisse se permettre de ne pas prendre en compte ce discrédit dans une analyse des résultats des élections camerounaises.

Notre président du Parena, qui ne prend pas en compte ce discrédit des chiffres officiels, est-il sérieux ? La réponse à cette question s'impose d'elle-même quand on lit des assertions comme celle-ci : « Le jour des élections, ce sont les Beti apeurés

qui bourrent les urnes en votant chacun vingt, trente, quarante fois pour le RDPC. » (Faux ! Aux législatives dernières, et selon les constatations de plusieurs observateurs sérieux, dont votre serviteur, ce sont les sous-préfets et autres intégristes du parti de Paul Biya qui bourraient les urnes.)

Ou encore : « Ce sont eux qui se constituent en milices prétendument d'autodéfense pour casser du non-Beti. » (Encore tout faux ! Ces pauvres Beti ont décidément bon dos. Ni en pays beti ni ailleurs, une milice n'est le fait d'une génération spontanée. Ainsi que chacun a pu le voir aux récentes législatives, c'est le RDPC et les sous-préfets fanatisés qui organisent les milices soi-disant beti et le parti de M. Paul Biya doit être bien aise de se voir ainsi dédouaner par le président du Parena.) À croire que le président du Parena roule pour le RDPC.

Effectivement, le président du Parena en vient très vite à affirmer que, à l'élection présidentielle de 1992, le RDPC a devancé le SDF de 118 000 voix, malgré les nombreuses irrégularités qui ont émaillé le scrutin. Voilà une lecture de l'élection présidentielle de 1992 qui vaut le détour, si on peut dire.

Il y aurait donc eu des irrégularités ? Première nouvelle ! Dans ce cas, comment ne pas répercuter celles-ci sur l'équivalence 600 000 / 600 000 posée plus haut comme postulat ? D'autre part, quel autre analyste sérieux, à l'exception du président du Parena, peut prétendre aujourd'hui, avec le recul, que Paul Biya a devancé John Fru Ndi à la présidentielle de 1992 ? Nous pensions, nous autres grands naïfs, que le président du SDF avait gagné haut la main et que seul le truquage du pouvoir avait dénaturé les résultats.

Bref, le président du Parena se révèle ici surtout comme un virtuose du sophisme et de la pétition de principe. Mais qu'importe tant de mauvaise foi puisque le but, autour duquel tout cela s'articule, c'est un énorme autant que grotesque chantage : le prochain président doit être un Beti, sinon les Beti casseront tout, comme les partisans de Kolelas ont tout cassé à Brazzaville en 1993 et 1994. Voilà où devaient aboutir toutes ces

contorsions dialectiques — à la négation du principe démocratique élémentaire qui proclame *one man, one vote*.

Eh bien, disons non à ces élucubrations très intéressées, dont une version me fut servie en 1992, justement, par feu Ayissi Mvodo, qui, lui aussi, mais sans en donner une explication rationnelle (ce qui ne nous étonne pas chez ce grand mystique), affirmait qu'un Beti ne voterait jamais pour Ni John Fru Ndi. Les faits ont ridiculisé ces fantasmes. La présence de nombreux leaders beti, telle Geneviève Fouda, parmi les candidats SDF aux dernières législatives signifie que des Beti veulent voter pour le SDF et d'autres partis que le RDPC, même s'ils n'y arrivent pas, du fait des truquages et des fraudes organisés par M. Andzé Tsoungui.

Dans le même ordre d'idées, je peux affirmer que, en cas de victoire de l'opposition, les Beti, que le président du Parena prend décidément pour des demeurés incapables du moindre bon sens, ne casseraient pas tout, comme il le prétend. L'opposition camerounaise comprend dans ses rangs de nombreux Beti, parmi lesquels on compte de grands militants, — Geneviève Fouda, Célestin Bedziguï, Louis Tobie Mbida, etc. — et des leaders d'opinion, dont votre serviteur. Ceux-ci se chargeraient d'expliquer aux Beti, comme ils le font déjà (et le président du Parena devrait aussi s'y atteler au lieu de spéculer sur les instincts de violence d'une population abusée par la propagande du RDPC), que personne ne rêve de les égorger et que, dans une telle éventualité, ils seraient protégés au moins par le fait, reconnu par le président du Parena lui-même, que l'armée et la police sont dominées par les cadres beti.

Élection présidentielle : l'opposition camerounaise est-elle mauvaise ?

C'est en tout cas ce qu'affirme péremptoirement la dernière édition de *L'Autre Afrique*. Voilà qui ne va pas manquer de faire réfléchir. Personnellement, j'avais constaté depuis longtemps et fait observer à plusieurs reprises à mes amis qu'un véritable fossé séparait le discours de nos leaders des préoccupations populaires. Quand les populations citadines sont privées de gaz pendant un mois par le caprice d'un obscur individu sans qu'on entende tonner la colère d'un leader de l'opposition, il y a là, à l'évidence, de quoi surprendre. Autre scandale, qui aurait dû figurer dans les déclarations des campagnes électorales : la carte d'identité, quasi inaccessible à la majorité des populations, tant elle entraîne de frais, de démarches et de délais, mais toujours exigée à chaque contrôle policier. Pourquoi personne ne s'est-il encore avisé de promettre une carte d'identité gratuite ? Qu'on imagine le soulagement de millions de ruraux et de jeunes citadins, exposés sans cesse au racket des policiers au motif qu'ils n'ont pas une carte d'identité.

Bien sûr, il se trouvera des gens pour crier à la démagogie sous prétexte que l'État n'aurait pas les moyens de financer de telles mesures. Mais qui sait ce que rapporteraient à l'État d'autres mesures, que nos leaders de l'opposition, trop occupés à ciseler de jolies phrases dont le seul mérite est de n'être pas comprises des petites gens, oublient de promettre ? Que rapporteraient à l'État camerounais la suppression du parc

aérien présidentiel, la suppression de la nombreuse administration attachée à la présidence, l'interdiction au chef de l'État de séjourner à l'étranger plus d'une dizaine de jours chaque année? Et que dire de la gestion des revenus pétroliers?

Dans les quelques mesures que je suggère ci-dessous aux candidats de l'opposition, s'ils vont à l'élection présidentielle (personnellement, je souhaiterais qu'ils refusent de se prêter à cette nouvelle mascarade), celles qui rapporteraient de l'argent au budget de la nation l'emportent, et de loin, sur les autres.

Suppression immédiate des séjours à l'étranger du président aux frais de l'État.

Suppression immédiate des barrages de police sur les routes.

Suppression immédiate des péages.

Suppression immédiate des contrôles policiers dans la rue.

Suppression immédiate des trois dernières augmentations du prix du carburant.

Suppression des dernières réductions de salaires dans la fonction publique.

Suppression immédiate de la délégation des revenus pétroliers et introduction de ces ressources dans le budget de l'État.

Suppression dans le budget de l'État du chapitre « présidence de la République ».

Suppression de la pléthorique bureaucratie de la présidence.

Suppression de journaux financés par l'État, privatisation de la CRTV et déréglementation des médias en général.

Suppression de tout obstacle à la création d'une entreprise et réduction au minimum des procédures de douane.

Suppression de toutes taxes douanières sur les livres et autres matériels culturels.

Suppression de la taxe d'embarquement.

Suppression de la journée continue et retour à la journée normale.

Suppression de toute utilisation des deniers publics pour les campagnes électorales d'un parti politique, fût-il au pouvoir.

Suppression des bourses aussi bien dans le primaire, le secondaire que dans le supérieur.

Suppression immédiate du probatoire dans les lycées.

Suppression immédiate de l'obligation du brevet d'études pour entrer en seconde ou pour se présenter au baccalauréat.

Suppression de toute assistance technique française — et autres.

Suppression de tout cortège officiel à travers la capitale.

Suppression de toute taxe à l'entrée des établissements publics (hôpitaux, notamment).

Suppression de l'obligation pour les fonctionnaires, retraités et autres agents de l'État d'avoir à se déplacer pour toucher leurs salaires et instauration immédiate d'un système permettant de virer les salaires de ces personnels dans les établissements financiers appropriés, le plus proches possible de leur domicile.

Suppression de la CNPS et instauration immédiate d'un système de protection sociale par capitalisation bancaire auprès d'établissements offrant les meilleures garanties — fussent-ils étrangers.

Suppression de l'usage consistant à faire traîner pendant des mois et même des années la liquidation d'une pension de la fonction publique — et obligation pour l'État de faciliter au maximum ces procédures.

Suppression de tout délai entre le départ à la retraite et le premier règlement de la pension.

Suppression immédiate de toute ponction arbitraire (30 %, par exemple) sur les pensions de retraite ou les salaires des agents de l'État.

Gratuité des livres et autres frais scolaires dans l'enseignement maternel et primaire.

Gratuité immédiate de la carte d'identité nationale.

Gratuité des soins médicaux pour les enfants de moins de deux ans.

Gratuité et prise en charge par l'État, sans distinction, de l'accouchement et des premiers soins qui y succèdent.

Suppression de la faculté laissée aux grumiers de traverser à toute heure les agglomérations urbaines.

Suppression de l'impunité dont jouissent les fournisseurs de services publics (Sonel, Snec, PTT, etc.) en cas de défaillances (coupures, détournements, laisser-aller, incompétences criardes...) et instauration d'un système de sanctions appropriées et rigoureuses.

Il est évidemment entendu que cette liste des mesures urgentes à prendre par l' élu éventuel de l'opposition n'est pas limitative.

Mongo Beti après la condamnation de Titus Edzoa : « Nous allons poursuivre le combat »

Arrêté avec d'autres membres du Colicite¹, le président du « comité » témoigne. Et dit leur détermination à ne pas baisser les bras.

L'Expression : Vous avez été arrêtés, vous-même et certains membres du Colicite alors que vous vous trouviez au palais de justice où se déroulait le procès du professeur Titus Edzoa, dans quelles circonstances les événements se sont-ils déroulés ?

Mongo Beti : Il y a deux lignes qui se rejoignent à propos de mon arrestation. D'une part, nous avons décidé de passer à la vitesse supérieure, c'est-à-dire que nous entendions mener des actions sur le terrain. Nous avons aussi distribué des tracts le 26 septembre dernier, dans les rues du centre-ville. Personne ne nous a rien dit. Alors que nous étions résolus à poursuivre ces actions, nous avons appris que, vendredi dernier, on allait juger M. Edzoa, sur le fond comme on dit, dans le cadre d'une affaire de détournement d'argent dont on l'accuse. Nous avons appris par la même occasion qu'ils étaient cette fois-ci décidés à le condamner. Dans la ligne de nos actions sur le terrain, nous nous sommes dit que nous allions profiter de cette chose scandaleuse (parce que ça ne correspond, selon les avocats, à aucune règle de procédure et qu'apparemment les magistrats

1. Colicite : Collectif pour la libération du citoyen Edzoa. (N.d.É.)

avaient reçu l'ordre du président d'en finir avec Titus Edzoa) pour distribuer à nouveau des tracts, ce jour-là, devant le palais de justice. Nous nous y sommes retrouvés, et avons distribué des tracts. C'était très dur. Il y avait un cordon substantiel de gendarmes qui chargeait les attroupements, notamment les proches de M. Edzoa. À un moment donné, ils ont fait venir un camion à eau. Celui-ci est passé. Et nous avons recommencé à distribuer les tracts. À ce moment-là, je me suis retrouvé cerné par quatre individus en uniforme qui m'ont dit : « Vous êtes bien Mongo Beti ? On vous arrête. » Ils m'ont fouillé. Ils n'ont trouvé que les tracts que j'avais. Ils m'ont dit : « Asseyez-vous. » Je me suis assis sur le goudron, avec d'autres jeunes qu'on avait arrêtés. Il faisait très chaud. Ça a duré vingt minutes environ. Ensuite, une fourgonnette nous a embarqués pour ce qu'on appelle « la légion de gendarmerie du Centre ».

L.E. : Comment y avez-vous été accueillis ?

M.B. : Là, on nous a fait asseoir sur des tabourets dans un bureau. Le problème, c'est que je ne suis plus tout jeune. Je ne pouvais pas m'adosser. Ça a duré de 10 h 30 à 15 heures. J'étais fatigué. J'en avais marre. Je suis donc allé dans le bureau du lieutenant de gendarmerie auquel on nous avait confiés. Je lui ai dit : « Vous nous détenez dans des conditions absolument illégales. Depuis que je suis là, vous devriez m'avoir permis de téléphoner à ma famille, à mon avocat. Je n'ai rien mangé et je suis quand même d'un certain âge. » Alors, très poliment, il m'a dit : « On m'a dit qu'on me confiait ce personnage et qu'il me faut attendre une décision de la hiérarchie. Mais je mets à votre disposition un sous-officier, vous lui donnez le numéro de téléphone que vous voulez appeler. » La dame est sortie, est allée téléphoner. Et c'est comme ça qu'enfin les gens ont su où j'étais détenu.

Entre-temps d'autres membres du Colicite se sont pointés naïvement à la légion. Ils ont dit qu'ils voulaient me voir. Le lieutenant, avec qui je discutais de tout, a donc vu les gens du Colicite. Il leur a dit : « Vous êtes recherchés. » Il a sorti une cir-

culaire signée d'Amadou Ali, qui disait qu'il fallait nous neutraliser, et qu'il fallait que le procès se fasse sans trouble. Il leur a dit : « Vous êtes arrêtés comme M. Mongo Beti. »

L.E. : Par la suite, vous êtes relaxés. Comment cela s'est-il passé ?

M.B. : On nous dit : « Le colonel voudrait vous voir. » Et on nous accueille dans son bureau. Il nous lit les articles du code pénal en nous disant que nous calomnions le chef de l'État, etc. Je lui ai dit : « Mon colonel, je ne suis pas d'accord avec vous, j'ai exprimé une opinion. J'ai cité des chiffres qui figurent dans les journaux, notamment *L'Événement du jeudi* qui affirme que le président a planqué 46 milliards. Si M. Biya avait trouvé que c'était une calomnie, il aurait fait un procès à ce journal-là. Il n'y a pas de calomnie. Vous confondez critique et calomnie. J'ai fait une critique, j'ai distribué des tracts, j'assume. » Quelque temps après, le colonel nous dit : « On m'a dit de vous relâcher. » Ça s'est terminé comme ça.

L.E. : Qu'est-ce qui vous a marqué d'autre pendant que vous étiez à la légion ?

M.B. : J'étais très étonné par l'indifférence des fonctionnaires de la gendarmerie. Par exemple d'être détenu comme ça, sans que personne ne vous dise de quoi il s'agit. Ils nous expliquaient qu'ils voulaient nourrir leur famille, que ce qui leur importait c'était leur traitement à la fin du mois et qu'ils ne voulaient pas se mêler de politique. Ils n'étaient pas du tout hostiles, ils n'étaient pas non plus favorables.

L.E. : Donc vous sortez de la légion et, quelque temps après, vous apprenez la condamnation de Titus Edzoa...

M.B. : Les choses ne se sont pas passées comme ça. Il y a eu deux procédures le même jour. Celle du rejet de la candidature, qui a duré toute la matinée, et celle du détournement.

Titus Edzoa et Michel Atangana se sont donc retrouvés au tribunal de grande instance sans avoir mangé, malgré les interventions des avocats qui voulaient obtenir le report de l'audience. Mais l'ordre étant apparemment venu d'en haut, les

magistrats ne voulaient rien entendre. À 2 heures du matin, en l'absence de leurs avocats, le tribunal a osé les condamner. Évidemment, c'est un scandale. C'est inqualifiable. Dans aucun pays du monde une telle condamnation n'aurait été prononcée. Sans compter que Vergès a envoyé un fax disant qu'il s'était constitué pour Titus Edzoa, mais l'ambassade à Paris lui refusait le visa.

L.E. : C'est un coup dur... qu'allez-vous faire ?

M.B. : C'est difficile. On a affaire à un régime robotisé qui n'observe aucune réflexion juridique. Bien entendu, nous sommes une organisation légale qui compte sur l'opinion publique et qui, dès aujourd'hui, définira ce qu'il y a lieu de faire. Mais nous sommes absolument déterminés à poursuivre le combat.

Présidentielles 1997 : Boycott ?

Oui, mais...

J'ai d'abord pensé que le boycott était la pire de toutes les options offertes par la situation parce que c'est, à l'évidence, celle qui réjouit le plus Paul Biya, lequel n'a jamais eu d'autre stratégie que le retour de fait au parti unique, avec ses triomphes sans péril, ses victoires électorales sans adversaire — en un mot ses élections sans scrutin et sa *démocratie avancée* sans alternance.

Le boycott, me disais-je, comble ce désir à peine secret. De toute façon, il y aura des *candidats* de l'opposition, quelques minus politiques extraits de la nuit de l'anonymat et brandis au dernier moment. Bon prince, Andzé Tsoungui, le *pontifex maximus* de la fraude et du truquage, s'offrira même le luxe de leur octroyer en tout 10 ou 15 % des suffrages. Que risque-t-il puisque tout se passe non dans les isolements comme il est de tradition partout ailleurs, mais dans le bureau du ministre dit d'État qui, d'un trait de sa plume, départage discrétionnairement les candidats, en distribuant les suffrages à sa guise.

N'en a-t-il pas été ainsi aux municipales de 1996 et aux législatives ? Le décor n'est-il pas déjà planté pour la même farce ?

Mieux encore, Biya une fois élu pourra même dire à la communauté internationale : « Vous voyez bien, ces gens-là se sont encore une fois refusés au dialogue. Moi, je ne demandais pas mieux que d'honorer ensemble les règles de la démocratie. »

Par-dessus tout, le boycott, me semblait-il, de même que la course au candidat unique qui a longtemps et si inutilement mobilisé les énergies, apparaît comme une dérobade devant les réalités. C'est une façon peu élégante d'esquiver le vrai problème. Le vrai problème, c'est la conquête — les optimistes diront la reconquête — de nos droits civiques par nous-mêmes et non par un intercesseur miracle.

Nous nous trouvons dans la même situation que les Noirs américains en décembre 1955, à la veille du déclenchement des protestations non violentes par le pasteur Martin Luther King. La plupart d'entre nous, les uns sous des prétextes scandaleux, les autres sans aucune raison, ne peuvent pas voter. Quant aux rares privilégiés autorisés à exercer ce droit, leur acte n'a aucune conséquence politique, l'organisation du suffrage étant délibérément extravagante.

Nous ne pouvons pas nous réunir librement en associations, ni organiser de manifestations publiques. Notre liberté d'expression, par la presse, les meetings, les tracts, la littérature, est quotidiennement remise en question par le zèle répressif d'une police partisane. Même notre liberté d'aller et de venir, de voyager dans une commune voisine pour rendre visite à notre famille, est devenue problématique. Une mafia clanique, prétendant se réclamer d'une petite tribu de moins de trois cent mille âmes, a fait main basse sur un peuple de quinze millions d'habitants, confisquant les institutions, les ressources, monopolisant la parole, la décision. L'opposition camerounaise, qui représente l'écrasante majorité de nos populations, n'exerce aucune influence sur la direction des affaires publiques.

Il en allait exactement ainsi des Noirs de Montgomery en 1955.

Il s'agit donc, à mon avis, de conquérir nos droits civiques, de sortir enfin d'une condition d'indignité qu'aucun peuple n'accepte plus à la veille du troisième millénaire, et l'expérience de Martin Luther King à Montgomery d'abord, dans l'Alabama

par la suite, sur tout le territoire des États-Unis enfin, trace la voie que nous devons suivre.

Le boycott classique, entendu comme une sorte de bouderie, ne suffit pas, à mon sens. Il faut descendre dans la rue, y pratiquer une occupation non violente, nous y faire matraquer, ou, pourquoi pas ?, massacrer, jusqu'à ce que nos droits soient enfin reconnus et garantis.

Il faut absolument, pour commencer, que l'élection présidentielle, dont d'ailleurs un candidat est toujours détenu illégalement, soit reportée. C'est ainsi que j'interprète la déclaration conjointe du SDF, de l'UNDP, de l'UDC¹.

Il faut que tous ceux qui ont un nom dans ce pays, toutes ces grandes figures vivantes — leaders politiques (à tout seigneur tout honneur), prélats des Églises catholiques, dignitaires des confessions protestantes, imams des croyants musulmans, leaders d'opinion, écrivains, poètes, vedettes du sport, etc. —, acceptent comme au Kenya en ce moment de prendre la tête d'une immense protestation, concrétisée essentiellement mais non exclusivement par des marches dans les villes, à commencer par la capitale.

De deux choses l'une : ou Biya nous fera massacrer par ses milices sanguinaires qui n'ont plus rien d'une police et d'une armée nationales et, pas plus que Moussa Traoré en 1991 au Mali, il ne survivra à un tel carnage ; Biya, qui aura décapité une nation sera maudit, lui et les siens, jusqu'à la centième génération — on sait où et comment cela se termine : par un cancer de la prostate impitoyable et dans un obscur hôpital marocain, abandonné de tous, loin du pays natal ; ou bien le petit dictateur de Mvomeka'a, orfèvre de l'intimidation, sera à son tour intimidé ; nous aurons ainsi réussi à intimider le maître intimidateur, faisant mieux que Pasqua l'ami et conseiller de Biya, qui prétendit un jour terroriser les terroristes.

Si nous nous dérobons, c'est à une sorte de suicide de notre

1. Union démocratique du Cameroun. (N.d.É.)

peuple que nous nous serons résignés, une véritable non-assistance à populations en danger de mort.

Il n'y a plus d'écoles comme on vient de le constater à cette rentrée qui n'en est pas une ; à la place, des hordes d'enfants hagards dans les rues et dans les villages.

Il n'y a plus d'université, il n'y a plus d'hôpitaux, il n'y a plus de routes, il n'y a plus de chaussées dans nos villages, il n'y a plus de banques.

Il n'y a plus de police, mais des maniaques de l'arnaque et du racket ; il n'y a plus d'État, il n'y a plus rien en somme après quinze ans de règne de Biya et des siens. Biya a tout détruit, avec ses amis et ses complices, exactement comme feu Mobutu au Zaïre.

Un exemple de cette incroyable anarchie : la police elle-même, ou ce qu'il en reste, évalue à plus de la moitié la proportion des conducteurs de véhicules automobiles qui n'ont pas de permis ou qui ont un faux permis, n'étant jamais passés par une auto-école. Quelle menace pour la sécurité des conducteurs honnêtes, surtout si ce sont des touristes étrangers !

Autre exemple : qui n'a vu un cadavre se décomposer pendant des jours sur un trottoir de la capitale sans qu'aucun service daigne interrompre ce spectacle désespérant ? Et que dire des ordures sur lesquelles on a tant épilogué ? Comment parler après cela d'une autorité publique ?

Au stade de misère physique et morale auquel le Renouveau a réduit le Cameroun, existe-t-il même encore une société camerounaise ?

Que resterait-il de notre pays, de notre peuple, si Biya devait encore gouverner pendant sept ans ?

Quand je dis gouverner, c'est façon de parler. On sait comment ce roi fainéant gouverne. Il boit du champagne à longueur de journée, se goinfre de venaison, joue au songo du matin au soir avec ses courtisans, son autre sport préféré étant d'exporter les capitaux à l'étranger, où il s'est constitué un petit magot de 45 milliards de francs CFA, une paille.

On dit que les peuples n'ont que les gouvernants qu'ils méritent. L'étranger qui nous observe est peut-être en train de vérifier cet adage. Il s'étonnait déjà de notre passivité. Il se demandait comment un peuple fier et avide de respectabilité pouvait supporter une tyrannie aussi désuète, à peine digne des temps médiévaux de l'Europe.

L'étranger déjà avait une propension à piller nos richesses et notamment nos forêts, ravi de notre inertie. Qu'en serait-il si, de nouveau, nous laissons Biya, le fossoyeur de notre patrimoine, s'emparer des rênes du pays pour un septennat ?

Qui nous prendrait encore en considération à travers le monde ? Qui croirait même encore à notre capacité de survivre ? Qui viendrait encore investir chez nous ?

Non, le boycott classique n'était pas la bonne solution. La déclaration conjointe du SDF, de l'UNDP et de l'UDC est venue corriger la première impression et faire renaître l'espoir.

Selon moi, cette déclaration conjointe nous invite à aller affronter les génocisseurs de Biya, mais les mains nues, à l'exemple de cet immortel émancipateur de nos frères d'Amérique que fut Martin Luther King.

Mongo Beti : « On ne dialogue pas
avec un monstre »

L'écrivain contestataire, auteur entre autres de Ville cruelle, revenant à peine de Paris où il avait séjourné pendant environ six semaines, a appris sa cooptation au National Executive Committee (NEC) du SDF le week-end dernier. Il est tenté de décliner l'offre, le parti du chairman étant engagé dans un dialogue avec les disciples du néocolonialisme, objet de son combat permanent. Dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, Mongo Beti exprime le sentiment de déception des Camerounais de la diaspora par rapport à ces discussions. Selon lui, ces derniers sont vivement préoccupés par la création d'un parti véritablement radical, capable de faire pression sur le pouvoir de Yaoundé. Entretien à bâtons rompus.

Le Messenger : Vous venez d'être coopté au National Executive Committee (NEC) du SDF. Comment avez-vous accueilli cette « promotion » ?

Mongo Beti : C'est en lisant *Le Messenger* que j'ai appris cette nouvelle. Évidemment, je n'ai pas été contacté. Je venais de rejoindre le pays, après un séjour de six semaines en France où j'ai pris part au cinquantenaire de Présence africaine dont je suis l'un des pionniers. Tout ce que je peux dire, c'est que cette cooptation au NEC me rappelle un peu la méthode d'Ahidjo, dont les ministres apprenaient leurs nominations par voie de radio.

Mais là n'est pas le vrai problème. Il y a une question de

fond, Mongo Beti peut-il être membre du NEC en ce moment précis ? Puis-je cautionner la ligne actuelle du SDF ?

L.M. : Que répondez-vous ?

M.B. : Je suis très embarrassé. Je le suis d'autant plus que, en France, les Camerounais que j'ai rencontrés sont complètement déroutés. Ils ne comprennent pas qu'après avoir lancé un mot d'ordre de boycott le SDF engage les pourparlers avec le RDPC. Le peuple et surtout les intellectuels et même les gens de la diaspora ne peuvent interpréter autrement cette démarche qu'en disant qu'il s'agit pour le SDF de cautionner la fraude et que Biya a été élu démocratiquement. Ces Camerounais de France suggèrent, face à cette frustration, qu'un autre parti plus radical soit créé. Mais je leur ai dit que c'est plus facile à dire qu'à faire, dans le contexte politique actuel. Pour eux, le SDF n'est plus ce qu'il était. Je suis tenté d'être d'accord avec eux.

L.M. : Pourquoi ?

M.B. : Il me semble qu'il y a beaucoup de carriéristes, des gens qui veulent entrer au Parlement, au gouvernement, etc. Quand j'ai connu ce mouvement, quand j'ai apporté mon adhésion au chairman, ce n'était pas du tout ça. Je n'ai jamais fait carrière. Si je voulais le faire, je me serais rallié à Ahidjo ou à Biya, et j'aurais été ministre. Mon problème n'est pas là. C'est de contribuer à la libération réelle du peuple camerounais. Nous ne pouvons pas continuer à nous amuser tant que notre souveraineté reste menacée, alors que nous sommes toujours gouvernés par les réseaux occultes ou mafieux tels que Pasqua, Elf, Jean-Christophe Mitterrand, etc. Face à la détérioration du tissu social, à l'exploitation sauvage de nos forêts, aux violations répétées des droits de l'homme, à la misère rampante, la question est de savoir si on peut accepter que Biya règne encore pendant sept ans dans ce pays. En acceptant de dialoguer avec le RDPC, le SDF semble répondre par l'affirmative. Je dis que c'est une erreur rédhibitoire. On ne dialogue pas avec un monstre.

L.M. : Pour vous quelles sont alors les conditions réelles ou minimales d'un dialogue sincère avec le pouvoir RDPC ?

M.B. : Si M. Biya avait voulu dialoguer, il l'aurait fait avant, lorsqu'il a été sommé, voire prié par l'opposition, à maintes reprises, d'engager une discussion franche sur l'avenir du Cameroun. Pourquoi avoir attendu les lendemains de son « coup d'État électoral » ? C'est évidemment une diversion. L'idée du dialogue actuel a été lancée pour prévenir les mécontentements, ou les mouvements postélectorales. De plus, Biya veut piéger le SDF en l'isolant d'un autre allié, notamment l'UDC, dont le président donne l'impression de prendre conscience des enjeux de la situation.

En acceptant donc ce prétendu dialogue, il est évident que le SDF accepte de s'isoler de l'un de ses alliés principaux du front du boycott. Plus grave, il s'est engagé à dialoguer avec un régime néocolonial. S'agit-il d'une erreur provisoire ? C'est extrêmement difficile à comprendre. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a beaucoup de gens au SDF qui veulent jouer le jeu de M. Biya. Je constate que le SDF n'est plus ce qu'il était. Dans les circonstances actuelles, j'ai du mal à accepter une collaboration avec M. Biya. Nous assistons à une ruse qui n'aboutira à rien, comme lors de la tripartite¹. Et comme je l'ai déjà indiqué, il est question d'étouffer toute velléité contestataire.

C'est vrai que tous les mouvements de gauche ou révolutionnaires ont toujours négocié, mais ils exerçaient en même temps une pression sur le terrain. On l'a vu en Algérie, au Vietnam et même avec Martin Luther King. Le SDF négocie quoi ? À quoi vont-ils aboutir ? Il faut faire autre chose.

L.M. : Il s'agit d'une discussion essentiellement fondée sur la refonte des lois électorales, etc.

M.B. : Dans quels délais ? Si c'est dans sept ans, ça veut dire qu'on accepte que Biya gouverne pendant sept ans. Comment

1. Conférence tripartite gouvernement-opposition-société civile, réunie le 30 octobre 1991. (N.d.É.)

forcer Biya à faire des concessions s'il n'y a pas d'action sur le terrain ? On est finalement en train d'amorcer une phase qui risque de créer une démobilisation ou une défection dans les rangs des militants de l'opposition. Il est temps que le SDF renonce à ce dialogue.

L.M. : Est-ce qu'on ne peut pas vous taxer de radicalisme dans ce contexte précis où on parle de « démocratie d'apaisement » ?

M.B. : Je suis content que vous m'ayez posé cette question. Elle me donne l'occasion de constater une fois de plus que l'opposition laisse trop d'initiative à un dictateur, puisque Biya en est un. Qu'est-ce que la démocratie apaisée ? C'est un concept fabriqué par les conseillers de Biya justement pour faire diversion. C'est un truc bidon. On ne peut pas opérer une succession de « coups d'État électoraux » et se permettre de parler de « démocratie apaisée ». Il y a d'ailleurs une preuve flagrante que Biya ne veut pas d'apaisement dans ce pays : c'est la détention arbitraire et abusive de Pius Njawé.

Et lui, il est libre. Apparemment, la stratégie de Biya c'est de revenir au parti unique de fait. C'est pour cela qu'il est d'autant plus incompréhensible que le SDF se prête à ce jeu. Je suis pour une mobilisation générale et efficace pour la libération de M. Njawé. J'ai rencontré, en France, les responsables du parti des Verts (députés de l'Assemblée nationale) qui étaient vivement préoccupés par sa situation. Pour ma part, je vais d'abord rencontrer Djeukam Tchameni, président du Comité pour la libération de Pius Njawé (CLPN), pour voir s'il est possible de fédérer nos comités pour créer une espèce de Coopération des comités de libération des prisonniers politiques [Mongo Beti est président du Comité pour la libération du citoyen Titus Edzoa (Colicite), NDLR].

L.M. : Peut-on encore faire confiance aux comités de ce genre, quand on sait que le Colicite est presque déjà mort sans avoir atteint son but principal ?

M.B. : Le Colicite n'est pas mort. Je n'étais pas là pour des

raisons que j'ai déjà évoquées. Nous allons relancer les activités. Le problème c'est qu'un ou deux comités pour la libération d'un prisonnier politique ce n'est pas assez, même si c'est déjà bon. Il faut un tissu associatif extrêmement riche et des citoyens qui maîtrisent leurs droits, en même temps que les enjeux de la lutte pour la démocratie. C'est un travail long et difficile. Quand on va de la dictature à la démocratie, ce n'est pas du tout facile.

L.M. : Un dernier mot, sur votre position concrète par rapport à votre cooptation au NEC ! Vous vous êtes limité tout à l'heure à dire que vous étiez embarrassé.

M.B. : Il faut plutôt indiquer que je suis autant flatté qu'embarrassé. Si je refuse, j'aurai l'air de participer à l'affaiblissement du SDF. Mais si j'accepte ça ne sera pas logique, c'est-à-dire pas en conformité avec ma personnalité, ma trajectoire.

Pour ce qui concerne ma position définitive sur la question, je suis en train de consulter des amis. Mais, il faut le dire, je suis comme le vent. Le vent qui souffle là où il veut. Au fond de moi, je suis tenté de dire non. Je vous l'avoue. C'est la première fois que j'en parle à quelqu'un qui vient m'interviewer.

Enfin, plus de justice ?

Venu à Douala assister à l'audience en appel de l'affaire Pius Njawé, le professeur Mongo Beti a bien voulu se confier à L'Effort camerounais. Il revient sur l'affaire Titus Edzoa et sur ses démêlés avec les autorités.

L'Effort camerounais : Comment avez-vous apprécié l'audience en appel de l'affaire Pius Njawé ?

Mongo Beti : Je suis sorti très optimiste pour deux raisons : j'ai assisté à une séance où nos avocats ont beaucoup brillé par leur maîtrise du sujet, et par leur combativité, alors que le ministère public est apparu peu convaincant. Il faut rendre hommage à Njawé d'avoir donné aux Camerounais l'occasion d'améliorer leur conscience collective. Le président du tribunal m'a semblé impartial. Il n'a repris la parole à personne. Le prévenu s'est bien exprimé, les avocats ont eu tout leur temps pour défendre leur client. Les juges ont modéré leur ton. Ils ne parlaient plus d'infraction, mais plutôt de légèreté et d'imprudence. J'ai peut-être l'impression qu'on s'achemine vers une relaxe pure et simple.

L.E.C. : Quelle issue pour cette affaire ?

M.B. : À mon avis, c'est un procès politique, et il y aura un dénouement politique, dans la mesure où ce qui pourrait se passer le 14 avril sera la conséquence des pressions nationales et internationales pour la libération de Pius Njawé.

L.E.C. : Une comparaison avec le procès de Titus Edzoa ?

M.B. : Lors de son procès, Titus Edzoa n'a jamais eu l'occasion de se justifier. Il a été condamné en l'absence de ses avocats. Les juges ont brillé par leur arrogance. On avait l'impression qu'ils avaient reçu des instructions pour le condamner abusivement.

L.E.C. : Quel bilan faites-vous depuis la création du Colicite ?

M.B. : Il faut reconnaître que toutes nos démarches se sont révélées infructueuses. Nous voulions que le procès de Titus Edzoa se déroule après l'élection présidentielle, que le scrutin soit retardé parce que l'un des candidats était en prison, qu'il soit jugé dans le respect de la procédure... Nous n'avons rien obtenu de tout cela. Mais nous ne nous décourageons pas pour autant.

L.E.C. : Y a-t-il controverse au sujet de votre nationalité ?

M.B. : Nul ne peut contester ma nationalité camerounaise. J'ai bien sûr la nationalité française et tout le monde le sait. Dans tous les pays civilisés, on peut avoir autant de nationalités sans que cela soit un scandale. Par exemple, en France, si vous remplissez les conditions, on vous attribue la nationalité française. La première fois que j'ai séjourné au Cameroun, avant mon retour définitif, on a conditionné ce voyage à l'obtention d'un visa. Quand je vais dans les administrations, on me donne tous les papiers dont j'ai besoin. (*Brandissant sa carte nationale d'identité camerounaise et son passeport* :) J'ai tout ce qui prouve que je suis camerounais.

J'ai cru longtemps, moi aussi, que l'UPC était immortelle. Je l'ai même écrit à plusieurs reprises. Le courage, pour un intellectuel, consiste à reconnaître ses erreurs. Je me suis trompé. Je pense aujourd'hui que l'UPC est morte, et qu'il ne reste plus qu'à l'enterrer.

Notre actualité se complaît, dirait-on, à illustrer cruellement ce constat. Quand, pour ne citer que cet épisode tout à fait farfelu, un homme soupçonné d'avoir livré le grand militant nationaliste Ossendé Afana aux services de renseignements français se fait nommer au gouvernement, pour y représenter l'UPC, par un dictateur notoirement protégé par Paris malgré ses truquages électoraux répétés, on peut toujours utiliser le sigle, mais il n'a plus grand sens.

C'est un peu comme le Parti du congrès créé par Nehru et qui, lui aussi, est en train de mourir. La comparaison va sans doute étonner beaucoup de monde, à tort. Le Parti du congrès a régné pendant près d'un demi-siècle en Inde, alors que l'UPC jamais n'exerça le pouvoir au Cameroun, c'est vrai. Il faut pourtant remarquer que, comme le Parti du congrès qui meurt après avoir hissé l'Inde au rang de grande puissance, le parti créé par Ruben Um Nyobé meurt, au fond, d'avoir accompli la mission qu'il s'était fixée, à savoir l'indépendance du Cameroun, et même, on ne le dit pas assez, l'indépendance de l'Afrique centrale de colonisation latine. C'est le combat de

l'UPC qui a ébranlé le colonialisme au Tchad, en Centrafrique, au Gabon, au Congo-Brazzaville, et même au Congo-Kinshasa, ex-Zaïre. Il est normal qu'une entreprise qui ne correspond plus à sa vocation primitive dégénère et disparaisse. À quoi sert de vouloir à tout prix réveiller les morts ? À quoi riment tous ces congrès, anticongrès, contre-congrès d'une réunification qui, de toute évidence, est une pure chimère ?

Ceux qui, comme moi, ont longtemps milité au sein de l'UPC, et qui en connaissent le parcours héroïque, peuvent éprouver légitimement la plus vive fierté. Mais nous aurions tort de nous conduire comme des orphelins inconsolables parce que dénués de cette imagination qui fut la force de nos aînés, comme le démontre la naissance du mouvement.

Analysée correctement, l'époque avait deux caractéristiques qui n'ont pas échappé aux fondateurs de l'UPC, excellents observateurs, au contraire de nos chefs politiques actuels, ayant été à bonne école, à savoir l'anticolonialisme marxiste, longtemps victorieux sur tous les terrains en Asie.

1° L'Occident se débattait dans un discrédit incommensurable, à la suite des crimes nazis, et notamment de la persécution et de l'extermination de six millions de Juifs, auxquelles toutes les nations européennes, à l'exception peut-être de l'Angleterre, avaient peu ou prou participé.

La France n'a pas été en reste, au contraire, ainsi que vient de nous le rappeler le procès d'un certain Papon, convaincu d'avoir organisé des convois de Juifs en direction de camps dont il ne pouvait ignorer l'activité principale, le gazage des prisonniers.

Un autre épisode bien connu de l'occupation allemande montre que le régime de Pétain en faisait bien plus que ne l'exigeaient ses maîtres nazis : c'est la honteusement fameuse rafle dite du Vél' d'hiv', à la suite de laquelle de très jeunes enfants furent livrés à eux-mêmes pendant des semaines, sans soins, sans nourriture, leurs parents ayant été déportés, avant d'être eux-mêmes déportés finalement dans les camps de la mort. Rien

jamais n'excusera cette barbarie que l'histoire a retenue définitivement dans ses archives.

Au lendemain de la guerre, les Occidentaux rasant pour ainsi dire les murs, ils n'ont plus cette morgue, cette suffisance que leur revaudront plus tard de longues années de développement économique et de prospérité — le plus souvent sur le dos des Africains. D'ailleurs, ainsi que j'ai pu le constater moi-même, étant arrivé là-bas en 1951, soit quelque six ans seulement après la guerre, ils se souviennent que les Africains ont contribué à leur libération et leur humilité se manifeste à notre égard par une réelle bonne volonté, parfois par de la sympathie.

Le Parti communiste français accapare alors près du quart de la représentation nationale et ne se prive pas de servir de caisse de résonance, au Parlement comme dans la presse, aux revendications et aux doléances des populations indigènes, comme on disait à l'époque.

Ces doléances ne manquent pas, puisque l'Afrique noire française subit toujours le joug de l'administration coloniale directe, qui est le fait, il est vrai, de fonctionnaires formés à l'école de la chicote, mais sans l'assise de puissantes sociétés multinationales, comme Elf, phénomène qui date du gaullisme, c'est-à-dire des années 1960 seulement.

En somme, l'ennemi principal, c'est cette administration en butte au désarroi, sans repères devant la montée des aspirations et des attitudes nouvelles, avec laquelle l'UPC engage alors une guerre de mouvement qui va se conclure de la façon que l'on sait.

2° Nos aînés ont bien pris conscience de la faible implantation de la colonisation sur le territoire national. Ils ont exploité ce handicap de l'ennemi en créant des fronts disséminés de façon à déborder l'adversaire. Partageant en 1961, près de l'Odéon, la chambre d'une maison de convalescence avec un jeune Français de retour du Cameroun, j'eus la chance de m'entendre raconter la prise du pont de Japoma par des maquisards

upécistes aux mains nues : malgré des pertes innombrables, ces jeunes gens mirent finalement en fuite les tirailleurs qu'ils affrontaient et s'emparèrent de leurs armes, y compris une mitrailleuse. C'étaient, manifestement, des disciples de Hô Chi Minh, qui avait dit aux Français, au début de sa guerre avec eux, en 1945 : « Vous nous tuerez beaucoup de monde. Mais, étant infiniment plus nombreux, nous aurons le dernier mot. »

Ce n'est pas un hasard si, à peine au pouvoir, le général décide de donner l'indépendance au Cameroun. En réalité, la situation militaire y est devenue critique et on redoute un Diên Biên Phu équatorial. Pour justifier une intervention militaire massive, il a cependant fallu un argument susceptible de désarmer les combattants nationalistes, ou, du moins, de semer le trouble dans leurs rangs, tout en rassurant l'opinion internationale ; c'est un peu l'opération Turquoise avant la lettre. En réalité, de même que Turquoise servira d'abord à exfiltrer les organisateurs rwandais du génocide des Tutsi, si l'on a donné l'indépendance, c'était pour mieux coloniser, mais d'une autre façon. C'était un gros malin, le général.

Avec cette intervention, la France met le paquet, et les atrocités se succèdent, comme je l'ai raconté dans *Main basse sur le Cameroun* où je parle avec raison d'une tentative de génocide — déjà ! — contre les populations de l'Ouest.

Pourquoi mettre en exergue seulement ces deux caractéristiques ? Parce que notre situation actuelle les a perdues.

Revenons, par exemple, sur la faible implantation du système colonial. Ce n'est plus le cas avec le système néocolonial, surtout à cause de la lourde présence sur notre sol d'Elf-Aquitaine, cet État dans l'État français, plus puissant même que celui-ci, comme on l'observe avec les affaires dont se repaît l'actualité française.

C'est ici qu'on voit bien en quoi nous avons perdu la capacité d'analyse de nos aînés. Nous n'avons pas saisi l'incidence de l'exploitation pétrolière sur le devenir politique de notre Afrique centrale. Autrement dit, nous n'avons pas été capables

de démêler le jeu d'Elf-Aquitaine dans l'installation, le soutien et le maintien des dictateurs dans nos pays. Ce ne sont pourtant pas les indices significatifs qui nous manquaient, ne serait-ce que cette pratique impudente appelée la débudgétisation des recettes pétrolières, qui est une spoliation pure et simple du peuple camerounais.

Je sais personnellement de source sûre que le gouvernement français s'est résigné à accepter la récente élection (?) de Paul Biya sous la pression du lobbying d'Elf-Aquitaine, ainsi qu'il en a été avec Sassou-Nguesso à Brazzaville après sa récente victoire contre Lissouba — ainsi qu'il en sera demain avec Bongo, qui se prépare à se faire élire avec les mêmes méthodes que son ami Biya.

Il en ira ainsi tant qu'Elf-Aquitaine régira notre destin politique, Lionel Jospin reconnaissant lui-même son impuissance face à la toute-puissance de cette société pétrolière. Nous devons réorganiser notre stratégie de libération nationale en fonction de cette réalité. À quoi bon accuser une France abstraite, dont les mandataires politiques disent eux-mêmes n'en pouvoir mais. Il faudra bien un jour nous en prendre, *hic et nunc*, d'une façon ou d'une autre, aux puissances, françaises ou non, qui soutiennent Paul Biya, y compris Elf-Aquitaine, et qui sont ainsi l'instrument de notre oppression.

C'est malheureusement un discours que, semble-t-il, n'osent pas proférer nos chefs de l'opposition, tenus qu'ils sont, de quelque façon, par Paris, ce virtuose de la corruption et du chantage.

Il y aurait, en revanche, quelques nuances à développer sur le thème du discrédit dont l'Occident souffrait à la fin des années quarante, et qui a en quelque sorte laissé le champ libre à l'émergence des nationalismes dans les colonies.

La France gaulliste et gaullienne des années soixante et soixante-dix a, par exemple, réussi un temps à faire oublier les exactions contre les Juifs commises avec la complicité de Pétain et de ses affidés. De Gaulle n'a-t-il pas eu le courage de négocier

cier l'indépendance de l'Algérie après sept ans d'une guerre épouvantable ? Le pays, en s'enrichissant sans interruption pendant trente ans — les trente glorieuses —, avait retrouvé une réelle crédibilité à travers le monde, et, partant, son arrogance historique. Il a même réussi à faire accroire que sa présence sur le continent noir se justifiait par l'aide apportée à notre développement, bien qu'on ne voie celui-ci sous aucune forme chez nous, après bientôt quarante ans de soi-disant coopération franco-africaine, mais très exactement son contraire.

Je reconnais que ce qu'on a appelé processus démocratique, succédant aux orages du vent d'Est, ne fut pas facile à gérer dans un tel contexte, eu égard surtout à la jeunesse de nos partis politiques, entraînant une faible capacité d'analyse, et aux moyens fort modiques dont ils disposaient.

Mais, depuis, il y a eu le génocide au Rwanda ; il y a eu surtout le scandale Elf-Aquitaine. Personne ne croit plus nulle part au monde au discours justifiant la présence française en Afrique par l'aide apportée aux populations. C'est fini. Et la stratégie extrêmement prudente sinon timorée de notre opposition ne se justifie absolument plus.

Qu'est-ce qu'a montré le génocide rwandais au monde entier ? Que la politique française en Afrique, depuis bientôt quarante ans, est insensée, criminelle, perverse, puisqu'elle excelle surtout à fomenter des massacres interethniques sans aucun avantage ni pour le peuple français — informé *a posteriori*, comme d'habitude — ni, évidemment, pour les populations africaines.

Cela est établi maintenant aux yeux du monde entier et interdit à l'avenir toute intervention massive de l'armée française dans une République africaine. Nous sommes donc libres désormais de mener le combat définitif de libération contre une dictature, sans crainte d'une intervention étrangère, sinon sous forme de mercenaires dont on a vu la déconfiture récemment au Zaïre, devant les troupes de Kabila.

Le scandale d'Elf-Aquitaine illustre, lui, le cynisme d'une

politique où l'égoïsme de grande puissance le dispute à une hypocrisie éhontée. Non seulement l'exploitation pétrolière ne rapporte rien aux Africains, mais elle renforce leur oppression en fournissant toujours plus de moyens répressifs aux dictateurs ; de plus, elle est source de superprofits qui apparentent cette activité à la traite négrière. Pourquoi laisserions-nous Elf renforcer chez nous sa mafia d'assassins, de barbouzes, d'escrocs en participant au consortium qui veut construire le pipeline Tchad-Cameroun ?

Devant cette situation, je proclame que les stratégies actuelles de notre opposition sont dépassées et, en tout cas, déconnectées du réel. La fidélité aux fondateurs de l'UPC nous fait obligation de renouer avec l'esprit révolutionnaire qui les guidait. Nous devons faire savoir au monde, par tous les moyens, que la situation actuelle, qui nous maintient sous la férule de dictateurs arriérés, soutenus ou plutôt tolérés plus ou moins hypocritement par Paris, nous est devenue absolument insupportable.

L'idiot du village à la Recherche scientifique ?

Assistant l'autre jour au procès de Pius Njawé, j'ai été ému quasi jusqu'aux larmes (je n'exagère pas) par l'attitude des gens modestes qui avaient envahi la salle. Ces citoyens lambda demeurèrent debout pendant des heures interminables, sans broncher, suivant sagement les débats, buvant avidement les plaidoiries des avocats. Je dois dire que ces derniers m'ont paru encore plus brillants, s'il se peut, que ceux qui défendirent si vaillamment et si talentueusement, l'année dernière à Yaoundé, Titus Edzoa et Michel Thierry Atangana. C'était comme un amphi de fac de droit, où plusieurs professeurs se relayaient en chaire. C'était beau comme de l'antique. On se serait cru sur l'Agora d'Athènes au temps de Périclès. Les hommes en toge déroulaient des arguments si pertinents, si bien étayés par leur maîtrise de la science juridique, dans une langue si claire et si juste, leur approche de l'affaire était si pédagogique, contrastait si fort avec les radotages courtoisanesques du ministère public que je n'ai pu m'empêcher de me dire ceci : si Pius Njawé, qui n'est docteur en rien, qui n'a suivi de cursus dans aucune grande université, mérite notre reconnaissance à plusieurs titres, il la doit surtout pour avoir créé, quel que fût le personnage qu'il joue, journaliste, martyr de la liberté d'expression, poursuivi par la vindicte d'un dictateur, des occasions où notre société, si retardataire sur bien des plans, est toujours tirée vers le haut, je veux dire vers l'effort,

vers la modernité, vers la prise de conscience, en un mot vers la liberté. C'est la caractéristique des grands hommes de toujours tirer leur peuple vers le haut.

Malheureusement pour notre pays, il est d'autres citoyens camerounais, à qui le destin avait pourtant conféré d'immenses privilèges, dont les initiatives ne servent qu'à tirer notre société vers le bas — le retour à la barbarie, à l'obscurantisme, à l'arriération, à l'abjection.

Le petit peuple croit naïvement qu'on revient forcément plus intelligent d'un long séjour en Europe, surtout si on y a conquis des diplômes ronflants. D'avance, il est prêt à faire confiance à ces sorciers, que la tribu suit d'ailleurs aveuglément. Mais les autres citoyens sont vite écœurés par la gesticulation et les borborygmes fétides de ces élus, quand ils se révèlent des pantins. C'est ce qui arrive avec Hogbé Nlend.

Utilisant un euphémisme, je venais d'émettre des doutes dans *Le Messenger* sur le sens des responsabilités de ce personnage — j'aurais dû mettre en cause son équilibre mental. Je n'imaginai point qu'il me donnerait vite raison.

Si j'en crois les comptes rendus de la presse — même si j'avais une télévision, je ne regarderais pas les programmes de M. Mendo Ze —, les propos tenus à la télé par Hogbé Nlend (cf. *Le Messenger* et *L'Expression* du 24 avril) le classent, à mes yeux, dans la catégorie des débiles mentaux.

Quand on a accompli une prouesse ou longtemps exercé une fonction, si prestigieuse soit-elle, une sorte d'accoutumance venant, on finit par se persuader de sa banalité — on finit par la désacraliser, on n'y pense même plus. Napoléon avait certainement déjà oublié Austerlitz deux ans après cette bataille, la plus belle du siècle. Imagine-t-on Einstein se baladant dans la rue en criant aux populations du cru : attention tout le monde, $E = mc^2$, vous connaissez ? eh bien, c'est moi. Notre compatriote Siméon Kuissu a dirigé le service de chirurgie d'un grand hôpital de la région parisienne : qui en a entendu parler ici ?

Quand un moniteur passe le plus clair de son temps depuis

des décennies à vous jeter à la figure ses titres et ses parchemins, on en vient à éprouver un doute. À beau mentir qui vient de loin, dit-on. Il est difficile de vérifier les tartarinades d'un exilé revenu au pays.

De deux choses l'une : ou bien il n'a jamais pu accéder à la fonction dont il se targue, en ayant seulement rêvé de loin, ver de terre amoureux d'une étoile, comme dit le poète, ce qui explique l'éternelle fascination que celle-ci exerce sur lui ; ou bien il ne l'a pas conquise, on la lui a donnée, comme un beau jouet à un enfant pauvre qui s'en extasie interminablement. Hogbé Nlend semble chaque matin à son réveil se regarder dans son miroir et se dire : Est-ce bien moi le professeur de mathématiques de la faculté de Bordeaux ?

Je suis tout à fait d'accord avec cet impénitent hâbleur pour reconnaître qu'il n'y a aucune commune mesure entre un professeur de lycée français et un professeur d'université. Le premier accède à ses fonctions après avoir subi un concours (capes ou agrégation, ou les deux successivement, ce fut mon cas) au vu et au su de tout le monde, à des dates parfaitement repérables, précédé d'ailleurs d'un décret ministériel circonstancié dans le lycée de son affectation. Un concours en France, mon cher professeur d'université, c'est du sport, et pas la fanfaronnade. Rien qu'en lettres classiques, en 1966, l'année où j'ai été reçu à l'agrégation, nous étions plusieurs milliers de candidats, une centaine seulement furent admissibles, c'est-à-dire convoqués à l'oral, et finalement soixante-treize admis. Voilà pour l'un.

L'autre devient professeur on ne sait trop comment — c'est-à-dire, en l'occurrence, en contrepartie de services obscurs qui donnent à ce cadeau la puanteur des trente deniers de Judas — une hypothèse. Seulement une hypothèse, je m'explique.

Hogbé Nlend fut-il réellement professeur *titulaire* de mathématiques à Bordeaux ? Plusieurs indices me laissent sceptique. L'article 1 du code de la fonction publique française dispose : « Nul ne peut être titulaire dans la fonction publique s'il n'est

de nationalité française. » Hogbé Nlend clame partout qu'il n'a jamais pris la nationalité française. Il y a là un mystère. Mais peut-être a-t-il bénéficié d'une dérogation spéciale ? Pour quels services rendus ?

Ici on songe inévitablement à la rumeur, très ancienne, toujours persistante, qui dit que Hogbé Nlend a livré son compagnon de maquis, Ossendé Afana, aux espions néocoloniaux, et que c'est ainsi qu'ils purent facilement localiser le combattant nationaliste. Ils le capturèrent, lui tranchèrent la tête qu'ils allèrent offrir sur un plateau à Ahidjo : ce fut l'une des plus insupportables atrocités du temps de ce dictateur, responsable déjà, comme je le raconte dans *Main basse sur le Cameroun*, d'une tentative de génocide, sinon d'épuration ethnique dans l'Ouest.

Il faudrait que Hogbé Nlend s'explique un jour sur cet épisode de son existence. Que s'est-il réellement passé, monsieur le professeur d'université, entre Ossendé Afana et vous ? Comment de maquisard révolutionnaire êtes-vous subitement devenu professeur d'université à Bordeaux ? Parodions le titre d'une pièce de théâtre burlesque : ne dites pas à ma mère que je suis sous-ministre d'une dictature néocoloniale, elle me croit maquisard dans le Sud-Est.

La culture de l'impunité, caractéristique de notre vie quotidienne et politique, génère une prolifération d'irresponsables, de traîtres, de fourbes, de sycophantes, de faux amis, dont notre société grouille, au grand dam de notre développement, de notre progrès, de notre élévation collective. Les élites intellectuelles et politiques camerounaises forment, sur fond d'hédonisme vulgaire et dégradant, un panier de crabes, un univers de double jeu, de tromperie, de mesquines jalousies, de dérobades, de petites lâchetés quotidiennes, où personne n'est assuré de personne ni de rien. Nous n'arrivons pas à mettre de l'ordre dans nous-mêmes individuellement et collectivement. Nous sommes une société immature, sans valeur morale réellement assimilée, sans assises psychologiques. Comment pourrions-nous lutter efficacement contre la dictature ? Il en ira toujours ainsi tant que

nous laisserons faire des individus comme Hogbé Nlend. Il faut leur demander des comptes. Nous avons pris l'habitude de nous accommoder des êtres les plus nuisibles, sans exclure les chacals puants.

Sans être historien, j'ai quand même ma petite idée sur l'histoire de l'UPC. Son effondrement a commencé avec une trahison. La rumeur a couru très tôt que Mayi Matip a livré Um Nyobé aux Français. La bonne méthode eût été, pour les vrais patriotes, de changer de trottoir à la vue de Mayi Matip, de désertier un salon si celui-ci y paraissait, en somme de le mettre au ban de la communauté nationale, de quelque façon. Il eût été obligé de s'expliquer. Autrement, sa trahison, vraie ou fausse, se banalisait, elle devenait un précédent toléré collectivement, elle ouvrait la voie à d'autres trahisons. Là, nous avons manqué de rigueur.

La deuxième mort de l'UPC a été scellée à l'étranger, cette fois, par le stalinisme des dirigeants du Manidem. À cette époque, les colonies exilées de jeunes intellectuels camerounais étaient vibrantes de patriotisme et de désir de se sacrifier. En revanche, pour se garder des traîtres que, avec raison, ils redoutaient plus que tout, les dirigeants du Manidem, y compris le commandant Kissamba, crurent qu'ils devaient utiliser les méthodes odieuses du tyran soviétique, au lieu de chercher à incarner l'idéal de perfection morale et de rectitude auquel aspiraient tous ces jeunes. C'était encore une trahison, la trahison des principes posés par les fondateurs de l'UPC : un pouvoir sain doit s'appuyer sur une pratique au-dessus de tout soupçon. Dès qu'un Camerounais, fût-il d'ailleurs membre du Manidem, paraissait à tort ou à raison porter ombrage à Woungly Massaga, le grand manitou prétendument réfugié dans la clandestinité, on déclenchait aussitôt contre lui, à froid, l'artillerie lourde des campagnes de calomnies. Nous avons vu cela, Abel Eyinga, Shanda Tonmé et moi-même, chacun à sa façon. Les jeunes en furent écoeurés et se tournèrent ailleurs, comme il arrive toujours dans ces cas-là. On sait ce qui est

advenu depuis du Manidem et surtout du commandant Kissamba.

J'admire beaucoup Ndeh Ntumazah, que je connais très bien, à qui j'ai rendu d'innombrables visites quand, exilé à Londres, ce très grand patriote menait la vie la plus austère, la plus modeste, la plus empreinte d'abnégation qu'on puisse imaginer. Cet homme ne fut ni traître ni stalinien. Il s'en est tenu à une ligne à la fois pleine de modération et en même temps de cette intransigeance morale qui fait les grands leaders nationalistes. C'est notre Mandela. S'il y avait une justice, c'est lui qui devrait diriger une UPC réellement renouvelée. Il se trouve qu'il est malheureusement trop vieux.

Voilà ma vision de l'histoire de l'UPC — c'était une parenthèse.

Revenons aux vantardises carriéristes de Hogbé Nlend.

Il faudrait que Hogbé Nlend nous explique par quelle filière précise (car la fonction publique en France, un vieux pays, ce n'est pas un jeu de hasard, ni une prestidigitation, loin s'en faut) il est devenu professeur *titulaire*, si titulaire il fut jamais, de mathématiques à la fac de sciences de Bordeaux.

À mon avis, ce compatriote, selon toute probabilité, était chargé de travaux pratiques. Dans ce cas, on parle plus justement de moniteur et non de professeur. Il est vrai que le titre de professeur est plus facilement attribué en France qu'ailleurs, la société française étant très égalitariste, au moins dans le discours, sinon dans la répartition des avantages matériels.

Admettons même que Hogbé Nlend ait été réellement professeur de mathématiques titulaire de chaire, qu'est-ce que cela prouve ?

Hogbé Nlend, autre indice troublant, ne semble pas vraiment connaître le fonctionnement du système qui lui prête les prestiges dont il s'enveloppe comme d'un habit de lumière pour légitimer sa très risible ascension.

Ce n'est pas à la fac que l'on forme les vrais mathématiciens en France ; apparemment, il n'y a que Hogbé Nlend qui

l'ignore. Mais où alors ? me dira-t-il. Dans les grandes écoles, pardi ! — École normale supérieure, en particulier celle de la rue d'Ulm, Polytechnique, Centrale, Ponts et Chaussées, Mines, Arts et Métiers, Travaux publics d'État, Saint-Cyr, Navale, École de l'air, etc.

Et quel est le passage obligé avant d'entrer dans une grande école par concours ? Je vous le donne en mille, monsieur Hogbé Nlend. Eh bien, ce sont les classes préparatoires des lycées scientifiques, comme le lycée Corneille où j'ai enseigné, moi, pendant vingt-huit ans. Et moi, j'ai enseigné dans les classes préparatoires et formé, en lettres il est vrai, de futurs polytechniciens, centraliens, etc., ce qui ne fut jamais votre cas.

Contrairement à ce que vous semblez prétendre, la formation des vrais mathématiciens français vous a donc complètement échappé. Vous n'avez jamais eu devant vous un futur centralien, ou un futur polytechnicien, ou un futur normalien supérieur, etc., ce qui eût été le cas si vous aviez enseigné dans une classe préparatoire de lycée. Malheureusement pour vous, il eût fallu que vous soyez agrégé. Alors un peu de modestie, mon cher monsieur Hogbé Nlend.

Tous les jeunes bacheliers français des sections scientifiques qui ont obtenu au moins 12 de moyenne vont dans les classes préparatoires des lycées et non à la faculté. Pas un de ces jeunes, ayant obtenu ce qu'on appelle une mention, soit au moins 12/20, s'il est un tant soit peu ambitieux, n'irait se fourvoyer à la fac. C'est un véritable écrémage qui n'existe dans aucune autre discipline, et pour cause.

Au moins deux tiers de ces appelés réussissent, au bout de trois ans maximum de préparation intensive, à entrer dans une grande école, la plus prestigieuse scientifiquement parlant étant l'École normale supérieure de la rue d'Ulm à Paris, spécialisée dans la formation des chercheurs. M. le ministre de la Recherche scientifique devrait le savoir. Apparemment, il ne le sait pas. Un débile mental à la tête de la Recherche scientifique, on aura tout vu. Il est vrai que le Cameroun, c'est le Cameroun.

Les autres, ceux qui ont été recalés aux concours d'entrée dans les grandes écoles, se sont hissés à un tel niveau au cours de leur préparation qu'ils n'ont aucune difficulté à passer l'agrégation deux ou trois ans plus tard pour venir enseigner au lycée, avec comme perspective finale d'enseigner dans les classes préparatoires... des lycées, monsieur Hogbé Nlend.

Conclusion, la fac forme des sous-mathématiciens voués au chômage. L'enseignement des mathématiques en fac n'est pris au sérieux par personne ; c'était un sujet permanent d'intense rigolade dans les salles de professeurs de Corneille parmi les professeurs de mathématiques des classes préparatoires. C'est pourquoi on peut bien laisser n'importe quel tocard africain se donner l'illusion de professer en mathématiques dans une fac ; cela ne tire pas à conséquence, étant donné que c'est un enseignement marginal, pour ne pas dire bidon.

Je m'étonne d'ailleurs qu'un si grand mathématicien n'ait publié aucun ouvrage de mathématiques. Et pourtant, ce qui compte en mathématiques comme dans toutes les autres disciplines, c'est, non les autoglorifications infantilement agressives, mais ce qu'un savant publie. C'est à cela qu'on le juge. J'ai eu pour collègues au lycée Corneille de Rouen de vrais mathématiciens, hommes de grande réputation, qui avaient publié maints ouvrages de mathématiques.

Dernier indice, qui montre bien que Hogbé Nlend n'a strictement rien compris au fonctionnement du système éducatif français, il méconnaît totalement le rôle du lycée comme pierre angulaire de l'édifice. Je lui apprends donc, par exemple, puisqu'il l'ignore apparemment, que le plus grand philosophe français du xx^e siècle, Jean-Paul Sartre, pourtant sorti de la rue d'Ulm, et agrégé, n'a jamais enseigné dans une faculté, mais fut professeur au lycée François-1^{er} du Havre à la veille de la dernière guerre ; c'est là qu'il rédige *La Nausée*, son premier grand ouvrage. Il en fut de même de sa compagne, Simone de Beauvoir, écrivain céléberrissime elle aussi, agrégée de philosophie, qui n'enseigna jamais dans une fac, mais longtemps au lycée

Jeanne-d'Arc de Rouen, où ma propre épouse exerce aujourd'hui.

Peut-être Hogbé Nlend n'a-t-il jamais entendu parler de Georges Pompidou, il est si ignorant. Je lui apprends donc que cet ancien président de la République française, sorti de la rue d'Ulm lui aussi, et premier à l'agrégation de lettres classiques, n'enseigna jamais que dans un lycée, le lycée Louis-le-Grand, à Paris, avant d'entrer, il est vrai, dans la banque Rothschild.

Hogbé Nlend a prétendu que mon militantisme à l'UPC n'a laissé aucune trace, à sa connaissance. Cela ne m'étonne pas. Nous ne jouions pas dans la même équipe. Lui, c'était l'équipe des futurs professionnels du retournement de veste et de la délation des vrais combattants. Moi, c'était une tout autre équipe.

Il y a quand même au moins une trace de mon combat que tout le monde connaît, car elle m'a valu beaucoup d'ennuis, c'est mon livre *Main basse sur le Cameroun*, interdit, saisi, pourchassé. Il ne faisait pas bon à l'époque de s'en prendre à Ahidjo. Justement, que faisait Hogbé Nlend sous la sinistre dictature d'Ahidjo? Jamais à cette époque je n'ai entendu parler de Hogbé Nlend. Étrange, non?

Pour finir, qu'est-ce que c'est que ce discours méprisant à l'égard du *vulgum pecus*, venant d'un soi-disant dirigeant d'un parti de tradition révolutionnaire? Imagine-t-on Um Nyobé, titulaire du certificat d'études primaires supérieures, déclarant: «Aucune commune mesure entre moi, titulaire du diplôme d'études primaires supérieures, et les militants de mon parti»? Depuis quand le diplôme qualifie-t-il et légitime-t-il un homme politique, le mettant du même coup à l'abri de la critique?

À n'en pas douter, Hogbé Nlend est en plein délire, c'est visiblement, comme je l'ai dit au début, un débile mental. Ce n'est pas un hasard si Biya l'a choisi pour représenter l'UPC (*sic*) dans son gouvernement. C'est un malin, Biya. Il est bien conseillé. Il y a derrière lui Elf, ne l'oubliez pas, donc une flopée de psychanalystes et de psychiatres. À bon entendre...

La Sonel et son petit rouleau compresseur

Qui ne se souvient de cette bande magnétique pirate dont la classe politique camerounaise fit des gorges chaudes naguère. Elle reproduisait une longue conversation au cours de laquelle deux ministres se félicitaient d'appliquer à un illustre détenu la tactique du rouleau compresseur, qui, selon eux, avait broyé Bernard Tapie. La victime croit en avoir fini avec une affaire, et pan! on en sort une autre.

Je me demande si la Sonel ne s'est pas résolue à me faire asticoter, à défaut de me broyer, par un rouleau compresseur à sa mesure, un tout petit rouleau compresseur, un rouleau compresseur miniature, certes, mais capable quand même de vous faire tourner en bourrique, mine de rien.

Fin avril, quelques jours avant mon départ du Cameroun, je trouve en rentrant chez moi un avis de coupure, où il est précisé que je n'ai pas réglé plusieurs mois de facture, d'un montant total de plus de 81 000 francs CFA.

À l'agence de Mimboman dont dépend mon quartier, je suis accueilli par le chef d'agence, qui est une dame. Je lui dis: «Je n'ai jamais reçu ces factures. La preuve: montrez-m'en les souches, ou toute autre forme d'attestation.»

L'agent, qui aurait pu effectuer cette recherche, n'est bien entendu pas en place, comme ils disent. Nous convenons d'un compromis: je verse une petite avance et on me rétablit le cou-

rant et on s'abstient de toute initiative avant que cette affaire de factures jamais reçues soit tirée au clair.

Là-dessus, je quitte le pays le 5 mai. À peine se passe-t-il une semaine que j'apprends par un fax de mes gardiens que la Sonel a déposé un avis de coupure, sous prétexte que je n'avais pas réglé des factures d'un montant de 81 000 francs CFA, et a coupé le courant. Mon petit monde va donc dormir dans l'obscurité jusqu'à mon retour, car il n'est pas question que j'ordonne de payer sans que cette énigme de factures jamais reçues soit éclaircie.

Je fais observer que les techniciens qui étaient venus remettre le courant avaient pris un coup de sang en constatant que la coupure avait été faite de telle façon que, normalement, le courant ne pouvait plus être rétabli, comme si l'on avait voulu effectuer un sabotage : il leur fallut donc faire de véritables acrobaties pour rétablir le courant, en récompense de quoi je leur avais octroyé une prime de 3 000 francs CFA.

De quelle nature est donc cette nouvelle coupure ? Encore une sorte de sabotage ? Quelle prime devrai-je encore verser aux techniciens qui, à mon retour, viendront rétablir le courant ?

Quels mots conviennent pour déplorer la désinvolture et l'anarchie qui règnent à la Sonel, censée fournir aux populations une denrée de première nécessité ? L'usager ne sait jamais à quoi s'en tenir, toujours à la merci d'une foudrue du premier agent venu, qui, parfois, n'a même pas l'aval de son supérieur hiérarchique, mais est toujours assuré de l'impunité, quelle que soit sa faute. Et, pour un oui ou pour un non, voilà une famille renvoyée du jour au lendemain pour des semaines sinon des mois dans les ténèbres de l'homme de Neandertal. Que penser lorsqu'une entreprise publique fait montre d'une telle haine et d'un tel mépris à l'encontre des citoyens ? Ces exactions attestent que nous vivons toujours dans un climat de guerre civile larvée, quarante-cinq ans bientôt après le début des maquis épécistes, et surtout plus de vingt-sept ans après leur éradication proclamée.

Mais ces brimades relèvent-elles toujours du caprice d'agents plus ou moins véreux ?

Ma librairie a été victime le mois dernier du même type de traitement, alors que, comme par hasard, j'étais aussi absent. Mes employés ont raconté que, sans que personne les prévienne, au risque d'endommager les appareils nécessaires au fonctionnement de l'établissement, caisse enregistreuse, fax, ordinateur, chaîne hi-fi, la librairie s'est trouvée tout à coup plongée dans l'obscurité. Renseignement pris, de prétendus agents de la Sonel, qui ont refusé de décliner autrement leur identité qu'en montrant du doigt un véhicule marqué Sonel garé non loin de là (ce qui ne prouve rien), venaient tout simplement de déposer et emportaient le compteur, sous prétexte qu'ils y avaient décelé une anomalie. À l'objection des témoins selon laquelle une autre équipe était passée dix jours auparavant environ et n'avait rien trouvé à redire, ces messieurs rétorquèrent que celle-là était une équipe parallèle.

On était jeudi. Revenu à Yaoundé, je me présente donc le lendemain vendredi 13 février à la délégation muni de la convocation de la Sonel. Ce document vous conduit directement au bureau dit des fraudes. Cela signifie que, avant même que vous ayez pu vous expliquer, sans avoir été pris en flagrant délit, sans avoir été confronté avec qui que ce soit, vous êtes déjà classé fraudeur. En somme la Sonel est à la fois juge et partie. Et quel juge !

Une fois dans le bureau dit des fraudes, j'essaie d'expliquer au monsieur qui m'accueille que je récusé l'accusation de fraude. Peine perdue. Voici sa seule réaction : « Donne l'argent, on va te rétablir le courant. »

Je refuse, bien entendu, de donner l'argent. Quel argent d'ailleurs ? Dehors, de bonnes âmes m'expliquent que, selon l'usage, il suffirait que je verse au personnage qui m'a accueilli, qui n'est pas caissier, notez bien, une somme modeste, même 30 000 francs CFA, et l'affaire serait entendue.

Je me refuse à tomber dans ce panneau. La librairie, qui

ne peut fonctionner sans électricité, restera fermée jusqu'au lundi après-midi 16 février, c'est-à-dire pendant quatre jours. Il faudra que j'en appelle au directeur commercial à Douala, lundi 16 février précisément, pour qu'on me rétablisse le courant.

Entre-temps, j'ai demandé qu'il soit procédé à une enquête sur les conditions dans lesquelles le compteur a été déposé et emporté. Je prétends en effet avoir été victime d'une tentative de racket, arguments à l'appui. C'est au propriétaire du compteur, la Sonel, de veiller à l'inviolabilité de l'appareil, placé dans le hall de l'immeuble et non à l'intérieur de mon établissement, sans compter qu'aucun procès-verbal ne m'avait été fourni au moment de la pose du compteur, dont le bon état, de ce fait, n'a jamais été garanti. Il n'y avait d'ailleurs pas d'huissier pour constater la prétendue anomalie; en revanche, à la délégation, on brandira un document portant la signature d'un prétendu huissier, un faux évidemment. Enfin, la Sonel aurait quand même pu attendre que le propriétaire de la librairie revienne; en effet, on avait dit et répété à ces personnages que je serais à la librairie le lendemain. De la même façon, la Sonel aurait pu nous mettre au moins provisoirement un autre compteur, au lieu de condamner une entreprise à fermer, et ses six employées au chômage technique.

L'enquête que j'ai demandée n'est jamais venue. En revanche, des individus se réclamant de la Sonel viennent chaque mois me réclamer 290 000 francs CFA, suite à la fraude qui aurait été constatée le 12 février sur le compteur de ma librairie. De guerre lasse, j'ai dû déposer une plainte auprès du procureur de la République, au motif que j'étais victime de tentatives répétées de racket de la part d'individus se disant agents de la Sonel.

Depuis ce dépôt de plainte, la Sonel envoie à la librairie des factures d'un montant excessivement élevé, chacune étant toujours plus élevée que la précédente, et tout aussi fantaisiste, histoire de montrer que, si je payais moins auparavant, c'est parce

que je trichais. Mais ces gens prouvent surtout que n'importe qui, y compris des individus se prétendant agents de la Sonel, peut venir trafiquer clandestinement les compteurs à partir du moment où ceux-ci échappent à la surveillance des locataires, comme c'est mon cas, et ne sont protégés par aucun dispositif garantissant leur inviolabilité.

Tout cela n'est pas sérieux. La Sonel, à l'évidence, est utilisée comme bras séculier du Renouveau chargé de punir les citoyens récalcitrants, de persécuter sournoisement des opposants en vue. Ce n'est pas ainsi qu'on relancera l'économie du Cameroun. Il est vrai que M. Biya s'en fout, son petit magot de 45 milliards, une paille, reposant depuis belle lurette en lieu sûr.

Le foot de tous les exutoires

À cinq ans — c'était dans les années 1930 — je fabriquais des ballons de foot, oui, monsieur. C'est simple, on s'enfonce dans la forêt avec les copains, pas trop loin quand même du champ où maman s'échine au soleil, on s'enduit le torse et le ventre du suc laiteux d'hévéa sauvage ; on s'expose au soleil quelques minutes, puis, quand le suc commence à durcir, on y roule une boule de chiffons, et voilà le travail. Voilà peut-être la première explication de la facilité avec laquelle ce sport s'est implanté au Cameroun. Un espace de cent mètres carrés, une boule de chiffons et c'est parti. C'était un peu trop rustique, c'est vrai, et en ville aujourd'hui, ça ne se passe plus ainsi.

Observez des jeunes qui vont à l'école ou en reviennent. Il y en a toujours un, sans doute le rejeton d'une famille privilégiée, qui tient un vrai ballon de football posé sur son poing levé, tandis qu'un groupe, probablement des jeunes issus de milieux plus modestes, le suit, fasciné par l'objet importé qu'arbore l'enfant privilégié.

Dès que s'offre le moindre terrain vague, les adolescents le transforment aussitôt en stade sauvage. Les jeunes Camerounais peuvent courir pendant des heures derrière un ballon, sous la pluie, dans la boue, dans la poussière, au milieu des gravats d'un chantier abandonné. Le plus surprenant, c'est que, aussitôt, un attroupement d'adultes se forme pour assister avec exci-

tation à ces matchs improvisés sur des terrains dépourvus du moindre équipement.

L'engouement des Camerounais pour le football est tout simplement inimaginable. Il faut vivre sur place pour prendre la mesure de cette passion qui frise l'hystérie. J'habite à côté du stade Omnisports, le plus grand de Yaoundé, la capitale, une construction pharaonique héritée du premier dictateur, Ahmadou Ahidjo. Les dimanches, les clameurs des aficionados s'entendent à plusieurs kilomètres à la ronde. À la sortie, des foules gigantesques de femmes et d'hommes se répandent dans les rues, qu'elles obstruent, paralysant la circulation.

C'est cette passion qui, seule, explique le haut niveau atteint naguère par le football camerounais qui s'est illustré au *Mondiale* 1990 en Italie. S'il y a eu miracle, comme on a dit, cela s'explique très rationnellement. Le foot, ici, est vraiment le pôle de tous les rêves, de tous les enthousiasmes, l'exutoire de tous les refoulements.

Le foot ici est la seule activité pouvant fournir à la foule les héros dont elle a besoin. Njo Léa autrefois, puis Roger Milla, Joseph-Antoine Bell, et bientôt d'autres noms, d'autres visages rayonnants... Et la biographie de chacun est une *success story*.

On l'a dit plusieurs fois pour le Brésil, mais c'est encore plus vrai pour l'Afrique, du Nord ou subsaharienne; le football est par excellence le sport du pauvre. C'est à ce titre qu'il faut le défendre. On a parlé d'opium du peuple. Je récuse cette métaphore accusatrice. Le football ne détruit ni les corps ni les esprits.

Le foot ne détruit pas les corps. De ma jeunesse en France, je me souviens d'un boxeur américain, un certain Percy Basset, poids plume, je crois, ou léger, qui fit longtemps les délices des rings français, jusqu'à ce qu'on apprenne qu'à force de prendre des coups il était devenu aveugle. Ce fut le destin d'un autre Noir; un Français cette fois, Théo Nollet. Et qu'arrive-t-il actuellement à Cassius Clay, alias Muhammad Ali, un autre merveilleux boxeur noir, américain comme Percy Basset ? Dans

le foot, ces déchéances n'existent pas. On n'a jamais entendu parler d'un footballeur rendu aveugle, ou victime d'un autre handicap, par la pratique de son sport.

Cette affirmation vaut aussi pour l'esprit des footballeurs. Dans aucun autre sport on n'observe cette facilité à passer du terrain à l'activité d'entraîneur comblé. Le meilleur exemple est, à mon avis, le Français d'origine africaine Jean Tigana. Il y en a d'autres, bien sûr.

En matière de football camerounais, il faut pourtant bien s'interroger sur la relation entre la réussite et l'environnement politique et social. Rien, en effet, n'aurait laissé prévoir l'éclosion des vedettes de l'envergure d'un Roger Milla, d'un Joseph-Antoine Bell. Le gouvernement camerounais depuis 1982, date de l'accession au pouvoir de Paul Biya, n'a aucune politique sportive. Les dirigeants de la fédération, corrompus jusqu'à la moelle, passent leur temps à vider les caisses et à s'entre-déchirer. Pas le moindre soin n'est accordé aux équipements. Les rares stades, faute d'entretien, ne cessent de se dégrader, l'équipe nationale se couvre désormais de ridicule à chacune de ses apparitions. En 1990, à l'occasion du *Mondiale*, en Italie, alors qu'elle était parvenue en quart de finale face à l'Angleterre et qu'elle menait 2-1, elle perdit *in extremis*, au grand soulagement, dit-on, de ses dirigeants, dont les malversations avaient épuisé l'enveloppe accordée par le gouvernement, et qui ne pouvaient plus financer le séjour des joueurs.

Pour le Mondial des États-Unis, en 1994, le gouvernement, arguant de son manque de moyens, ouvrit une souscription publique, où les humbles vinrent verser leur obole. Cet argent n'est jamais parvenu aux destinataires. Dans de telles conditions, peu de peuples dans le monde porteraient ainsi haut le drapeau de leur football. Le mal camerounais en général depuis quinze ans, c'est un régime politique dont l'impéritie conjuguée à l'intolérance répressive est en train de devenir légendaire.

De toute façon, j'adore le foot. En toute honnêteté, c'est par

là que j'aurais dû commencer. C'est le seul sport dont je comprendre les règles, pour l'avoir pratiqué étant petit écolier. C'est le seul sport au spectacle duquel je ne m'ennuie pas. Je supporte peu le tennis. Ces services ratés et recommencés une fois sur deux, ces interminables échanges du fond de court me lassent. Mais un match de foot, mes agneaux, que de mouvements, que de surprises, que de retournements, que de coups de théâtre ! Quelle vie !

Un de mes meilleurs souvenirs est le suivant. J'habite au 203, rue de Belleville, on est en 1958. C'est la Coupe du monde en Suède, retransmise par la télévision en noir et blanc. Je n'ai pas de récepteur, comme presque cent pour cent des habitants de ce quartier à cette époque très pauvre. Nous sommes donc tous sur le trottoir, à regarder une télé qu'un marchand veut bien mettre à la disposition des passants. Le match, en demi-finale, avec, d'un côté, Pelé, entre autres, et de l'autre, Fontaine et Kopa, est un spectacle tout simplement divin. Je n'essaierai pas de raconter le premier but, marqué par Pelé, ce serait un sacrilège. Et celui de Fontaine, donc. Vive le foot, le plus beau et le plus démocratique des sports !

Football, complot, xénophobie : l'arbitrage de Mongo Beti

Le romancier, essayiste, enseignant et militant acharné contre le néocolonialisme français, est connu de tous. À l'occasion de la Coupe du monde de football, le public a découvert en Mongo Beti, qui est aussi libraire à Yaoundé, un amateur avisé du ballon rond. Il a joliment déclaré sa passion dans un article publié par le quotidien français Libération, et repris par Le Messenger du 15 juin (n° 775).

Marié à une Française, il a vécu quarante-deux ans dans l'Hexagone. Ce Mongo Beti « nouveau » répond à des questions inhabituelles sans pour autant s'éloigner de son registre.

Le Messenger : Comment jugez-vous la performance du Cameroun à France 1998 ?

M.B. : J'étais très sceptique au début de la Coupe du monde de football, parce que les Lions indomptables ne s'étaient pas beaucoup préparés. La France a désigné son entraîneur Aimé Jacquet il y a quatre ans avec, comme mission, la préparation de la Coupe du monde ; nous avons fait venir un Français un mois avant la compétition. Que pouvait-il ? J'étais donc sceptique. Mais j'ai été très surpris, agréablement, par la performance des Lions indomptables.

L.M. : En quoi ?

M.B. : Jouer à neuf contre le Chili et marquer des buts, trois dont deux ont été à tort refusés par l'arbitre, ça me paraît

extraordinaire. Je crois que le Cameroun est une terre à footballeurs comme il y a des terres à blé, des terres à maïs. Le football est un sport de pauvre, qui ne demande pas beaucoup d'équipements, juste un minimum. Du moment qu'on l'aime, on peut le pratiquer n'importe où, sur un terrain vague, au besoin en fabriquant soi-même son ballon. Et les Camerounais sont extrêmement doués. Je pense que s'il était bien géré, le Cameroun pourrait rêver de remporter un jour la Coupe du monde.

L.M. : Pour l'instant, l'élimination à tort des Lions indomptables a suscité des réactions plutôt vives...

M.B. : Il est légitime qu'un peuple victime d'une injustice comme celle-là réagisse. Mais il y va de notre honneur d'intellectuels nationaux que des protestations énergiques soient formulées quant aux scènes vécues à Yaoundé. Je proteste vigoureusement parce que je n'ai jamais été agressé par un Blanc. J'ai vécu quarante-deux ans en France et les Français ont eu maintes occasions de nous montrer leur agressivité, mais ils ne l'ont pas fait.

L.M. : À quelle occasion, par exemple ?

M.B. : Je pense à 1960, quand l'actuel Congo démocratique est devenu indépendant. Il y a eu une mutinerie de l'armée zaïroise qui a donné lieu à des scènes dont les photos ont été diffusées. Elles montraient des Blancs menottes aux poignets, déchaussés, à genoux. Et pourtant, jamais un Blanc ne m'a insulté parce qu'on faisait des misères à ses frères en Afrique.

L.M. : Les incidents de Yaoundé semblent vous avoir personnellement choqué. Pourquoi ?

M.B. : Si ma femme [française, NDLR] avait été là et qu'elle se fût trouvée dans la rue, elle aurait été molestée. Écoutez : j'ai un client américain qui m'achète des livres édités au Cameroun, et ils sont rares, pour les envoyer à des universités américaines. Il m'en achète d'un coup pour 200 000, 300 000 francs CFA, ce qui est beaucoup. Je l'attendais le jour du match Cameroun-Chili à 18 heures. Vers 18 h 30, il me téléphone pour dire qu'il

est coincé dans un bar où il s'est réfugié parce qu'il craint pour sa peau. Vous vous rendez compte ?

L.M. : Que vous craignez pour votre famille et vos affaires ?

M.B. : Ce qui est bête, c'est qu'il s'agit des Blancs qui nous sont le plus sympathiques. La plupart des Blancs qui sont là n'y sont pas pour gagner de l'argent, mais pour se dévouer. Ce sont des missionnaires, des membres des ONG, etc. Les Blancs qui gagnent de l'argent ne viennent plus en Afrique. Ils se font représenter par un Africain. Qui dirige les Brasseries, ce poison ? Ce n'est pas un Blanc, mais bien un Camerounais. Qui dirige le Cameroun où les Français ont tant d'intérêts ? Ce n'est pas un Blanc ! J'ai été traumatisé pour ma femme, c'est vrai. Elle est en vacances mais, à quelques semaines près, elle se serait retrouvée dans cette affaire-là. Ce qui n'est pas bien du tout.

L.M. : À qui la faute ?

M.B. : Aux élites. Nous ne remplissons pas du tout notre rôle. Alors que nous subissons tant de misère, que nos journalistes, nos hommes politiques sont en prison, alors que nos enfants meurent par centaines dans nos hôpitaux, on ne comprend pas pourquoi les élites ne s'appliquent pas davantage à éduquer le peuple. Elles passent leur temps à énumérer leurs diplômes. C'est complètement ridicule.

L.M. : Qu'est-ce qui manque à ces élites ?

M.B. : Nous sommes très peu militants, ou pas du tout. Ce n'est pas un défaut naturel, c'est dû à la conjoncture. Le système a verrouillé toutes les voies sauf une, la corruption. Tous ces « diplômés » ont pris des crédits qu'ils n'ont jamais remboursés. Ils savent que, s'ils lèvent la tête, on leur fera le coup de Titus Edzoa. À partir du moment où les gens ne peuvent pas laisser libre cours à leur talent, à leur génie, ils tournent en rond entre l'alcool et les femmes, et deviennent peu militants.

L.M. : C'est un cercle parfaitement vicieux.

M.B. : Ah oui ! Tout à fait. Les gens ont peur de la police. Pas une peur physique mais la peur de s'entendre dire par exemple : « Puisque tu es dans le Comité pour la libération de

Titus Edzoa, eh bien ! rends le crédit que tu as pris. » Mais je n'ai pas à me vanter, je n'étais pas ici. Peut-être aurais-je été contraint à contracter un crédit moi aussi. Cette politique est délibérée. Elle a été voulue par le dictateur Ahidjo et maintenue par son successeur. Quarante ans de cette politique ont eu raison du militantisme des élites, et même de tout le monde. C'est comme une bombe désamorcée, il faut la réamorcer, tout refaire sur le terrain.

L.M. : Les partis politiques sont là pour remplir ce rôle.

M.B. : J'ai cru longtemps que le SDF pouvait faire ce travail d'éducation à la base. Je pense aujourd'hui que le SDF n'est qu'une machine électorale. Je suis partisan de créer des petits comités de quartier où les gens se connaissent et se battent pour un but précis. J'ai envie d'en créer un dans mon quartier pour résister à la Sonel qui vient, comme ça, emporter votre compteur. On peut commencer par là pour redonner le goût de militer aux gens. Comment se fait-il qu'au Togo les gens réagissent alors que chez nous ils sont complètement apathiques ? C'est la faute des élites.

L.M. : Ces mêmes gens n'ont pas eu besoin d'organisation pour descendre dans la rue après le match contre le Chili, comment l'expliquez-vous ?

M.B. : J'aurais dû dire qu'on a tout verrouillé sauf la corruption et le football. J'aime le football, je l'ai pratiqué comme tous les Camerounais. Mais peut-on comparer un but qu'on nous vole et les élections qu'on nous vole ? On a fait du football une espèce de drogue. Les gens n'ont plus rien, il leur reste le football. On l'a gonflé artificiellement. Il est bon d'aimer le football, mais pas au point de considérer que toute autre activité ne vaut pas la peine qu'on se mette en colère.

L.M. : La presse française s'est montrée compréhensive à l'égard de la réaction des Camerounais. Cela vous surprend-il ?

M.B. : C'est vrai que la presse française n'a pas été scandalisée. Moi si ! J'ai été très scandalisé en pensant, par exemple,

à ce qui aurait pu arriver à ma femme qui s'est dévouée pour l'Afrique à mes côtés depuis 1962, date de notre mariage. J'ai eu peur à l'idée qu'elle aurait pu se trouver seule dans la rue comme souvent quand elle est ici. La presse française a été un tout petit peu paternaliste, genre « c'est des grands enfants, il ne faut pas leur en vouloir ».

L.M. : Ce qui vous choque ?

M.B. : Un peu. Si on vous considère comme responsable, au moment où vous faites une bêtise, il faut qu'on vous le dise. Celui qui vous morigène pense que vous êtes capable d'éviter une faute. Si quelqu'un se montre gentil, « bof ! il a fait une faute, c'est rien, comprenez-le », cela sous-entend que vous n'êtes pas encore responsable. La presse française n'aurait pas dû prendre la chose à la légère. Nous ne pouvons pas devenir racistes après avoir longtemps reproché leur racisme aux Blancs. En vouloir à quelqu'un qui est blanc parce qu'il est blanc, c'est du racisme. Et il faut le prendre au sérieux. Je ne pensais pas qu'une telle réaction pouvait encore exister au Cameroun. Je tombais des nues.

L.M. : Comment les Camerounais auraient-ils pu mieux réagir à l'injustice de l'arbitre du match contre le Chili ?

M.B. : Les Marocains aussi ont subi la même injustice, mais ils ont réagi avec humour, en défilant sans violence à l'égard de personne.

L.M. : Cela ne vaut pas réparation !

M.B. : Non, mais la question me dépasse ! Ce ne sera jamais réparé. Nous avons été sortis, lésés. C'est un dommage dont on ne voit pas la réparation possible. Le public européen a très mauvaise conscience après ces affaires-là, on voit à travers la presse qu'il est mal à l'aise. Mais c'est irréparable. Il n'est pas concevable qu'on rappelle le Cameroun et le Maroc dans la compétition. Même si c'était possible techniquement, je crois que le traumatisme a été tel pour les joueurs qu'il leur serait difficile de recommencer à jouer. C'est irréparable.

L.M. : Et désespéré ?

M.B. : La seule façon de réparer, c'est de réformer l'arbitrage à la prochaine Coupe du monde.

L.M. : Quel genre de réforme ?

M.B. : Bah ! Il en est question actuellement, les journaux en parlent. Il semble que les arbitres ne soient pas professionnels. Ils seront meilleurs quand ils le deviendront. Il y a aussi ce dosage continental dans leur choix, alors qu'il faudrait retenir des techniciens, sans plus. Un arbitre est bon s'il est techniquement bien formé, peu importe son origine. C'est comme pour un pilote : est-ce qu'on les recrute en dosant les provinces ? Je sais bien qu'on le fait ici chez nous, mais c'est idiot.

L.M. : La Confédération africaine a réclamé une compensation financière de la Fifa. Qu'en pensez-vous ?

M.B. : Que c'est le bon sens même. Il y a un manque à gagner pour ces deux équipes qui sont payées plus ou moins bien selon qu'elles sont allées loin ou pas dans la compétition. La Fifa peut et doit dédommager ces gens-là.

L.M. : Chaque édition de la Coupe du monde depuis 1982 comporte son injustice contre l'Afrique. À force, le complot est évoqué aujourd'hui.

M.B. : C'est un soupçon légitime. Mais je ne crois pas que ce soit une question de racisme. Les Brésiliens sont des métis, et pourtant ils ont remporté quatre fois cette Coupe du monde ! Je crois qu'il y a une hiérarchie bien assise qui n'admet pas d'autres recrues. Pour que le monde entier s'installe derrière le petit écran, il faut que tous les continents soient représentés, participent, mais pas trop pour les pays qui ne font pas partie de la caste des « grandes nations » du football. Ceux qui sont en place trouvent cette place bonne et font tout pour que les autres n'y arrivent pas, un peu comme chez nous en politique. Alors s'il y avait complot, c'est un complot pour ainsi dire spontané. Je ne crois pas que ce soit organisé.

L.M. : Un peu comme en politique chez nous, dites-vous. Faut-il en ce cas continuer à figurer ou rester en dehors d'une compétition où on ne veut finalement pas de nous ?

M.B. : La preuve n'est pas faite que la chose soit verrouillée. Voyez-vous, les Noirs étaient parqués à l'extérieur du champ politique aux États-Unis. Mais ils se sont battus, de manière pacifique, et on leur a finalement ouvert la porte. Il faudra observer les efforts que la Fifa fera pour améliorer l'arbitrage. Si ces efforts sont sincères, il faut continuer à participer. Mais si nous avons la preuve d'ici dix à quinze ans que les choses n'évoluent pas, à ce moment-là il faudra s'interroger et déterminer si nous participons à nouveau.

L.M. : Nous pourrions forcer la main à la Fifa ?

M.B. : Je ne sais pas, c'est très technique. À quoi pensez-vous ?

L.M. : En 1966, l'Afrique a dû se rebeller pour obtenir le droit d'organiser entièrement ses éliminatoires. Avant cette date, le champion d'Afrique en titre rencontrait un recalé européen dans un match de barrage qu'il devait remporter pour être qualifié. Ce précédent peut-il servir aujourd'hui, à votre avis ?

M.B. : C'est-à-dire qu'on pourrait boycotter tout de suite ?

L.M. : Je vous le demande.

M.B. : Nous avons boycotté l'élection présidentielle au Cameroun parce que nous avons les preuves que le gouvernement voulait truquer, que l'élection ne serait pas transparente. Nous en avons la preuve, mille preuves, avant l'élection. Mais, dans le cas présent, les fautes semblent venir des réflexes individuels. L'arbitre hongrois avait-il des consignes ? Il faudrait en avoir la preuve. S'il avait des consignes d'empêcher les Africains de gagner, alors oui, il faut boycotter. L'arbitre a commis une faute, c'est certain. Mais quand un individu commet une faute, on n'en rend pas responsable tout le système, toute la société. Je ne crois pas au complot délibéré en l'occurrence.

L.M. : Un confrère français a écrit à ce propos que ça fait partie de la farce que d'en être le dindon. Ce n'est pas le meilleur rôle !

M.B. : Certainement pas ! Mais bien que je sois antiraciste, je dis que le Blanc c'est quand même le Blanc. On attend de

l'Européen un peu plus de maîtrise de ses émotions. Les arbitres incriminés n'ont pas donné le bon exemple dans cette affaire. Ils se sont montrés au-dessous de leurs responsabilités et de leur réputation. Leurs pays ont quand même derrière eux une longue histoire de guerre, de christianisme, de paix et de lutte pour la liberté et la démocratie ; on attend d'eux un sens plus évident de la justice. Ce n'est donc pas agréable pour nous, mais ça ne l'est pas pour eux non plus. C'est pourquoi la presse européenne montre une telle mauvaise conscience actuellement. Je crois que cette affaire aura des conséquences sur la suite de l'organisation de la Coupe du monde. On ne peut pas en rester là.

Les exilés sont de retour

Sommes-nous déjà adultes au point de mériter la démocratie ? Je ne crois pas, en toute sincérité, à la vue de ce qui s'est passé ici au cours des élections de 1997, législatives, puis présidentielles, et quand je pense que nous n'avons rien fait pour nous y opposer, bien au contraire.

La vraie question, la seule question utile finalement, est celle-ci : serons-nous assez adultes dans un avenir prévisible pour mériter la démocratie ? Franchement, il y a des jours où j'en doute, à observer les errements de nos élites intellectuelles — celles qui devraient être exemplaires.

Pour la gouverne de tous les drogués de la gloriole diplomomaniaque, voici une anecdote que j'ai vécue il y a une dizaine d'années. Je voulais préciser l'identité de ce polytechnicien noir du XIX^e siècle qui, selon la légende, s'entendit dire un jour par le maréchal-président Mac-Mahon : « C'est vous le Nègre ? Eh bien, continuez. »

Nous rédigeons en effet, ma femme et moi, le *Dictionnaire de la négritude* — c'est que, au contraire de ces messieurs, professeurs d'université pourtant, dont ce devrait être une des fonctions principales, nous faisons de la recherche, nous, et nos œuvres sont là pour en témoigner.

Mes collègues historiens du lycée Corneille, qui ne m'avaient été d'aucun secours, finirent par me dire : « Mais écris donc au service de documentation de l'École polytechnique... » Dix

jours plus tard, je n'avais sans doute pas résolu l'énigme, mais j'étais en possession de toutes les informations désirées.

Moralité : dans un pays démocratique moderne, l'accès aux archives est libre et très souvent gratuit. Cela s'est encore amélioré avec la généralisation de l'informatique.

Ainsi, lorsqu'un dirigeant du Renouveau prétend être titulaire du diplôme de Sciences-Po, ou sorti de l'Ena, c'est simple, demandez à un parent ou à un ami résidant en France de pianoter sur le clavier de son Minitel, et vous saurez tout en quelques minutes. Avis aux tartarins du diplôme et du titre universitaire virtuels : méfiez-vous des archives françaises. Elles sont cruelles. Vous ne le saviez pas car, en Afrique, on ne sait jamais rien. Mais celui qui vous informe est pour ainsi dire un expert. Croyez-moi, ça ne se passe pas du tout là-bas comme à l'université de Yaoundé.

Ngidjol veut-il vérifier que j'ai bien enseigné les lettres à Corneille dans les classes préparatoires scientifiques ? C'est simple, qu'il demande à l'un de ses nombreux amis français de pianoter sur le clavier de son Minitel, au lieu de radoter. Tant pis pour lui s'il n'arrive pas à saisir la différence entre les contraintes statutaires de l'enseignement scientifique dans les classes préparatoires des lycées à vocation scientifique, comme Corneille à Rouen, et les pratiques ordinaires des emplois du temps en lettres dans les mêmes classes où la littérature, discipline de concours, certes, est néanmoins une matière subsidiaire. Cela confirme tout simplement qu'il n'a jamais mis les pieds dans un grand lycée français de France au contraire de son illustre prédécesseur en agrégation de grammaire, Senghor, qui, comme l'exigeait encore la tradition il n'y a guère pour tous les agrégés, commença sa carrière dans un lycée, enseignant d'ailleurs successivement à Tours, puis à Saint-Maur-des-Fossés.

Même radotage quand il prétend que, si tous les bons bacheliers scientifiques entraient dans les préparatoires scientifiques, il n'y aurait pas assez de places. C'eût peut-être été vrai, et encore, dans la France quasi préhistorique qu'il a quittée en

1962. Il ignore que le propre d'un pays bien gouverné est de s'adapter constamment aux changements et aux circonstances, et, par exemple, d'ajuster sans cesse l'offre à la demande sociale, scolaire en particulier. À mon arrivée à Rouen en 1965, la ville comptait trois établissements de ce type, soit, outre Corneille, Blaise-Pascal et Flaubert. Et, à l'intérieur de chacun, ces classes se multiplient sans interruption.

En revanche, ce que je sais de Ngidjöl, je le tiens de Roger Fayolle, un grand ami à moi et son ancien professeur à la rue d'Ulm, où il fut, non point élève par dérogation comme il dit, mais auditeur libre. Il y a une sacrée différence, on va le voir.

Faut-il donc laisser le champ libre à ces illuminés que la boursoflure d'un ego dopé à on ne sait quel viagra pousse à débâter n'importe quoi, n'importe où, sur n'importe qui ? C'est ce que semble penser une certaine presse qui parle de débats de caniveau, de nombrilisme, etc. Voilà une attitude pour le moins frivole, sinon snob, en tout cas bien éloignée de l'objectivité. Renvoyer *a priori* les adversaires dos à dos n'est une preuve ni de courage ni de lucidité, mais dénote un conformisme petit-bourgeois. Le journalisme aseptisé, ça mène à quoi ? À la cohabitation joyeuse avec le néocolonialisme ? Très peu pour moi, merci, j'ai dépassé l'âge.

Soit un intellectuel s'enferme dans sa tour d'ivoire, alors on le moquera en disant qu'il s'est coupé des réalités vécues par son peuple. Soit il descend dans l'arène en effet et assume sa part des combats de la société, et on parle de débats de caniveau et de nombrilisme. Pas sérieux ni conséquent.

Pourquoi serait-il interdit aux intellectuels de se chamailler entre eux, au fait ? Y a-t-il une seule époque où il n'en ait pas été ainsi ? C'est bien mal connaître l'histoire des sociétés humaines. La dernière dispute la plus célèbre entre intellectuels français, par exemple, eut lieu en 1952 à propos d'un ouvrage de Camus, *L'Homme révolté*. Qui peut croire que ces querelles n'ont pas éclairé les publics contemporains respectifs ? Je suis désolé,

mais, moi, j'en ai beaucoup appris par exemple avec l'affrontement récent des deux Akoa dans *La Nouvelle Expression*.

Au contraire d'une certaine presse, l'humble public des jeunes Camerounais se passionne pour les polémiques entre intellectuels dans les journaux, comme l'atteste l'abondant courrier trouvé sur ma table à mon retour de l'étranger. Au lieu de faire la fine bouche, les jeunes disent à peu près tous ceci : « Continuez ; nous voulons tout savoir enfin. »

L'un d'eux, qui m'a autorisé à publier son nom (il s'agit de Jean Arthur Awoumou), écrit :

« Pour nous autres, âgés de moins de quarante ans, nous sommes presque toujours en état de vénération face aux compatriotes ayant vécu en Occident et nantis de diplômes universitaires. C'est ainsi que nous sommes souvent manipulés, puis déçus par ces compatriotes que nous considérons comme héros ou patriotes. Le pan de voile que vous avez levé sur M. Henri Hogbé Nlend est considéré par nous comme une esquisse de démystification. Si cette démystification s'intensifie tant au sein de ceux qui prétendent être de l'opposition qu'au niveau du pouvoir RDPC, la libération du peuple camerounais du néocolonialisme et de l'ordre bourgeois actuel serait relativement aisée... »

Voilà exactement et excellemment défini l'enjeu de ces querelles.

Un autre me confie verbalement :

« Je suis un ancien de la fac de Yaoundé ; on ne nous avait jamais expliqué le fonctionnement des classes préparatoires des lycées français ; au contraire, nos professeurs ont tout embrouillé : ils prétendaient que ceux qui entraient dans les classes préparatoires étaient des bacheliers médiocres, qui n'avaient pas atteint un niveau suffisant pour entrer directement à l'université. Quand on vous lit, c'est tout le contraire. Nous sommes enfin informés. »

C'est le bon sens même, et certains journalistes devraient en prendre de la graine.

En l'espèce, c'est quand même moi qui avais été sauvagement agressé. À propos des divers congrès des prétendues UPC qui se déroulaient ici et là, je m'en étais tenu à une appréciation strictement politique, en soulignant la vanité de cette gesticulation, et en dénonçant en particulier l'extravagance idéologique et le manque de crédibilité du personnage appelé Hogbé Nlend. C'est ce monsieur qui a pris l'initiative de porter le débat sur le domaine des titres et des diplômes.

Comment peut-on, disais-je, du jour au lendemain quitter le maquis maoïste du Sud-Est et se retrouver professeur de mathématiques à l'université de Bordeaux ? De quoi, ajoutais-je, est mort Ossendé Afana, compagnon de maquis présumé de Hogbé Nlend à l'époque de sa capture par les services secrets franco-ahidjoïstes ?

Ossendé Afana avait de la famille, des camarades de parti, de nombreux condisciples et amis — dont moi-même. N'est-ce pas notre droit de savoir pourquoi, où, comment il est mort ? Qu'est-ce que les diplômes venaient faire là-dedans ?

Les conditions de vie de nos populations sont épouvantables : le racket des automobilistes par les fonctionnaires de la police est devenu une institution publique ; nos enfants meurent comme des mouches faute d'hôpitaux ; nos écoles se dépeuplent pendant que nos adolescentes se prostituent sans pudeur ; nos retraités sont privés de leur modique pension, seule ressource de leurs vieux jours. Elf-Aquitaine rafle notre pétrole sans coup férir et nous impose un dictateur minable. Notre forêt est bradée sans scrupule à des prédateurs capitalistes étrangers ; l'invasion des ordures est aux portes de nos maisons ; la circulation automobile s'essouffle faute de chaussées sur les rares voies publiques ; un candidat à l'élection présidentielle a été brutalement mis en prison et y est maintenu ; notre journaliste le plus célèbre a été condamné pour avoir fait simplement son métier. On n'en finirait pas d'énumérer nos malheurs qui seraient, dans un pays sain, l'unique sujet de conversation des élites intellectuelles.

Au lieu de quoi, douillettement installée dans cette apocalypse rampante, notre intelligentsia en peau de lapin, comme si elle l'avait intériorisée, s'ébat, festoie, folichonne, compte et recompte ses diplômes réels ou supposés, comme fait un avare de son or ou un champion de ses trophées sportifs. — les astique pour les faire reluire, les met en rang d'oignons pour les mieux contempler.

Dans un pays où la capitale peuplée d'un million d'habitants ne dispose d'aucune bibliothèque publique, je dis que les prétendues élites devraient se préoccuper de cela. Elles auraient même dû, depuis de longues années, s'associer en vue d'une initiative pour remédier à cette incroyable carence. J'envisage de créer une telle association dès que j'en aurai le loisir, à moins qu'un autre n'en prenne l'initiative auparavant — j'ai déjà la responsabilité d'un Comité de défense des droits d'un prisonnier politique, qu'attendent les Camerounais pour prendre les initiatives salvatrices et enrayer la mort lente du pays ? Une telle association pourrait ouvrir des souscriptions, mener des campagnes de conférences à l'étranger, solliciter notre diaspora : un pays à notre époque ne peut pas se passer d'une grande bibliothèque publique sans dommage pour son intelligence collective.

Si nous ne prenons pas en main l'éducation de nos enfants, qui le fera ? Certainement pas le Résident d'Elf-Aquitaine, appelé abusivement président de la République du Cameroun. S'il en avait jamais eu le moindre souci, il l'aurait fait mille fois depuis quinze ans.

Mais notre intelligentsia se contente d'être spectatrice, de cela comme du reste — destruction de notre système éducatif, de notre système hospitalier, de notre infrastructure, de tout ce qui pourrait faire un pays moderne.

Je me trouvais à l'étranger quand Loïc Le Floch-Prigent, l'ancien P.-D.G. d'Elf-Aquitaine nommé par Mitterrand, a révélé tout à trac, dans l'hebdomadaire français *L'Express* du 12 décembre 1996, que c'est la fameuse major française qui avait installé

Biya comme président du Cameroun, entre autres dictateurs du golfe de Guinée francophone, et qui le maintenait en place. Elf-Aquitaine, expliquait son ancien dirigeant, ne saurait tolérer la moindre incertitude dans l'approvisionnement en pétrole de la France. Voilà donc pourquoi chez nous les élections sont toujours une mascarade humiliante pour notre peuple. Beaucoup d'entre nous s'en doutaient depuis longtemps, et l'avaient dit, non sans se heurter à une certaine incrédulité. Enfin la preuve était faite, grâce à un homme du sérail. C'était fantastique. Je me suis dit : « Il va y avoir du grabuge au moins dans la partie éclairée de notre population. »

Je débarque à Yaoundé quelques semaines plus tard. Calme plat. C'est à peine si quelques excentriques connaissent l'information. Et pour cause. Trop occupée à compter ses diplômés, notre intelligentsia peut-elle encore s'intéresser au destin de son pays ?

Tribalisme, quand tu nous tiens...

En quittant le Cameroun en mai dernier, j'avais entendu dire que les frères du nouveau messie des Bassa préparaient quelque chose contre moi. J'avais déshonoré la tribu en dénonçant le ministre de la Recherche scientifique. Sacrés Camerounais définitivement englués dans le Moyen Âge ! Ne mènerons-nous donc jamais d'autres batailles que tribales ?

De bonnes âmes n'ont pas manqué de me conseiller de mobiliser, de mon côté, des frères, ne serait-ce que des membres de la famille d'Ossendé Afana, pour élaborer une offensive. Manque de pot, je ne mange pas de ce pain-là. D'ailleurs, à voir ce que les gars d'en face ont en stock, comme disait un jour Guy Bedos parlant du premier gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, qu'est-ce que j'ai à craindre ? C'est tellement nul.

Étant camerounais jusqu'au bout des doigts, n'en déplaise à Biya dont les magistrats accroupis ont décidé que je n'étais pas citoyen de ce pays, je comprends et je ne suis pas du tout choqué qu'on vienne à la rescousse d'un frère d'ethnie, quitte à dégoiser quelques âneries. Mais qu'est-ce qui forçait Ngidjol à venir parader au premier plan d'une affaire qui ne le concernait pas, à s'étaler au risque de trébucher, à offrir les verges pour se faire fouetter ? De quelle pathologie relève un quidam acharné à vouloir convaincre, sans aucune chance de succès d'ailleurs, qu'il est le mec plus ultra ?

Que veut dire :

« Je n'ai pas eu le concours de l'ENS-Ulm. J'y suis entré sur titre, par dérogation après avoir occupé le deuxième (2^e) rang sur la liste des admis au diplôme d'études supérieures (DES) de la Sorbonne en 1961 avec la mention très bien devant les normaliens de l'ENS-Ulm » (*Le Messager*, 18 mai 1996).

J'en connais qui vont se taper le cul par terre de joie en apprenant qu'ils pourront désormais entrer en Normale sup Ulm grâce à un bon DES (aujourd'hui maîtrise). Information sensationnelle. Il suffira donc de réussir en maîtrise mieux que les élèves d'Ulm. Ça va être d'autant plus jouable et facile que les élèves d'Ulm se foutent royalement du DES, étant donné que c'est une formalité pour eux, comme pour tous les étudiants ; ils ont bien d'autres chats à fouetter. Je n'ai jamais entendu dire qu'un étudiant ait été refusé à cet examen. Le DES, passage obligé comme la maîtrise aujourd'hui, mais simple initiation aux techniques de base de la recherche, était tout au plus un sésame autorisant à se présenter aux concours de recrutement.

Il se trouve que j'ai précisément passé moi aussi mon diplôme d'études supérieures (DES) en 1961 à la Sorbonne, mais je n'ai jamais entendu dire que nous ayons été classés à la suite de ce qui n'est qu'un examen. En France, seul le concours contraint à un classement : puisqu'on ne prend que quelques-uns, il faut bien établir quels sont les meilleurs.

Ma fille ayant été admise, en 1988, à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm en tant qu'élève, par concours, je connais un peu de l'intérieur le fonctionnement et le jargon de l'institution.

Personne n'est admis en tant qu'élève à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm sur titre, ni par dérogation. En revanche, la faveur politique rarissime d'en suivre l'enseignement en tant qu'auditeur libre peut être accordée à un jeune, étranger ou français, pour services rendus ou espérés. En ces années de guerre totale, de solution finale, dirais-je, contre l'UPC, l'intercession du Dr Aujoulat, qui avait alors le bras long

à Paris, et pour cause, et qui tissait patiemment sa toile génocidaire, a maintes fois décroché ce privilège en faveur d'éléments prometteurs pour son combat contre les patriotes camerounais, non seulement pour l'École normale supérieure, mais aussi pour d'autres grandes écoles. Aujoulat m'a fait subtilement comprendre à la même époque que je pourrais en bénéficier, moi aussi, pour préparer l'agrégation — c'eût été très commode pour quelqu'un qui devait assurer plus de vingt heures d'enseignement par semaine dans un lycée tout en bûchant le programme. Mais moi j'ai refusé ce cadeau empoisonné, qui aurait fait de moi, n'en déplaise à Hogbé Nlend, un transfuge, *ipso facto*, ce que je ne fus ni ne serais jamais. C'est ce qui me distingue de mes adversaires, un monde avec lequel je n'ai jamais rien eu de commun.

Autre observation sur ce thème : il y a très longtemps qu'on ne parle plus de première supérieure ni d'ailleurs de lettres supérieures (que Ngidjol oublie ou ignore), appellations devenues si obsolètes qu'elles seraient incompréhensibles aux intéressés eux-mêmes. L'École normale supérieure se prépare en deux ans minimum, qu'on désigne, pour les lettres, par hypokhâgne (première année) et khâgne (deuxième année qui peut être redoublée).

Ngidjol, du moins, reconnaît qu'il y eut dérogation (mot très ambigu, certes, mais qui en dit long quand même) dans son cas. Hogbé Nlend, lui, ne descendrait jamais à un tel aveu, ayant fait de sa fulgurante réussite de mathématicien bordelais (*sic*) un fonds de commerce de politicien arriviste et impudent, qu'il a tort de surexploiter, un fonds de commerce pressuré, c'est un peu comme la poule aux œufs d'or.

Mais quand Ngidjol prêche la modération et la tolérance, alors là c'est beau comme l'antique. En effet, le personnage est resté célèbre pour ses persécutions incessantes et mesquines contre ses collègues bamiléké du temps où il était grand manitou à l'université de Yaoundé.

De la même façon, pressé par ses frères, il a très témérai-

rement cédé à la tentation d'administrer une leçon de français à Mongo Beti, au risque de se planter lamentablement, comme un bleu. Je veux bien que Ngidjol m'apprenne à écrire en français. Pourquoi pas, après tout ? Encore faudrait-il que ce grammairien lise d'abord un manuel de stylistique élémentaire, science qui est quand même partie intégrante de sa spécialité.

L'avantage, quand on n'est que professeur de lettres de lycée (attention ! professeur de lycée en France... moi, je ne parle jamais que d'expérience), c'est de se nourrir quotidiennement des grands textes de trois littératures classiques, grecque, latine et française.

Est-il même besoin de se référer aux grands textes ? Il aurait suffi d'écouter les reportages du récent Mondial. Si l'on suit le raisonnement de l'illustrissime professeur d'université, comment un tir, simple action d'envoyer le ballon, pourrait-il venir s'écraser sur la barre transversale ? Comment le gardien pourrait-il aussitôt s'emparer du cuir, simple peau de certains animaux ? Et comment le Brésil et la France, deux pays de plusieurs dizaines de millions d'habitants chacun, pourraient-ils s'affronter sur un minuscule terrain de football ? Et chacun de proclamer à l'envi aujourd'hui que c'est la France (plutôt que l'équipe de France) qui a gagné.

Mieux encore, pénétrons dans l'intimité de notre illustrissime professeur d'université, encore que je répugne à cet exercice, contrairement à certains de ses frères, mais c'est pour la bonne cause, si l'on peut dire. Comme tout le monde, M. le professeur d'université a bien un toit, n'est-ce pas ? Et sous ce toit se trouvent quelques bouches à nourrir, n'est-il pas vrai ? Je suppose qu'il lui arrive à lui-même de manger un morceau, de boire un verre (c'est étrange, le verre est pourtant une matière cassante, non liquide), de s'en jeter un derrière la cravate, et même de lever le coude, surtout depuis que son frère ministre tient table ouverte, divine aubaine.

Parlons sérieusement. Je le jure, la métonymie, puisqu'il faut l'appeler par son nom, est une figure de style banale, familière

aux élèves dès la seconde dans n'importe quel lycée français (de France). C'est si vrai que si, à l'oral de l'épreuve anticipée de français, que les potaches subissent en première, un candidat n'est pas capable d'identifier et de commenter une métonymie (le tout pour la partie et vice versa, le contenant pour le contenu, l'abstrait pour le concret, la cause pour l'effet, etc.), l'examineur peut s'estimer fondé à lui refuser la moyenne.

Avant d'en remonter à quelqu'un qui ne fut certes qu'un professeur de lycée, mais dans un système extrêmement exigeant, ce que n'est manifestement pas l'université camerounaise, il aurait fallu s'armer au moins d'un peu de prudence. Qui n'y eût regardé à deux fois avant d'infliger une leçon de français à un homme que, du fait de son expérience, tout un chacun considère comme professionnel à double titre, et un vieux briscard de surcroît ? Personne, excepté l'illustrissime professeur d'université qui, en tant que tel, estime ne devoir douter de rien.

Son explication de texte laisse d'ailleurs pantois. On s'étonne qu'en conclusion de la définition donnée par son dictionnaire, il tranche péremptoirement : le borborygme est un bruit (et ne peut donc être fétide). La définition du dictionnaire citée par lui-même dit exactement le contraire : le bruit que font entendre les gaz quand ils se déplacent au milieu des liquides contenus dans l'intestin. Il s'agit donc d'un phénomène complexe impliquant au moins quatre composantes (gaz, intestin, liquides, mouvements), et qui, par conséquent, se prête fort bien aux déplacements de sens avec lesquels la métonymie permet de jouer, le tout pour la partie en l'occurrence. Il suffit que l'un des éléments (les gaz, le liquide intestinal) puisse recevoir avec logique le qualificatif fétide pour que celui-ci soit transférable au borborygme.

Je signale, à tout hasard, que le dictionnaire universel Hachette ajoute à cette première définition du mot borborygme une deuxième acception, paroles incompréhensibles.

Le fait est qu'on en vient irrésistiblement à s'interroger sur nos professeurs d'université qui ne répondent nullement à

l'image qu'on se fait traditionnellement ailleurs de ce corps. J'ai gardé, en ce qui me concerne, de mon expérience d'étudiant, le souvenir d'hommes majestueusement modestes, dignes sans dramatisation, travailleurs à la fois acharnés et sereins, plus farouchement impartiaux que le roi Salomon, la parole rare mais pertinente, d'abord à la fois affables et réservés, la courtoisie cordiale mais non sans protocole, et surtout la compétence à toute épreuve.

Les nôtres sont vaniteux comme des gigolos, plus m'as-tu-vu qu'une starlette à Cannes pendant le festival de cinéma, aussi mal élevés que des hooligans, bavards et irréfléchis comme des perroquets, plus tribalistes que Le Pen; mythomanes comme Tartarin de Tarascon, arrogants comme un journaliste du Renouveau formé par Fame Ndonga, plus imprudents qu'un poulet somnambule et, pour finir, même pas fichus d'être compétents dans leur propre domaine.

Ainsi quand ils évoquent le lycée français (de France), on voit bien qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent et qu'ils n'y ont jamais mis les pieds. À l'évidence, ils ont dans leur esprit comme modèle de référence le lycée camerounais où, de fait, ils ont passé leur baccalauréat. Mais le lycée camerounais est au lycée français de France ce qu'est Paul Biya à Jacques Chirac, Peter Musonge à Lionel Jospin, la Régifercam à la SNCF, c'est-à-dire le balbutiement du nourrisson à la parole articulée, l'ersatz au produit naturel, le simulacre à la réalité, le placebo au médicament, le fantôme à l'être de chair. C'est sans aucune comparaison. Il ne suffit pas que deux entités portent la même appellation pour être équivalentes. Il y a fagot et fagot.

Les deux types d'établissement, bien que portant le même nom, ne se ressemblent sur aucun plan. J'en demande pardon à mes nombreux amis professeurs, proviseurs, censeurs des lycées camerounais pour lesquels j'ai la plus grande estime, et qui n'en peuvent d'ailleurs mais, je leur dois la vérité: par comparaison avec le lycée français d'une ville de cinq mille habitants comme Lamballe (Côtes-d'Armor), où je fis mes premières armes en tant

que professeur titulaire, le lycée Leclerc, le plus prestigieux du Cameroun, je suppose, est une méchante porcherie où, personnellement, j'hésiterais à mettre mes quatre cochons. C'est d'ailleurs pourquoi le Résident d'Elf-Aquitaine et ses amis, pour qui la qualité de l'éducation au Cameroun est le cadet des soucis, envoient leur progéniture ailleurs. (Quel aveu! Où les dirigeants de Grande-Bretagne envoient-ils leurs enfants au lycée? Aux États-Unis d'Amérique, peut-être? Non, en Grande-Bretagne tout simplement. Et les dirigeants italiens? En Italie. Etc.)

Si j'évoque les équipements, ce n'est pas à Leclerc que je comparerais Corneille, où j'ai enseigné de 1966 à 1994. Ça ressemblerait à une farce ou à un jeu de massacre, mais à l'université de Yaoundé I, sans doute cinq fois moins dotée que ledit lycée français en locaux divers, salles de cours, salles de professeurs, bureaux, secrétariats, laboratoires, services de documentation, de reprographie et de restauration, installations sportives, chapelle, conciergerie, etc. — pour à peine plus d'un millier d'élèves.

Le thème de l'efficacité administrative me contraint à mettre en parallèle cette fois Corneille et Leclerc: en France la rentrée se fait sur les chapeaux de roue, c'est-à-dire que dès la première heure du premier jour la vitesse de croisière est atteinte, alors qu'ici on voit encore les gamins traîner dans la rue aux heures de cours deux mois après la rentrée théorique, en attendant qu'ils aillent s'empiler à cent, au mieux, dans des salles prévues pour trente, où personne ne donne jamais ni coup de pinceau ni coup de balai. L'effectif plafond d'une classe de lycée en France, dois-je le rappeler?, est de trente-cinq élèves et de trente au collège (c'est-à-dire de la sixième à la troisième).

Question motivation du personnel, qui concevrait là-bas qu'un enseignant manque ses cours parce que, sans salaire ou trop mal payé, il ne peut financer son déplacement? Au regard de la carrière soigneusement planifiée d'un professeur de lycée français (en France), son homologue camerounais apparaît comme un paria taillable et corvéable à merci.

Je n'ai pas encore évoqué l'efficacité pédagogique. C'est là que ces illustrissimes professeurs d'université et autres devraient faire montre de la plus plate humilité. J'ai ici une pile de manuscrits qu'on vient spontanément me soumettre. Leurs auteurs sont non seulement des bacheliers issus des lycées du Cameroun, mais souvent des diplômés de l'université de Yaoundé. Eh bien, je dois l'avouer, le niveau d'expression de ces manuscrits n'atteint pas celui de mes élèves de première de Corneille quand j'y étais en activité. Les jeunes Camerounais n'en sont évidemment pas responsables, ni leurs professeurs impuissants, mais un système éducatif calamiteux à l'édification duquel les Ngidjol et autres Hogbé Nlend ont présidé peu ou prou : on juge en effet l'arbre à ses fruits.

Bien sûr, le lycée camerounais vaudra sans doute un jour le lycée de France, de la même façon qu'un président de la République du Cameroun se comparera un jour au locataire de l'Élysée, comme on dit en style journalistique genre aseptisé — je compte bien y travailler. Mais, pour le moment, on est loin du compte.

Il fallait que quelqu'un dise ces choses, voilà qui est fait. À l'origine de la puissance ou de la faiblesse d'une nation, il y a d'abord son système éducatif. La déficience du nôtre, comparée à la qualité de celui de notre partenaire obligé, la France, explique en grande partie pourquoi celle-ci nous domine, et nous dominera encore longtemps. Des puissances plus ou moins souterraines semblent œuvrer avec détermination au maintien de cet état de choses, y compris le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui exigent qu'on dégraisse la fonction publique, quand le pays a si grand besoin d'enseignants, de médecins, par exemple.

Les Français, gens avisés qui savent depuis Voltaire voir avec réalisme le monde comme il va, sont prêts à tous les sacrifices, y compris le sacrifice suprême, pour assurer à leurs enfants une véritable éducation, à la veille d'un troisième millénaire qui sera plus impitoyable encore, s'il se peut, pour les faibles

que celui-ci. Nous ne payons peut-être pas moins d'impôts, toutes proportions gardées, mais c'est pour permettre à notre Résident d'Elf-Aquitaine d'aller résider trois mois sur douze, avec son innombrable smalah, dans le meilleur hôtel de Genève, tant il est vrai que les peuples ont les gouvernants qu'ils méritent. Avec notre presse aseptisée et nos intellectuels diplomaniâques, qu'avons-nous jamais mérité, sinon un épisodique Résident d'Elf-Aquitaine ?

Moralité bis : avant de prendre de haut le lycée français de France et ses enseignants, MM. Hogbé Nlend et compères feraient mieux de s'informer, au besoin en allant sur le terrain, et en visitant au moins les lycées parisiens du Quartier latin, Henri-IV, Louis-le-Grand, Saint-Louis, Fénelon, joyaux incomparables d'équipements, d'organisation, d'efficacité pédagogique, d'accueil et d'encadrement des adolescents.

Bien des parents camerounais, s'ils avaient le choix, préféreraient sans doute même mon très modeste lycée Corneille à l'université de Yaoundé — à supposer qu'il y ait encore une université à Yaoundé, ce dont il est pour le moins permis de douter. En sortant de Corneille, l'élève ne porte certes pas le titre pompeux de licencié ès lettres ; au moins, il sait un peu écrire, car il a, en trois ans, soit de la seconde à la terminale, rédigé en moyenne entre vingt et vingt-cinq dissertations ou exercices assimilés, lesquels ont été effectivement et soigneusement corrigés et notés — contre combien à la fac de lettres de Yaoundé, par exemple ? Est-ce que cela ne vaut pas mieux dans la vie pratique qu'un diplôme fallacieux, souvent obtenu par la fraude ou à travers le droit de cuissage ?

De toute façon, la question n'était pas là, du moins en ce qui me concerne, elle était politique. Ça veut dire quoi, au fond, cette polémique, dont les gars d'en face s'acharnent à déformer la signification, par des subterfuges qui ne trompent qu'eux-mêmes ou les journalistes snobs ?

L'influence d'Aujoulat était déterminante sur les diplômés revenus précipitamment au pays après l'indépendance et pen-

dant toutes les années soixante. L'homme, reconnu aujourd'hui comme ayant été l'ennemi numéro un du peuple camerounais et de sa libération, recrutait parmi eux de véritables phalanges de mercenaires tribalistes chargés d'endiguer la puissance redoutée des intellectuels patriotes upécistes. Comment détourner à leur profit les foules trop enclines à s'enthousiasmer au récit des prouesses, souvent militaires, des combattants patriotes ? Pour compenser leur infériorité psychologique, les intellectuels aujoulatistes tribalistes prirent alors l'habitude de bluffer ; ils faisaient sonner très haut, valorisaient à l'excès leurs diplômes soi-disant mirobolants, mais très souvent fictifs. Tout est parti de là.

Nous vivons dans un monde d'illusion, de faux-semblants. L'œuvre, c'est-à-dire la pratique, compte peu chez nous. Le diplôme, le discours, l'apparence, la théorie priment. Il vaut mieux être titulaire d'un diplôme au libellé ronflant que crédité d'une réalisation concrète, au contraire des systèmes qui, en Europe, en Amérique, en Asie, ont généré le développement. On est frappé, par exemple, par le grand nombre d'agré-gations camerounaises, surtout en médecine, dans un pays sans un seul hôpital digne de ce nom — agrégation bien entendu bidon le plus souvent.

Le diplôme avait pris chez nous une importance qui confine au fétichisme. Avec le retour massif récent d'exil des intellectuels patriotes, les jours de l'imposture diplomatique et de toutes les impostures politiques sont désormais comptés.

La presse snob, qui pédalait déjà dans la choucroute, se plante carrément cette fois. Les querelles actuelles ne sont pas anodines. C'est ni plus ni moins le début de l'affrontement inéluctable et d'ailleurs attendu entre les aujoulatistes et les intellectuels patriotes, porte-drapeau de l'esprit du véritable upécisme, dont les partis politiques actuels dénommés officiellement UPC n'ont nullement le monopole, tant s'en faut. Ces polémiques sont des escarmouches par factums interposés, pour ainsi dire à fleurets mouchetés. Elles annoncent des mêlées sanglantes.

Peu importe la confusion délibérément créée par le Renouveau qui a privé les vrais upécistes de leur label et presque de leur identité et peu importe que les Hogbé Nlend et autres aujoulatistes honteux se déguisent aujourd'hui en upécistes : on appelle ce type de ruse en bon français l'hommage rendu par le vice à la vertu. Craignant de s'avancer sous leur vrai visage, ces traîtres n'ont osé revêtir d'autre masque pour tromper le public qu'une appellation avec laquelle ils n'ont plus la moindre affinité, mais dont le prestige demeure considérable parmi les populations. S'il en est un qui doit se retourner de plaisir dans sa tombe, c'est bien le Dr Louis-Paul Aujoulat. Avoir fait du mouvement créé par Um Nyobé et ses héroïques camarades un groupuscule tribalo-alimentaire au service d'une dictature néo-coloniale aujoulatiste, chapeau les gars. Il fallait se lever tôt pour cet exploit et, apparemment, vous vous êtes levés tôt, et même très tôt. Encore bravo !

Pour le reste, il est temps pour les Camerounais de revenir à des notions plus saines, et en particulier à celle-ci : le savant n'est pas celui qui bombe et se frappe le torse comme King Kong en proclamant : « Je suis un grand savant, admirez-moi » ; ça, c'est Trissotin. Le vrai savant, c'est celui qui, dans le secret de son cabinet ou d'un laboratoire, fait des recherches, puis les publie un jour. Le meilleur modèle en cette matière, c'est Einstein, inventeur de la théorie de la relativité.

Autrement dit, ici le discours et la vantardise sont sans objet ; seul compte le fruit concret d'un travail obscur. C'est uniquement de cette manière qu'un intellectuel concourt à la genèse d'une nation adulte et démocratique, trêve donc de tartarinades. Un savant qui ne publie rien n'existe pas. Tout le reste n'est que mauvaise littérature.

Crise au sein du SDF :
l'analyse de Mongo Beti

Le pape des opposants ne se retrouve pas dans l'initiative de Souleymane Mahamat. Il a la dent dure contre le SDF. Il pense qu'on peut faire de la politique autrement et explique comment.

Le Messenger : Quelle analyse faites-vous de la crise que traverse le Social Democratic Front (SDF) dont on vous sait proche ?

Mongo Beti : Je dois dire que tout le monde s'y attendait depuis assez longtemps. Tout le monde annonçait cette crise. Et je n'ai pas été étonné quand elle est survenue parce que, effectivement, le SDF ne pouvait plus continuer comme ça. Je vais vous donner un exemple de choses qu'on ne comprend pas très bien. Quand j'ai été...

L.M. : ... coopté au NEC ?

M.B. : Oui ! Oui !... Je n'ai pas trouvé correct qu'on me coopte au NEC, à un moment d'ailleurs assez douteux, sans me consulter. J'ai appris que j'avais été coopté par *Le Messenger* qui l'annonçait à la une. Je n'ai pas beaucoup apprécié, ce n'est pas du tout démocratique. Et surtout on me cooptait au NEC à un moment où la crise couvait. On voulait m'utiliser en quelque sorte pour colmater les brèches que venait de connaître le SDF. Mais ce n'est pas le plus important. À mon avis, le plus important c'est ce qui s'est passé en mai 1997, aux législatives.

J'ai été choisi par les militants de Mbalmayo pour être candidat. À cette époque les candidats versaient des sommes : 50 000 francs CFA, etc.

Mais finalement, le tribunal de Mbalmayo a décidé que je n'étais pas citoyen, donc je ne pouvais pas poser ma candidature. Je crois qu'à ce moment, le SDF aurait dû me dire : « Qu'est-ce qu'on fait de ton argent ? Est-ce qu'on te rembourse ? Ou bien est-ce qu'on le garde ? » Je suppose que je l'aurais donné. C'est le fait non la somme : 50 000 francs CFA c'est rien. C'est la manière. On prend les gens pour des espèces de débiles. On ne demande pas leur avis. On prend leur argent sans leur dire : « Bon voilà ! On en a besoin, tu nous le donnes ou tu ne nous le donnes pas ? » Parce que, après tout, étant donné que je n'allais pas aux élections, il fallait me rembourser ou me dire ce qu'on allait en faire.

Voilà ! Ces deux choses montrent que le SDF n'était plus le mouvement qu'on croyait. Il s'est passé quelque chose. Quoi ? C'est ce qu'il faut voir. Moi, je pense qu'il y a eu dans le SDF une dérive, une espèce de mégalomanie, de folie des grandeurs. Par exemple les cortèges avec les motards, les 4 x 4 [Land Cruiser, VX, NDLR]. Quand j'allais en France, les gens me disaient : « Demande à la diaspora de nous acheter des 4 x 4. » C'est tout ce qu'on me demandait. On avait vraiment l'impression que le chairman voulait se comparer à Biya. Il voulait arriver au même niveau de prestige, de grandeur, de démonstration de force que le pouvoir. Donc on était de plus en plus attiré par l'argent. On faisait de plus en plus fi de la foi et de l'enthousiasme des militants. Or c'est l'enthousiasme des militants du SDF qui avait fait du SDF ce qu'il était. Ce n'est pas du tout l'argent.

Il est aussi arrivé qu'on nous dise que les gens étaient parvenus à poser leur candidature aux élections dans les listes SDF uniquement parce qu'ils avaient versé de l'argent, qu'ils avaient acheté leur place. Je ne l'ai pas cru jusqu'à ce que la chose devienne publique, qu'elle s'étale. Donc le SDF s'est détourné

de sa vocation principale qui était de provoquer un changement, de provoquer l'alternance par la non-violence, c'est-à-dire en suscitant la violence du gouvernement. Au lieu de ça il est devenu un parti de pouvoir, de gouvernement. Car on dit qu'il y a toujours des négociations plus au moins secrètes entre le chairman et Biya. Ça aussi ça me paraît énorme. Qu'est-ce qu'on peut négocier avec un homme comme Biya ? Dans ce pays, on ne peut pas avoir d'élections transparentes. Les libertés essentielles sont refusées aux populations. Il n'y a pas de radio, ou de télévision libres. Parce que Pius Njawé a déclaré que le président Biya aurait eu un malaise cardiaque, on l'a foutu en prison. Et pendant qu'il était en prison, que faisait le SDF ? Eh bien il négociait avec Biya. C'est pas sérieux. C'est pour ça que je pense qu'il y a une dérive au SDF. On l'explique de plusieurs manières, en disant que, consubstantiellement, le SDF était condamné à l'explosion parce qu'il n'a pas d'identité. On ne sait pas si c'est un parti régionaliste, indépendantiste ou si c'est un parti national avec des Camerounais anglophones et francophones. C'est vrai qu'il était à cheval sur ces deux images et devait finir par exploser. Alors je ne crois pas que le SDF ait devant lui un grand avenir à moins qu'il ne se réforme totalement. Ce qui paraît impossible.

Il faut donc faire un autre parti, plus réaliste, plus efficace, avec des analyses plus pertinentes, qui devrait conquérir les libertés de proximité, celles de s'exprimer, de circuler, d'aller et venir, de manifester pacifiquement. Parce que les Camerounais n'ont aucun droit. Ils ont le droit que veulent bien leur consentir le gouvernement ou le RDPC. Pendant les élections, on vous fait défiler devant les caméras ou les micros. Mais une fois les élections passées, ils reprennent leur mainmise sur les médias audiovisuels. C'est par là que vous devez commencer. Et non pas par l'électorisme. Parce que, quand un parti comme le SDF ne se réveille qu'à la veille des élections législatives et présidentielles, ça ne va pas.

L.M. : Mais la manière avec laquelle le vice-président Sou-

leymane Mahamat a posé ce problème, comment l'avez-vous appréciée ?

M.B. : Je pense que ce qu'il dit est vrai, l'analyse qu'il fait est bonne parce que c'est des choses que tout le monde disait déjà ; il n'y a pas de nouveauté dans son discours. Mais qui est-il ? C'est ça le problème. Dans quel but fait-il ce qu'il fait ? C'est ça le grand problème. Est-ce qu'il est manipulé par quelqu'un ? Parce que moi, je connais un peu Souleymane Mahamat. Ce n'est pas un leader très charismatique ou remuant. Habituellement, il ne dit pas grand-chose, il est plutôt muet. Je ne l'ai jamais vu, par exemple, tenir un discours qui soit si peu que ce soit différent de celui du chairman. Alors comment se fait-il qu'il se réveille comme ça tout à coup ? Moi je n'en revenais pas quand je l'ai appris. Je me suis demandé : Est-ce que c'est bien lui ou bien un autre ? Jusqu'au moment où j'ai vu sa photo. Je connais bien ce type-là. C'est un type habituellement assez effacé, presque un comparse. Tout à coup, il se réveille, il fait de grands discours. Moi je n'apprécie pas beaucoup. Ça aurait été quelqu'un d'autre, Nintcheu, par exemple, le discours m'aurait séduit. À mon avis, il y a manipulation.

L.M. : La décision que prend le NEC de constater son auto-exclusion, pensez-vous que c'est comme cela qu'un vice-président peut quitter un parti ?

M.B. : Ah non ! Ce n'est pas non plus démocratique. On sent bien que c'était une espèce de vengeance ou de vindicte. C'est ça le problème. Il n'y a pas de procédure légale prévue. Ou bien, s'il y en a une dans les textes, elle n'est pas appliquée. C'est le problème de la démocratie au Cameroun. On ne peut pas faire la même chose qu'on reproche à Biya. Or c'est ce qui se passe dans les autres partis. Et malheureusement jusqu'au SDF. Il faudrait des procédures légales prévues par les textes. On est en pleine confusion au Cameroun.

L.M. : En dehors du fait que vous entrevoyez une sorte de manipulation, une autre lecture est-elle possible du moment que le pouvoir semble cette fois soutenir la légalité ?

M.B. : On n'a pas de preuve formelle que le pouvoir joue le jeu du SDF. Il joue son jeu. Il veut tantôt discréditer le SDF, tantôt le faire implorer, etc. Comment sait-on que le pouvoir joue le jeu du SDF ? Je l'ai vu annoncé dans le journal, mais ce pouvoir est tellement hypocrite, tellement fourbe... Moi je ne peux pas décrypter le jeu de M. Biya. On peut le faire un ou deux mois plus tard ; c'est difficile. Il peut très bien avoir provoqué cette scission et, finalement, pour des raisons qui sont inhérentes à sa stratégie, jouer la comédie du soutien du SDF. Moi je ne sais pas si c'est une comédie.

L.M. : Pensez-vous que s'il avait obtenu l'autorisation, Souleymane aurait organisé son congrès avec le soutien d'une grande ferveur populaire ?

M.B. : Je ne crois pas. Souleymane n'est pas l'homme de la situation. Quelqu'un d'autre aurait pu susciter un impact plus profond. Mais pas Souleymane. C'est un personnage trop terne. Ce n'est pas un leader. Je ne vois pas Souleymane prendre la tête d'un grand parti ; ou même d'un petit parti après scission. En revanche, il y a pas mal de militants déçus par la dérive du SDF. Des gens motivés, à qui on peut faire confiance, qui étaient autour de Souleymane ; je ne sais pas pourquoi ils ont eu peur, eux, de prendre la tête du mouvement. Mais ils sont venus me voir à la librairie, me demandant de venir avec eux. Moi je leur ai dit que je ne suis plus du SDF, donc ça ne m'intéresse plus. C'est des gens que je connais, qui ont de fortes personnalités.

L.M. : Des noms ?

M.B. : Je ne connais pas forcément leurs noms, mais je sais que c'est des militants de Yaoundé. Ils se seraient portés à la tête du mouvement que ça aurait pris une tout autre tournure, ça aurait marché. Mais pas Souleymane.

L.M. : On a quand même vu que Souleymane Mahamat n'a pas pu accéder aux médias publics pour présenter son programme.

M.B. : C'est trop frais pour qu'on comprenne le sens de cette

chose-là. Ça me paraît une telle confusion. Il y a trop d'inconnues. Est-ce que le pouvoir a soulevé Souleymane pour faire pression sur le chairman, pour lui dire : « Voilà ce qu'on peut faire de ton parti si tu n'acceptes pas d'entrer au gouvernement » ? Parce qu'il paraît que le pouvoir et même la France font pression. Pourquoi ? Parce qu'ils veulent absolument un gouvernement d'union nationale. Le consortium pétrolier qui souhaite construire le pipeline, semble-t-il, n'aime pas l'insécurité dans le fief, au Cameroun ou sur le golfe de Guinée. Parce qu'ils n'ont qu'un but : pomper leur pétrole, ils veulent le voler comme d'habitude. Ils se demandent si le projet peut se réaliser dans de meilleures conditions. C'est-à-dire avec la participation de la Banque mondiale et la tranquillité, la paix sociale au Cameroun. Paraît-il, c'est pour cette raison qu'ils souhaitent que le chairman accepte de composer avec Biya. Comme ça, il n'y aurait plus d'inquiétude. Ce qui est d'ailleurs faux parce que les gens qui sont déçus par le SDF pourraient parfaitement monter un nouveau parti qui serait plus contestataire. Donc ce n'est pas l'adhésion des dictateurs ou des chefs des partis qu'il faut obtenir. C'est l'adhésion des populations. Autrement dit le sentiment que les populations ont d'être libres chez elles. Il n'y a que ça qui peut servir de garantie si garantie il y a. Mais les investisseurs étrangers sont tellement habitués à travailler avec les dictateurs qu'ils n'envisagent à aucun moment de changer de stratégie. C'est une grave erreur.

L.M. : La France aurait, semble-t-il, joué un certain rôle dans cette crise. Aladji Sani a déclaré que Mme Rayet, de l'ambassade de France à Yaoundé, a essayé de le rapprocher de Souleymane...

M.B. : Je connais bien Aladji Sani, on est même copains et je suis très triste de quitter le SDF parce que je quitte des amis comme cet homme-là qui est très dévoué, très sincère, qui a une très forte personnalité, et qui est très loyal. Je connais sa loyauté envers son parti. S'il l'a dit c'est certainement vrai. C'est un monsieur tellement droit, tellement sérieux que je le vois mal

inventant un roman comme celui-là. C'est vrai qu'on a essayé de débaucher des gens. Mais je crois que — c'est une autre hypothèse — c'est parce que l'affaire a été montée par Souleymane que finalement elle a échoué. Parce que les gens se sont dit qu'avec celui-là ça ne réussirait pas, et ils ont fait marche arrière.

L.M. : Parmi les problèmes auxquels le SDF doit faire face à l'heure actuelle, il y a le problème bamiléké. Qu'est-ce que cela vous suggère ?

M.B. : Je crois que c'est le cancer qui nous ronge ; qui ronge le Cameroun. J'ai grandi, moi, dans un pays à la fin des années 1940 et au début des années 1950, où le tribalisme n'existait pas. Je peux vous assurer que jamais on ne faisait allusion aux tribus. Cette exacerbation des sentiments régionaux et tribaux n'existait pas. Alors ce qui s'est passé, la grande force de MM. Ahidjo et Biya, c'est qu'ils ont créé cette chose-là. Nous n'arrivons plus à nous en défaire. Nos partis sont menacés de régionalisation. Cela a été cultivé pendant quarante ans. Je ne sais pas comment on en sortira. Ce que je sais c'est que le tribalisme est une force négative qui nous fait beaucoup de mal, qui freine la démocratisation. Chacun raisonne maintenant en fonction de son ethnie. Je ne suis pas étonné que le SDF soit aussi en proie à cette chose-là, mais, là, le SDF est comme les autres partis ; ce n'est pas une spécificité. Regardez l'UPC, elle n'est plus rien du tout. Ce n'est plus qu'un groupuscule tribaliste autour de Hôgbé Nlend, constitué de gens qui au fond sont bien contents de manger, de participer à la mangeoire ; ne parlons même pas du RDPC de M. Biya ou de l'UNDP où il y a les mêmes tensions avec les gens qui ne sont pas du Nord et ceux du Nord... Bref, c'est un des obstacles que nous devons surmonter avant d'arriver à la vraie démocratie, à une vraie nation. Afin de constituer une vraie conscience nationale. Ce qui nous manque le plus c'est la foi, suivre une ligne objective et critique qu'on s'est fixée, être sérieux.

L.M. : Êtes-vous de ceux qui pensent que le RDPC et le SDF encombrant l'espace politique camerounais ?

M.B. : Si on veut, on peut parler comme ça. Mais ce n'est pas à eux de dire qu'ils encombrant. C'est à nous de les chasser, de nous faire une place. C'est à de nouveaux partis d'émerger, de conquérir cette place en les mettant à l'arrière-plan. Mais le discours ne suffit plus. Il faut des actes. Dire que ces deux partis encombrant l'espace, c'est dire qu'ils sont dépassés, qu'il faut faire autre chose. Eh bien, faisons cette autre chose. Ça me paraît plus responsable de parler comme ça.

L.M. : Et comment pensez-vous qu'on puisse faire autre chose ?

M.B. : Je pense qu'il faut multiplier les petits mouvements, les comités. Il faut créer un réseau associatif très dense. Des associations de proximité contre les exactions de la Sonel, contre le sabotage du seul distributeur de gaz camerounais, etc. Toutes ces exactions-là, tous ces flics qui nous rackettent dans la rue, tout ça. Il y a des moyens de s'organiser dans la société pour s'opposer à cette chose-là. Ce qui manque le plus aux Camerounais, c'est le militantisme. Les gens sont léthargiques, ils sont passifs. Au début, c'est ce qu'il faut faire : des associations autour desquelles naîtra une dynamique qui permettra d'ici deux à trois ans de créer un nouveau parti avec des militants mieux motivés, sachant effectivement ce qu'ils veulent et où ils vont. S'ils veulent aller au Parlement faire le clown chez Biya ou bien provoquer le changement. C'est cet électoralisme qui a tué le SDF. À partir du moment où il a commencé à être attiré par le faste, les démonstrations de force, etc., il s'est imaginé que la meilleure façon d'avoir l'argent c'était d'entrer au Parlement, parce que les députés touchent des sommes fara-mineuses. Voilà, c'est une logique qu'il faut éviter. Il faut ranimer le militantisme au sein des masses. C'est à elles de faire le changement là où elles sont. Elles ne doivent plus s'abandonner à un chef, se dire : Le chairman est là, il va faire tout ; nous on est là, on attend le grand soir, la victoire et tout ça. Il

faut que la conquête de la liberté soit ressentie comme une nécessité collective et non pas comme une mission qu'on va confier à un seul personnage tandis que, nous, on continue à boire le vin de palme dans nos cases, non ! Il n'y a pas de solutions toutes faites. Je pense qu'avec des syndicats, ces structures déjà existantes, on peut déjà souder les attentes des populations et faire un parti politique qui soit en mesure de satisfaire ces attentes.

D'accord avec les « upécistes fidèles » :
non aux privatisations façon Biya

J'applaudis des deux mains à la dénonciation par mes amis et anciens camarades Moukoko Priso, Mac-Kit, Bakang ba Tonjé, Victor Kamga des sombres magouilles, appelées privatisations, menées actuellement par les dirigeants corrompus camerounais et qui cachent mal une entreprise de spoliation à grande échelle. Je ne demande pas mieux que de joindre ma modeste voix à ce ras-le-bol, au moment où le nommé Roussin, las de traîner maintes casseroles chez lui, est venu traîner ses guêtres ici sous prétexte de coraquer une mission d'investisseurs français. Roussin, comme dirait Michel Rocard parlant d'un autre spécimen de l'histoire politique française, n'est pas vraiment un honnête homme ; collectionnant les emplois fictifs à l'Hôtel de Ville quand il était le directeur de cabinet du maire de Paris, Jacques Chirac, féal félon de ce dernier, qu'il n'hésitera pas à trahir, au profit d'Édouard Balladur lors de la dernière présidentielle de là-bas, c'est l'incarnation même de l'esprit fibustier des réseaux mafioso-gaullistes qui écument et dirigent en fait notre pays, ainsi que toutes ces républiquettes du golfe de Guinée qui ont le malheur de receler du pétrole sous leur sol.

Encore bravo donc à nos amis.

Il y a quand même deux détails qui me gênent.

Voici le premier : ça veut dire quoi, pour nos populations, upécistes fidèles ? Moukoko et moi avons eu un échange

l'autre jour à la Maison des jeunes et des cultures, à Douala, sur le thème suivant : quand on s'adresse au peuple, il faut que tout soit parfaitement clair, et, notamment, qu'il comprenne en quoi les enjeux d'un débat ou d'une action signifient un gain pour lui, gain politique ou gain matériel. C'est vrai qu'il y a usurpation du label upéciste par un tas de charlatans et autres arrivistes sans scrupule, genre Hôgbé Nlend, et qu'un tel état de choses suscite logiquement la plus vive indignation.

Mais pourquoi toujours tout mélanger ? Les règlements de comptes entre upécistes autoproclamés, upécistes traîtres, upécistes ambulants, upécistes fidèles, upécistes bidon, upécistes pervers, upécistes pour rire, etc., de grâce est-ce que ça ne pourrait pas attendre ? Allons-nous accepter éternellement de nous laisser embourber et enfermer dans cette guerre de légitimité apparemment sans issue, compte tenu de l'actuel rapport de forces politique, et devenue de ce fait un véritable piège à c..., si on me permet l'expression ? Autant essayer d'organiser des élections transparentes et fiables sous le Renouveau. Mission absolument impossible. En trente-cinq ans, des millions de Camerounais sont nés, qui n'ont pas connu l'époque upéciste, dont beaucoup aspirent néanmoins à l'engagement patriotique. Upécistes fidèles, avec toutes les connotations historiques et fractionnistes de l'expression, c'est quoi pour ces millions de jeunes ? Rien du tout, je regrette.

Parons au plus pressé, constituons une association, un comité, ou je ne sais quoi, pour résister aux privatisations-bradages. Appelons ce rassemblement Résistance patriotique populaire, SOS-patrimoine, ou d'un tout autre nom, peu importe. Ouvrons-le à tout le monde, aux vrais upécistes, aux intellectuels, aux ouvriers, aux paysans, aux leaders d'opinion — je répète, à tout le monde. En d'autres termes, n'excluons personne d'avance. Organisons ensuite une assemblée générale, nommons un bureau, entamons des actions.

Mais oui, car résister, cela veut dire agir. On est très étonné que la déclaration de nos amis ne propose rien dans ce sens.

On nous appelle à un sursaut patriotique, mais ça va consister en quoi au juste, ce sursaut patriotique ? Mystère. Ça me rappelle le fameux boycott actif, où l'on nous recommanda de rester chez nous — comme activité, on fait mieux ailleurs.

Autre détail : quand on parle au peuple, la moindre des choses, selon moi, c'est de bien cibler l'ennemi. Ce n'est pas exactement le cas dans cette déclaration par ailleurs si robotique. On nous dit : « Pourtant le Cameroun dispose de tout ce qu'il faut pour devenir un pays prospère ; il lui suffit pour cela de se donner la possibilité de prendre lui-même ses propres décisions, c'est-à-dire disposer de son indépendance réelle et de sa pleine souveraineté. »

Aucune explication de texte ne peut ôter de l'esprit du lecteur l'interprétation, fût-elle erronée, selon laquelle ce « il lui suffit » évoque un processus sans difficulté, une promenade de santé en somme.

Question : pourquoi, depuis quarante ans, puisque c'est si facile, n'y sommes-nous pas parvenus ?

Réponse : parce que, pour le moins, nous avons fait de mauvaises analyses. À l'expression « il suffit de », il faut substituer l'expression « encore faut-il que »... Cette dernière laisse entendre que c'est là une étape extrêmement difficile, que nous n'avons pas été capables de franchir jusqu'ici, qu'il faut justement que nous la franchissions, préalablement à tout le reste. Comment nous donner la possibilité de prendre nous-mêmes nos propres décisions ? Autrement dit, comment secouer le joug du néocolonialisme ? C'est là, on ne le dira jamais assez, notre grand problème, et notre échec historique.

Dans cette perspective, y a-t-il une chance de faire un cheval de bataille populaire du refus des privatisations, c'est-à-dire d'obtenir l'adhésion de nos populations dans un tel combat ? Je ne pense pas que nos compatriotes nous comprendraient, tout bêtement parce qu'ils se sont laissé persuader, par notre faute, que les Camerounais sont incapables de gérer ces grandes entreprises industrielles.

Mais oui, pendant des décennies, le néocolonialisme, en sabotant patiemment la gestion de ces structures, a réussi à faire la démonstration perverse de notre incompetence aux yeux de la population, sans que nous soyons capables de démêler le jeu de nos ennemis et de le contrecarrer.

Voici le dilemme, selon moi :

— ou bien nous laissons les responsables économiques nationaux, dont nous mesurons chaque jour l'irresponsabilité et l'incompétence, assassiner le pays et nous-mêmes avec lui (je n'exagère pas ; mon principal loisir était de me rendre dans mon village natal au moins une fois par semaine ; c'est terminé ; samedi dernier, au terme d'un ultime voyage aux allures de safari, ma vieille Golf a tout simplement rendu l'âme ; entre Yaoundé et Mbalmayo, ce n'est plus une chaussée, mais un interminable gruyère de cailloux) ;

— ou bien des responsables étrangers prennent provisoirement les rênes, ce qui nous permettrait peut-être de survivre et même de revivre.

Un père de famille camerounais modeste, ou, comme moi, un dirigeant de petite entreprise, devront être de grands idéalistes de la négritude pour résister à la tentation de se résigner, devant la gestion surréaliste de la Sonel, de la Snec, de la Régifercam, du Crédit agricole, etc., à l'idée que les dirigeants camerounais des grandes entreprises d'État sont des incapables rédhitoires, voire des animaux franchement nuisibles. Dans ma librairie, je suis quasi quotidiennement aux prises avec les coupures intempestives, les saisies arbitraires de compteur, les factures fantaisistes, l'arrogance des agents, l'impunité des responsables supposés. J'avoue qu'il m'est arrivé de donner raison à ces paysans centrafricains confrontés au désastre de la gestion publique chez eux, qui apostrophèrent ainsi une délégation gouvernementale : « Pourquoi ne pas rappeler les Blancs ? » (*Racines historiques et culturelles de la crise africaine*, J.-P. Ngoupandé, Éditions du Pharaon.)

Qu'avons-nous fait devant cette gestion d'énergumènes ? Ou

plutôt qu'ont fait les bourgeois camerounais aux diplômes ronflants, qui étaient là (nous autres, nous étions en exil, n'en déplaise à M. Ngidjol, le normalien virtuel) ? Rien, trop occupés à contempler leurs jolis petits diplômes. C'est pourtant à ce moment-là qu'il fallait se battre. Et ce n'était nullement désespéré. Pour tenir en respect les racketteurs de la Sonel, par exemple, j'ai eu un jour l'idée de déposer une plainte auprès du procureur, qui a enjoint au commissaire de police de Tsinga de diligenter une enquête. C'est vrai que ces messieurs-dames n'ont jamais daigné obtempérer aux convocations de l'inspecteur-enquêteur ; mais je n'ai plus été harcelé par leurs racketteurs. Autrement dit, c'est en amont, si l'on peut dire, qu'il fallait combattre la menace de bradage.

... Nous aurions dû entreprendre des actions contre le sabotage par des managers mercenaires, les Niat, Obouh Fegué, Andzé Tsoungui, et autres syndiqués de la franc-maçonnerie sournoise, payés pour détruire notre patrimoine industriel et financier. En effet, le Renouveau a laissé faire ces saboteurs, quand il ne les a pas encouragés : le but était d'écoëurer le peuple et de faciliter psychologiquement l'opération actuelle, en le persuadant que nous n'avions pas de managers à la hauteur. Les gens en sont maintenant convaincus ; et comme ils aspirent avant tout à survivre quotidiennement, c'est très humain, ils ne sont pas scandalisés à l'idée de voir les Blancs revenir. Ils seraient même plutôt soulagés.

Autrement dit, comme d'habitude, nous avons manqué de sens de l'initiative, nous avons été trop passifs. Nous avons laissé l'initiative au Renouveau et à son associé le néocolonialisme.

Est-il trop tard ?

Non, mais à condition de faire preuve de pragmatisme. Dans le contexte actuel, qui doit prendre en compte maints paramètres, parfois contradictoires, il me paraît difficile de condamner sans nuances les privatisations. D'abord, comme je viens de le dire, la résignation populaire à l'idée que les Africains

sont des incapables est un fait, ce qui induit l'attente du retour des Blancs ; on peut le regretter, mais c'est ainsi. De plus, il y a toutes les contraintes que nous impose une situation de banqueroute, car notre État a fait faillite, et, comme tous les faillis, il est à la merci de ses créanciers, représentés par le FMI et la Banque mondiale. Voici la dernière considération, et non la moindre, c'est-à-dire la faillite idéologique historique de l'étatisme, les événements récents, sur lesquels il est inutile de revenir ici, ayant démontré que l'État entrepreneur est pour le moins victime de graves handicaps.

Nous ne pouvons pas empêcher les privatisations, mais nous devons obtenir qu'elles se fassent dans une totale transparence, au contraire de l'opacité qui les a caractérisées jusqu'ici. Seule la transparence aurait une chance de sauvegarder les intérêts de nos populations. Nous devons et pouvons obtenir que les repreneurs comparaissent devant des assemblées camerounaises de la société civile et fournissent des garanties crédibles. C'est dans ce sens que nous devons travailler.

Il en va des privatisations comme du pipeline Tchad-Cameroun. Là aussi, nous devons et pouvons obtenir des capitalistes occidentaux la garantie que la manne pétrolière ne sera plus réservée aux dictateurs, mais devra, de quelque façon, profiter aussi aux populations. Sans cette garantie, les capitalistes occidentaux doivent comprendre qu'ils n'auront jamais sur la construction ni encore moins sur la sécurité de l'oléoduc une fois construit la tranquillité dont ils ont besoin pour accumuler leurs bénéfices.

Pourquoi faut-il toujours que la prospérité croissante des capitalistes étrangers soit synonyme de paupérisation en spirale pour les peuples africains ?

Quel dieu a dicté cette sinistre fatalité ?

Il y a des mots qui tombent en désuétude, comme ça, peu à peu, on ne sait pourquoi. C'est le cas du mot « sérieux », qui disait pourtant fort bien ce qu'il voulait dire. Dans ma jeunesse, bien lointaine, hélas, il n'y avait pas d'éloge plus flatteur que de dire de quelqu'un « voilà un homme sérieux », ou bien « voilà un élève sérieux ». On savait tout de suite à quoi s'en tenir sur son compte. Il avait certainement des principes, et il s'y tenait. Il avait de la moralité. Il savait brider ses pulsions bestiales, ses instincts primitifs. C'était un vrai citoyen, un monsieur sur lequel on pouvait s'appuyer. Il était digne de confiance, au besoin. Etc.

Les Camerounais d'aujourd'hui, les bourgeois surtout, ne sont pas sérieux, c'est ce qui frappe tout de suite un exilé revenant au pays, et toute l'explication de notre impuissance politique, économique, militaire et diplomatique réside peut-être là. Sur le plan individuel, autant que sur le plan collectif, nous manquons de sérieux. Quel Camerounais, pouvant s'octroyer une petite jouissance coupable, un petit gain illicite, y renoncerait par discipline morale ? Comment peut-on un jour traîner le président dans la boue et, le lendemain, entamer des négociations avec lui, quand on n'entre pas carrément dans son gouvernement ? Apprenez ce qui se passe à l'université de Yaoundé par la bouche d'un étudiant, en lisant une source autorisée, le grand quotidien national bilingue du 2 novembre 1998.

À propos du grand quotidien en question, si vous avez parcouru l'édition du lundi 9 novembre, vous avez dû beaucoup rire. La une annonçait en lettres d'affiche : « Seize ans de Renouveau ÉCLATANT ». Et que découvrait-on à l'intérieur ? Au fil des pages et de nombreux articles, une description étayée de faits terribles de l'irrésistible montée de l'insécurité dans nos villes. Éclatant apparaissait alors comme un jeu de mots bien involontaire, mais d'autant plus savoureux.

Ne parlons pas des services publics ; il y a un incident dans ma librairie presque chaque semaine. En ce moment, c'est le téléphone, silencieux depuis quinze jours. Hier, c'était une coupure de courant interminable. Abonné pendant de longues décennies en France au téléphone et à l'EDF, je n'ai souvenance, pendant près de quarante ans, que d'une unique coupure d'électricité. Qui m'expliquera pourquoi des installations si récentes, en principe plus modernes, donc plus performantes, sont si souvent en panne ? En août dernier, je me suis tapé, en compagnie de ma pauvre femme qui n'est même pas africaine, de longues stations au soleil dans l'attente d'un taxi : Devinez à quoi était occupée notre vieille voiture ? À faire les courses de mon garagiste, oui monsieur. C'est comme cette antenne numérique qu'une petite entreprise voisine m'a vendue ; seul ennui, je n'avais toujours pas d'images trois mois plus tard, mes fournisseurs s'étant révélés incapables d'installer mon acquisition. Dieu merci, je suis tombé fort opportunément sur un bricoleur futé il y a quelques jours. Le Cameroun est ainsi une sorte de bateau ivre par la faute des Camerounais qui, vraiment, manquent de sérieux.

À qui la faute ?...

Je suis en train de réviser ma conception du mal camerounais. J'ai longtemps cru, comme tout le monde, que c'était d'abord la faute des autres — des Blancs pour parler crûment. Eh bien, non, c'est d'abord notre faute. Nous sommes les principaux artisans du désastre camerounais. Je ne dis pas que les Blancs n'y sont pour rien, ce serait une idiotie. Mais, en nous

assujettissant, ils exploitent surtout notre stupidité. Si nous étions capables d'organiser une opposition conséquente, c'est-à-dire... sérieuse, est-ce que Elf-Aquitaine et les mafias corses de Pasqua nous imposeraient un *minus habens* comme dictateur ? Quand vous vous précipitez, dès que votre voisin a tourné le dos, pour débaucher sa femme, sport qu'affectionnent les Camerounais, vous n'allez quand même pas me dire que c'est l'homme blanc qui vous y oblige.

On se trouve confronté à des cas d'immaturité inimaginables ailleurs que dans notre société. Une fois, retour d'un séjour de plusieurs semaines à l'étranger, j'apprends qu'un homme politique connu exploitait dans des conditions illégales le bois de mon village, et que, pour acheter les arbres bon marché aux paysans, il leur disait que j'étais le propriétaire de l'affaire. À ma demande d'explications, il répond par un silence dédaigneux. Vraiment pas sérieux. Un autre personnage, bourgeois ayant pignon sur rue, sous prétexte que j'étais son ami, pénètre sans façon dans mon bureau à la librairie en mon absence, se sert parmi les nombreux objets, parfois confidentiels, jonchant ma table de travail, emporte des journaux étrangers coûteux que mes employés venaient d'y déposer et que je n'avais pas eu le temps de lire. Apprenant un jour par une employée avec laquelle il entretenait une liaison, à mon insu bien entendu, que ce comportement m'avait irrité, il n'hésite pas à me passer un savon au téléphone. À l'évidence, il n'avait strictement rien compris, n'étant pas capable de mesurer la signification ni la portée de ses mauvaises manières.

Et quand le flic de base rackette un petit transporteur, quand un magistrat vend ses verdicts au plus offrant, quand les assureurs encaissent les polices mais refusent d'indemniser leurs clients sinistrés, quand de hauts fonctionnaires qui ont disparu dans la nature continuent à être régulièrement payés par l'État, que vient faire l'homme blanc là-dedans ? C'est trop facile de toujours mettre nos défaillances sur le dos des autres.

J'ai d'abord pensé que le manque de sérieux des Came-

rounais était simplement l'effet d'une éducation insuffisante. Citadin par le costume-cravate, c'est-à-dire par l'apparence, en réalité rustre, rustaud et rustique par l'esprit, tel se présente le bourgeois du cru. Ne dit-on pas que la caque sent toujours le hareng ? Je crois aujourd'hui que c'est beaucoup plus grave, et j'en reparlerai plus loin.

J'en viens à Ngidjol, l'exemple même du Camerounais pas sérieux. Relisez sa logorrhée (*La Nouvelle Expression*, 19 octobre, 21 octobre, 23 octobre 1998), à laquelle je ne réponds qu'avec le secret espoir d'un effet pédagogique, ne serait-ce qu'en évoquant le soin avec lequel le recrutement des enseignants se fait ailleurs, dans les sociétés sérieuses, qui savent que tout se joue à partir de l'éducation.

Quel délire ! Quel salmigondis de contrevérités, d'inexactitudes, d'affabulations et d'allégations fantaisistes. Où voit-il que je cache ma nationalité française ? La deuxième édition française de *Main basse sur le Cameroun*, où j'en parle abondamment, date de... 1976. Il est vrai que la lecture n'est pas vraiment la tasse de thé d'un ajuoulatiste. D'où tire-t-il que j'ai été classé soixante-dix-septième à mon agrégation, alors qu'on n'a même pas reçu soixante-quinze candidats cette année-là ? Quand je parle de lui, moi, je précise que je tiens mes informations de Roger Fayolle, un ami à moi, son ancien professeur de littérature rue d'Ulm, domicilié actuellement à Sceaux, Hauts-de-Seine. Pourquoi ne cite-t-il pas ses sources, ce grand docteur-chercheur devant l'Éternel ? C'était pourtant facile en l'occurrence : vaniteux comme chacun le connaît, je suis sûr qu'il est ou a été membre de la société des agrégés ; laquelle publiait alors un bulletin, avec, à chaque rentrée universitaire, les résultats complets des agrégations, et le classement des lauréats. Il doit avoir quelque part dans son grenier une collection de ce bulletin, avec, pour 1966, mon classement à l'agrégation de lettres classiques. Mais y fouiller serait un effort trop épuisant pour ce gros fainéant. L'ajuoulatiste de bonne cuvée se remarque tout de suite par sa fainéantise, le propre des

enfants gâtés, qui n'ont pas eu à se battre, parce qu'on leur a tout apporté sur un plateau. Notre homme en est réduit à cracher n'importe quoi, n'ayant plus d'arguments. Pourquoi j'ai été classé avec les Français ? Parce que j'étais déjà dans la fonction publique française, avant l'indépendance, pardi ! si toutefois l'illustrissime professeur peut comprendre quelque chose aux problèmes du statut des fonctionnaires et de la nationalité réunis. Bien sûr, j'aurais pu aller de dérogation en dérogation, comme lui, et finir par venir quémander d'autres dérogations auprès d'un dictateur génocideur. La différence entre Ngidjol et moi, c'est que moi je ne demande jamais de faveur à aucun État, même démocratique. Je me sens assez fort pour passer les mêmes concours, courir les mêmes risques et accomplir les mêmes tâches que n'importe qui. J'ai travaillé aux côtés des Français, concouru au coude à coude avec eux sans jamais demander une faveur exceptionnelle. Je ne suis donc pas un agrégé à titre étranger, mais un agrégé tout court.

C'est comme cette fuite en avant à propos de son entrée à Normale sup sur dossier (comme au Cameroun, quoi !), plutôt que de reconnaître qu'il doit à Ajuoulat d'y avoir été accepté comme auditeur libre. Complètement débile. Ngidjol affirme, avec raison, que je ne suis pas très intelligent ; il devrait ajouter, en toute objectivité, que lui-même est dépourvu de toute imagination. Vouloir faire croire ce bobard aux gens en cette fin de ^{xx} siècle, c'est quand même trahir qu'on n'est pas vraiment doué. La Sorbonne, seule université de Paris à l'époque, délivrait des milliers de DES chaque année, dans toutes les disciplines. Les quelque vingt autres académies de France faisaient de même. Pourquoi la Sorbonne aurait-elle eu, seule, le privilège de placer ses meilleurs étudiants de DES, sans concours, à Normale sup, et seulement en grammaire ? Pas la peine de dire à notre normalien virtuel que, d'ailleurs, aucune des conditions juridiques exigées pour effectuer un classement n'était satisfaite dans le cadre du DES et, en particulier, l'information préalable des intéressés. Dans un système démocratique,

c'est-à-dire sérieux, classer les gens sans qu'ils le sachent est contraire à un principe du droit auquel les Français tiennent par-dessus tout, à savoir l'égalité des chances. Est-ce que le droit peut être autre chose que du chinois pour un ajuoulatiste ?

Et, enfin, matériellement, c'est impossible, comme de vouloir classer des bacheliers de plusieurs académies différentes, qui ont subi des épreuves différentes dans des sections différentes, dans des conditions différentes. Quel dénominateur commun, car il en faut un pour classer les gens ? Tout le monde comprend cela, c'est le bon sens le plus élémentaire. Mais non, rien n'y fait. Ngidjol n'en démord pas, il a été classé deuxième au DES (dans quelle option ? car, dans son cas, il y en a au moins trois), et moi j'aurais été classé avant-dernier. Pourquoi pas dernier, tant qu'il y est ? A-t-il jamais entendu parler du rang de Bonaparte, futur Napoléon I^{er}, à sa sortie de Brienne ?

Et comment interpréter cette passion dévorante des classements, qui, en pathologie, s'appelle taxomanie, sinon comme la conséquence d'un œdipe inachevé ? Nous avons ici le cas type d'une névrose bien connue, la quête du père, qui est peut-être l'explication définitive du manque de sérieux des Camerounais : quelque chose, dans notre culture traditionnelle, bloque sans doute à un certain moment l'œdipe du petit garçon ; et interrompt *ipso facto* sa maturation psychologique. Ngidjol ne possède pas un être autonome ; il n'existe qu'à travers le regard du père. Il n'est jamais véritablement sorti de l'enfance. Il se voit toujours assis en culottes courtes sur le banc d'une salle de classe, attendant sagement les bons points et les bonbons du maître — Ajuoulat, Ahidjo, Biya, tous avatars du père. J'observe d'ailleurs qu'il ne dit jamais « j'ai accompli ceci », « j'ai créé cela », « j'ai publié tel ouvrage », mais toujours « on m'a classé... », « on m'a nommé », « on m'a admis », « on m'a nommé chef », etc. C'est ce que l'on appelle en bon français une baudruche.

J'ai rencontré Ngidjol pour la première fois en mai 1962 dans une salle d'examen de la rue de l'Abbé-de-l'Épée (ou de

la rue de l'Épée-de-Bois, je n'ai jamais pu distinguer) à la session de l'agrégation. J'étais venu passer le concours à Paris où j'avais gardé ma chambre, bien qu'enseignant comme professeur capésien dans un lycée de Bretagne. Il passait aussi l'agrégation, mais pas la même. Lui, c'était la grammaire, réputée, il oublie de le dire ou il feint de ne pas le savoir (il l'ignore peut-être, lui qui ignore des choses), sensiblement plus accessible que la mienne, les lettres classiques. Je ne sais plus qui, dans la salle, nous avait identifiés comme étant des compatriotes, et c'est lui qui s'est chargé des présentations.

Je l'affirme, jamais personne ne m'a laissé une aussi mauvaise impression que Ngidjol ce jour-là. Que les jeunes essaient un instant d'imaginer le bouillonnement politique et révolutionnaire qui agitait à l'époque les sociétés du tiers-monde. À Cuba, avec Castro et Guevara, c'était, succédant à l'invasion de la baie des Cochons, l'affaire des fusées soviétiques. À propos de l'Algérie, les négociations, malgré les attentats perpétrés par l'OAS sur le sol même de la France (où nous résidions, Ngidjol et moi, dans la terreur, du moins en ce qui me concerne), venaient de déboucher sur les accords d'Évian après huit longues années d'une guerre de libération atroce, au cours de laquelle tant de questions de morale s'étaient posées, et notamment la question de la torture. Et il s'en passait des choses en Égypte, avec Nasser, au Vietnam en pleine guerre révolutionnaire avec Hô Chi Minh, au Congo ex-belge où Lumumba venait d'être assassiné, en Guinée avec Sékou Touré, au Ghana... Je n'en finirais pas d'énumérer. Et que dire du Cameroun, notre patrie à tous deux, où la reconquête coloniale battait son plein, agrémentée d'une tentative de génocide contre nos frères bamileké. Um Nyobé était mort depuis quatre ans seulement, Moumié depuis deux ans à peine, assassiné à Genève.

Dans *Main basse sur le Cameroun*, qui n'est pas encore écrit, mais qui évoquera la situation en Sanaga maritime, province d'origine de Ngidjol, au début des années 1960, on peut lire, page 96, édition 1984, ce témoignage d'un Européen,

Van de Lanoitte, ancien correspondant de Reuter au Cameroun :

« On a dit que 156 petits villages du pays bassa, en 1960-1961, avaient été rasés sous prétexte de regrouper les populations, en réalité parce que les maquisards y trouvaient refuge.

« Il y eut des massacres, des exécutions sommaires, même des otages exécutés... On estime à 3 000 ou 4 000 le nombre de personnes qui ont été déportées depuis 1960 à Mokolo et un autre camp de concentration du Nord Cameroun (sans jugement). »

Voilà quelle était l'atmosphère, au Cameroun et ailleurs, au cours de ces années pathétiquement tragiques.

Or, Ngidjol ne me parla que de lui de lui et encore de lui — ah non, j'oublie, il me parla aussi de sa future carrière après ses brillantes études à Normale sup de brillant professeur à l'université de Yaoundé, en cours de création, sans omettre de m'inviter à l'imiter, en précisant bien que nous serions payés aussi grassement que des coopérants français.

J'en suis resté baba pendant des semaines. Un tel étalage d'insensibilité, d'aveuglement, d'arrivisme cynique ! Qui était donc ce personnage ? Un fou ? Un provocateur ? Pourquoi pas, tout est possible avec la rue d'Ulm, un maître du canular loufoque ? Ce n'était en fait, comme cela s'est avéré depuis, qu'un activiste de l'aujoulatisme génocidaire.

Ngidjol appartient à l'espèce que, habituellement, je fais comme la peste, l'espèce des gens pas du tout sérieux. Pour que je le rencontre à nouveau, ici, après mon retour définitif, il a fallu que je me laisse entraîner par pure étourderie dans un milieu où je n'aurais jamais dû mettre les pieds, moi qui me considère comme un homme sérieux.

La suite de l'histoire est à l'avenant. Ngidjol, qui a été reçu à son concours, rentre précipitamment au Cameroun ; se laisse parachuter dans des fonctions auxquelles rien ne l'a préparé, comme tout bon aujoulatiste, et se voit attribuer un statut de satrape, avec salaire de coopérant, résidence et voiture de

fonction, responsabilités flamboyantes, par le dictateur qui massacre les populations, brûle les villages, peuple les camps de concentration. J'insiste sur le salaire mensuel, un million de francs CFA chaque mois, si mes informations sont bonnes, à l'époque où ce montant correspondait à 20 000 francs français, c'est-à-dire huit fois les deux salaires de notre ménage à la même époque — soit 2 500 francs français à peine chaque mois. Jusqu'au printemps 1973, nous avons habité, avec nos trois enfants, en HLM, dans des appartements de moins de cent mètres carrés, au milieu de modestes ouvriers français. Cela aussi, beaucoup de Camerounais l'ont vu, et pourraient en témoigner.

Le fric, le luxe insolent d'un pacha, les belles places, les charges prestigieuses, les jolis fromages, qui contestera que ce sont là les vrais deniers de Judas ? Il ne s'agit pas de fantasmes ni d'affabulations ridicules. Ngidjol a exhibé ces privilèges, les Camerounais en furent témoins, jusqu'à la disgrâce de l'illustrissime, survenue peu après la mort de son protecteur, quand le dictateur s'est avisé de ramener ses coopérants autochtones dans le rang.

Ngidjol a-t-il jamais eu l'occasion de converser avec un rescapé de ces fameux camps ? A-t-il jamais entendu raconter les horreurs de la pacification aujoulato-ahidjoïste en pays bamiléké, les souffrances des populations traquées par la soldatesque du tyran et vivant dans les bois comme des bêtes fauves, enfants, femmes et vieillards compris ? Pendant ce temps-là, M. l'agrégé de grammaire se gobegeait dans les mangeoires du dictateur sanguinaire. Peut-il, du moins, à l'instar de certains Allemands peu après la chute de Hitler, se récrier : « Je ne savais pas » ?

Mais non, car il a fait du zèle. À l'université, il a harcelé ses compatriotes bamiléké de tracasseries, de vexations, de chicaneries mesquines. Il a rendu la vie impossible à Ambroise Kom, un des rares professeurs compétents de cette université maudite — la preuve : il n'est jamais au chômage, lui, aussitôt sollicité

dès qu'on le sait libre. J'accuse Ngidjöl d'avoir participé, à sa manière, à la tentative de génocide ahidjo-aujoulatiste. Je l'accuse de complicité active de génocide, sinon d'actes génocidaires proprement dits. À sa place, je me terrerais de honte dans mon trou, bien loin d'oser ouvrir la bouche au milieu de gens un tant soit peu sérieux. Il prétend aujourd'hui qu'il n'est pas tribaliste et en donne des exemples vraiment plaisants. Il élève une fille bamiléké. C'est bien connu : j'ai entendu raconter en France que, sous l'occupation allemande, tous les anti-sémites avaient un ami juif — c'est du moins ce qu'ils disaient.

Puisque j'ai parlé de Hitler, pourquoi ne pas parler aussi de Nuremberg, c'est-à-dire du jour où la justice a rattrapé les nazis, comme elle vient de rattraper Pinochet ? Ahidjo est mort, sans doute, mais son successeur, sous le règne duquel tant de meurtres d'ecclésiastiques nationaux et étrangers sont restés mystérieux, pourrait un jour, un juge occidental teigneux aidant, être accusé de crime contre l'humanité. L'ère de l'impunité des dictateurs et de leurs complices est désormais close. Attendez-vous au pire, messieurs les génocideurs.

Il faut bien aussi que je raconte l'histoire du renégat (*dixit* l'illustrissime Ngidjöl, à croire que M. l'agrégé de grammaire ne connaît pas bien le sens des mots ; en réalité, il est à bout d'arguments).

Refusé à son concours en 1962, le renégat, puisqu'il faut l'appeler par son nom, retourne donc à son petit lycée pourri (plus avenant quand même que la porcherie qu'est devenu notre historique Leclerc) du fin fond de la lointaine Bretagne. Mais, à la rentrée, le voilà qui craque devant une ravissante jeune collègue nouvellement nommée.

Les tourtereaux, étant gens sérieux, attendent sagement les vacances pour se marier. Ce ne fut certes pas la meilleure ambiance pour la concentration qu'exige ce concours difficile. Je me suis quand même présenté en 1963, bien que n'ayant aucune chance. Avant l'instauration, récente, d'une agrégation dite interne, la tradition, pour les professeurs en activité, s'ils

voulaient vraiment décrocher le concours, c'était soit de prendre carrément un congé au risque de manquer de ressources (contrairement aux boursiers de luxe du père Aujoulat), soit de se présenter tous les ans, même sans aucune chance, pour ne pas se couper de ce milieu très spécial qu'étaient alors les agrégatifs. C'est comme un boxeur, qui doit surtout se garder d'interrompre son entraînement. C'est ce qu'ignore Ngidjöl, qui ne s'est jamais immergé dans ce milieu, trop pressé qu'il était de revenir au Cameroun toucher les dividendes de sa participation au génocide. A-t-il jamais réellement enseigné d'ailleurs ? Sait-il vraiment ce que c'est que d'enseigner ? Qui ignore qu'il a surtout fait de l'administration, se coupant de son vrai métier, au point de s'effarer aujourd'hui devant une métonymie ?

Avec la naissance de mon premier fils en avril 1964, même impossibilité de me concentrer. Naissance de mon second fils en mars 1965 et même atmosphère d'allégresse et de relâchement. Mon troisième, en fait une petite troisième, a eu la bonne idée de venir en septembre 1966, laissant ainsi à son petit papa toute la disponibilité et la sérénité désirées pour son concours, et cette année-là, j'ai été reçu, non pas soixante-dix-septième mais cinquante-troisième *ex æquo*.

Et même si je n'avais été reçu que soixante-dix-septième, en serais-je moins fier ? Voyez l'inconséquence de notre provocateur aujoulatiste. Au lieu de se présenter courageusement au concours de Normale sup, réputé en effet extrêmement difficile (je l'atteste, ayant vu ma fille le préparer), il s'est enfui piteusement et a préféré se réfugier sous la soutane du père Aujoulat, ce qui ne l'empêche pas de faire sonner très fort en toute occasion son titre de normalien. Moi j'ai dû galérer, j'en ai bavé, c'est vrai, pour finalement décrocher très laborieusement mon agrégation. Qui de nous deux a le plus de mérite ?

Puisque, décidément, ce monsieur ne comprend rien, je vais lui mettre les points sur les *i*. Une petite leçon d'instruction civique pour le cours préparatoire des débiles légers. Dites, les enfants, comment juge-t-on un monsieur qui prend ses jambes à son cou

devant la première difficulté ? Vous avez dit un dégonflé ? Vous avez raison. Et maintenant, de quelle vertu fait preuve un homme qui ne craint pas d'affronter les plus redoutables épreuves ? De courage, avez-vous dit ? Vous avez encore une fois raison, les enfants. Des renégats comme celui-là, j'en demande vingt à la douzaine, monsieur l'agrégé de grammaire, et le Cameroun serait sauvé.

Non mais c'est inouï. Voilà un monsieur qui fait son fonds de commerce en gloriole d'un statut auquel il n'est parvenu que par la magouille néocoloniale, mais qui prétend jeter en pâture à la dérision de la foule un homme qui n'a accédé à quelque semblant de réussite sociale qu'en se donnant beaucoup de mal, à la force du poignet, comme on dit. Il vaudrait donc mieux se prostituer, comme lui, que suer sang et eau, comme moi ? Étrange morale chez un éducateur. Étonnez-vous, après cela, de l'immoralité de la jeunesse scolaire camerounaise. L'année de leur examen, je voyais les lycéens français (de France) piocher, potasser, bûcher, bosser, cravacher. Les nôtres ici, me dit-on, attendent passivement que « l'eau coule », image étrange pour figurer le trafic quasiment institutionnalisé des épreuves. Qui le leur reprocherait ? Surtout pas des éducateurs qui se vantent eux-mêmes de ne devoir leur réussite qu'au favoritisme.

Que vont-ils faire une fois devenus grands ? Comme leurs aînés, pardi. Ils se tourneront non vers l'effort, le travail et la rigueur pour s'enrichir, mais vers la corruption et la magouille. Pourquoi un haut fonctionnaire irait-il s'ennuyer dans son bureau s'il peut obtenir le maintien de son grade et de son salaire, et même y ajouter des crédits non remboursables, en attendant la période électorale pour aller faire l'éloge du chef de l'État dans son village d'origine ? Et vive le développement selon le Renouveau, le FMI et la Banque mondiale.

Pour un esprit moderne, il n'y a pas de honte à l'échec, au contraire, irais-je même jusqu'à dire. Le grand Jean-Paul Sartre lui-même, pourtant élève (par concours) à la rue d'Ulm et n'ayant que le concours à préparer, a été recalé une fois à

l'agrégation. Zola, lui, n'eut jamais son bac. Ce qui est déshonorant, c'est le tripotage, la magouille, les combines. La compétition, la concurrence, la confrontation loyale sont l'apanage des sociétés qui progressent. La faveur, les privilèges, le piston caractérisent les systèmes féodaux ou dictatoriaux et arriérés, ainsi que les Républiques... bananières, comme la nôtre, hélas. Entrer à Normale sup, sans affronter le concours et en revendiquer le prestige, c'est comme si, aux jeux Olympiques, un sprinter, après avoir laissé courir les petits copains, prétendait monter sur le podium.

On découvre ici la vraie nature de Ngidjol, celle de l'éternel petit fonctionnaire camerounais légué par l'époque coloniale, borné, stérile, jaloux, ennemi de la vraie supériorité, et non du brillant intellectuel formé par l'université française, comme il voudrait le laisser croire.

À celui qui s'est précipité au Cameroun après une formation hâtive et incomplète en France, dois-je rappeler que, dans le système authentiquement français, on ne devient jamais enseignant titulaire sans un stage préalable ? Celui-ci n'a pas seulement pour finalité une initiation à l'art de la pédagogie, il vise aussi à permettre au futur éducateur de découvrir les valeurs du système, son fonctionnement, ses secrets, ses tabous... ah, les tabous.

En voici un dont Ngidjol n'a jamais eu la révélation, et pour cause. Un enseignant digne de ce nom doit se garder de tout ce qui pourrait laisser croire qu'il pratique une discrimination entre les élèves ou entre ses collègues et autres partenaires en fonction de leurs origines raciales, ethniques ou religieuses. Qu'il déroge à cette règle non écrite et il soulève aussitôt une tempête de protestations. On est convaincu là-bas, non sans raison, qu'aucune société moderne n'est viable, malgré les apparences, sans le strict respect de cette exigence de tolérance absolue. Bien sûr, il y a des lepénistes parmi les enseignants, comme dans tous les corps de métiers ; mais ils se le tiennent

pour dit, sauf, en cas d'incartade, à créer le scandale, qui ne les sert jamais vraiment.

Nous avons si souvent emprunté leurs vices aux Français ; pour une fois, de grâce, essayons de les imiter dans ce qu'ils ont de meilleur, un système d'éducation où l'égalité des chances, sans être une réussite totale, n'est du moins pas un vain mot ; où l'efficacité pédagogique se mesure avantageusement par comparaison avec les nations d'un même niveau de développement, mais dont, malheureusement, Ngidjol, qui aurait dû en incarner les vertus, en a trahi la mission et l'esprit par une suffisance et une jactance d'une puérilité qui désespère de la capacité de nos prétendues élites à jamais conduire ce pays vers la destination dont elles ne cessent de se gargariser, la démocratie.

Apparemment, il est dit que la vraie question : Hogbé Nlend, qu'as-tu fait de ton frère Ossendé Afana ? restera entière. Quel dommage !

Court-circuit dans l'amitié :
lettre ouverte de Mongo Beti
à Pius Njawé

Pius Njawé,

J'ai été longtemps ton ami ; je ne puis le demeurer. Je n'ai pas l'habitude de m'acoquiner avec les imposteurs.

Car tu n'es qu'un vulgaire petit escroc, toi qui acceptes que ta feuille survive à coups de chantage. Ceux qui, à commencer par mon épouse française, ont consacré tant de leurs heures précieuses à militer, à travers le monde, pour te faire sortir de prison vont tomber des nues.

Quoi ? vont-ils se dire, nous croyions naïvement nous battre pour l'avènement de la démocratie en Afrique, mais nous dépensions notre énergie et notre argent au mieux pour quelqu'un qui laisse ses journalistes pratiquer le trafic de textes, au pire pour un dégoûtant personnage qui est l'instigateur de cette pratique ignoble. En sera-t-il donc toujours ainsi avec les Africains ? On se bat pour eux mais, dès qu'ils arrivent au pouvoir ou qu'ils retournent à leurs affaires, les voilà qui se comportent exactement comme les tyrans qu'ils prétendaient pourfendre. Est-il dit que les Africains ne connaîtront jamais la démocratie ?

Voilà ce que vont se dire tous ceux qui ont ferrailé pour ta liberté, à commencer par ma femme qui, sans doute, se fera un devoir de te le dire elle-même, avec ses propres mots.

Tu es pire que Paul Biya ; au moins celui-ci ne cherche pas à tromper son monde en se mettant le masque de démocrate.

Tu en es réduit à me donner des rendez-vous téléphoniques

que tu n'honores jamais, à me fuir donc. La fuite, c'est le refuge des fripons ; ils font le gros dos, espérant que ça va se calmer avec le temps. Tu ne nous fuyais pas, quand nous venions, ma femme et moi, te rendre visite à New-Bell. Eh bien, détrompe-toi, ça ne va pas se calmer.

Au fait, où étaient donc tes collaborateurs ? On ne les a guère vus ni entendus à l'époque ? Sans doute étaient-ils trop occupés à faire des montages de chantage ?

Je t'interdis de publier mon texte maintenant ; de toute façon, tu te tromperais si tu croyais que tu serais dédouané d'une imposture par une publication tardive.

Je ne suis pas un sadique ; je ne prends pas plaisir à détruire un homme, ni surtout un journal qui, purgé des maîtres chanteurs, pourrait encore rendre des services au peuple camerounais.

Je te donne donc tout ce week-end pour prononcer un désaveu complet et circonstancié des coupables, peu importe qu'ils appartiennent à la famille ou à l'ethnie. Montre au peuple camerounais que tes critiques à l'égard de Paul Biya ne sont pas de vains mots.

Alors, tu seras dédouané, peut-être.

Si tu n'en fais rien, j'adresse copie de ce fax aux journaux, à commencer par la presse française.

Salutations sans indulgence.

Yaoundé, 7 janvier 1999

*

Voici les faits qui justifient la lettre ouverte ci-dessus. Chaque journaliste ou personnalité fera de ce document l'usage qui lui paraîtra le meilleur.

Fin octobre 1998, je participe à un débat à la Maison des jeunes et des cultures, établissement voisin du *Messenger*. C'est ainsi que je rencontre le rédacteur en chef du journal de Pius Njawé, qui me dit : « Je suppose que vous allez répondre à

Ngidjol, qui vient de vous prendre à partie dans *La Nouvelle Expression*. Pourquoi ne pas plutôt nous donner le texte à nous ? » Pourquoi pas, en effet ?

Qu'on note bien ceci : c'est le rédacteur en chef qui est demandeur. Personnellement, j'inclinai à envoyer le document à *La Nouvelle Expression* ; c'était plus logique en termes de droit de réponse. La disquette, dont Lingo¹ prend l'acheminement en charge, part de Yaoundé dans la semaine du 9 au 14 novembre.

Résumons ici le conflit qui m'oppose à Pius Njawé. Pendant huit semaines, c'est-à-dire jusqu'au 4 janvier 1999, je n'entendrai plus parler de mon texte. Le premier devoir élémentaire d'un journaliste qui reçoit un article, surtout s'il l'a demandé, c'est soit de le publier, soit de saisir l'auteur de ses réserves ou de son refus, le tout dans les plus brefs délais, c'est-à-dire quarante-huit ou, au maximum, soixante-douze heures après la réception du document. C'est la déontologie élémentaire. Le rédacteur en chef et le secrétaire de la rédaction du *Messenger* ne vont faire ni l'un ni l'autre. Ils vont trahir une obligation élémentaire de leur profession. Ils ne publient pas le texte, dont l'intérêt est par ailleurs fugace, étant donné que c'est un texte polémique. Mais ils ne m'en disent rien. Et cela pendant huit semaines. Et quand je dis huit semaines, ça aurait pu durer huit mois, ou huit ans, ou huit siècles, puisqu'il a fallu que, pris finalement d'un doute, comme je vais le raconter tout à l'heure, devant les dérobades de ces messieurs, je commence à ruer dans les brancards.

Du lundi 4 janvier, jour où j'apprends enfin que mon texte n'a jamais été publié, au jeudi 7, Pius Njawé lui-même va abuser de la dérobade, tactique maison décidément. En effet, pendant ces quatre jours, je l'ai bombardé de fax, d'appels téléphoniques avortés (il n'était jamais en place, comme on dit là-bas), d'interventions d'amis locaux. Pas la moindre réaction.

1. Célestin Lingo, journaliste au *Messenger*. (N.d.É.)

Je voulais l'amener à répondre à cette unique et simple question : que se passerait-il si des faits semblables se produisaient autour d'un hiérarque du Renouveau ou du SDF, par exemple ?

Il a fallu que je commence à faire circuler cette lettre ouverte pour que le loup se hasarde hors du bois et me contacte enfin par téléphone. Mais, en l'espace de quelques secondes, le directeur du *Message* va ruiner tout le capital de crédibilité dont il pouvait bénéficier dans mon opinion et va se déconsidérer totalement en prononçant un mot extrêmement malheureux, « présence d'esprit ». Un mot a suffi, un seul, pour que je cesse à jamais de prendre Pius Njawé au sérieux. Sa réponse à ma question est ahurissante chez un homme qui passe son temps à vitupérer la culture de l'impunité, à mettre le nez de Biya dans le caca des fautes de ses hommes et à lui reprocher de ne pas avoir le courage de les sanctionner. Tenez-vous bien : selon Pius Njawé, ses collaborateurs ont simplement manqué de présence d'esprit et c'est ça qui les a empêchés de m'informer pendant huit semaines. J'ai interrompu la communication sitôt ce mot prononcé.

Cela m'a fait très mal d'entendre Njawé étaler ainsi ses limites morales, mais surtout de découvrir qu'il ne m'avait jamais considéré comme un ami, moi qui l'avais si longtemps engraisé de mes collaborations toujours bénévoles, mais comme un idiot.

La présence d'esprit, qu'est-ce que c'est ? Un nouveau critère dans les procédures sociales et professionnelles ? Quand j'étais enseignant, si je manquais à l'exigence élémentaire de ma profession qui était de me trouver en classe à l'heure du cours, comme c'est l'exigence professionnelle du journaliste d'informer l'auteur qu'il ne publie pas son texte, est-ce que je serais allé dire le lendemain à mon chef : « Monsieur le proviseur, je n'ai pas eu la présence d'esprit de venir en classe hier » ? Si, à Bakassi¹, un

1. Le Cameroun et le Nigeria se sont disputé la péninsule de Bakassi (golfe de Guinée) pendant une dizaine d'années. (N.d.É.)

soldat camerounais tourne le dos à ce qui est le devoir élémentaire du combattant, la bataille, au lieu de l'accuser de désertion, ira-t-on dire qu'il n'a pas eu la présence d'esprit de se battre ?

Personne ne demande à des journalistes d'avoir de la présence d'esprit ; on veut simplement qu'ils fassent leur métier. On n'a pas besoin de présence d'esprit pour faire son travail. Or c'était leur métier de me dire qu'ils n'avaient pas publié mon texte. Au fait, est-ce qu'il y a des précédents ? Je veux dire : leur arrive-t-il souvent de manquer de présence d'esprit avec d'autres fournisseurs de textes ? Ou bien, est-ce seulement avec moi ? C'est intéressant, parce que cela signifierait que Pius Njawé s'entoure de handicapés mentaux en guise de journalistes. Le syndicat doit se pencher sur ce cas.

Comment le directeur du *Message*, si critique à l'égard des hommes politiques, ne voit-il pas qu'avec cet argument de jésuite on peut tout justifier ? Quand Paul Biya s'attarde à Genève, pourquoi n'aurait-il pas droit à la même excuse ? Il lui manque la présence d'esprit de revenir au pays. Imparable. C'est sans doute aussi ce qui a manqué à Fru Ndi quand, après avoir juré qu'il ne reconnaîtrait jamais Biya, il a engagé avec lui des négociations pour entrer dans son gouvernement. Absence de présence d'esprit. Simple comme bonjour.

En réalité, le rédacteur en chef du *Message* et son secrétaire de la rédaction, deux petites ordures qui avaient flairé la bonne affaire, se sont délibérément abstenus à la fois de publier ma réponse à Ngidjol et de m'en informer. Je répète : c'était on ne peut plus délibéré. Leur tactique consistait à miser subtilement sur la confiance que je leur avais toujours accordée, les connaissant mal, sur mes fréquents déplacements, sur le temps ; sur l'oubli pour ne pas publier mon texte sans que je sache ce qu'il était devenu ni que je me pose la question.

Pendant ces huit semaines, j'ai pour ainsi dire côtoyé ces deux personnages. Comme tous les vols Air France du lundi, celui du 30 novembre, par lequel je regagnais le Cameroun après un séjour de deux semaines en France, s'arrête à

Douala, où j'ai donc été obligé de passer la nuit. Le lendemain, avant d'aller prendre le car à la gare routière, je rends visite aux deux responsables que je prends encore pour des gens honnêtes et de vaillants combattants pour la démocratie.

Ils ne me disent rien ; j'en conclus, moi, qu'ils ont publié mon article, qui leur est parvenu depuis trois semaines. Ils vont jouer constamment sur cette ambiguïté : j'ai confiance en eux ; ils peuvent se dispenser de me parler de mon texte. Le 12 décembre 1998, je suis de nouveau à Douala, ayant des colis à dédouaner au port. Je rends de nouveau visite à ces messieurs, et rencontre d'ailleurs Pius Njawé lui-même. On ne me dit toujours rien. De quelle présence d'esprit parle donc Pius Njawé ?

Ce n'est pas tout. En général, quand je publie un texte, surtout dans la polémique qui m'opposait à Ngidjol, des échos me reviennent. Cette fois rien. Mon doute commence là. Vers le 14 décembre, j'interpelle au téléphone Lingo, qui me dit : « Eh, je ne sais pas, j'ai été malade, je ne lisais même plus... » Il a le tort d'ajouter ces mots qui vont le trahir : « Je vais m'informer, je te dirai dans la journée » ; car il ne me dira rien du tout dans la journée.

J'acquiesce alors la certitude qu'il y a une magouille quelque part. J'adresse un fax le 15 décembre au personnage qui avait insisté pour que je donne le texte au *Messenger*. Dix jours plus tard, il n'a toujours pas répondu. Il a fallu que je hausse le ton dans le fax que j'ai envoyé le 1^{er} janvier 1999 au secrétaire de la rédaction, pour qu'il m'avoue au téléphone : « Le texte n'a pas encore été publié. Nous cherchions un bon créneau pour votre article, comme il est long. Et d'ailleurs, nous avons pensé à un moment à vous le retourner pour le réduire. » Je lui ai dit : « Bon sang, mais pourquoi attendre si longtemps pour me le dire alors que nous nous rencontrons si souvent ? » Réponse : « Excusez-nous. »

Voilà ce que Pius Njawé appelle le manque de présence d'esprit. Quand tant de gens à travers le monde se sont mobilisés pour vous, on s'attend sinon à ce que vous soyez au-des-

sus de tout soupçon, comme la femme de César, du moins à ce que vous fassiez preuve d'une certaine élévation morale. Au lieu de quoi, Pius Njawé, c'est finalement le Biya du *Messenger*, un Tartuffe africain traditionnel, au mieux d'ailleurs avec les militants de gauche occidentaux comme Biya l'est avec Chirac-l'extrême droitiste, mais sans rien changer à ses mœurs en porte à faux de potentat africain de village barbotant dans un marécage de tractations aussi occultes que mesquines, qui estime qu'il peut personnellement s'exempter des contraintes morales que son discours prétend imposer aux autres. Il est une excellente incarnation de nos limites collectives, raison de notre impuissance. Il n'a pas plus d'autorité sur ses journalistes trafiquants, qu'il n'ose pas sanctionner, que Paul Biya n'a d'ascendant sur ses ministres prévaricateurs.

Finalement, comme Biya, il tolère ces magouilles sordides qui ont le don de cisailer impitoyablement le timide tissu de confiance que des individus héroïques ou des groupes peuvent tenter désespérément de jeter entre eux, dans une société rongée par la malédiction ethniciste et la hantise de la trahison. Il s'ensuit une démoralisation populaire galopante qui ne peut évidemment que faire le jeu de la dictature. Peu de gens m'ont aussi profondément déçu. Je savais ne plus rien devoir attendre d'un homme public camerounais. Mais cette dernière expérience avec Pius Njawé m'a vraiment secoué. Comment ai-je pu croire si longtemps que nous voguions, lui et moi, sur la même orbite ? Comment peut-on se tromper à ce point ?

Dans la lettre ouverte ci-dessus, dont le texte lui est parvenu par fax jeudi 7 janvier bien avant le bouclage de l'édition du vendredi 8 de son journal, je lui demandais sans ambiguïté de ne pas publier mon texte, qui n'a plus de sens près de trois mois après l'attaque de Ngidjol, que tout le monde a oubliée. Ma réponse paraîtrait une agression gratuite. Il a juré au cours de sa communication, avant que je l'interrompe, qu'il mettrait le document au frigo, selon ses propres termes. Mais il le publie quand même, et dans les pires conditions puisqu'il n'est pas

annoncé à la une, ce qui eût été la moindre des choses, et sans aucune explication pour éclairer le lecteur. C'est qu'il espère pouvoir se sortir du guêpier en aggravant la confusion. Il ne cherche nullement à éclairer le débat citoyen, mais, au contraire, à l'embrouiller. Il réclame la transparence pour les autres, mais la sienne est le cadet de ses soucis. Je comprends enfin l'incurable scepticisme des Camerounais à l'égard des opposants, soupçonnés d'être semblables aux gens du Renouveau et de ne les combattre que pour se mettre à leur place et faire la même chose. Certains jours, je suis tenté d'adhérer à cette vision.

Les journalistes camerounais, dont on connaît l'indigence matérielle, ont plusieurs techniques pour arrondir leurs fins de mois, la plus connue étant celle dont j'ai été victime au *Messenger*, auquel j'avais tant donné, et toujours à titre bénévole, que je n'imaginai pas qu'on pût m'y infliger une telle avanie. La faim ne saurait tout justifier. Ayant en main le document où je dénonçais violemment des personnages peu sympathiques, ils sont allés les trouver et leur ont promis l'escamotage en douceur de mon texte, contre des espèces sonnantes et trébuchantes. Il n'y a absolument aucune autre explication possible à l'attitude fuyante, aux visages chafouins, aux dérobades des responsables de la rédaction du *Messenger*, à leur mutisme pendant huit semaines, qui auraient pu se prolonger indéfiniment.

Il y en aurait peut-être une autre, mais je n'ose y penser.

*

À l'attention de M. le Rédacteur en Chef
Monsieur le Rédacteur en Chef,

Je vais en effet séjourner de longues semaines en Europe, entre autres raisons pour accompagner le lancement à Paris de mon dernier roman, *Trop de soleil tue l'amour*, sorti la semaine dernière chez l'éditeur Julliard. C'est le même texte, avec quelques améliorations près, qui a été publié en feuilleton en mai, juin, juillet et août 1998 dans *Le Messenger*, comme

témoignage de ma solidarité avec le prisonnier Pius Njawé. J'avais alors dissimulé cette prépublication sous le titre de *diversion Mystères en vrac sur la ville* pour éviter que l'éditeur, détenteur du contrat d'exclusivité, ne demande de l'argent au journal, comme il est d'usage.

Si je rappelle ces détails, ce n'est pas pour me faire de la publicité qui, au demeurant, ne rapporterait rien ici ; celle que m'assure mon éditeur à l'étranger est bien plus efficace, infiniment plus rentable. Je fais ce rappel pour dénoncer un homme à qui j'avais donné toute ma confiance et mon dévouement, mais qui ne voyait en moi qu'un pion, un bout de bois indigne du moindre respect.

J'ai surtout du chagrin en songeant aux tribalistes de tout poil, toujours à l'affût, pas seulement beti d'ailleurs, qui n'avaient cessé de me dire : « Tu te fais manipuler par les Bamiléké. » Je les entends déjà triompher. Nous te l'avions bien dit... Ce sont des imbéciles, certes ; je n'ai pas été manipulé par un Bamiléké, mais par un homme malhonnête, qui s'est servi de moi sans scrupule, ainsi qu'il m'est arrivé avec des Beti et des Camerounais d'autres ethnies. Mais il n'empêche, voilà comment on sème le tribalisme.

Je m'étonne de l'inconséquence des Camerounais lorsque des amis proches me disent à propos de ma querelle avec Pius Njawé : « Non, laisse tomber, ne fais pas d'éclat, bats-lui froid désormais, c'est tout. » Que je conspue Paul Biya, en disant, preuve à l'appui, Biya est un salaud, on applaudit. Que je me prépare à conspue Pius Njawé, preuve à l'appui, en disant Njawé est un salaud, on fait la grimace. L'indulgence pour l'un, la sévérité pour l'autre. Pourquoi deux poids, deux mesures, alors que tous deux, chacun à sa manière, sont également coupables d'obstruer le chemin qui devrait nous mener à la démocratie ? Quel crime plus grave pour un informateur que d'étouffer l'information ? C'est comme une mère qui étrangle son bébé.

J'en viens à me demander si ce n'est pas tribal, inconsciem-

ment bien sûr. Quand Mongo Beti tape sur un Beti ou assimilé, quel réjouissant spectacle pour certains ! Qu'il s'avise de taper sur un non-Beti, on estime que ce n'est plus de jeu. Je ne suis pas d'accord. Si je suis l'otage de quelqu'un, c'est du seul peuple camerounais que je me suis juré de servir, dans la mesure de mes faibles moyens. Hors de ce pacte naturel, je suis avant tout un homme libre.

S'il s'avère qu'on ne peut rien accomplir dans notre pays sans se faire piéger par l'ethnicité, alors je dépose les armes et quitte le champ de bataille. J'ai toujours rêvé d'aller m'installer en Californie. Il paraît que les couchers de soleil sont splendides là-bas. Au moins je serai loin des ordures de la politique camerounaise et de leur pestilence. J'y réfléchis.

Yaoundé, 11 janvier 1999

Racket des fonctionnaires : ras le bol

Malheur aux vaincus, disaient les Romains. Les malheurs qui accablent les Camerounais, particulièrement le racket institutionnalisé par les fonctionnaires, sont bien la conséquence de la guerre de libération nationale perdue par l'UPC, qui l'avait menée au nom du peuple camerounais, c'est-à-dire en notre nom à tous, que nous le voulions ou non — que nous ayons été pour ou contre ; moi je fus pour, sans grand risque, me dira-t-on ; puisque je résidais à l'étranger. La preuve que cette guerre perdue fut livrée en notre nom et pour notre bénéfice éventuel, c'est que les vainqueurs, depuis, s'acharnent à nous punir, nous le peuple camerounais. Ils ne se refusent aucune exaction. Personne ne peut dire que les incroyables brimades auxquelles nous sommes en butte, inimaginables ailleurs, nous frapperaient si l'UPC d'Um Nyobé avait gagné notre guerre de libération nationale.

S'il vous est arrivé de dédouaner une voiture à Douala, vous pouvez imaginer quel était mon soulagement fin juillet lorsque j'eus enfin franchi la dernière étape de ce parcours du combattant. Quelle naïveté ! Mes malheurs étaient bien loin d'être terminés. Jeudi dernier 26 août, en me présentant au service chargé de délivrer les cartes grises à Yaoundé, deux jours après avoir déposé mon dossier, je m'entends annoncer une si mauvaise nouvelle par un M. Ndzana que j'ai pensé attraper une crise cardiaque : ma Jimmy, une petite Suzuki achetée à

Rouen, le premier prix des 4 x 4, le bas de gamme, quatre places seulement, avait changé de puissance fiscale, passant brutalement des six chevaux fixés par le constructeur japonais à neuf chevaux ! À 3 000 francs CFA le cheval-vapeur, je devais régler au fisc non pas 18 000 comme je m'y étais préparé, mais 27 000 francs.

Cela m'a paru un cas de racket si criant que, non seulement j'ai refusé de payer et suis reparti sans carte grise, mais j'ai décidé de porter plainte auprès du procureur de la République pour tentative d'escroquerie.

M. Ndzana pourra peut-être m'expliquer devant un juge par quelle magie s'est opérée une telle transmutation. La puissance fiscale est un code international traduisant dans un langage conventionnel accepté par tous les États un classement scientifique des moteurs en fonction de leurs capacités. Six chevaux désignent un moteur modeste ; c'est le cas de ma Jimmy. C'est sans comparaison avec un moteur de neuf chevaux ; et l'on voit bien que M. Ndzana n'a jamais senti sous son pied la capacité d'accélération, la puissance d'un moteur de cette qualité — il ne sait pas du tout ce que c'est.

Le constructeur entouré de sa cohorte d'ingénieurs, contrôlé de surcroît par l'État japonais, qui n'a pas précisément la réputation de badiner en ces matières, a donc décidé que son modèle Jimmy était poussé par un moteur de six chevaux.

Mais des petits fonctionnaires camerounais (...) décrètent, eux, que c'est un moteur de neuf chevaux ! au nom de quelle science infuse ?

M. Ndzana... explique que c'est « la machine qui a sorti neuf chevaux ». Nous avons cru comprendre, ma femme et moi, que, par machine, il voulait dire ordinateur. L'ordinateur de M. Ndzana est donc plus performant que la batterie d'ordinateurs du constructeur japonais Suzuki. On se demande bien ce que M. Ndzana attend pour s'installer comme grand constructeur d'automobiles. On me reprochera peut-être d'accabler nos fonctionnaires, de méconnaître le contexte dans lequel ils tra-

vailent. Je n'accepte plus ce raisonnement. L'exemple vient d'en haut ? Mais personne n'est obligé de faire le gangster sous prétexte que son voisin ou son supérieur est un gangster. Et la responsabilité individuelle, alors ? Les salaires des fonctionnaires ont été amputés brutalement ? C'est un fait, mais le peuple camerounais n'y est pour rien. Ailleurs, quand on est victime d'une injustice du pouvoir, on s'organise en syndicats pour faire plier ledit pouvoir. On ne se venge pas sur le dos d'une population qui n'en peut plus.

Y en a marre de toujours se faire plumer. Depuis qu'il n'y a plus de visite de Chirac en vue, impossible de circuler une heure dans Yaoundé sans se faire siffler par un individu en uniforme. Ça se voit bien que ma femme étrangère est une dame d'un certain âge, comme on dit. Ça se voit bien que moi-même, malgré mon teint qui a l'avantage de dissimuler quelque peu l'irréparable outrage du temps, je ne suis plus de première jeunesse. En somme, nous ne ressemblons à des gangsters ni l'un ni l'autre. Ça ne fait rien, je dirais même bien au contraire puisque ce qu'on chasse, c'est tout sauf le gangster. Dès qu'il nous aperçoit, le flic de service crache dans son sifflet. Je m'arrête déjà de moins en moins... Viendra un temps où je ne m'arrêterai plus du tout. Ça s'appelle la désobéissance civile.

Corruption, vénalité des fonctionnaires, racket, il faudra bien en finir un jour avec ce fléau, qui, plus on le déplore, plus il s'aggrave. Ça ne se fera pas tout seul ; il faut que les citoyens se résolvent enfin à exprimer leur ras-le-bol. Le rôle des partis d'opposition aurait dû être de nous y aider. Malheureusement, ils préfèrent épuiser leurs faibles énergies dans le tout-élection.

Alors, formons nos bataillons, citoyens.

Tribalisme, encore !

On se lasse à la fin de publier des diatribes contre le tribalisme, sachant qu'à peu près tout a été dit sur ce thème et que le public n'en attend plus rien de nouveau et devine d'avance ce qui va se dire. Selon moi, nous autres opposants camerounais parlons trop, mais agissons trop peu. Pour notre défense, nous pouvons faire valoir que nous manquons cruellement de moyens, en comparaison des immenses facilités que le régime de Paul Biya a pris l'habitude illégale de s'octroyer en puisant dans les caisses de l'État.

Cette excuse ne suffit pourtant pas. En fait nous manquons d'imagination ; nous nous sommes ainsi résignés à laisser l'initiative au pouvoir : de temps en temps, il nous jette l'os d'une élection, municipale, législative, présidentielle, et nous nous précipitons ; mais c'est un terrain que Paul Biya, bien conseillé par Jacques Chirac et Charles Pasqua, a préalablement et soigneusement verrouillé. Et voilà les élections camerounaises réduites en farce répétitive.

Je propose une stratégie visant à faire la démonstration aux yeux du peuple camerounais, qui n'en est pas convaincu malgré les envolées de toutes sortes, que des hommes et des femmes de chez nous, appartenant à toutes les ethnies, peuvent ensemble concevoir un vaste projet et le réaliser avec bonheur. Y a-t-il meilleur moyen de lutter contre le tribalisme et d'en éteindre la vanité et la stupidité ?

D'autre part, les Camerounais ont tort de croire qu'on ne peut servir le pays qu'en disposant de l'appareil d'État et des facilités qu'il procure. On dit que l'union fait la force. Un groupe d'hommes et de femmes unis et résolus rivaliserait heureusement avec le Renouveau de Paul Biya, dont chacun a pu par ailleurs mesurer l'inefficacité sinon la nullité en observant la contre-productivité de ses services publics, Snec, Sonel, les PTT, le système éducatif...

À propos de ce système éducatif en ruine, et qui compromet l'avenir des générations futures, donc du pays, fixons-nous comme défi d'en construire un autre, parallèle à celui de Paul Biya, mais de bien meilleure qualité. C'est possible. Voici comment.

Je propose à mille Camerounais, bénévoles, cela va de soi, de participer au lancement d'une grande bibliothèque du peuple, dénommée bibliothèque Martin Luther King, en consentant chacun un don de 100 000 francs CFA, qui seraient déposés auprès d'une banque camerounaise amie. Les noms de ces premiers souscripteurs, inscrits au fronton du monument, seraient immortalisés du même coup.

Mille multiplié par cent mille, cela donne cent millions, soit presque 200 000 dollars. Sur la base d'un tel apport, il ne fait aucun doute que, grâce à une campagne de conférences à travers le monde, nous obtiendrions des participations de personnalités et d'organisations de nature à nous permettre de donner corps à une si merveilleuse institution.

Thomas Carlyle, ce grand philosophe anglais du XIX^e siècle, ne disait-il pas que la meilleure université est une bibliothèque ? Je dirais même plus : une université digne de ce nom devrait commencer par une bibliothèque. Et la meilleure preuve que les universités de Paul Biya n'en sont point, vous y chercheriez en vain une véritable bibliothèque.

Comment alors faire de la recherche, rédiger une thèse de doctorat ? Ne vous étonnez pas si nos jeunes universitaires rêvent tous de s'expatrier et s'y emploient avec acharnement,

origine de ce qu'on a appelé exode des cerveaux, ce phénomène aussi désastreux que le sida, générateur d'obscurantisme et surtout propice au tribalisme, comme de juste, et qui condamne l'Afrique à un éternel sous-développement.

Une fois cette bibliothèque édifiée, pourquoi ne pas étendre l'effort, de proche en proche et peu à peu; à l'instauration d'autres institutions universitaires, un lycée modèle avec internat, les premières années de licence, des écoles spécialisées, etc. ? La vocation naturelle d'une telle université ne serait plus de fabriquer des fonctionnaires, condamnés en fait à un chômage déguisé, mais de former des acteurs compétents de la société civile au service du développement et de la liberté.

Voilà l'esquisse d'une esquisse de la stratégie que je propose aux Camerounais pour créer quelques conditions d'une véritable sortie du néocolonialisme, père du tribalisme. Que ceux qui trouvent l'idée intéressante écrivent au journal, afin que nous puissions nous réunir pour l'améliorer, la peaufiner ensemble et fraternellement.

Encore une fois assez de la dénonciation verbale et impuissante du tribalisme. Nous en connaissons maintenant la nature et les méfaits. Il faut en sortir enfin, en montrant l'exemple. L'exemple, voilà votre salut.

La passivité des Camerounais devant la déchéance généralisée

Depuis dix ans, ou peu s'en faut, nous nous efforçons de renverser le dictateur postcolonial Paul Biya, agent du colonialisme français, mais nos tentatives échouent lamentablement, l'une après l'autre.

Inutile de nous voiler la face, la seule, la vraie, l'unique question qui se pose aujourd'hui est la suivante :

— Pourquoi cette impuissance ?

Tout le reste ne serait que bavardage et littérature. Personnellement, je déplore l'inexistence d'une analyse théorique adéquate.

J'en donne le premier exemple que voici. Le 21 octobre 1996, j'accorde au *Messenger* (n° 553) une interview où je déclare, en substance, que le grand problème de la démocratisation au Cameroun, contrairement à ce que tout le monde semblait croire, ce n'est pas la candidature unique ni même l'union de l'opposition, c'est avant tout la lutte contre la fraude électorale. Selon moi, tout devrait être fait pour contrecarrer la détermination du Renouveau à frauder massivement les élections — je n'excluais pas, à cet effet, un recours à des organismes spécialisés étrangers, comme le centre Carter bien connu.

Ce n'était d'ailleurs pas une idée nouvelle. C'est ce que je dis depuis 1991 parce que c'est le bon sens même; je l'ai dit

en 1992 dans un article devenu célèbre, publié par *Le Messager* sous le titre « La malédiction aujoulatiste¹ ».

L'interview du 21 octobre 1996 me valut une réaction tout à fait étrange, totalement insensée, d'un membre éminent de la direction de l'UDC, Kengne Pokam, dont l'esprit se reflète bien dans les paragraphes suivants extraits d'un droit de réponse adressé au *Messenger*.

« [...] En effet que reproche notre professeur [Mongo Beti] à ce leader [Ndam Njoya] ? Il lui fait grief, d'une part, d'avoir déclaré sa candidature à l'élection présidentielle de 1997 et, d'autre part, de n'avoir pas pensé à obtenir une Commission électorale nationale indépendante.

« [...] Quoi qu'il en soit, que certains journalistes, soit par cupidité, soit par ambition, [...] soit tout simplement parce qu'ils entendent privilégier l'aspect mercantiliste de leur profession par goût de lucre, soient ce qu'ils sont, on peut leur pardonner. Mais qu'un intellectuel de la trame de Mongo Beti, que dis-je, érudit, tombe dans le même travers me surprend et me choque très profondément.

« Comme peut bien le constater notre professeur, l'UDC n'a pas eu besoin, ni éprouvé la nécessité d'avoir recours à qui que ce soit, encore moins au centre Carter des États-Unis ou à M. Carter lui-même, comme il suggère dans son interview, pour concevoir, élaborer et structurer la Commission électorale nationale indépendante pour notre pays. »

(Extrait d'un droit de réponse, dont le texte m'a été adressé obligamment par l'auteur lui-même, sans que je sache s'il a été publié par le journal, car je fus ensuite absent du pays pour de longues semaines.)

Je trouve le dernier paragraphe particulièrement savoureux.

Quel crédit faire à la lucidité de l'auteur de ces lignes en tant qu'analyste politique, quand on sait ce qui s'est passé aux législatives et à la présidentielle de 1997 ?

1. «Présidentielle anticipée ou Biya et la malédiction aujoulatiste», *Le Rebelle II*, p. 104 à 109. (N.d.É.)

Le cas n'est malheureusement pas isolé. Beaucoup de dirigeants de l'opposition, et même plusieurs intellectuels qui sont de grandes figures nationales, ont non seulement cru, mais fait croire, ce qui est très grave, à l'opinion publique que Paul Biya pouvait spontanément organiser des élections transparentes, sincères, démocratiques, etc.

Je voudrais éviter de tomber dans le piège des boucs émissaires à ce sujet. Ce n'est pas le seul Kengne Pokam ni tel autre conseiller d'un leader politique qui ont manqué de clairvoyance. Nous en sommes tous là. Toute notre société en est là. Notre société n'est pas sous-développée uniquement sur le plan économique. Tout se tient : nous sommes aussi sous-développés intellectuellement. La capacité de notre intelligence collective à appréhender les causalités de notre destin n'est pas à la hauteur de la situation. Comment la développer ? C'est toute la question. En tout cas, notre presse devrait nous y aider, non seulement par la plume des journalistes, mais aussi par la correspondance des lecteurs, par le débat public et populaire.

Qu'on se rappelle la grève de la Camair et l'incendie du quartier Nsam en 1998.

Tant que la grève n'a concerné que les pilotes camerounais, le pouvoir n'a pas bougé. Dès que le personnel au sol s'en est mêlé, et que les avions étrangers n'ont pu ni décoller ni atterrir, il n'a pas fallu vingt-quatre heures pour que le gouvernement cède. Conclusion : mettez en péril les intérêts étrangers et le pouvoir s'accroupit. Précision : mettez en péril les intérêts d'Elf-Aquitaine, grand sponsor du système Paul Biya, comme de tous les systèmes dictatoriaux qui gangrènent l'Afrique centrale, et Paul Biya s'accroupit. Il faudra bien un jour nous en prendre aux intérêts d'Elf-Aquitaine dans notre pays.

L'affaire de Nsam, elle, révèle, comme la presse l'a bien vu et décrit, qu'il n'y a pas d'État au Cameroun, et que le Renouveau est bien incapable d'en construire un. Sinon, en dix-huit ans, il l'aurait fait.

Dans quel autre pays au monde les populations peuvent-

elles barboter quatre heures durant, au moins, dans des marres d'essence, le produit le plus inflammable qu'il y ait au monde, sans aucune intervention des pouvoirs publics? Je réponds catégoriquement: dans aucun, absolument aucun. Le Cameroun de Paul Biya est un cas unique.

En France, par exemple, pays civilisé il est vrai (entendez: doté d'un véritable État), il n'aurait pas fallu dix secondes pour que police, pompiers, gendarmes, etc., s'en mêlent. Dix secondes, là-bas. Plus de quatre heures chez nous. Comparez.

L'extrême sensibilité des intérêts étrangers et l'absence de l'État, voilà deux axes, sans compter la fatalité de la fraude électorale sans laquelle le Renouveau ne pourrait se maintenir au pouvoir, qui auraient dû depuis longtemps orienter la praxis de l'opposition. Paradoxalement, voilà trois thèmes dont on ne trouve l'influence nulle part dans les programmes des dirigeants de l'opposition. Le postulat superficiel et naïf adopté par cette dernière n'établissait-il pas que les élections seraient démocratiques, transparentes, honnêtes — en somme que nous passerions de la dictature monopartiste à la démocratie sans problème? Aussi ses dirigeants ont-ils tous tout investi dans les élections.

C'était de la pure chimère romantique, et non le fruit d'une réflexion rationnelle.

Je dénonce en deuxième lieu le déficit de militantisme caractéristique de la société camerounaise et symptomatique de son arriération. Peut-être les partis politiques, toutes obédiences confondues, sont-ils pour quelque chose dans cette situation. Voulant s'assurer une emprise exclusive sur leurs adhérents, ces partis ont sans doute découragé l'apparition d'autres formes d'organisation, telles que les comités de quartier, les associations non partisans de citoyens, etc., dans lesquels ils voient apparemment des rivaux, oubliant qu'ils constituent, au contraire, le véritable terreau d'un processus démocratique.

Moi qui ai vécu quarante-deux ans à l'étranger, je suis stupéfié de constater que les exactions de la Sonel, par

exemple, à l'encontre des familles populaires ne rencontrent aucune opposition. Ailleurs, les citoyens se seraient constitués en groupes d'autodéfense pour s'opposer physiquement aux méthodes de la Société nationale d'électricité, qui, sous prétexte d'une anomalie, qui n'a pas été prouvée, dans un compteur, dépose celui-ci et accule une entreprise à la fermeture temporaire, une famille aux ténèbres, tout un quartier à l'insécurité. J'ai été victime de cette brimade deux fois, avant d'apprendre un jour, de la bouche d'un dirigeant de la Sonel, qu'il faut la présence d'un huissier pour valider la dépose d'un compteur.

À qui sinon aux partis et aux élites bénévoles incombe-t-il d'enseigner leurs droits aux populations, justement par le truchement d'un tissu associatif riche, aux ramifications innombrables?

S'il avait existé une association des amis de la Régifercam, une association des amis de la Snec, etc., croit-on que le braquage en cours de ces sociétés nationales, bénéficiaires quoique mal gérées, à M. Bolloré aurait été aussi facile?

Alors que la conjoncture nous en offre l'aubaine, pourquoi ne créons-nous pas quelque chose comme un Mouvement zéro liberté, zéro pipeline (*No freedom, no pipeline*) pour déjouer un projet de négriers qui va transformer notre pays en un nouvel Ogoniland¹, exemple même de la dévastation causée par une multinationale, sans que les populations en connaissent la moindre retombée? Qui peut croire que nos nombreux prisonniers politiques ne trouveraient pas leur compte dans les campagnes d'un tel mouvement?

Il paraît qu'il existe au Cameroun au moins une association de défense des consommateurs. Que fait-elle donc quand les populations, comme on l'a vu récemment, sont privées de gaz pendant de longues semaines?

Et que dire d'un fantomatique parti écologiste du cru dont

1. Région pétrolière du Nigeria. (N.d.É.)

on n'entend guère parler alors que nos forêts sont soumises à un pillage sauvage ?

C'est d'ailleurs ce déficit de militantisme, cette passivité ordinaire de nos populations, qui peut excuser cet autre grief de mon autocritique, l'électorisme débridé de nos partis d'opposition, lesquels, apparemment, n'ont jamais entendu parler de la fonction tribunitienne des formations politiques, c'est-à-dire de la défense du citoyen au quotidien. Imaginez qu'un homme politique français, professât-il l'idéologie la plus exécrationnable comme Jean-Marie Le Pen, soit arrêté, détenu, jugé dans les conditions où le fut Titus Edzoa. C'eût été aussitôt une levée de boucliers unanime, je veux dire venue de toutes les sensibilités politiques de l'Hexagone, aussi bien d'extrême droite, de droite, du centre que de gauche et d'extrême gauche.

Chez nous, au contraire, les leaders de l'opposition ont eu du mal à cacher leur satisfaction de voir éliminer un concurrent, fût-ce par les moyens les plus inquiétants, qu'on pourrait d'ailleurs leur appliquer un jour. Bien sûr, on a entendu, au demeurant très tardivement, quelques vagues protestations, faites à l'étranger comme par hasard. Mais, en vérité, Titus Edzoa et tous ceux qui essayaient de faire quelque chose en sa faveur ont été marginalisés.

Ces soupçons ont semblé justifiés à plusieurs reprises ces derniers temps par le penchant incompréhensible de ces leaders à négocier-dialoguer avec un pouvoir dont les masses savent qu'on ne peut rien attendre. Tout se passe comme si ces leaders dits d'opposition subissaient une sorte de fascination de la part du pouvoir, comme si, au fond, leur seul rêve était d'y arriver.

À mon avis, la fonction d'un parti d'opposition est de cheminer côte à côte avec la population, au ras du sol, c'est-à-dire de toutes les attentes des gens, non seulement pour les aider dans leur vie quotidienne, comme je l'ai dit, mais aussi pour canaliser leurs révoltes et les orienter, le jour venu, vers les finalités positives. Camair, Nsam et d'autres événements montrent

d'une façon éclatante que le Renouveau de Paul Biya, s'il voulait remonter la pente, l'aurait fait depuis longtemps. S'il en était capable. Le Renouveau est constitutivement impuissant à surmonter ses défaillances. Un système qui ne peut pas empêcher que des centaines sinon des milliers de gens du petit peuple pataugent pendant des heures dans des mares d'essence n'est plus vivant qu'en apparence : c'est un régime zombie. Les vrais partis de l'opposition, même s'ils n'ont pas contribué à cette déliquescence, doivent en faire le constat, et se préparer à une alternative révolutionnaire portée par la spontanéité des masses qu'exaspèrent chaque jour davantage l'oppression, l'incompétence et les violences du système.

Dans un tel contexte historique, il ne saurait être question de négocier, ni même de dialoguer. Notre stratégie devrait être celle d'une alternance appuyée sur la révolte des masses lasses d'être spoliées de leurs droits et de leurs avantages. Je dis que ce big-bang approche, ce jour où le ras-le-bol populaire sera irrésistible. Il y aurait bien des choses à dire encore. Mais restons-en là pour le moment.

Presse privée, presse prostituée ?

Entre autres paradoxes, le scandale du détournement de fonds publics au profit d'une secte française aura au moins eu l'avantage d'ouvrir les yeux des Camerounais, les miens en tout cas, sur le véritable paysage politique de notre presse écrite, qui, apparemment, n'avait rien à voir avec nos illusions.

Nous avons su l'affaire, ma femme et moi, le vendredi 24 décembre, en appelant d'un hôtel de Douala Sarah, notre fille qui habite Paris. *Le Monde* étant un journal du soir, dont chaque édition porte la date du lendemain de sa parution, la révélation du farineux financement d'une secte templière par Paul Biya remontait en fait au jeudi 23, à 13 heures pour les Parisiens.

Jointe donc au téléphone vers 17 heures, ce vendredi 24 décembre, Sarah, qui a oublié un instant que ses parents sont non à Rouen mais en Afrique où le quotidien n'arrivera (peut-être) qu'une semaine plus tard, nous crie : « Vous avez vu dans *Le Monde* ? Le président du Cameroun finançait une secte... »

Le Messenger, qui n'a pas paru le vendredi 24, et pour cause, reprend l'information à la une, comme il se doit, dès le lundi 27 décembre ; compte tenu des facilités de la communication électronique, c'est le moins pour un journal qui respecte son public et cultive sa crédibilité.

Mais il est le seul, et j'en suis bien marri, moi qui, chaque

fois qu'on me pose la question à l'étranger, cite trois titres de notre presse comme dignes de foi. Un moment, j'incrimine l'abondance de l'actualité qui, peut-être, a pu prendre de court les autres publications. Que nenni ! Mercredi 29, jour habituel de parution de *La Nouvelle Expression*, je guette toute la matinée, car Messapresse nous livre relativement tard. Quelle n'est pas ma surprise, six jours après l'explosion de cette véritable bombe, de ne lire dans aucune colonne du journal ne serait-ce que la plus petite mention de ce qui est le plus grand scandale dans un pays qui en est pourtant submergé, de la fraude électorale à la poursuite de l'exportation des grumes, en passant par la spoliation massive des fonctionnaires, la condamnation et le maintien en prison d'un ancien candidat à l'élection présidentielle, l'assassinat d'intellectuels, le non-paiement des retraités, les paris mutuels mafieux. Moi qui suis sur le terrain je sais d'expérience qu'avec dix millions on peut construire un petit dispensaire villageois et y sauver pendant une année cent nourrissons de la mort par la malaria : les sept milliards royalement octroyés par Paul Biya à un histrion déguisé en gourou auraient pu servir à construire sept cents dispensaires villageois où, pendant au moins un an, on aurait sauvé soixante-dix mille nourrissons camerounais, pour ne citer que cet exemple-là.

Comment n'être pas consterné autant par le gaspillage présidentiel qui ressemble fort à un crime contre l'humanité que par le silence d'une feuille désireuse d'être prise au sérieux par le public ?

Mon troisième titre préféré, qui ne l'est plus cela va sans dire, ne paraît, lui, que le jeudi suivant. Le jeudi 30 décembre donc, soit sept jours après l'effarante révélation, je me rends justement à son siège avec ma femme, pour proposer un communiqué de presse, qui ne paraîtra d'ailleurs jamais, soit dit par parenthèse. Nous demandons à voir un exemplaire de l'édition du jour, on nous en donne deux, sur lesquels nous nous jetons avec voracité.

Incroyable et pourtant vrai : pas la moindre mention du

scandale ici non plus ! C'est plus fort que moi ; je demande une explication au directeur, sur un ton assez vif. Le culot du personnage demeurera pour moi comme le trait caractéristique de l'intellectuel camerounais respectueux du Renouveau, mais dépourvu d'imagination au point de croire que son interlocuteur manque totalement de sens critique. « Nous réfléchissons, ose nous répondre ce jeune homme, nous recherchons d'autres données, plus significatives, pour compléter l'information avant de la traiter. »

Je lui dis : « Le fait que *Le Monde*, un journal unanimement respecté, ait publié la nouvelle à la une n'est-il donc pas une référence ? »

Pas de réponse.

Si jamais notre gigantesque voisin expérimente une bombe atomique sur nos soldats à Bakassi, rassurez-vous, *Mutations* se gardera bien de traiter l'information. Soucieux surtout de chercher des éléments complémentaires pendant une semaine au moins. Pour un journaliste camerounais digne de ce nom, il n'y a pas d'actualité brûlante, qu'on se le dise. S'il est vrai que les peuples n'ont que les dirigeants qu'ils méritent, nous méritons bien les nôtres tant nous manquons de sérieux, collectivement s'entend.

Notez que cette petite altercation a peut-être incité *Mutations* à tenter de se racheter dans son édition du 4 janvier 2000 (le lundi 3, jour de parution normal, a été de chic déclaré férié le vendredi 31 décembre 1999 au journal télévisé de 20 heures par le président Paul Biya, c'est ce qu'on appelle une décision mûrement réfléchie), le journal mentionne l'affaire à la une quoique très timidement, mais ne lui consent dans une page intérieure qu'un traitement mineur, suggérant lourdement que le crime est imputable à un ancien collaborateur du président, aujourd'hui emprisonné : c'est ajouter la confusion à la lâcheté.

Quant à *La Nouvelle Expression*, son édition du 4 janvier, elle aussi, daignera accorder à l'affaire une allusion de quelques mots, en passant, dans un article sans odeur ni saveur.

À propos du malaise du président dont l'annonce entraîna les conséquences que l'on sait, les journalistes respectueux (faudra-t-il les appeler les respectueuses ?) avaient prétendu, pour s'abstenir de la traiter, que l'information n'était pas fiable. Mis au pied du mur cette fois, ils débitent un baratin auquel personne ne croira. Ou bien ils inventent toute sorte de grimaces pour se dérober à leur devoir. À l'évidence, ils ont signé un deal avec le Renouveau qui leur a imposé une ligne jaune : faites semblant de critiquer, mais seulement semblant. Compris ? Amen.

Un truc de la prétendue démocratie apaisée de Paul Biya est de grignoter systématiquement l'opposition en attendant de pouvoir la détruire carrément. C'est la stratégie de l'araignée, appliquée non sans succès, par exemple, au SDF, n'en déplaise au chairman qui n'est plus que le faire-valoir de Paul Biya. Ce travail de sape est en bonne voie avec la presse dite privée, et tout laisse à penser qu'il n'y a plus qu'un journal libre, totalement critique au Cameroun, *Le Messenger*. C'est pourquoi chaque citoyen sérieux, tout opposant à plus forte raison, doit se faire un devoir de le défendre et de le protéger, fragilisé qu'il est par la désertion des autres journaux. Il se trouve d'ailleurs, comme par hasard, que c'est le seul à avoir annoncé que j'étais interdit de téléphone depuis bientôt un mois, bien que les autres publications en aient été dûment informées.

J'avais déjà été exaspéré en son temps par la campagne menée dans *La Nouvelle Expression* en faveur du nommé Charles Etoundi contre les libraires camerounais accusés de connivence avec les éditeurs français pour empêcher le ministre concussionnaire de décoloniser (*sic*) le manuel scolaire, c'était du n'importe quoi. Après plusieurs avertissements demeurés vains, j'avais été obligé de menacer le journal d'un procès en diffamation de la part du syndicat des libraires ; le flot de divagations s'interrompit alors.

Cet éloge ne signifie pas, loin s'en faut, que *Le Messenger* soit, comme la femme de César, au-dessus de tout soupçon ni que mon récent conflit avec le journal fût le fruit d'un fantasme.

J'ai lu récemment, en filigrane, il est vrai, l'aveu de la malhonnêteté dont je fus victime dans le manuscrit d'un jeune homme qui était à l'époque dans l'équipe du *Messenger*. L'auteur y reconnaît que les journalistes de la maison se débrouillent pour survivre, euphémisme signifiant qu'ils se livrent parfois à des pratiques que condamne la déontologie. Ils ne sont pas les seuls. Les mœurs du journalisme camerounais sont connues.

Ainsi, comme je viens de le dire, nous n'avons plus d'autre choix que de soutenir *Le Messenger* de toute notre énergie, mais pas inconditionnellement. Pius Njawé a tort de se rebiffer quand on lui signale qu'il y a des brebis galeuses parmi ses collaborateurs, peut-être les plus proches, des saboteurs appliqués à l'isoler et à lui savonner la planche pour le compte du Renouveau. Partout où se trouve un citoyen camerounais un tant soit peu probe, *a fortiori* si c'est un opposant, on peut être sûr que Paul Biya a placé un saboteur gage auprès de lui, c'est une technique mafieuse que lui a enseignée son ami et parrain Charles Pasqua.

J'en sais quelque chose, ayant découvert un jour que mon employée de confiance, que je croyais pourtant avoir soigneusement stylée, profitait de mes absences pour introduire des personnages douteux, dont un ami à moi, ô combien proche (ostensiblement), dans mon bureau de la librairie, jusqu'à mon ordinateur dont le disque dur contenait des fichiers confidentiels sans compter mes projets de romans. Passé quelques jours d'incrédulité, consterné devant ce que je découvrais, je finis par me séparer brutalement de ces virtuoses de la sournoiserie. Je ne m'en porte que mieux.

Un responsable de caractère doit pouvoir trancher un membre pourri, pour éviter la gangrène à l'organisme tout entier.

Je reproche en général à nos partis politiques dits d'opposition, sans compter la presse du même bord, qu'elle soit sincère ou non, de faire fi de cette vérité élémentaire : dans la mesure où nous nous prétendons les interprètes de la population, nous sommes forcément en guerre avec le régime de Paul

Biya, que nous le voulions ou non. En tout cas, Paul Biya est conséquent, lui. Tout dans son comportement de tous les jours prouve qu'il est en guerre avec les Camerounais. Un chef d'État, qui distribue les milliards des caisses publiques à des clowns minables, alors que son pays connaît une mortalité infantile supérieure à dix pour mille, donc monstrueuse, ne fait pas seulement étalage de sa stupidité de grand enfant, un genre que Jacques Chirac, le nouveau professeur de Paul Biya, aime bien, il montre surtout la haine viscérale qu'il nourrit à l'égard de son propre peuple.

Alors pourquoi pas bientôt un mandat d'arrêt étranger contre cet émule, très pâle, mais émule quand même, d'un autre auteur de crime contre l'humanité, Augusto Pinochet, qui, lui aussi, crut longtemps son impunité garantie ?

Diffamation

Je plains d'avance Séverin Tchounkeu et son journal, voyant mal comment ils vont faire la démonstration de ce qu'ils affirment dans l'édition du vendredi 14 janvier 2000, page 5, à savoir que « ... il [Mongo Beti] n'a pas moins soutenu, bec et ongles, le groupe colonial Lagardère dans son projet de nous vendre indéfiniment des manuels scolaires onéreux, fabriqués sur des coûts de production astronomiques ». En effet, devant tant de cynisme et d'extravagance dans le mensonge, ce passionnant débat va se poursuivre désormais devant le juge.

Quand je suis revenu ici, pris en otage presque par des gens qui me disaient : « Viens, la vraie lutte se mène sur place... », mais dont beaucoup ont quitté le pays depuis, j'avais une lecture très idéaliste de la réalité africaine ; d'un côté les bons Africains, éternelles victimes, de l'autre leurs bourreaux, les méchants néocolonisateurs blancs et leurs acolytes noirs.

Mon éducation se fit lentement à travers une cascade d'expériences amères, à commencer par le contact avec les assureurs africains, en particulier avec un assureur bien connu de *Mutations*, vers qui m'avait aiguillé Ombé Ndzana. J'allais faire la même expérience trois ou quatre fois par la suite avec d'autres assureurs. Cela va très bien, et très vite, quand on souscrit une police et qu'on verse de l'argent. Mais voulez-vous déclarer un sinistre ? Alors, là, ça ne va plus du tout, mais alors plus du tout. Ce fut pareil avec un avocat qui s'était proposé

pour me débarrasser d'un bailleur qui me harcelait de demandes d'augmentation de loyer dans un local affligé de nombreuses nuisances. Je ne tardai pas à constater que, loin de me défendre, il s'était acoquiné avec la partie adverse pour relancer l'affaire tous les trois mois, espérant m'extorquer à chaque fois 400 000 francs d'honoraires, une rente substantielle dans un pays appauvri jusqu'à la moelle par Paul Biya. L'homme de loi véreux était en effet convaincu que j'étais très riche ; il n'y a rien de plus bête qu'un escroc. Ces deux épisodes résument désormais ma vision de la société camerounaise : l'enculage permanent, l'arnaque à tous les coins de rue, la magouille à tous les étages. Dans quel autre pays les assureurs sont-ils des escrocs, les avocats des racketteurs, les curés des violeurs de confessionnal, les prélats des sorciers ? Où, quand vient la nuit, le policier se fait-il braqueur, la mère de famille pute, l'ami intime sycophante ? Voilà qui arrange Biya. Puisque personne n'a plus foi en personne, que la collectivité n'est plus cimentée par la confiance, tous les élans de générosité et de militantisme viennent se briser sur le mur du scepticisme mutuel.

Je crus longtemps que, dans cette impasse, il nous resterait au moins notre presse, unique acquis du fameux processus démocratique étouffé dans l'œuf. Mon coup de pied dans la fourmilière la semaine dernière a mis les respectueuses dans tous leurs états à en juger par leurs réactions.

Avant d'ouvrir l'édition de *Mutations* de vendredi dernier, j'avais tout imaginé, sauf que la publication, s'abstenant de la moindre esquisse de réfutation de mes accusations, s'en tiendrait à une bordée d'injures infantiles, confirmant ainsi tous les soupçons d'accointances occultes avec notre mécène des sectes.

Avec *La Nouvelle Expression*, c'est le genre plutôt extraverti. Le divaguant de service ayant encore frappé, le lecteur est submergé par une incohérence fébrile. Ma fille Sarah n'est pas française mais une Ewondo d'Akometani (sic) ; mais, dix lignes plus bas, le pays d'origine du papa de Sarah, votre serviteur,

c'est la France. Une autre bizarrerie, au milieu de cent : il paraît que si le ministre affairiste, brouillon et concussionnaire Etoundi s'est octroyé le monopole du livre scolaire, c'est parce que les livres scolaires sont distribués gratuitement en France. Comprenez qui pourra.

Et les deux journaux de faire mine de ne pas comprendre mon revirement à l'égard de Pius Njawé, comme s'il n'y avait eu que l'affaire de leur silence sur les frasques de Biya. Quand j'ai été interdit de téléphone par le Renouveau, c'est Pius Njawé et son journal, dont j'avais dit pis que pendre, qui, ravalant avec abnégation leur juste ressentiment, sont venus à ma rescousse. Pourquoi les deux autres publications, dont je n'avais jamais dit le moindre mal, quoique dûment informées, ne firent-elles rien ? Il en fut de même plus tard lorsque, avec des camarades, je lançai l'idée d'endiguer la dérive des services publics en créant un comité de défense des usagers. Encore une fois ; *Le Messenger* seul accepta de se faire l'écho de cette initiative. Quand j'ai cru, à tort ou à raison, que Pius Njawé se conduisait mal, je l'en ai blâmé impitoyablement. Si je crois, à tort ou à raison, voir qu'il se conduit bien, qu'est-ce qui m'interdirait de l'en féliciter ?

Pourquoi faites-vous de l'information sélective, messieurs ? Voici l'occasion de vous en expliquer devant votre lectorat, pour autant que vous le respectez. Comment ne voyez-vous pas que votre attitude, dépourvue de toute transparence à l'image de *Cameroon Tribune*, justifie toutes les suspicions, en particulier celle d'avoir reçu la consigne d'un black-out sur les activités de quelqu'un qui, lui, n'est pas un faux opposant, ni un affamé jouant la comédie de la contestation pour mieux se positionner sur le chemin de la mangeoire biyaïste ?

Quant au fond de l'affaire, j'aimerais que l'on nous dise de quand date cette règle de déontologie journalistique qui exempte une publication de parler deux fois de la même affaire ? Si elle existait, y aurait-il eu un Watergate avec la démission du président Nixon après de longs mois de tapage répétitif ? Ou

une affaire Elf, marquée, à la fin, par la démission du président du Conseil constitutionnel français Roland Dumas ? Ou l'affaire Tiberi en cours à la mairie de Paris ? N'est-ce pas avec une énergique campagne de presse, impliquant la multiplication d'articles sur le même sujet, que les journalistes ivoiriens, découvrant le détournement des dix-huit milliards octroyés à leur pays par l'Union européenne, ont précipité le déclin de Bédié ? Etc., etc. En d'autres termes, depuis quand une campagne de presse, c'est-à-dire un traitement répétitif du même sujet, visant à chasser un dirigeant pourri ou incompetent, est-elle une faute aux yeux de la profession journalistique, et non une action digne d'éloge ? De qui se moque *La Nouvelle Expression* ?

Pourquoi les Camerounais n'auraient-ils pas droit, comme d'autres peuples, à des campagnes de presse d'assainissement politique, allant, pourquoi pas, jusqu'à la démission d'un chef d'État manifestement incapable, extravagant ou immature ? Un journal, c'est quoi au juste, pour un journaliste camerounais ? Un joujou ? Un truc pour épater les filles ? Ou, plus logiquement, un instrument d'émancipation collective ? Quand les journaux sur lesquels on pouvait compter se désistent d'avance, où est donc l'opinion publique sur laquelle pourrait s'appuyer une association de citoyens camerounais qui se porterait partie civile dans un procès d'escroquerie contre Raymond Bernard, ne serait-ce que pour rendre au patrimoine national l'immeuble parisien du gourou acheté avec l'argent de notre pétrole ?

Intoxiqués par leurs minauderies jésuitiques, nos prétendus journalistes, mais véritables analphabètes de la culture médiatique, incapables de lire entre les lignes d'un texte intelligent, ne se sont même pas doutés que *Le Monde* nous encourageait dans cette voie par le simple fait de dénoncer sur sa une ce scandale, lui donnant ainsi un éclat fracassant et planétaire.

Il y a plus étonnant ou plus risible ; c'est quand le divaguant de service à *La Nouvelle Expression* prétend mettre sur un pied d'égalité son journal et le quotidien français, *Le Monde*, taxant d'avance d'extraversion quiconque ne souscrirait pas à cette

énormité de paysan du Danube. Le journal de Tchoukeu peut paraître tout à fait légitimement sympathique à ses lecteurs s'il est vrai que pauvreté n'est pas vice, c'est quand même une feuille de chou digne d'une fiction misérabiliste, pauvrement paginée, chétivement intellectuelle, très approximativement rédigée, paraissant trois fois par semaine et tirée... à combien au fait? Cinq mille? Dix mille? C'est ce qu'on appellerait sur les rings un poids mouche, ou une grenouille dans une fable célèbre de La Fontaine, que notre divagant de service, toujours prêt à rompre des lances contre l'extraversion, ne doit pas avoir lue. *Le Monde*, en face, c'est le boeuf de la même fable, un super lourd sur les rings, un mastodonte. Cinq cent mille de tirage quotidien, soit plus d'un million de lecteurs chaque jour selon les projections traditionnelles. Journal, selon des sondages concordants, des cadres, des enseignants, des professions libérales. Une pagination dépassant toujours le chiffre de 30, sans compter les suppléments. Les meilleurs spécialistes de la politique internationale, de l'économie, des lettres et des arts. Qui croira, à part un divagant de service, que, sous prétexte que *La Nouvelle Expression* a évoqué une affaire un an plus tôt, la dénonciation du même scandale par *Le Monde* sur sa une devient *ipso facto* un non-événement?

Frantz Fanon, que le divagant de service a bien mal lu, s'il l'a vraiment lu, eût parlé à son sujet, j'en réponds et pour cause, d'autisme, syndrome d'une forme de folie appelée schizophrénie, caractérisée par le dédoublement de personnalité. Exemple: Bédié qui, le jour, crachait sur les étrangers accusés d'immixtion, notamment les Français, mais la nuit peaufinait avec l'ambassadeur de France les plans de son exfiltration vers l'Hexagone en cas de pépin. Cela s'est mal terminé. Ça se termine toujours mal.

De la même façon, notre divagant de service, qui prend de haut *Le Monde* en public, ne rêve, la nuit, comme tous ses pairs, que de la chance de faire un jour un stage au *Monde*, ou dans un autre journal français ou une école de journalisme de

France; et, s'il a eu cette chance de sa vie, il n'en finit pas d'avoir la grosse tête à son retour. J'en connais qui ne sont même pas revenus du tout, préférant s'installer là-bas, parias sans papiers et voués à la clochardisation.

Dénoncer la France n'est nullement une preuve de courage, au contraire. C'est devenu une liturgie inoffensive et convenue, qui arrange d'ailleurs les Français, lesquels rigolent bien (je les connais, puisque la France est mon pays d'origine selon le divagant de service), en vous voyant vomir votre bave à côté de la plaque, parce que, pendant ce temps-là, leurs intérêts sont bien au chaud, bien à l'abri. Où donc? Mais à Etoudi, pardi. Qui a rayé d'un trait de plume en faveur des forestiers français une loi du Parlement camerounais interdisant l'exportation des grumes? Les « Français », peut-être? C'est au cours des décennies 1960-1970 qu'il fallait attaquer les Français, comme je le fis alors, moi. À cette époque-là, Foccart supervisait benoîtement de Paris les atrocités du génocide antibamiléké. Et, croyez-en ma vieille expérience, il y avait du risque, j'en sais quelque chose. Bien que simple Ewondo d'Akometan, comme tu le dis si bien, je pris fait et cause pour les victimes bamiléké, contre leurs bourreaux franco-camerounais. Vous devriez en prendre de la graine, poule mouillée.

Le seul personnage ici, armé d'un bâton, et disposé à cogner très fort, c'est Biya devant lequel vous pissez tous dans votre froc. Le risque que vous faites courir au pays, avec ces titres dramatiquement agressifs sur les Français, c'est de créer un état d'esprit propice aux explosions de xénophobie, dont le retentissement n'arrangerait pas forcément les affaires de nos compatriotes habitant l'Hexagone. C'est dire que vous êtes des apprentis sorciers.

Tiens, cela me rappelle l'autre poule mouillée, M. Paltoquet. La queue entre les jambes tant qu'on prononce le nom de Biya, il ne retrouve courage, comme de juste, que pour affronter le vieillard affaibli par une longue existence de travail que je suis. Au lieu de te gausser des anciens, monsieur Paltoquet, tu devrais

plutôt rougir de savoir toujours en service les Mongo Beti, les Abel Eyinga, les Ndeh Ntumazah, qui n'aspirent pourtant qu'au repos; cela signifie que tu appartiens à une génération de médiocres et de couards, incapables de prendre la relève. À ton âge, monsieur Paltoquet, j'avais déjà donné mille preuves de mon talent et de ma combativité au service du progrès et de la liberté. Quand on n'a pas explosé à trente ans, il y a suspicion légitime de stérilité et risque de mourir dans l'anonymat moisi des *minus habens*, sinon dans les poubelles de l'histoire. Je fus en première ligne contre Ahidjo, monsieur Paltoquet, me voici toujours en première ligne contre Biya. Que font les jeunes pendant ce temps? Ils réfléchissent, ils cherchent de nouveaux éléments pour nourrir leur réflexion.

Depuis les années 1990, le Destin nous a procuré bien des occasions de nous libérer de la dictature, toutes demeurées sans issue du fait de notre manque de courage et de lucidité. Allons-nous aussi rater cette opportunité que nous offre sur un plateau la démence de Paul Biya?

Il y a peu, Axelle Kabou effaroucha notre intelligentsia arriérée et paresseuse en posant cette question des plus pertinentes: *Et si l'Afrique refusait le développement?* Dans le sillage de notre compatriote, je pose la question suivante: Et si les Camerounais, leurs divaguants de service et autres paltoquets en tête, refusaient le changement?

Monsieur Biya, laissez-nous travailler...

Monsieur Biya, libre à vous de ne pas aimer le travail, au moins laissez-nous travailler, nous autres.

Le gigantesque bordel qu'a été la circulation dans la capitale camerounaise les 15 et 16 juin par la faute du Renouveau, sous prétexte d'accueillir un chef d'État étranger, repose la question de savoir si Etoudi n'est pas un asile de fous. Ces gens-là prétendent avoir été à Sciences-Po; on voit bien qu'ils n'y furent au mieux qu'auditeurs libres, trop libres hélas, puisqu'ils ne semblent même pas capables d'établir le moindre lien entre le développement et le travail, que méprisent à l'évidence ces virtuoses du détournement des fonds publics. Comment toute une collectivité de citoyens lambda pourrait-elle s'enrichir, elle, sans travailler?

Pendant deux jours, pratiquement, l'activité économique dans la capitale a été paralysée. Plus de transports d'une moitié à l'autre de la ville; entreprises et bureaux sont donc restés vides pour la plupart. Les jeudi 15 et vendredi 16 comme de juste, j'ai tenté en vain de téléphoner au bureau des cartes grises; le fonctionnaire n'avait pas pu se déplacer, faute de moyen de transport.

Plus de recettes pendant deux jours dans les commerces; j'en sais quelque chose en tant que libraire; qui nous dédommagera de ce manque à gagner?

Plus d'information sérieuse puisque les journaux n'ont pas pu être livrés.

L'aspect humain est peut-être plus révoltant encore : les pauvres habitants, en rang d'oignons sur les trottoirs, ont attendu en vain leur taxi ; les automobilistes, figés dans de gigantesques embouteillages, ont respiré pendant des heures l'air souillé par les pots d'échappement, trop heureux qu'il ne plût pas.

Pourquoi ?

Aux dernières nouvelles, São Tomé et Príncipe, dont le président nous honorait de sa visite, comme on dit dans la stupide presse du pouvoir, a un territoire de 1 000 kilomètres carrés (le Cameroun 475 000), une population de 126 000 habitants (le Cameroun 15 millions) ; sa capitale São Tomé abrite 43 000 habitants (Yaoundé 1 500 000, Douala 3 000 000), son produit national brut par habitant s'élève à 350 dollars l'an. Qui dit mieux ?

Oui, d'accord, dans ces affaires, on ne saurait s'en tenir aux seules dimensions matérielles et palpables, comme la taille ou le chiffre de population, pour juger et conclure ; j'en conviens volontiers.

Alors, un modèle peut-être, le président de São Tomé et Príncipe ? Si c'était vrai, ça se saurait. Un chef d'État d'Afrique centrale qui n'obéit pas au doigt et à l'œil à une puissance occidentale, qui ne détourne pas les fonds publics, qui ne truque pas les élections, qui n'est pas l'otage d'une secte mystique étrangère, qui n'emprisonne pas des adversaires politiques, quand il ne les assassine pas purement et simplement ?

Une chimère, ouais !

Disons les choses clairement : voilà le trou-du-cul de chefaillon d'avorton d'État croupion pour lequel, pendant deux jours, on nous a interdit de nous déplacer, de produire des richesses, d'encaisser des recettes, en un mot de travailler au développement de notre pays, alors que, aux yeux de la masse des Camerounais, cet hurluberlu ne mérite aucune considération.

Alors pourquoi nous infliger ces tracasseries et brimades sadiques ? Pourquoi deux jours là où il suffirait de quinze minutes à un gouvernement responsable avec l'appui de tech-

niciens compétents ? Pour le simple plaisir de tourmenter les populations accablées déjà par la misère matérielle ?

Une autre question se pose : pourquoi l'opposition officielle ne proteste-t-elle jamais devant cette situation ?

La paralysie économique de la capitale pour un oui ou un non n'est pas une pratique nouvelle sous le Renouveau. Cela s'est déjà produit à plusieurs reprises rien que cette année, notamment à l'occasion des préparatifs précédant la fête nationale.

Ou bien nos leaders de l'opposition aussi irresponsables que les gens du Renouveau auxquels ils rêvent quasi obsessionnellement de se substituer, et pourquoi pas de s'amalgamer, ne voient aucune anomalie dans ces démonstrations intempestives ni surtout dans leur récurrence ; cela ne serait qu'à moitié étonnant quand on connaît l'archaïsme de leurs mentalités.

Ou bien, après avoir décidé récemment de négocier avec le Renouveau, ils s'appêtent maintenant à manger avec le diable, quoique dépourvus d'une longue cuillère, et, comme on dit chez nous, la bouche qui mange ne parle pas.

Eh bien, messieurs les dirigeants de l'opposition bidon, à la soupe donc, et bon appétit.

Tiens, encore une petite remarque.

La SCTM, une nouvelle fois, est mise dans l'impossibilité de fournir le gaz, denrée de première nécessité. On affirme que c'est là le bon vouloir de Total, héritier de l'empire africain d'Elf de triste mémoire. En somme, une entreprise étrangère s'est juré d'asphyxier une entreprise camerounaise, sous les regards complices du gouvernement, cela va sans dire, mais aussi de l'opposition officielle. Et là, on a beau être sans illusions, on est quand même surpris. Où est donc passé le fameux *power to the people* qui soulevait tant d'enthousiasme ?

Encore une fois, mangez donc, messieurs-dames, mangez, et, encore une fois, bon appétit.

« Nous devons prendre au sérieux
les menaces du ministère
de l'Administration territoriale »

Que reprocher à l'interview de Mgr Tumi publiée par *Jeune Afrique économie* (2-15 octobre 2000) ? Strictement rien, à part peut-être un manque de tact dans l'évocation de l'homme bamiléké qui pourrait prêter le flanc au soupçon malveillant du tribalisme — une broutille en somme. Tout citoyen camerounais honnête et informé souscrit sans hésiter à ces propos qui, comme le soulignait un journaliste, dénoncent des pratiques relevant de la banalité la plus quotidiennement observable par le tout-venant.

J'irais même jusqu'à dire que, dans sa dénonciation, Mgr Tumi s'est montré souvent très modéré, se conformant ainsi spontanément à cette obligation de réserve à laquelle le ministre de l'Administration territoriale (intitulé inutilement redondant : ailleurs on dit tout simplement ministre de l'Intérieur) l'accuse de manquer.

Jugez-en plutôt. Le cardinal se contente de déclarer ceci, dont chaque Camerounais est convaincu, même au RDPC, sinon pourquoi le pouvoir pratiquerait-il systématiquement la fraude électorale : « S'il y avait demain une élection claire et transparente, bien organisée, ceux qui nous gouvernent aujourd'hui ne seraient plus là. J'en suis sûr. »

Qu'en termes exquisément pudiques ces choses-là sont mises. Moi qui ne suis pas cardinal, j'aurais dit la même chose de la façon suivante. Dans une édition de l'hebdomadaire fran-

çais *L'Express*, datée du 6 novembre 1996, Loïk Le Floch-Pri-
gent, ancien P.-D.G. d'Elf-Aquitaine, relevait que c'est la com-
pagnie pétrolière française Elf-Aquitaine qui a placé Paul Biya
comme président à la tête de notre pays. Il ne s'agit pas d'une
spéculation de militant ou d'étudiant échauffé par quelques
verres de matango, mais bien des révélations d'un homme du
sérail. D'ailleurs, Paul Biya n'a jamais démenti ; il s'est tu,
conformément à son habitude. Dans quel but Elf-Aquitaine l'a-
-t-il fait ? Pour accroître et pérenniser ses superbénéfices générés
par le pétrole du golfe de Guinée, et disposer de moyens de
corruption illimités sur les hommes politiques africains, français
et même européens, comme on le voit aujourd'hui avec les
affaires Dumas et Kohl en cours. C'est dire que les élections au
Cameroun sont un simulacre, les résultats ayant déjà été arrêtés
par Elf-Aquitaine, en concertation avec l'Élysée et Matignon à
Paris. Au lieu de cette formulation brutale, le cardinal a préféré
un langage plus charitable sous la forme d'une hypothèse
d'école. Ce profil bas est celui qui transparaît dans toute l'in-
terview, lue sans parti pris.

Alors pourquoi tant de vulgarité arrogante, tant de violence
abrupte dans le communiqué de monsieur le ministre de l'Ad-
ministration territoriale en réponse au cardinal ?

Il convient de ne pas se laisser égarer par le côté très conven-
tionnel et emphatiquement démagogique du texte. C'est le style
du journal *Le Patriote*, et des patriotes de la treizième heure. On
nie tout en bloc, il fallait s'y attendre. Même pris la main dans
le sac, le voleur n'avoue jamais. Année après année depuis
1992, tout le monde, y compris les journalistes étrangers, a vu
Biya voler les élections, entre autres, au point que le voicy
contraint d'aller quémander pathétiquement une reconnaissance
à l'étranger. Faisons donc la part de l'incantation dans le com-
muni-qué ministériel. De plus le brevet élémentaire conféré par
le collège moderne de Nkongsamba il y a plus de cinquante
ans préparait peu à la virtuosité sémantique, c'est vrai ; on pour-
rait être ainsi tenté de mettre au compte de la balourdise

cocasse d'un bouseux arriéré ce style qui oscille entre l'admonestation parodique et l'enflure bureaucratique. N'empêche, il y a des mots qui en disent long.

« Attitude répréhensive. »

Répréhensible par qui ? Au nom de quoi ? Décidément monsieur le ministre de l'Administration territoriale n'a jamais quitté le collège moderne de Nkongsamba où lui fut conféré le brevet élémentaire ; répréhensible, c'est en effet la remarque qui s'inscrit dans le livret scolaire d'un gamin turbulent de quatrième. Est-ce ainsi qu'on cause à un cardinal, m^ossieur Grogard ? Il se croit toujours en quatrième, Koungou Edima. Il n'a jamais atteint l'âge adulte.

« Confesse malicieusement (?) sa volonté de se porter candidat. »

Et alors, où est la malice ? Que monsieur le ministre nous explique quelles règles juridiques interdiraient au cardinal, s'il le voulait, de se présenter à l'élection, alors qu'elles y autoriseraient automatiquement son chef Paul Biya ? S'agit-il d'un traité de droit auquel auraient seuls accès les ministres brevetés du collège moderne de Nkongsamba et les présidents ci-devant auditeurs libres à Sciences-Po ?

« ... maîtrise mal les réalités sociopolitiques. »

Notre ministre breveté du collège moderne de Nkongsamba les maîtrise mieux, cela va sans dire. On connaît sa spécialité quand il était préfet, le fouet, la chicotte, comme à la pire époque coloniale. M. Grogard ignore apparemment que l'usage de cet instrument est qualifié de torture par le droit international moderne et que, de ce fait, notre ministre de l'Administration territoriale du fouet pourrait un jour, tel l'année dernière ce petit capitaine mauritanien tortionnaire, être arrêté en France et en Europe en général à la demande d'une victime camerounaise assistée d'un bon avocat. Voilà ce que c'est que d'être ministre breveté du collège moderne de Nkongsamba.

« ... un ton provocateur dont l'humilité n'a d'égal que son degré de faible respect pour ceux qui gouvernent le Cameroun. »

Là, c'est du pur pataquès, et, malgré tous mes efforts, je n'y ai rien compris, je l'avoue. Etc., etc. Je pourrais allonger indéfiniment la liste de ces bourdes drolatiques et, dans un pays civilisé, nous pourrions nous contenter d'en faire des gorges chaudes pendant des mois.

Ce serait oublier que notre pays n'est malheureusement pas un pays civilisé ; le Cameroun n'est pas un pays où le ridicule tue, sinon que resterait-il encore de la clique de Biya ?

Ce serait oublier que le régime qu'Elf-Aquitaine nous a imposé fait de notre pays une République bananière aux ordres du capitalisme étranger, dont les dirigeants apparents ne reculent devant aucun crime pour complaire à leurs maîtres. La smalah de Biya, ne l'oublions jamais, est un ramassis d'assassins. Qui a assassiné M^e Ngongo Ottou ? Qui a assassiné Mgr Plu-mey ? Qui a assassiné l'abbé Mbassi ? Qui a assassiné des religieuses étrangères à Djoum dans des conditions atroces ? Qui a assassiné Tchoundjang Pouémi, le célèbre économiste ? La liste n'est pas limitative de ces meurtres, sur lesquels le Renouveau, comme par hasard, jamais ne voulut faire la lumière, la représentation diplomatique française s'en tenant, quant à elle, à une très éloquente passivité même quand les victimes, comme à Djoum, étaient des ressortissants du pays de M. Jacques Chirac, notre prochain visiteur de sommet.

Nous devons donc prendre au sérieux les menaces du communiqué ministériel ; elles viennent de gens qui ont un lourd passé dans le crime. Que peut au demeurant faire de mieux un système mis au point par une multinationale étrangère pour asservir un peuple sinon exterminer ses intellectuels et ses véritables élites ? Le complot pour nous exterminer, nous les vrais intellectuels de ce pays, ne fait plus aucun doute. À nous de nous organiser pour parer aux coups des dirigeants criminels imposés par Elf-Aquitaine.

Personnellement, je ne crois plus aux formations prétendument nationales ; ça ne prend pas dans notre pays. On y rassemble trop hâtivement des gens qui souvent n'ont rien de

commun les uns avec les autres. De plus, l'attente messianique d'une solution de tous nos problèmes par un chairman charismatique démobilise les citoyens, comme on l'a vu avec le SDF, au lieu de les aguerrir.

En revanche, les entités de proximité, syndicats urbains, cellules d'enseignants d'un même établissement, comités de quartier, d'autres encore pouvant naître au gré des circonstances, favorisent les rencontres fréquentes et les débats, la communication rapide entre membres, l'autodéfense et donc une prompte et vive réponse à toute agression. Voilà, selon moi, la clé de notre survie. Plus tard, on pourrait envisager de fédérer ces comités de proximité en collectifs départementaux ou provinciaux, à condition qu'ils aient fait leurs preuves en tant qu'éducateurs de civisme et de militantisme, capables de susciter une lame de fond.

Cela n'a évidemment pas de perspective de conquête du pouvoir, et ne séduira pas les ambitieux, les opportunistes, les assoiffés de vedettariat, les escrocs, les instables de tout poil qui peuplent les organisations dites nationales, coquilles vides dans la réalité ou partis-tribus. Mais c'est tant mieux, car nous attirerons les meilleurs.

J'appelle à la formation de cellules de proximité dans tout le pays pour protéger cette frange irremplaçable du patrimoine humain d'un pays, à savoir son intelligentsia indépendante d'esprit et de ressources.

Il faut bien comprendre que notre survie en tant que catégorie et la survie du pays sont à ce prix. Nous sommes engagés, malgré nous, dans une guerre entre de fausses élites, imposées de l'extérieur, et les élites authentiques que la résistance à l'oppression néocoloniale a spontanément et laborieusement dégagées depuis cinquante ans.

Si la nouvelle affaire Tumi pouvait permettre cette avancée, le cardinal aurait encore une fois bien mérité de notre peuple.

Trois questions à Mongo Beti :
« Lire vite et bien... je n'y crois pas »

Mongo Beti n'est pas seulement écrivain et pédagogue. Il tient aussi, depuis quelques années, une librairie à Yaoundé, la Librairie des Peuples noirs. À ces titres, il est bien placé pour nous éclairer sur la lecture comme source de culture par excellence.

Le Messager : En tant que professionnel du livre, hormis les ouvrages scolaires qui sont choisis par des personnes sur qui vous n'avez aucune influence, quels sont vos propres critères de sélection des ouvrages de culture générale que vous proposez à vos clients ?

Mongo Beti : La question est complexe, les critères pouvant être fonction d'un nombre considérable de paramètres : âge, statut social, sexe, contexte politique, actualité.

Car, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le contexte politique et l'actualité contribuent à la culture générale, surtout dans nos pays. En 1995, j'étais à peine installé ici comme libraire quand France Édition, émanation du syndicat français des éditeurs décidée à ranimer le marché du livre français en Afrique, a dépêché des spécialistes au Cameroun pour former des libraires et surtout leurs employés. Aux libraires camerounais, habitués à ne vendre que des manuels scolaires, les formateurs expliquèrent que bien d'autres types de livres devaient figurer sur leurs rayons, s'ils voulaient mériter le titre de libraire.

— Allez donc faire un tour chez Mongo Beti, leur dirent-ils, vous verrez, par exemple, quelle place les livres politiques occupent dans sa librairie ; il faut croire qu'ils se vendent assez bien. Faites-en autant.

J'avais tout de suite accordé une place exceptionnelle au livre politique et d'actualité pour plusieurs raisons. D'abord, comme j'en avais fait le pari à partir de mon intuition, ils se sont écoulés tout de suite mieux que tous les autres, les enquêtes d'un Pierre Péan, d'un Pascal Krop, d'un Stephen Smith, les thèses économiques de Samir Amin, historiques de Cheikh Anta Diop, les scandales d'Elf, etc., tenant la vedette, par exemple. Puis, à mon arrivée, le livre politique ou d'actualité ne circulait pas dans Yaoundé ; c'était une situation de fait créée par de longues décennies de censure et d'intimidation du pouvoir. La pompe était en quelque sorte désamorcée ; il fallait donc la réamorcer.

Enfin, selon mon expérience en tant qu'homme et en tant que pédagogue, la première condition pour bien se pénétrer du message et apprécier le talent d'un auteur, c'est une bonne maîtrise de la toile de fond politique de son œuvre. Impossible de rien comprendre au *Rouge et le Noir* à moins de savoir que l'action se situe sous la Restauration. Cela vaut même pour un roman apparemment détaché du politique, comme *Madame Bovary*. La poésie de Breton, donnée souvent comme exemple du créateur en marge, est un pur produit de sa révolte face à une civilisation prétentieuse qui avait débouché sur la boucherie de 1914-1918 ; la politique est une demande du public, plus ou moins latente, sur laquelle les auteurs finissent par s'aligner tôt ou tard, ne serait-ce qu'en théorie. J'ai vu l'autre jour dans un journal parisien que même Kourouma, qui prospéra si bien ici du temps d'Ahidjo, proclamait qu'il avait toujours combattu les dictatures. Au commencement de tout, selon moi, il y a donc la politique.

Mais la politique pure n'exalterait peut-être pas un jeune adolescent. Aux moins de seize ans, je conseillerais plutôt les

biographies de Mandela, Martin Luther King, Mao Tsé Toung, Hô Chi Minh, Ruben Um Nyobé, Patrice Lumumba, Abraham Lincoln, Gandhi, Robespierre, Toussaint Louverture, Nat. Turner qui fut le Spartacus noir du Nouveau Monde, et j'en passe, de tous ces hommes qui ont contribué à la libération de leurs peuples, ou bien ont sacrifié leur vie pour une noble cause. Rien ne manque à ces fabuleux romans où la réalité dépasse la fiction, ni les personnages inoubliables, qu'on dirait sortis tout droit de l'imagination d'un Shakespeare, ni les situations poignantes, ni, quand ils sont écrits par de grands écrivains, la beauté de la langue.

L.M. : Tout élève ou étudiant s'est un jour demandé s'il existe une recette pour « dévorer » rapidement un livre, sans cesser de comprendre, et même de retenir ce qu'on lit.

M.B. : Il y a pour moi je ne sais quoi de sacrilège dans cette recherche pour dévorer rapidement un livre. Lecture et vitesse me paraissent deux démarches incompatibles. Lire suppose solitude, recueillement, patience, interruptions, retours en arrière, etc. La lecture des grandes œuvres littéraires s'apparente à la contemplation. La vitesse suppose un environnement de foules, des sollicitations simultanément contradictoires, la fièvre de la précipitation. Lire vite et bien a paru à la mode quelque temps en Amérique ; le président Kennedy passe pour avoir excellé dans cette gymnastique. Je n'y crois pas. On peut lire très vite un journal ou une publication éphémère, peut-être un traité de physique ou d'informatique ; certainement pas un grand classique. C'est une illusion qu'il faut ôter de l'esprit des jeunes, auxquels, au contraire, nous devons apprendre à se ménager un temps spécifique pour lire. Personnellement, je lis très lentement. Lire, c'est bien autre chose que comprendre et retenir ; c'est aussi s'émuouvoir, compatir, se révolter, se donner des motifs d'agir. Cela engage intégralement une personnalité.

L.M. : Quelles sont selon vous les principales qualités d'une bonne bibliothèque personnelle de culture générale ?

M.B. : Dans un chapitre savoureux de *Candide*, Voltaire met

en scène un personnage richissime, un nommé Pococurante, noble vénitien, propriétaire d'une splendide bibliothèque, entre autres. Les jugements qu'il porte sur les différents auteurs et leurs œuvres sont empreints d'un désenchantement désinvolte où perce parfois le mépris, mais, ce qui est impressionnant, c'est qu'il les a tous lus, qu'il en a une connaissance précise. La morale de l'épisode, c'est qu'il n'y a pas de bonne bibliothèque personnelle dans l'absolu et *a priori*, comme le montrait déjà Montaigne. Ce qui compte, ce sont les auteurs qu'on lit, et qu'on relit avec plaisir ou colère, au contact desquels malgré tout on se forme un jugement personnel, quel qu'il soit. Il faut avoir le même rapport avec les livres qu'avec les êtres vivants. Les hasards de l'école, de la profession, des voyages, des fréquentations amicales, des lectures de journaux nous amènent à accumuler peu à peu des œuvres que nous prenons toujours un égal plaisir à lire et à relire. Voilà la bonne bibliothèque personnelle. Les bourgeois vaniteux exhibent, eux, d'admirables bibliothèques, mais ne lisent rien; c'est comme s'ils cohabitaient avec un cimetière.

Personnellement, c'est toujours avec le même plaisir que je relis *L'Énéide* de Virgile (dans le texte) et les historiens de l'Antiquité, Thucydide, Xénophon, Jules César, Salluste, dans le texte, parce que le style de chacun est une merveille d'originalité. J'adore les romanciers du XVIII^e siècle français, et en particulier Diderot. J'ai beaucoup lu Dostoïevski dans ma jeunesse, ainsi que les grands classiques du roman américain, en particulier Mark Twain, Sinclair Lewis, E. Hemingway, J. Steinbeck, Richard Wright, Chester Himes. Je relis toujours avec un incroyable plaisir *Les Fables* de La Fontaine, *Les Contemplations* de Victor Hugo, *Le Rouge et le Noir* de Stendhal, *Les Fleurs du mal* de Baudelaire, qui chantent si bien la solitude. Vous trouveriez bien d'autres œuvres dans ma maison de Rouen où j'ai de toute ma vie habité plus longtemps qu'ailleurs, mais j'avoue que, au contraire de Pococurante, je ne les relis pas toutes au point de pouvoir émettre sur chacune une critique

aussi juste et percutante. Mais, celles que je viens de citer, je pourrais en parler indéfiniment, parce que je les feuilletais fréquemment, en dehors des obligations professionnelles; elles ne dépassent pas la trentaine. Selon moi, c'est là la bonne bibliothèque.

La propriété foncière, cancer de la capitale

La vie à Yaoundé n'avait jamais été gaie depuis l'indépendance, et tout particulièrement depuis l'accession au pouvoir de Paul Biya, elle est empoisonnée par les hostilités que l'État, fidèle à une idéologie tribaliste dont il n'a jamais fait mystère, entretient sourdement contre les membres de l'ethnie bamiléké installés dans la capitale. Cette guerre, en même temps qu'elle illustre la tragédie, entièrement orchestrée par le parti unique, de la mésentente des tribus dans tout le pays, l'impulse aussi en donnant le *la* aux nombreuses ethnies qui doivent cohabiter avec une communauté bamiléké à travers le territoire national.

C'est surtout sur le terrain de l'accession à la propriété foncière, et, incidemment, sur la liberté du commerce, que se cristallise la confrontation avec les Bamiléké, commerçants le plus souvent.

Cette année 1992, les hostilités de ce qu'il faut bien appeler la guerre foncière semblent avoir connu une sorte d'apogée. Illustration d'une anarchie administrative galopante, les pratiques d'attribution des titres fonciers souffrent d'une absence totale de codification et sont de ce fait livrées à l'arbitraire.

Une loi non écrite, qui vaut d'ailleurs pour toutes les villes camerounaises, veut que le maire ou, plus exactement, le délégué du gouvernement dans la capitale¹ soit obligatoirement un

1. La capitale est divisée en quatre arrondissements, et seuls les maires d'arrondissement sont élus. Ils sont coiffés par un délégué général du gouvernement

Beti, c'est-à-dire un autochtone¹, et jouisse d'un pouvoir quasi discrétionnaire sur l'aménagement de la propriété foncière et de l'espace urbain, sans prendre avis du conseil municipal ni d'aucun comité d'experts de l'équipement. Le premier maire après l'indépendance fut précisément un autochtone, dignitaire du parti unique, espèce d'autocrate qui eut pour règle d'or de favoriser les autochtones, ses congénères, et d'interdire d'accession à la propriété foncière, autant que faire se pouvait, les allogènes, accusés d'être des envahisseurs. La tradition s'est maintenue sous le nouveau maire, fidèle successeur de l'autre.

Une affaire récente a rendu flagrante l'absurdité de cette pratique. La communauté musulmane, très nombreuse depuis la colonisation et toujours respectée, et même admirée et aimée, bien que la grande majorité des habitants soit de religion chrétienne, croyait avoir acquis très régulièrement un vaste terrain sur lequel elle comptait édifier, avec l'aide de l'Arabie saoudite, un vaste complexe religieux. Au moment où, l'Arabie saoudite ayant enfin débloqué les crédits, les musulmans voulurent ouvrir les chantiers, le délégué du gouvernement leur fit savoir que le terrain ne leur appartenait plus, qu'il avait été cédé à divers propriétaires plus inattendus les uns que les autres, parmi lesquels figurait en bonne place le président de la République.

C'est le maire ou plutôt le délégué qui, de son chef et sans consulter qui que ce soit, en avait décidé ainsi. La com-

nommé par le président, sur proposition du parti unique; en fait, c'est ce délégué général du gouvernement qui détient le pouvoir de décision sur la politique foncière de la capitale. Il est le véritable maire dans le sens où ce mot est entendu partout dans le monde. (N.d.A.)

1. Ce terme sert à désigner les membres de l'ethnie indigène d'une province donnée. Les indigènes de Yaoundé appartiennent à l'ethnie ewondo, une branche du groupe beti. Allogène, au contraire, s'applique, dans la langue du pouvoir, aux citoyens membres d'ethnies d'autres provinces. Cette terminologie et, surtout, ses connotations ségrégationnistes datent, il faut le souligner, d'une époque postérieure à l'indépendance. Elle était inconnue du temps de la colonisation. (N.d.A.)

munauté musulmane, forte de son bon droit, protesta mais en vain. De guerre lasse, elle entreprit de manifester dans la rue : ce furent durant des semaines des affrontements sanglants entre les musulmans et l'armée du dictateur usurpateur. Ces incidents se soldèrent par plusieurs morts de part et d'autre.

Cette politique crée des situations effroyablement inconfortables aux lois élémentaires de l'économie libérale et de l'initiative, et, à plus forte raison, du développement. Les dirigeants politiques beti se seraient assigné comme but de paralyser complètement les acteurs économiques, le plus souvent bamiléké, et partant l'économie camerounaise, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Les autochtones qui veulent vendre à un allogène se voient systématiquement contester et même retirer leur titre foncier. Les voilà incapables de financer les études de leurs enfants, par exemple, ou la mise sur pied d'un commerce, l'achat d'un camion ou d'un taxi, tout simplement parce que l'État confisque délibérément leur liberté de vendre à qui leur plaît ou à qui fait les propositions les plus intéressantes.

La situation actuelle n'empêche d'ailleurs pas certains allogènes d'être propriétaires : il s'agit de dignitaires du régime ou, au moins, de favoris du parti unique.

Quant aux propriétaires allogènes héritiers de l'administration coloniale, leur situation est éminemment révoquée, et d'ailleurs souvent révoquée. On a vu des autochtones putatifs envahir et occuper spontanément la maison ou le terrain d'allogènes dont ils contestaient le droit de propriété sur une base, non pas juridique, mais purement tribale¹. Dans certains cas, ces individus ont ouvert un chantier sur la parcelle ainsi squattée, sans que la police, pourtant alertée, intervienne. Dans d'autres cas, on a expulsé le propriétaire légitime à coups

1. La constitution de ces bandes n'a rien de spontané. Des observateurs crédibles y voient la main du pouvoir et non l'initiative de leaders tribaux occultes. (N.d.A.)

de machette. Les propriétaires bamiléké, surtout dans les faubourgs éloignés, se barricadent maintenant à grands frais, entourant leurs parcelles d'enceintes hérissées de tessons de bouteille. Imaginons un instant que la propriété foncière à Paris soit interdite aux provinciaux, ce serait le retour au Moyen Âge, et encore. C'est très exactement la situation actuelle dans la capitale du Cameroun.

L'immobilisme ainsi créé artificiellement entrave les échanges, brouille les prix, paralyse l'initiative, dresse bien entendu les soi-disant autochtones contre les prétendus envahisseurs. Le pouvoir politique seul peut tirer parti d'une telle situation, mais au grand dam de l'économie et donc du développement.

La stratégie du pouvoir, fondée sur la mauvaise foi, est en effet de transformer en guerre tribale un problème humain universel. Les premiers occupants, souvent des paysans assez frustes, méritent certes d'être protégés contre les manœuvres éventuelles de spéculateurs sans scrupule dans une conjoncture de mutations rapides. Mais une administration sérieuse dispose de plusieurs méthodes modernes pour veiller au grain, sans recourir à des procédures hypocritement séditieuses.

On accuse les Bamiléké de manœuvres frauduleuses dans l'acquisition des parcelles. Il est vrai que tout peut être truqué au Cameroun, même un acte notarié. Pourquoi ne pas porter ces affaires devant les tribunaux compétents, plutôt que de se faire justice soi-même ? demande-t-on aux Beti récalcitrants. La justice est pourrie, répondent-ils. C'est vrai, mais la faute à qui ? Aux dictateurs successifs, qui ont plié les magistrats pendant trente ans à la raison d'État selon laquelle, pour venir à bout des opposants de l'UPC, aucune arme n'est trop immorale. Virtuose du déni de justice, la magistrature camerounaise est sans doute la plus docile au pouvoir politique, et conséquemment la moins crédible du monde.

Les conflits relatifs à la propriété foncière devraient du moins pouvoir être soumis à une commission d'arbitrage indépendante,

si le pouvoir voulait vraiment que ce secteur connaisse l'apaisement sans lequel l'initiative privée, dont la propriété foncière est une condition indispensable, risque d'être longtemps boiteuse dans la capitale.

Par Mme Odile Biyidi
Les obsèques de Mongo Beti

Tous ces derniers mois, Mongo Beti a été sourd aux symptômes qui s'aggravaient, ne pensant qu'à ses activités, courant au village plusieurs fois par semaine, la dernière fois le dimanche 30 septembre. Quelqu'un d'autre dut conduire sa voiture au retour. Le lendemain il voulut encore aller lui-même faire un visa à l'ambassade des États-Unis pour la série de conférences qu'il devait donner à Boston à partir du 19 octobre. Il avait prévu de voir des médecins en France entre le 10 octobre, date envisagée pour son départ, et le 19. Depuis le 20 septembre notre unique téléphone à la librairie ne fonctionnait plus, nous privant en même temps de fax, d'e-mails, par lesquels nous communiquions en permanence. Camtel¹, maintes fois sollicité par moi, ne s'est pas déplacé pour remédier à ce dérangement. Je n'ai pas pu le suivre et l'assister. La mort est venue bouleverser tous ses projets et l'emporter en quelques jours dans les hôpitaux de Yaoundé et de Douala où il a passé les six derniers jours de son existence, quatre à Yaoundé, deux à Douala.

Lorsque à une heure du matin² je me suis retrouvée seule à l'hôpital de Douala, tous les bureaux de l'administration étaient fermés. On m'a dit d'attendre 9 heures pour commencer les formalités. À 5 heures du matin, au téléphone public de

1. Camtel: Cameroon Telecommunications. (N.d.É.)
2. Le lundi 8 octobre 2001.

l'hôpital, j'ai appelé Pius Njawé. C'était la seule personne que je connaissais assez bien à Douala pour lui demander d'être là immédiatement. Il m'avait accueillie à l'avion la veille, avec quelques amis. On est allés chez lui. J'ai appelé les enfants de Mongo Beti en France et je leur ai posé la question des obsèques. Je pouvais faire transporter son corps à Rouen, je pouvais l'inhumer au Cameroun. Non sans réticence, ils ont accepté la deuxième solution, qui était pour eux un sacrifice, puisqu'ils ne résident pas au Cameroun. Ils ont, une fois de plus, fait passer au second rang leur attachement familial pour s'effacer devant la figure de leur père. Il était peu probable qu'ils puissent résoudre les problèmes d'un voyage immédiat, ils ne verraient donc pas son corps une dernière fois et c'était pour eux un chagrin redoublé. Puis c'est moi qui ai rédigé le premier communiqué. On a ensuite esquissé un calendrier pour les obsèques, que je voulais simples, sans apparat, conformément à tout ce que m'avait dit Alexandre de son vivant.

Le lendemain, mardi 9 octobre, j'ai pris le car à 6 h 30 au départ de Douala, accompagnée par Dorothee Kom, qui était venue me chercher après avoir assisté Alexandre au long des quatre jours qu'il avait passés à l'hôpital de Yaoundé. Les quelques laitages et le bouillon de légumes qui ont été ses dernières nourritures ont été préparés par elle, puisque aux soins dits intensifs de l'hôpital de Yaoundé on ne s'occupe pas de cela. Elle m'a raconté ses derniers jours pendant le trajet, nous avons fait une pause chez elle et je suis allée à la librairie. La CRTV est venue demander des images, ainsi que la cellule de communication du Premier ministre. Apparemment ces organismes ne disposaient d'aucune image d'archives sur Mongo Beti, ce qui en dit long sur l'intérêt qu'ils avaient précédemment témoigné à ce grand homme. Il suffisait pourtant de taper Mongo Beti sur Internet pour avoir accès à la très riche documentation, y compris iconographique, des différents sites qui, dans le monde, offraient tous les renseignements nécessaires

sur l'écrivain. Le personnage de la cellule de communication du Premier ministre, devant le remue-ménage qui emplissait la librairie pour préparer l'espace des visites et des hommages, me demanda même de façon indiscreète si j'étais en train de faire l'inventaire. Je lui répondis qu'en ce jour de tristesse quelqu'un au moins avait réussi à me faire rire, c'était lui. Je lui donnai cependant une petite photo d'identité, récupérée sur un document administratif de la librairie. Il alla la reproduire et me la rapporta. C'est donc moi qui ai fourni au site du Premier ministre l'image de l'homme illustre dont ils découvraient l'existence.

Puis je me rendis enfin chez moi, où je pensais pouvoir me reposer, mais le propriétaire vint m'avertir que le matin même des gens de la Snec avaient enlevé le compteur d'eau. Alexandre, dans les derniers jours, si douloureux, de son existence, avait négligé de payer la dernière facture, s'élevant à 4 500 francs CFA. Il lui arrivait souvent, quand il était à l'étranger, de ne pas régler à temps une facture. À son retour, il le faisait. Cela depuis des années. C'est la première fois qu'on enlevait le compteur le lendemain même de l'échéance. J'étais si furieuse de ne même pas pouvoir me laver commodément, après des heures si harassantes, que je m'écriai : « Quel pays ! » Une voisine, accourue à mon arrivée, se précipita alors à la Snec. C'était vers 16 heures. Elle revint avec un agent de la Snec portant un compteur qu'il remit en place. Mais, pas de chance, la vanne d'arrivée, probablement détériorée pendant l'enlèvement du matin, tournait à vide et on ne put l'ouvrir. Il repartit, ce n'était pas son problème, bien que cette vanne fasse partie du domaine de la Snec. Je n'aurai pas d'eau ce soir-là.

Je suis allée au village d'Akometan cet après-midi du mardi pour préparer l'inhumation. Les hurlements du village m'ont accueillie. On a choisi l'endroit de la tombe de Mongo Beti, juste à côté de celle de sa mère, décédée en 1992. Son neveu m'a dit que les gens qui allaient creuser la tombe avaient besoin

de boire, de s'éclairer, d'être rémunérés, etc. Je lui ai répondu que même le creusement de sa tombe ne serait pas offert à Mongo Beti par les gens de son village. Le chef de famille était là. Je lui ai dit de venir me voir le lendemain à la librairie, comme il devait se rendre à Yaoundé, pour régler ces détails. Puis je suis rentrée à Yaoundé. Je pris le temps d'une pause pour faire ma toilette chez Dorothée. Elle proposa de m'héberger mais j'avais hâte d'être dans ma maison, où je trouvais les dernières traces des dernières heures qu'Alexandre avait vécues là et c'était affreux.

Le mercredi 10, à 7 heures du matin, je demandai au propriétaire de bien vouloir me rendre le service de faire réparer la vanne d'arrivée d'eau et je vins à la librairie où les gens se pressaient pour signer le livre, où le téléphone, enfin rétabli, ne cessait de sonner. On me passa le ministre Ferdinand Léopold Oyono qui me présenta ses condoléances et me demanda si j'avais besoin de quelque chose. Je lui dis que non. Les gens qui aimaient Mongo Beti étaient déjà en train de pourvoir à ses besoins. Un médecin laissa spontanément 10 000 francs en déposant sa carte. On eut 50 000 francs en deux jours d'amis inconnus. Puis un ami proche apporta 50 000 francs, un autre 100 000 francs. Pius, à Douala, avait fait faire des devis de cercueils et de transport. Il me les transmit. Nous choisîmes un cercueil simple, en bois verni, à moins de 200 000 francs, et un transport Douala-Akometan, par un corbillard Hiace, pour 300 000 et quelques. La Mercedes et un bois plus précieux coûtaient le double. Cela dépassait mes moyens. Il fallait en effet payer la salle de la veillée prévue à Yaoundé, pour 250 000 francs. Mme Edzoä, venue présenter ses condoléances, proposa spontanément de décorer cette salle et d'y préparer du café pour les participants.

À 11 heures, le chef du village se présenta pour me voir. Il était accompagné de deux nièces d'Alexandre. Il me dit que, selon l'usage, il fallait, pour les dix familles, dix câbris, dix dames-jeannes de vin. L'usage, hélas, ne disait pas comment se

procurer tout cela. C'était apparemment mon problème à moi seule. Je lui dis que je lui donnais 200 000 francs pour régler le tout et j'ajoutai le don de trois porcs de l'élevage d'Alexandre, qui représentaient une valeur d'au moins 250 000 francs. Il arracha encore un rab de 20 000 francs pour les chaises. Avec 470 000 francs le village pouvait donc faire face. C'était autant que ce que j'avais donné au corps même d'Alexandre et moitié plus que ce que coûterait la réunion d'hommages à Yaoundé.

Cette journée de mercredi on eut aussi les articles de la presse écrite. Je dus publier un communiqué pour répondre aux allégations mensongères que contenaient certains articles. Je répondis à RFI. Le midi, le propriétaire avait fait en sorte que j'aie de l'eau. La voisine venue chez moi prendre un café me dit que son intervention de la veille lui avait coûté 2 000 francs. Comme je sortais mon portefeuille pour la rembourser, elle ajouta qu'elle avait également donné 2 000 francs à quelqu'un d'autre. Je lui mis donc les 4 000 dans la main pour qu'on n'en parle plus. L'après-midi j'allai chercher ma fille à l'aéroport.

Le jeudi matin ma fille resta à la librairie pour accueillir les gens et je me rendis de nouveau à Akometan pour voir les préparatifs. À la maison m'attendaient le chef du village, le maire de Mbalmayo, un certain Isidore et le chef de famille. Je m'enquis de l'avancement des préparatifs. C'est alors que cet Isidore prit la parole pour me dire, dans un discours alambiqué et confus, que le programme des obsèques ne lui plaisait pas. Notamment on devait donner à boire, etc. etc. Excédée, je lui répondis que le programme des obsèques répondait à mes moyens et aux vœux de mon mari, que je payais tout de A à Z et que j'ordonnais donc les cérémonies à ma guise. Devant l'afflux probable des gens, la gendarmerie pouvait prévoir le stationnement des véhicules à une certaine distance du village, pour que les gens importants n'aient pas trop à marcher, je l'en remerciai à l'avance pour eux. On précisa les gens qui

prendraient la parole lors de l'inhumation dans l'intimité familiale: le chef de famille, moi et Abel Eyinga, le vieux camarade d'Alexandre, qui ne pouvait se rendre à Yaoundé pour la veillée d'hommages. Le chef de famille, bigot notoire, demanda qu'on dise la messe. Je lui dis que c'était absolument hors de question, Alexandre étant incroyant et ne pratiquant aucun culte. Il fallait respecter ce qu'il était, sans chercher à lui imposer un choix qui n'était pas le sien. Je respectais ses convictions, il fallait qu'il respecte celles d'Alexandre. Il parla d'une simple bénédiction que je refusai tout aussi fermement. Je mis fin à ce colloque déplaisant pour moi à tous points de vue. Je n'avais rencontré là ni affection, ni compassion, ni sympathie, ni compréhension, mais des prétentions mesquines, des gens pauvres certes, pour ce qui est des gens du village même, mais sans dignité, avides et quémandeurs.

Il fallait que je redescende à Douala dans l'après-midi. Dorothee avait trouvé un chauffeur pour ma voiture, parce que je n'étais guère en état de conduire. À l'hôtel on prit un petit repas avant d'aller à la veillée prévue à Douala. Pendant ce repas on m'appela plusieurs fois au téléphone. Célestin Lingo me reparla de messe. Je réaffirmai mon refus par respect pour Alexandre. Pour ce qui est des autorités, je lui répétais que tout le monde pouvait venir à titre privé s'incliner en silence pour rendre hommage à Mongo Beti, s'ils l'aimaient et voulaient le pleurer. Puis Ndachi Tagne m'appela pour me demander à nouveau ce que j'acceptais qu'Oyono fasse. Il voulait donner à boire aux gens au village. Je lui répondis que je n'avais rien contre cela, si l'argent sortait de sa poche privée et non des ressources de l'État. Un troisième appel arriva enfin du préfet de la région de Mbalmayo, parlant au nom du gouverneur de la province et m'avisant qu'on avait décerné à Mongo Beti une décoration. Je déclinai cet honneur, qui était tout à fait incompatible avec ce que quarante ans de vie avec lui m'avaient appris à son sujet.

La veillée à Douala fut émouvante, parfois drôle, toute

imprégnée de la présence d'un Mongo Beti revivant à travers les témoignages de tous. Ce fut un moment de réconfort. On écouta *Tickle Toe* de Lester Young. Alexandre m'avait un jour écrit ce titre sur un papier, me disant qu'il voulait qu'on le joue à sa mort. Je confiai à ceux qui devaient être à la morgue à 6 heures le lendemain matin les vêtements que j'avais apportés et on se donna rendez-vous à 8 heures pour la levée du corps.

À 8 heures nous y étions. Ma fille, qui attendait ce moment depuis son arrivée au Cameroun, réclama de voir son père. Elle était venue exprès et uniquement pour cela. Embarras dans la morgue. Le corps n'était nullement prêt. Il paraît que les employés de la morgue, à qui on avait donné une gratification la veille, en voulaient à nouveau, prétendant n'avoir rien reçu. Ma fille a donc vu son père, tiré du tiroir de la morgue, roulé dans le drap plein du sang et de la sanie de quatre jours d'écoulement. Nous sommes restées l'une près de l'autre pendant qu'on daignait enfin le laver et que ses amis l'habillaient. On a sorti le cercueil dans le hall. La position du corps dans le cercueil n'était pas bonne, il fallait l'arranger encore. Ma fille m'a entraînée dehors. Elle voulait s'en aller.

On a regagné Yaoundé derrière le corbillard. Comme ma fille ne voulait plus voir personne, strictement personne, je l'ai laissée à Yaoundé. On a continué vers Akometan. Passons sur les saluts des gens du bord de la route, sur les fleurs qu'ont lancées un groupe d'enfants au passage. Dans la modeste pièce principale de la maison construite par Alexandre, il y avait au centre un socle pour poser le cercueil, guère d'espace autour pour circuler, mais j'ai découvert, trônant dans ce maigre espace, et l'écrasant complètement, un grand chevalet avec une immense couronne barrée d'une bande rutilante, portant le nom du chef de l'État et de son épouse. Pour la très modeste couronne de la famille, ma fille avait choisi ces simples mots: «Au revoir Alexandre». Je fis donc disparaître l'indécent étalage dans le couloir derrière et on vit défiler tout un chacun,

venant saluer le corps. Le chef de famille parla longuement, je décrisis la vie si dure que fut celle de Mongo Beti, Abel Eyinga dit au revoir à son vieux camarade en termes émouvants qui faisaient jaillir les larmes. On écouta *Tickle Toe*. La micro-chaîne que j'avais fait apporter faillit ne jamais fonctionner, mais si, elle consentit à délivrer le message sublime de sa mélodie, dont j'ai entendu tant de fois Alexandre se délecter. Je fermai le cercueil.

Pendant le défilé des gens, le chef de famille s'agitait. Il fallait hâter le mouvement, il fallait que le corps soit en terre avant que le jour tombe. J'attribuai cela à je ne sais quelle exigence rituelle et nous nous dirigeâmes vers la fosse. Mais ne voilà-t-il pas que ce personnage se met, pendant que le cercueil descend en terre, à chanter un hymne au chef de l'État, aux autorités, à la décoration attribuée à Mongo Beti. C'en est trop, je crie que j'ai refusé cette décoration. Il dit : « Je l'accepte moi. » Je lui dis : « Prends-la pour toi, accroche-toi-la » et comme il continue à vociférer, je lui crie : « Ferme ta gueule. » Comme il continue à m'agresser verbalement, les femmes derrière moi se mettent à chanter bien fort. Qu'est-ce qui a pu donner une telle audace à un être si timoré, cette grenouille de bénitier prêchant l'amour d'autrui et venant cracher son venin sur le corps d'Alexandre ? Alexandre qui, le printemps dernier, lui avait prêté gratuitement sa machine à faire des briques pour qu'il puisse construire sa maison, qui lui avait laissé prendre toutes celles qu'on n'avait pas utilisées. Pauvre vieux père Alexandre ! Tu vois comme il t'a remercié.

J'ai assisté au comblement de la fosse. J'ai rémunéré les jeunes qui ont fait le travail et j'ai quitté le village. J'étais trop émue, trop épuisée pour rester à la veillée de Yaoundé. Je l'ai rapidement quittée.

Le lendemain samedi j'ai fait mes bagages pour rentrer en France continuer les nombreuses tâches qui m'occupent, quand je ne suis pas à Yaoundé, mais qui ont toutes trait à ce qu'il faut pour Yaoundé. La grosse dame du quartier s'est

pointée avec deux bouteilles de limonade, histoire qu'on ne l'éconduise pas, elle a inspecté tout ce qui se faisait et se disait. Elle a, avec sollicitude, suggéré qu'il fallait que je me calme. C'est très calmement que j'ai fait ce récit¹.

Rouen, le 16 octobre 2001

1. Publié sous le titre « La mort de Mongo Beti minute by minute », *Le Messager*, Douala, n° 1279, du 19 octobre 2001, p. 3. (N.d.É.)

Références

1. Articles de Mongo Beti dans la presse camerounaise

« Le Renouveau originel n'est pas moins mauvais que l'autre Renouveau... », *Le Messenger*, Douala, n° 209, du 27 décembre 1990, p. 16. [*Le Rebelle II*, p. 30.]

« Le Cameroun : Liban africain ? Irlande à la française ? Lettre ouverte à M. François Mitterrand », *Challenge hebdo*, Douala, spécial n° 2, du 7 au 14 août 1991, p. 15. [*Le Rebelle II*, p. 68.]

« L'exil après l'exil ? Mongo Beti : cahier d'un retour au pays natal », *Challenge hebdo*, Douala, spécial n° 3, du 15 octobre 1991, pp. 20-22. [*Le Rebelle II*, p. 40.]

« À la mémoire d'Albert Ndongmo », *Le Messenger*, Douala, n° 266, du 9 juin 1992, p. 10. [*Le Rebelle II*, p. 100.]

« Présidentielle anticipée ou Biya et la malédiction aujoulatiste », *Le Messenger*, Douala, n° 273, du 13 août 1992, p. 5. [*Le Rebelle II*, p. 104.]

« Mongo Beti réaffirme : "Ni John Fru Ndi doit dire 'non' au large débat national" », *Le Messenger*, Douala, n° 22, du 4 mai 1993, p. 4. [*Le Rebelle II*, p. 126.]

« Drame électoral en Afrique : élections, piège à cons ? », *Le Messenger*, Douala, n° 321, du 23 août 1993, pp. 8-9. [*Le Rebelle II*, p. 131.]

« Un monument à la gloire d'un désastre », *Génération*, Yaoundé, n° 4, du 31 août au 6 septembre 1994, p. 3. [*Le Rebelle II*, p. 152.]

« Pour ou contre la tutelle de la France : un référendum populaire », *Génération*, Yaoundé, n° 9, du 5 au 11 octobre 1994, p. 3. [*Le Rebelle II*, p. 156.]

« Pius a tenu bon, chapeau ! », *Le Messenger*, Douala, spécial

XV^e anniversaire, du 28 novembre 1994, p. 24. [*Le Rebelle II*, p. 174.]

« Lettre ouverte à mes sœurs et à mes frères beti », *Génération*, Yaoundé, hors série n° 1, du 25 au 31 janvier 1995, pp. 8-9. [*Le Rebelle II*, p. 176.]

« Main basse... jusqu'à quand ? », *Génération*, Yaoundé, n° 25, du 22 au 28 février 1995, p. 3. [*Le Rebelle II*, p. 188.]

« Mbalmayo 1995 : chronique d'une décadence très avancée, et peut-être irréversible », *Génération*, Yaoundé, n° 31, semaine du 12 au 18 avril 1995, p. 5; *Génération*, Yaoundé, n° 32, du 19 au 25 avril 1995; *Génération*, Yaoundé, n° 33, du 26 avril au 2 mai 1995. [*Le Rebelle II*, p. 200.]

« Vous avez dit opposition extraparlamentaire ? », *Génération*, Yaoundé, n° 33, du 26 avril 1995, p. 3. [*Le Rebelle II*, p. 216.]

« États généraux de l'éducation : un piège à cons ! », *Le Messenger*, Douala, n° 435, du 18 mai 1995, p. 5. [*Le Rebelle III*, p. 38.]

« France : Chirac président, et après ? », *Le Messenger*, Douala, n° 435, du 18 mai 1995, p. 12. [*Le Rebelle III*, p. 11.]

« Mongo Beti version 1996 : la nouvelle bataille du livre », *Génération*, Yaoundé, n° 55, du 3 au 9 janvier 1996, p. 12. [*Le Rebelle III*, p. 43.]

« Mongo Beti à *Génération* : "Encore un effort..." », *Génération*, Yaoundé, n° 43, du 9 au 15 août 1995, p. 8. [*Le Rebelle III*, p. 46.]

« Mbella Mbappé ou la stratégie de la terre brûlée », *Génération*, Yaoundé, n° 46, du 13 au 19 septembre 1995, pp. 3 et 15. [*Le Rebelle III*, p. 50.]

« ... Que Paul Biya s'en aille », *Génération*, Yaoundé, n° 59, du 31 janvier au 6 février 1996, p. 10. [*Le Rebelle III*, p. 68.]

« Le mal camerounais. Commerçant à Tsinga : la galère ! », *Génération*, Yaoundé, n° 62, du 4 au 10 mars 1996, p. 6. [*Le Rebelle III*, p. 81.]

« Grand usager des PTT camerounaises : autre galère », *Génération*, Yaoundé, n° 62, du 4 au 10 mars 1996, pp. 6 et 13. [*Le Rebelle III*, p. 86.]

« Lettre ouverte à Dakolé Daïssala, soi-disant ministre des Postes et Télécommunications », *Génération*, Yaoundé, n° 64, du 25 au 31 mars 1996, p. 6. [*Le Rebelle III*, p. 91.]

« De vraies PTT, une utopie ? », *Génération*, Yaoundé, n° 73, du 24 au 30 juin 1996, pp. 3 et 10. [*Le Rebelle III*, p. 97.]

« Allogènes ? Autochtones ? », *Impact-tribune*, Yaoundé, n° 7, d'avril-mai-juin 1996, p. 8. [*Le Rebelle III*, p. 105.]

« La crise ? Quelle crise ? », *Génération*, Yaoundé, Hors série n° 5, du 18 au 24 août 1996, pp. 8-9. [*Le Rebelle III*, p. 97.]

« Illettrisme et sous-développement : mourir pour le livre ! », *La Nouvelle Expression*, Douala, n° 341, du 10 septembre 1996, p. 2. Texte repris sous le titre de « Mourir pour le livre », *Génération*, Yaoundé, n° 83, du 18 au 24 septembre 1996, p. 2. [*Le Rebelle III*, p. 119.]

« Lettre ouverte au prochain président de la République du Cameroun », *Génération*, Yaoundé, n° 87, du 21 au 27 octobre 1996, pp. 2 et 13. [*Le Rebelle III*, p. 138.]

« À propos de la fortune des hommes politiques », *Génération*, Yaoundé, n° 91, du 26 novembre au 2 décembre 1996, p. 2. [*Le Rebelle III*, p. 147.]

« Camerounais usagers du gaz, unissons-nous : pour une Coordination des consommateurs en colère ! », *Le Messenger*, Douala, n° 582, du 5 février 1997, p. 11. [*Le Rebelle III*, p. 151.]

« 100 *Génération* !!! Tuons le veau gras », *Génération*, Yaoundé, n° 100, du 3 au 10 février 1997, p. 2. [*Le Rebelle III*, p. 156.]

« Ayissi Mvodo : quand la France joue à qui perd gagne », *Génération*, Yaoundé, n° 101, du 24 février au 2 mars 1997, p. 2. [*Le Rebelle III*, p. 158.]

« Foccart est mort, vive l'Afrique ? », *Le Messenger*, Douala, n° 597, du 27 mars 1997, p. 8. [*Le Rebelle III*, p. 169.]

« Lettre ouverte à Andzé Tsoungui Gilbert, grand prêtre autoproclamé de la camerounité », *Génération*, Yaoundé, n° 105, du 24 au 30 mars 1997, p. 10. [*Le Rebelle III*, p. 175.]

« Dépit : Mongo Beti écrit au *Messenger* », *Mutations*, Yaoundé, n° 41, du 14 au 20 avril 1997, p. 12. [*Le Rebelle III*, p. 181.]

« Encore le tribalisme. Toujours le tribalisme ?... », *Impact-tribune*, Yaoundé, n° 10, mai-juin-juillet 1997, p. 5. [*Le Rebelle III*, p. 193.]

« Paul Biya versus Titus Edzoa : quand les loups se mangent entre eux », *Le Messenger*, Douala, n° 638, du 14 juillet 1997, p. 7. Texte repris sous le titre de « Quand les loups se mangent entre eux », *Génération*, Yaoundé, n° 120, du 14 au 21 juillet 1997, p. 5. [*Le Rebelle III*, p. 197.]

« Lettre ouverte aux mafiosi du Renouveau : intimidateurs aujourd'hui, génociteurs demain », *Le Messenger*, Douala, n° 649, du 8 août 1997, p. 11. [*Le Rebelle III*, p. 203.]

« Autocritique après les cassettes », *Génération*, Yaoundé, n° 125, du 18 au 24 août 1997, p. 6. [*Le Rebelle III*, p. 211.]

«Mongo Beti: non au chantage tribal», *L'Expression*, Douala, n° 161, du 20 août 1997, p. 15. [*Le Rebelle III*, p. 211.]

«Quand le pape de l'opposition réagit: l'opposition camerounaise est-elle mauvaise?», *Génération*, Yaoundé, n° 127, du 1^{er} au 6 septembre 1997, p. 5. [*Le Rebelle III*, p. 215.]

«Présidentielle 1997: Boycott? Oui, mais...», *Le Messenger*, Douala, n° 665, du 17 septembre 1997, p. 7. [*Le Rebelle III*, p. 223.]

«L'UPC et ses avatars», *Le Messenger*, Douala, n° 751, du 15 avril 1998, p. 10. [*Le Rebelle III*, p. 235.]

«L'idiot du village à la Recherche scientifique», *Le Messenger*, Douala, n° 756, du 27 avril 1998, p. 11. [*Le Rebelle III*, p. 242.]

«La Sonel et son petit rouleau compresseur», *Le Messenger*, Douala, n° 767, du 27 mai 1998, p. 8. [*Le Rebelle III*, p. 251.]

«Le foot de tous les exutoires», *Le Messenger*, Douala, n° 775, du 15 juin 1998, p. 8. [*Le Rebelle III*, p. 256.]

«Les exilés sont de retour», *Le Messenger*, Douala, n° 809, du 2 septembre 1998, p. 3. [*Le Rebelle III*, p. 268.]

«Tribalisme, quand tu nous tiens... (à suivre)», *Le Messenger*, Douala, n° 813, du 11 septembre 1998, p. 10.

«Tribalisme, quand tu nous tiens... (suite et fin)», *Le Messenger*, Douala, n° 816, du 18 septembre 1998, p. 12. [*Le Rebelle III*, p. 275.]

«D'accord avec les "upécistes fidèles": non aux privatisations façon Biya», *Le Messenger*, Douala, n° 856, du 21 décembre 1998, p. 6. [*Le Rebelle III*, p. 295.]

«J'accuse Ngidjol», *Le Messenger*, Douala, n° 862, du vendredi 8 janvier 1999, p. 11; *Le Messenger*, Douala, n° 865, du vendredi 15 mars 1999, p. 12. [*Le Rebelle III*, p. 301.]

«Court-circuit dans l'amitié: lettre ouverte de Mongo Beti à Pius Njawé», *Le Front indépendant*, Douala, n° 45, du 21 janvier 1999, pp. 8-9. Texte repris sous le titre de «Lettre ouverte de Mongo Beti (à Pius Njawé)», *Le Messenger*, Douala, n° 872, du 1^{er} février 1999, p. 3. [*Le Rebelle III*, p. 315.]

«Jacques Chirac indésirable au Cameroun», *La Nouvelle Expression*, Douala, n° 543, du 21 juillet 1999, p. 7. [*Le Rebelle III*, p. 17.]

«Racket des fonctionnaires: ras le bol», *La Nouvelle Expression*, Douala, n° 559, du 30 août 1999, p. 8. [*Le Rebelle III*, p. 325.]

Mongo Beti: «Je doute que les Français aient manipulé qui que ce soit», *La Nouvelle Expression*, Douala, n° 572, du 29 septembre 1999, p. 4. [*Le Rebelle III*, p. 29.]

«Tribalisme, encore!», *Impact-tribune*, Yaoundé, n° 16, octobre-

décembre 1999 et premier trimestre 2000, p. 14. [*Le Rebelle III*, p. 328.]

«La passivité des Camerounais devant la déchéance généralisée», *Génération*, Yaoundé, n° spécial fin de siècle, p. 13. [*Le Rebelle III*, p. 331.]

«Presse privée, presse prostituée?», *Le Messenger*, Douala, n° 1014, du 10 janvier 2000, p. 8. [*Le Rebelle III*, p. 338.]

«Diffamation», *Le Messenger*, Douala, n° 1019, du 21 janvier 2000, p. 3. [*Le Rebelle III*, p. 344.]

«Monsieur Biya, laissez-nous travailler...», *Le Messenger*, Douala, n° 1031, du 21 juin 2000, p. 3. [*Le Rebelle III*, p. 351.]

«À propos de l'interview du cardinal Tumi à Jeune Afrique économie: "Nous devons prendre au sérieux les menaces du Minat"», *Le Messenger*, Douala, n° 1130, du lundi 16 octobre 2000, p. 5. [*Le Rebelle III*, p. 354.]

«Camerounais, réveillez-vous! Le sommet des nuisances», *Le Messenger*, Douala, n° 1138, du vendredi 3 novembre 2000, p. 3. [*Le Rebelle III*, p. 33.]

«En attendant la visite de Jacques Chirac: travaux forcés à perpète pour les paysans du Centre», *Le Messenger*, Douala, n° 1162, du 5 janvier 2001, p. 3. [*Le Rebelle III*, p. 19.]

«Les Camerounais, un peuple de perroquets moutonniers?», *Aurore plus*, Douala, n° 357, du 18 janvier 2001, p. 11. [*Le Rebelle III*, p. 22.]

«La propriété foncière, cancer de la capitale», *Impact-tribune*, Yaoundé, n° 18, premier trimestre 2001, p. 14. [*Le Rebelle III*, p. 364.]

«À propos d'une banderole», *Bulletin de la société des amis de Mongo Beti*, n° 2, deuxième semestre 2003, pp. 1-2. [*Le Rebelle III*, p. 25.]

2. Entretiens de Mongo Beti dans la presse camerounaise

Challenge hebdo, «Mongo Beti, écrivain, Rouen», *Challenge hebdo*, Douala, édition spéciale, n° 15, du 9 au 16 janvier 1991, p. 3. [*Le Rebelle II*, p. 35.]

Zébazé, Benjamin (1991), «Mongo Beti retrouve sa terre natale après trente-deux ans: un homme en liberté», *Challenge hebdo*, Douala, n° 21, du 27 février au 6 mars 1991, pp. 4-5. [*Le Rebelle II*, p. 55.]

Ngakam, Noubissie, « Venu "lutter contre la censure", Mongo Beti interdit de conférence à Yaoundé par la police », *Le Messenger*, Douala, n° 216, du 28 février 1991, p. 14. [*Le Rebelle II*, p. 62.]

Ebole Bola, Félix Cyriaque, « Mongo Beti : confidences », *Challenge hebdo*, Douala, n° 41, du 14 au 21 août 1991, pp. 8-9. [*Le Rebelle II*, p. 75.]

Njowé, Pius N., « Mongo Beti : "Un homme politique doit avoir été un vrai militant" », *Le Messenger*, Douala, n° 254, du 19 mars 1992, p. 15. [*Le Rebelle II*, p. 86.]

Ndzana, Vianney Ombé, « Le pape de l'opposition vous parle : la paranoïa au pouvoir », *Challenge hebdo*, Douala, n° 70, du 19 mai 1992, pp. 8-9. [*Le Rebelle II*, p. 92.]

Ngatcho, Roger, « Mongo Beti reçoit le chairman à Mbalmayo et se déclare prêt à battre campagne pour le SDF », *SDF-écho*, Yaoundé, n° 12, du 10 septembre 1992, pp. 8-9. [*Le Rebelle II*, p. 110.]

Zinga, Valentin Siméon, « Mongo Beti en toute liberté : "Je participerai à la Conférence nationale souveraine" », *Le Messenger*, Douala, n° 19, du 12 avril 1993, pp. 8-10. [*Le Rebelle II*, p. 115.]

Lingo, Célestin, « Mongo Beti : "Si je n'avais pas été un dissident, je n'aurais pas appris tout ce que j'ai appris" », *Le Messenger*, Douala, n° 321, du 23 août 1993, p. 15. [*Le Rebelle II*, p. 128.]

Fertin, Pierre, « Mongo Beti : "Les instructions de Biya, une démagogie contre la grève générale annoncée" », *La Détente*, Douala, n° 94, du 8 septembre 1993, p. 5. [*Le Rebelle II*, p. 137.]

Pené, Félix, « Mongo Beti parle aux jeunes », *Le Messenger des jeunes*, Douala, n° 11, de février-mars 1994, pp. 6-7 ; *Le Messenger des jeunes*, Douala, n° 12, de mars-avril 1994, p. 6. [*Le Rebelle II*, p. 143.]

Dizong, Étienne L. Mooh, « Mongo Beti : "La francophonie est un instrument d'oppression" », *Challenge hebdo*, Douala, 4^e année, n° 174, du jeudi 27 octobre 1994, p. 7. [*Le Rebelle II*, p. 161.]

Ndzana, Vianney Ombé [V.O.N.], « La bataille des forêts est-elle engagée ? », *Génération*, Yaoundé, n° 15, semaine du 23 au 30 novembre 1994, pp. 4-5. [*Le Rebelle II*, p. 168.]

Muller, E., et Lingo, C., « Mongo Beti : "Les paysans sont les légitimes propriétaires de nos forêts" », *À l'affût magazine*, Yaoundé, n° 4, avril-juin 1995, pp. 2-6. [*Le Rebelle II*, p. 192.]

Dokam, C., et Phouet-Foé, M., « Mongo Beti : "Il faudrait repenser tout le système éducatif !" », *La Voix de l'enseignant*, Yaoundé, n° 3, septembre 1995, p. 7. ; *La Voix de l'enseignant*, Yaoundé, n° 4, octobre 1995, pp. 4-5. [*Le Rebelle III*, p. 56.]

Mombio, Michel, « Mongo Beti : "On m'a empêché de voter" », *Le Messenger*, Douala, n° 475, 1^{er} février 1996, p. 11. [*Le Rebelle III*, p. 73.]

Mombio, Michel, « La candidature d'Ayissi Mvodo est une manœuvre de la France : "Biya ou Ayissi Mvodo, c'est bonnet blanc, blanc bonnet" », *Le Messenger*, Douala, n° 553, du 21 octobre 1996, pp. 6-7. [*Le Rebelle III*, p. 126.]

Djombi, Paul, « Mongo Beti explique pourquoi il est candidat », *Le Quotidien*, Douala, du vendredi 28 février au dimanche 2 mars 1997, pp. 4-5. [*Le Rebelle III*, p. 163.]

Massila-Warta, Bertrand, « Mongo Beti : "Pour moi, Titus Edzoa est un personnage méprisable, odieux" », *Challenge nouveau*, Douala, du 14 mai 1997, pp. 6-7. [*Le Rebelle III*, p. 184.]

Zinga, Valentin Siméon, « Après la condamnation de Titus Edzoa. Mongo Beti : "Nous allons poursuivre le combat" », *L'Expression*, Douala, n° 181, du 6 octobre 1997, p. 5. [*Le Rebelle III*, p. 219.]

Ouendji, Norbert N., « Mongo Beti : "On ne dialogue pas avec un monstre" », *Le Messenger*, Douala, n° 719, du 23 janvier 1998, p. 5. [*Le Rebelle III*, p. 228.]

Ndoumou Ntonga, Sylvestre, « Enfin, plus de justice ? », *L'Effort camerounais*, Douala, n° 106, du 9 au 15 avril 1998, p. 2. [*Le Rebelle III*, p. 233.]

Modo, Se'nkwe P., « Football, complot, xénophobie : l'arbitrage de Mongo Beti », *Le Messenger*, Douala, n° 781, du 29 juin 1998, p. 7. [*Le Rebelle III*, p. 260.]

Tocké, Adrien, « Crise au sein du SDF : l'analyse de Mongo Beti », *Le Messenger*, Douala, n° 836, du 4 novembre 1998, p. 5. [*Le Rebelle III*, p. 286.]

Nguemo, Jean-Paul, « Trois questions à Mongo Beti : "Lire vite et bien... je n'y crois pas" », *Le Messenger*, Douala, n° 1137, du mercredi 1^{er} novembre 2000, p. 7. [*Le Rebelle III*, p. 359.]

Note de l'éditeur

	9
1. France : Chirac président, et après ?	11
2. Jacques Chirac indésirable au Cameroun	17
3. En attendant Chirac, travaux forcés à perpète pour les paysans du Centre	19
4. Les Camerounais, un peuple de perroquets moutonniers ?	22
5. À propos d'une banderole	25
6. Mongo Beti : « Je doute que les Français aient manipulé qui que ce soit »	29
7. Le sommet des nuisances	33
8. États généraux de l'éducation : un piège à cons !	38
9. Mongo Beti version 1996 : la nouvelle bataille du livre	43
10. Mongo Beti à <i>Génération</i> : « Encore un effort... »	46
11. Mbella Mbappé ou la stratégie de la terre brûlée	50
12. Mongo Beti : « Il faudrait repenser tout le système éducatif ! »	56
13. ... Que Paul Biya s'en aille	68
14. Mongo Beti : « On m'a empêché de voter »	73
15. Commerçant à Tsinga : la galère !	81
16. Grand usager des PTT camerounaises : autre galère	86
17. Lettre ouverte à Dakolé Daïssala, soi-disant ministre des Postes et Télécommunications	91

18. De vraies PTT, une utopie ?	97
19. Allogènes ? Autochtones ?	105
20. La crise ? Quelle crise ?	109
21. Illettrisme et sous-développement : mourir pour le livre !	119
22. La candidature d'Ayissi Mvodo est une manœuvre de la France	126
23. Lettre ouverte au prochain président de la République du Cameroun	138
24. À propos de la fortune des hommes politiques : lettre ouverte au directeur de <i>Génération</i>	147
25. Camerounais usagers du gaz, unissons-nous : pour une Coordination des consommateurs en colère !	151
26. 100 <i>Génération</i> !!! Tuons le veau gras	156
27. Ayissi Mvodo : quand la France joue à qui perd gagne	158
28. Mongo Beti explique pourquoi il est candidat	163
29. Foccart est mort, vive l'Afrique ?	169
30. Lettre ouverte à Andzé Tsoungui Gilbert, grand prêtre autoproclamé de la camerounité	175
31. Dépit : Mongo Beti écrit au <i>Messageur</i>	181
32. Mongo Beti : « Pour moi, Titus Edzoa est un personnage méprisable, odieux »	184
33. Encore le tribalisme. Toujours le tribalisme ?...	193
34. Paul Biya versus Titus Edzoa : quand les loups se mangent entre eux	197
35. Lettre ouverte aux mafiosi du Renouveau : intimidateurs aujourd'hui, génocideurs demain	203
36. Autocritique après les cassettes	206
37. Mongo Beti : non au chantage tribal	211
38. Élection présidentielle : l'opposition camerounaise est-elle mauvaise ?	215
39. Mongo Beti après la condamnation de Titus Edzoa : « Nous allons poursuivre le combat »	219
40. Présidentielles 1997 : Boycott ? Oui, mais...	223
41. Mongo Beti : « On ne dialogue pas avec un monstre »	228
42. Enfin, plus de justice ?	233

43. L'UPC et ses avatars	235
44. L'idiot du village à la Recherche scientifique ?	242
45. La Sonel et son petit rouleau compresseur	251
46. Le foot de tous les exutoires	256
47. Football, complot, xénophobie : l'arbitrage de Mongo Beti	260
48. Les exilés sont de retour	268
49. Tribalisme, quand tu nous tiens...	275
50. Crise au sein du SDF : l'analyse de Mongo Beti	286
51. D'accord avec les « upécistes fidèles » : non aux privatisations façon Biya	295
52. J'accuse Ngidjol	301
53. Court-circuit dans l'amitié : lettre ouverte de Mongo Beti à Pius Njawé	315
54. Racket des fonctionnaires : ras le bol	325
55. Tribalisme, encore !	328
56. La passivité des Camerounais devant la déchéance généralisée	331
57. Presse privée, presse prostituée ?	338
58. Diffamation	344
59. Monsieur Biya, laissez-nous travailler...	351
60. « Nous devons prendre au sérieux les menaces du ministère de l'Administration territoriale »	354
61. Trois questions à Mongo Beti : « Lire vite et bien... je n'y crois pas »	359
62. La propriété foncière, cancer de la capitale	364
Les obsèques de Mongo Beti	369
<i>Références</i>	379